



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

# Débats de la Chambre des communes

---

VOLUME 148 • NUMÉRO 411 • 1<sup>re</sup> SESSION • 42<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

COMPTE RENDU OFFICIEL  
(HANSARD)

**Le mardi 7 mai 2019**

---

Présidence de l'honorable Geoff Regan

## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve  
à la fin du présent numéro.)

# CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 7 mai 2019

La séance est ouverte à 10 heures.

[Traduction]

---

Prière

---

## AFFAIRES COURANTES

•(1005)

[Traduction]

### LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

**Le Président:** J'ai l'honneur de déposer les rapports du vérificateur général du Canada pour le printemps 2019. Conformément à l'article 108(3g) du Règlement, ces documents sont réputés renvoyés en permanence au Comité permanent des comptes publics.

\* \* \*

### RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à deux pétitions.

\* \* \*

[Français]

### LA LOI SUR LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

**L'hon. Ralph Goodale (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.)** demande à présenter le projet de loi C-98, Loi modifiant la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada et la Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

### LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

**Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.):** Monsieur le Président, conformément à l'article 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de la délégation canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth concernant sa participation à la réunion du Comité exécutif international qui s'est tenue à Port-Louis, à l'île Maurice, du 20 au 24 mars 2018.

## LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

PÊCHES ET OCÉANS

**M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le 21<sup>e</sup> rapport du Comité permanent des pêches et des océans intitulé « Les pêches sur la côte Ouest: Partager les risques et les retombées ».

\* \* \*

### LOI SUR LE PROGRAMME D'ALIMENTATION SCOLAIRE POUR LES ENFANTS

**M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD)** demande à présenter le projet de loi C-446, Loi visant l'élaboration d'un programme national d'alimentation en milieu scolaire pour les enfants.

— Monsieur le Président, je suis heureux d'intervenir aujourd'hui pour présenter mon projet de loi intitulé Loi sur le programme d'alimentation scolaire pour les enfants. Je tiens à remercier la députée de Berthier—Maskinongé d'appuyer cette mesure législative.

Ce projet de loi exigerait que le ministre de la Santé élabore, en consultation avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec d'autres intervenants compétents, un programme national d'alimentation scolaire afin de veiller à ce que tous les enfants au Canada aient accès à des aliments sains. Le programme occasionnerait peu, ou pas, de coûts directs pour les enfants ou leur famille, s'appuierait sur les programmes d'alimentation scolaire en place partout au Canada, mettrait en oeuvre les pratiques exemplaires d'autres administrations et ferait la promotion de l'éducation en matière d'alimentation saine et fondée sur des données probantes.

Dans un pays aussi prospère que le Canada, aucun enfant ne devrait aller à l'école le ventre vide. Cependant, aujourd'hui, plus d'un million et demi d'enfants vivent dans des familles qui ont du mal à mettre du pain sur la table. Le Canada est l'un des seuls pays industrialisés au monde à ne pas avoir mis en place un programme universel d'alimentation en milieu scolaire. Un tel programme permettrait à tous les élèves canadiens d'avoir accès à des aliments nutritifs et il les sensibiliserait tous les jours aux avantages des saines habitudes alimentaires.

J'espère que tous les parlementaires appuieront cette importante initiative en matière de santé et de justice sociale.

*Affaires courantes*

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

[Français]

**TRAVAUX DES SUBSIDES**

**M. Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC)** propose:

Qu'à la conclusion du débat d'aujourd'hui sur la motion de l'opposition au nom du député de Carleton, toute question nécessaire pour disposer de la motion soit réputée mise aux voix et qu'un vote par appel nominal soit réputé demandé et différé jusqu'au mercredi 8 mai 2019, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

**Le Président:** L'honorable député a-t-il le consentement unanime de la Chambre afin de proposer la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Le Président:** La Chambre a entendu l'énoncé de la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter cette motion?

**Des voix:** D'accord.

(La motion est adoptée.)

\* \* \*

[Traduction]

**PÉTITIONS**

## LE FALUN GONG

**M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC):** Monsieur le Président, je suis fier de présenter la pétition que voici, qui a été signée par plus d'une centaine de Canadiens, entre autres parce que la 20<sup>e</sup> Journée mondiale du Falun Gong aura lieu cette semaine.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'utiliser la Loi de Magnitski que le Parlement a adoptée pour sanctionner les responsables des exécutions extrajudiciaires et des prélèvements forcés d'organes parmi les adeptes chinois du Falun Gong.

Les mots d'ordre des adeptes du Falun Gong sont: honnêteté, compassion et tolérance, mais ce n'est hélas pas ainsi qu'ils sont traités en Chine. Le Canada doit donc sévir contre les auteurs de cette persécution.

## LES PENSIONS

**M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD):** Monsieur le Président, j'aimerais présenter deux pétitions portant sur le même sujet.

Les pétitionnaires rappellent qu'avant les élections fédérales de 2015, les Canadiens se sont fait promettre par écrit que les régimes de pension à prestations déterminées, qui ont déjà été financés par les employés et les retraités, ne seraient pas transformés en régimes à prestations cibles.

Or, c'est exactement ce que permettrait le projet de loi C-27, qui a été présenté par le ministre des Finances, et un tel changement pourrait compromettre la sécurité financière des Canadiens qui ont négocié un régime à prestations déterminées comme forme de salaire différé.

Les pétitionnaires demandent donc au gouvernement du Canada de retirer le projet de loi C-27, Loi modifiant la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension.

• (1010)

## LE TRAFIC D'ORGANES HUMAINS

**Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC):** Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à présenter ce matin.

La première provient de citoyens dénonçant le trafic international d'organes humains prélevés sans le consentement des victimes. Légalement, rien n'empêche les Canadiens de se rendre à l'étranger pour acquérir ou recevoir des organes obtenus de cette manière.

Nous savons que le projet de loi S-240 a été renvoyé à l'autre endroit, alors nous avons bon espoir que les préoccupations des pétitionnaires ne demeureront pas sans suite.

## L'INITIATIVE EMPLOIS D'ÉTÉ CANADA

**Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC):** Monsieur le Président, l'autre pétition vient de Canadiens qui continuent de demander au premier ministre de défendre la liberté de conscience, de pensée et de croyance et de retirer l'obligation de fournir une attestation pour ceux qui présentent une demande dans le cadre du programme Emplois d'été Canada, y compris pour cette année, 2019. Le programme existe encore et les pétitionnaires considèrent que l'attestation est discriminatoire.

[Français]

## L'ASSURANCE-EMPLOI

**M. Guy Caron (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, NPD):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir de déposer une pétition signée principalement par des gens de Québec, du Saguenay—Lac-Saint-Jean et de l'Est-du-Québec, qui demandent un accès universel à l'assurance-emploi. Comme on le sait, seulement 35,2 % des chômeuses sont admissibles aux prestations régulières d'assurance-emploi, comparativement à 52 % des chômeurs.

Les signataires demandent de rendre universelle l'assurance-emploi, notamment en abaissant le seuil d'admissibilité à 350 heures ou 13 semaines; en établissant un seuil minimum de 35 semaines de prestations; et en augmentant le taux de prestations à 70 % du salaire basé sur les 12 meilleures semaines de salaire. Certaines autres dispositions sont proposées dans cette pétition. Cela me fait plaisir de la déposer à la Chambre.

[Traduction]

## LE TRAFIC D'ORGANES HUMAINS

**M. Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes—Brock, PCC):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends la parole pour présenter cette pétition d'une soixantaine de résidents inquiets de la région du grand Toronto.

Les pétitionnaires demandent instamment au Parlement du Canada et, maintenant, à l'autre endroit, d'adopter sans tarder la mesure législative proposée pour modifier le Code criminel et la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés afin d'interdire aux Canadiens d'aller à l'étranger pour acquérir des organes humains prélevés sans consentement ou à la suite d'une transaction financière, et d'interdire de territoire au Canada tous les résidents permanents et tous les ressortissants étrangers qui ont pris part au commerce d'organes humains.

**M. Tom Lukiwski (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir de prendre la parole aujourd'hui pour présenter une pétition en faveur du projet de loi S-240, qui a été renvoyé à l'autre endroit aujourd'hui.

*Travaux des subsides*

Les pétitionnaires viennent de diverses régions du Canada et tous appuient la pétition pour une seule et unique raison: lutter contre le fléau du prélèvement forcé d'organes.

Les pétitionnaires demandent au Sénat d'adopter cette mesure législative le plus rapidement possible parce que la Chambre en a déjà été saisie à plusieurs reprises.

**M. Earl Dreeshen (Red Deer—Mountain View, PCC):** Monsieur le Président, aujourd'hui, j'ai une pétition à présenter qui a été signée par près de 70 personnes qui souhaitent nous sensibiliser au fléau du trafic international d'organes humains, qui sont prélevés sur des donneurs sans leur consentement. Le projet de loi S-240, qui est à l'étude au Sénat, prévoit une interdiction s'appliquant aux Canadiens qui se rendent à l'étranger pour y acquérir ou y recevoir de tels organes. Il incombe à tous les députés de reconnaître ce fléau.

Cela dit, je suis fier de présenter cette pétition aujourd'hui.

**M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC):** Monsieur le Président, cette pétition concerne le projet de loi S-240. Les signataires de cette pétition souhaitent que le projet de loi franchisse assez rapidement les étapes menant à son adoption au Sénat.

Je ne peux imaginer un commerce plus dégoûtant que celui des organes humains. Il est impensable que quelqu'un se rende à l'étranger pour prendre un organe à une personne qui a été forcée de le donner ou qui l'a donné à la suite d'une transaction financière. Nous souhaitons mettre fin à ce commerce. C'est exactement pour cette raison que nous voulons que l'on donne suite à cette pétition et que l'on adopte ce projet de loi.

Les pétitionnaires demandent au Sénat d'adopter rapidement ce projet de loi. Ils espèrent qu'il sera renvoyé à la Chambre relativement rapidement pour que nous puissions l'examiner sous peu.

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, comme bien d'autres députés, je présente aussi une pétition concernant le prélèvement d'organes.

Je félicite toutes les personnes qui ont pris le temps de signer ces pétitions pour appuyer une cause aussi importante. Il est encourageant de voir que la Chambre des communes a répondu, du moins en grande partie, à la pétition.

\* \* \*

• (1015)

**QUESTIONS AU FEUILLETON**

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

**Le Président:** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

**ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT**

[Traduction]

**TRAVAUX DES SUBSIDES**

MOTION DE L'OPPOSITION MOTION — LES RESSOURCES NATURELLES

**L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC)** propose:

Que la Chambre demande au gouvernement de cesser de hausser le prix de l'essence en ouvrant la voie aux pipelines et en éliminant la taxe sur le carbone sur les carburants.

— Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député d'Haliburton—Kawartha Lakes—Brock.

S'il existe un paradis énergétique aux yeux du premier ministre libéral, c'est Vancouver. Le prix de l'essence dans la ville est plus élevé qu'il ne l'a jamais été ailleurs en Amérique du Nord.

Récemment, le premier ministre a visité Vancouver et un journaliste lui a posé une question sur le prix de l'essence, qui s'élevait alors à 1,69 \$ le litre. Il a répondu que c'est « exactement ce que nous voulons ». Le prix élevé de l'essence l'emballait, car il croit que c'est le seul moyen de protéger l'environnement.

De toute évidence, il a hérité d'une énorme fortune familiale. Il est un multimillionnaire. Il se promène dans une limousine financée par les contribuables, comme il l'a fait pendant la majorité de son enfance. Il n'a pas à s'inquiéter des factures à payer. Étant donné qu'il n'a jamais eu de souci d'argent, il ne se soucie pas de l'argent des Canadiens. Par conséquent, il est en admiration devant le prix élevé de l'essence en Colombie-Britannique en général et à Vancouver en particulier.

L'admiration du premier ministre pour le prix élevé de l'essence en Colombie-Britannique n'a rien de nouveau. Elle ne s'est pas seulement manifestée dans son fameux commentaire que c'est « exactement ce que nous voulons ». Elle est plutôt à la base de tout son programme de taxe sur le carbone.

Alors qu'il commençait à mettre en place son plan pour augmenter la taxe sur l'essence et sur les autres sources d'énergie, le premier ministre ne tarissait pas d'éloges sur le modèle de la Colombie-Britannique. C'est le modèle qu'il souhaite reproduire. En effet, il veut que la taxe sur le carbone instaurée par le gouvernement de cette province soit mise en oeuvre dans tout le pays. La Colombie-Britannique dispose de son propre système de tarification du carbone, un système que le premier ministre appuie et qu'il entend imposer à toutes les provinces au moyen d'une nouvelle loi fédérale. La seule différence entre la taxe sur le carbone en Colombie-Britannique et celle que le premier ministre impose en Ontario, en Saskatchewan, au Nouveau-Brunswick et au Manitoba, c'est que la première est un peu plus élevée. Le taux d'imposition en Colombie-Britannique s'élève à 40 \$ par tonne de dioxyde de carbone, alors que la taxe sur le carbone prônée par le premier ministre est fixée à seulement 20 \$ la tonne cette année.

À l'heure actuelle, on n'a qu'à regarder ce qui se passe en Colombie-Britannique pour entrevoir le futur que nous réservent les libéraux. Le premier ministre a reconnu qu'il souhaite augmenter la taxe nationale sur le carbone de 250 % d'ici 2022 s'il est réélu. Dès l'année 2023, une date qui n'est pas si lointaine, cette taxe risque d'augmenter de manière considérable. Des documents internes du gouvernement montrent qu'elle pourrait atteindre 300 \$ la tonne, ce qui est au-delà de 10 fois plus élevé que le taux en vigueur actuellement.

Je dis tout cela pour replacer les choses dans leur contexte, car le taux de la taxe en vigueur en Colombie-Britannique correspond à celui que le premier ministre veut appliquer au cours des prochaines années dans les provinces où il impose la taxe sur le carbone.

Quelles sont les conséquences? Les gens de la Colombie-Britannique paient aujourd'hui le litre d'essence 1,79 \$ soit, selon les statistiques, le prix le plus élevé jamais enregistré en Amérique du Nord. C'est exactement ce que veut le premier ministre.

### *Travaux des subsides*

Cette approche se répand dans tout le pays. Les taxes sur le carbone ont déjà provoqué une augmentation des prix en Ontario, en Saskatchewan, au Manitoba, en Alberta, au Nouveau-Brunswick et ailleurs. L'augmentation du prix de l'essence n'est qu'un début. Le premier ministre a bien précisé que le prix de l'essence devra encore grimper. Dans tout le pays, les Canadiens finiront par payer 1,79 \$ le litre d'essence, comme en Colombie-Britannique aujourd'hui.

●(1020)

En théorie, cela semblait sensationnel aux yeux du premier ministre, mais, en pratique, nous voyons quelles sont les conséquences. Des mères seules qui n'ont pas les moyens de faire le plein pour aller au travail vont avoir du mal à nourrir leurs enfants. Des aînés qui ont un revenu fixe et qui doivent prendre leur voiture pour faire leur marché ont du mal à joindre les deux bouts. Des petites entreprises, qui ne bénéficient d'aucun remboursement relativement à la taxe sur le carbone qu'elles paient, n'ont pas d'autre choix que de baisser le salaire de leurs employés ou de supprimer des emplois. Il y a quelques semaines, j'ai eu l'occasion de m'entretenir à mon bureau avec deux petits entrepreneurs qui construisent des fondations pour des maisons. Ils m'ont dit très clairement qu'ils ne peuvent pas répercuter le coût de la taxe sur le carbone sur leurs clients, car ceux-ci ne peuvent pas se permettre de payer davantage. Le prix des maisons est déjà trop élevé. Ces deux messieurs qui représentent vraiment la classe moyenne ne savent pas ce qu'ils vont faire. Ils paient aujourd'hui beaucoup plus pour une taxe que le premier ministre a imposée ici, en Ontario.

Je reviens à l'exemple de la Colombie-Britannique. Le premier ministre prétend que sa taxe avantagera les Canadiens, que, je ne sais comment, les Canadiens retireront plus en payant la taxe que ce qu'elle leur coûte au départ. Il veut nous faire croire que si nous lui remettons notre portefeuille, il y placera plus d'argent que nous en avions auparavant. Lorsqu'on lui demande où une telle chose a déjà été faite, il répond: « en Colombie-Britannique ». C'est là qu'a été inventée toute l'idée de la taxe sur le carbone soi-disant sans incidence sur les recettes. Nous savons maintenant que c'était une supercherie. Les études subséquentes montrent que les habitants de la Colombie-Britannique paient maintenant plus en taxes sur le carbone qu'ils ne reçoivent sous forme de remise ou d'allègement fiscal. En fait, dans toutes les provinces qui ont instauré leur propre taxe sur le carbone au Canada, le gouvernement ressort gagnant et les contribuables sont perdants. Cela vaut non seulement pour la Colombie-Britannique, mais aussi pour l'Alberta, pour l'Ontario à l'époque du gouvernement Wynne, pour le Québec et pour toute province de l'Atlantique dotée de sa propre taxe. Dans tous ces cas, le gouvernement perçoit plus d'argent, et les contribuables en conservent moins. Ce ne sont pas des opinions; ce sont des faits mathématiques. Si c'est ainsi, c'est parce que pour un politicien, l'argent est comme le miel pour un ours: une fois qu'il met la patte dessus, il ne peut pas s'arrêter.

La stratégie du premier ministre est bonne. C'est une bonne stratégie électorale. Il nous donne un petit chèque avant les élections et une énorme facture après les élections. Il incite les électeurs à voter pour lui avec des avantages de quelques centaines de dollars et, une fois élu, il leur impose des dépenses de plusieurs milliers de dollars. Nous le savons, car le premier ministre est à court d'argent. Il a accumulé un déficit de 20 milliards de dollars. En un peu plus de trois ans seulement, les dépenses de l'État ont augmenté de 25 %. Il lui est impossible de continuer à payer les factures sans prélever plus d'impôts. Par conséquent, il va augmenter les impôts. Il va faire en sorte de percevoir plus d'argent que ce que les contribuables peuvent

garder. Il s'y prendra toutefois après les élections, lorsqu'il n'aura plus besoin des électeurs — seulement de leur argent.

Il nuit également aux Britanno-Colombiens en bloquant les projets de pipelines. La plus grande partie de l'essence que consomment les Britanno-Colombiens provient du pipeline Trans Mountain, dont la capacité aurait triplé, si ce n'était de l'incompétence et des défilades du premier ministre.

Nous allons ouvrir la voie aux pipelines. Nous allons éliminer la taxe sur le carbone afin de rendre la vie plus abordable, pas seulement pour Britanno-Colombiens, mais pour tous les Canadiens, de sorte que les gens prospèrent au lieu de vivre.

●(1025)

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, les Canadiens attendent très patiemment depuis plus d'un an maintenant, plus précisément depuis que l'actuel chef du Parti conservateur a indiqué qu'il avait un plan. Le hic, c'est qu'il ne veut pas le présenter pour que les Canadiens en prennent connaissance. Je soupçonne qu'il n'a pas de plan. Le député d'en face se contente de répéter que ce plan fera baisser le prix imposé sur la pollution. À ce jour, voilà ce qu'on sait du plan du Parti conservateur.

En fait, ce plan vise quatre provinces. Dans son intervention, le député s'est concentré sur la Colombie-Britannique en laissant entendre aux gens de cette province que si les conservateurs accèdent au pouvoir, ils supprimeront la taxe sur le carbone. Comment le Parti conservateur éliminera-t-il la taxe sur le carbone en Colombie-Britannique pour faire baisser le prix de l'essence? Le député peut-il donner des précisions sur ce que fera le Parti conservateur pour les résidents de la Colombie-Britannique?

**L'hon. Pierre Poilievre:** Madame la Présidente, il va sans dire que je peux répondre. À l'heure actuelle, le premier ministre néo-démocrate de la Colombie-Britannique et le premier ministre du Canada, un libéral, qui pratiquent tous deux une politique d'impôts élevés, se sont entendus pour imposer conjointement aux Britanno-Colombiens une taxe sur le carbone. Les gens de cette province ont clairement fait savoir qu'ils ne veulent plus payer cette taxe mais, pour l'instant, le contexte ne se prête pas à la suppression. Je m'explique: même si le gouvernement provincial changeait d'avis et qu'il décidait de réduire ou d'éliminer cette taxe, le premier ministre du Canada a fait adopter une mesure législative qui lui permettrait de la réimposer. Les Britanno-Colombiens ne pourront se libérer de la taxe sur le carbone que lorsqu'ils se débarrasseront du premier ministre.

Notre plan consiste à débarrasser les Canadiens et de cette taxe, et de l'actuel premier ministre.

[Français]

**M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD):** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours et de sa capacité politique de lancer des flèches à ses adversaires.

*Travaux des subsides*

J'aimerais toutefois lui poser une question beaucoup plus sérieuse que les jeux partisans. Le GIEC nous a dit que nous disposons de 12 ans. La planète a 12 ans pour réduire de manière radicale nos émissions de gaz à effet de serre, sans quoi nous verrons un réchauffement climatique supérieur à 2, 3 ou peut-être 4 degrés Celsius. Cela causera une augmentation du nombre de catastrophes naturelles, de leur ampleur, de leur fréquence, de leur magnitude et des dégâts qu'elles causeront. Cela coûtera une fortune aux Canadiens et aux Canadiennes, aux Québécois et aux Québécoises. On verra de plus en plus de sécheresses, de feux de forêts, d'inondations et d'ouragans, ce qui heurtera l'économie. Le coût de l'inaction sur les changements climatiques sera beaucoup plus élevé que celui de l'action pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

Comment le Parti conservateur entend-il réduire les émissions de gaz à effet de serre s'il veut augmenter la production gazière et pétrolière? Cela n'a aucun bon sens.

**L'hon. Pierre Poilievre:** Madame la Présidente, nous allons le faire au moyen de la technologie, et non pas au moyen des taxes.

Je vais donner au député un exemple de la mauvaise logique du Parti libéral. La taxe sur le carbone va s'appliquer au CO<sub>2</sub> qu'un agriculteur de ma circonscription émet pour pouvoir faire pousser des tomates. Or tout ce CO<sub>2</sub> est absorbé par le plant. Cet agriculteur paiera donc pour un CO<sub>2</sub> qui ne sera même pas émis dans l'atmosphère. Cela rend les tomates canadiennes de ma circonscription plus chères que les tomates du Mexique. Ainsi, le transport des tomates du Mexique au Canada va émettre des gaz à effet de serre dans l'atmosphère pour que les Canadiens puissent acheter une tomate du Mexique moins cher au Canada qu'une tomate de ma circonscription. Cela nuit à l'économie et à l'environnement.

Ce n'est qu'un exemple du tort que cause la taxe sur le carbone à l'environnement et à l'économie. Nous allons la remplacer par de la technologie.

• (1030)

[Traduction]

**M. Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes—Brock, PCC):** Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir intervenir à la Chambre ce matin pour demander au gouvernement de cesser de hausser le prix de l'essence en ouvrant la voie aux pipelines et en éliminant la taxe sur le carbone sur les carburants.

Le gouvernement libéral manque complètement son coup dans le dossier de la lutte contre les changements climatiques. Il tient de beaux discours, certes. Il aime aussi se vanter de son plan environnemental qui, dans les faits, n'en est pas vraiment un, puisque c'est plutôt un plan fiscal. C'est un plan fiscal punitif qui fait grimper le coût de la vie pour tous les Canadiens et intensifie la montée fulgurante du prix de l'essence.

La taxe sur le carbone ne sert à rien. Elle ne changera pas les habitudes des Canadiens et n'aura aucun effet sur les changements climatiques. Cette taxe injuste touche particulièrement les Canadiens des régions rurales, qui doivent utiliser leur véhicule quand ils vont reconduire leurs enfants aux activités parascolaires, qu'ils vont faire l'épicerie ou qu'ils se rendent au travail pour gagner le salaire qui leur servira à payer le coût croissant de l'essence et du chauffage tandis que les grands pollueurs bénéficient d'une exemption.

Voici une anecdote à propos de ma circonscription. Comme il s'agit d'une région très rurale, nous avons quelques options. S'il n'y a pas de gaz naturel, les gens utilisent habituellement du propane ou du mazout. Si la taxe sur le carbone fait grimper le coût de ces

carburants et force les gens à se tourner vers l'électricité, ceux qui ont les moyens de changer leur fournaise et leur chauffe-eau et d'adopter le chauffage par plinthes seront confrontés, ici en Ontario, à des tarifs d'électricité parmi les plus élevés en Amérique du Nord, en raison des politiques désastreuses de Dalton McGuinty et de Kathleen Wynne. Bref, d'une manière ou d'une autre, les mauvaises politiques des libéraux punissent les contribuables des régions rurales.

Au lieu de s'attaquer aux grands pollueurs, le premier ministre s'en prend aux Canadiens des régions rurales. Les conservateurs ont déjà demandé au gouvernement à des dizaines de reprises combien la nouvelle taxe coûterait à une famille de la classe moyenne. Chaque fois, les libéraux ont refusé de fournir ce renseignement aux Canadiens. Le portrait de la situation se dessine maintenant petit à petit, et les Canadiens n'ont tout simplement pas les moyens de payer ces prix plus élevés.

Plusieurs provinces ont reconnu le programme fiscal des libéraux pour ce qu'il était et ont préparé leurs propres plans environnementaux, mais le premier ministre a imposé sa taxe de toute façon. L'Île-du-Prince-Édouard avait un plan. En fait, cette province a démontré que ses émissions de carbone avaient déjà chuté de 14 %, ce qui est mieux que la moitié des provinces canadiennes. Le premier ministre a rejeté ce plan et a imposé la taxe de toute façon. Pourquoi? Parce que l'Île-du-Prince-Édouard a dit qu'elle atteindrait ses objectifs de réduction des émissions sans imposer de taxe sur le carbone.

Le gouvernement ne peut pas tolérer que des provinces voyoutes lui montrent comment réduire les émissions de carbone sans taxer à mort les Canadiens. Cela ne correspond pas au discours du premier ministre. L'idée que la taxe sur le carbone n'a aucune incidence sur les recettes est risible. Tout le monde sait ce qui se passera lorsque le gouvernement libéral commencera à constater les rentrées d'argent provenant de la taxe: la tentation de les utiliser pour un autre de ses dadas sera trop forte pour y résister.

Le gouvernement libéral de la Colombie-Britannique, qui imposé une taxe sur le carbone en 2008, promettait que chaque dollar amassé serait remis aux habitants de la Colombie-Britannique sous forme de réductions d'impôts. Pendant un court moment, cela a semblé être le cas. Cependant, l'ancienne première ministre libérale Christy Clark n'a pas pu résister à cette abondance de générosité de la part des contribuables et a commencé à dépenser cet argent, entre autres pour accorder des cadeaux fiscaux pour encourager des cinéastes, qui, j'en suis certain, volent en jets électriques en sillonnant le continent.

Le premier ministre néo-démocrate actuel, John Horgan, a rejeté dès le départ l'idée d'une taxe sur le carbone sans incidence sur les recettes, la traitant comme une autre source de recettes gouvernementales à consacrer aux priorités que le gouvernement actuel juge pertinentes.

En Alberta, l'ancienne première ministre néo-démocrate Rachel Notley a promis la neutralité fiscale, mais ne l'a jamais respectée. Au moins ici en Ontario, l'ancienne première ministre Kathleen Wynne n'a jamais fait semblant de rembourser l'argent tiré de la taxe, mais a été récompensée en se faisant congédier par les Ontariens pour avoir gaspillé des milliards de dollars des contribuables et refusé de dire la vérité concernant le coût d'un plan énergétique irréaliste et d'un projet de taxe sur le carbone irréfléchi.

*Travaux des subsides*

Madame la Présidente, il ne faut pas se leurrer. Cette ruse de la taxe sur le carbone fera augmenter tous les prix pour les Canadiens. L'Office des transports du Canada vient d'augmenter l'indice des coûts de transport du grain des Prairies, qui représente une hausse de 1,82 % pour le Canadien National et de 3,7 % pour le Canadien Pacifique. Les variations découlent principalement d'augmentations « des composantes combustible et matériaux ». Plus précisément, l'OTC prévoit une hausse des prix du carburant de 2,25 % pour le CN et de 2,79 % pour le CP, après avoir tenu compte des hausses des « taxes sur le carburant ». Je suis sûr que l'OTC a commis une erreur et qu'il voulait dire, « prix du carburant sur la pollution ». Les consommateurs ressentiront cette hausse des coûts. En effet, les aliments, les produits manufacturés, le carburant et tout ce qui est transporté par train au pays coûteront plus cher. On voit déjà le prix des plats du camion de cuisine de rue local augmenter.

• (1035)

Au Nouveau-Brunswick, le gérant du camion de cuisine de rue Bangkok, Adam O'Brien, affirme que la taxe fédérale sur le carbone a déjà des conséquences sur les profits de l'entreprise, et que le fardeau de la hausse des prix du carburant et des aliments sera refilé aux consommateurs. Selon lui, il est malheureux que les clients aient à payer pour le prix plus élevé des aliments et du carburant, mais quelqu'un doit absorber cette hausse des prix. Comme il l'explique, « on ne souhaite pas augmenter les prix, mais malheureusement, c'est une question d'argent: nous devons faire des profits pour pouvoir payer nos employés. » M. O'Brien s'attend à ce que chaque plat augmente de 1 \$ à 1,50 \$. C'est ce qui arrive aux friteries mobiles partout au pays.

À Saskatoon, en Saskatchewan, la taxe sur le carbone du premier ministre a des conséquences sur les budgets consacrés à l'éducation. Dans ses récentes délibérations budgétaires, le conseil des écoles catholiques du Grand Saskatoon estime que la taxe sur le carbone amputera son budget de 200 000 \$. Le ministre de l'Éducation de la Saskatchewan a déclaré que c'est exactement pour cette raison que la province a dû injecter 14,5 millions de dollars en fonds inflationnistes dans les divisions scolaires. Dans tout cela, les contribuables doivent s'assurer que leurs enfants pourront aller à l'école et qu'ils pourront rester au chaud une fois là-bas.

En Colombie-Britannique, les émissions continuent d'augmenter même si la taxe sur le carbone y est la plus élevée au pays. Les habitants de cette province paient donc maintenant leur essence plus cher que partout ailleurs en Amérique du Nord. La taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique ne contribue pas non plus à des améliorations sur le plan environnemental; elle fait simplement augmenter le coût des déplacements pour se rendre au travail et conduire les enfants à leur pratique de hockey ou de soccer. Au moins, il y a le crédit d'impôt pour la condition physique pour compenser un peu. Ah, mais non, les libéraux l'ont annulé lui aussi.

Un prix de l'essence qui avoisine 1,70 \$ le litre a des répercussions pour la population canadienne en général et il a aussi des répercussions pour les parcs de véhicules gouvernementaux. Les services de génie, de collecte des ordures ménagères et des parcs, les ambulances, les camions d'incendie et les voitures de police coûtent tous plus cher aux villes, donc aux contribuables. La Ville de Surrey prévoit que les contribuables pourraient devoir payer de 150 000 \$ à 180 000 \$ de plus cette année qu'en 2018 pour le carburant nécessaire à son parc de véhicules. Selon un porte-parole de Metro Vancouver, si le prix de l'essence se maintient à 1,68 \$ le litre, les contribuables vont devoir payer environ 200 000 \$ de plus en essence pour le parc de véhicules en 2019. BC Ferries, dont dépendent les résidents de l'île de Vancouver et des îles Gulf pour se

rendre à l'hôpital, à l'épicerie et presque partout ailleurs, a dépensé un peu plus de 100 millions de dollars en carburant en 2018 et peut simplement refiler les augmentations de taxes à ses clients en leur imposant des suppléments pour le carburant.

Le premier ministre et le gouvernement libéral n'ont fait qu'aggraver la situation alors que les tensions causées par le projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain continuent de grimper entre l'Alberta et la Colombie-Britannique. Le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, a promulgué une loi qui permettrait à sa province de fermer le robinet du pétrole vers la Colombie-Britannique. Or, l'Alberta répond à jusqu'à 80 % des besoins locaux en carburant de la Colombie-Britannique. En Colombie-Britannique, la demande de carburant est forte, mais les réserves sont limitées en raison de la capacité restreinte des pipelines et de raffinage de la région. Ces problèmes pourraient être réglés en réalisant le projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain. Pourtant, le premier ministre n'a toujours pas annoncé la date exacte où on amorcera ce projet d'expansion qui a été approuvé il y a des années.

Le gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique a soutenu qu'on peut résoudre le problème du prix élevé de l'essence en augmentant la capacité de raffinage pour répondre à la demande. Cependant, je ne sais pas exactement qui investirait des milliards de dollars pour construire des raffineries en Colombie-Britannique quand son gouvernement n'autorise pas le transport de pétrole brut dans la province. Cela semble être l'investissement parfait pour le gouvernement libéral actuel. En réalité, ces problèmes n'existeraient pas si le secteur privé s'occupait de la réalisation du projet d'expansion Trans Mountain. N'eût été du gouvernement libéral actuel, le secteur privé investirait dans les raffineries canadiennes au lieu d'investir aux États-Unis, et les contribuables canadiens ne seraient pas propriétaires d'un pipeline de 5 milliards de dollars qui ne mène nulle part.

Si le gouvernement reconnaissait, comme l'ont reconnu toutes les provinces du Canada, que sa taxe sur le carbone est une taxe et non un plan, il pourrait véritablement offrir un répit aux Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

• (1040)

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, le bureau indépendant du directeur parlementaire du budget a indiqué très clairement ce qui va arriver avec la tarification de la pollution, notamment dans les quatre provinces où elle est mise en place. En fait, ce bureau indépendant a dit clairement que 80 % des gens — et peut-être encore plus dans ma circonscription — en tireront un gain net grâce à l'Incitatif à agir pour le climat.

Les conservateurs n'ont aucun plan pour régler le problème des changements climatiques, mais ils ne l'ont pas dit aux Canadiens. Les conservateurs s'attaquent au plan actuel — qui aura de véritables résultats concrets et positifs pour l'environnement au Canada — et disent qu'ils veulent s'en débarrasser. Le député se rend-il compte que la grande majorité des électeurs que je représente en tire un avantage financier net réel? Veut-il dire aux résidents de Winnipeg-Nord et des autres régions du pays que les personnes qui bénéficient de l'incitatif vont se faire enlever celui-ci par un gouvernement conservateur?

**M. Jamie Schmale:** Madame la Présidente, je suis content d'avoir la possibilité de répondre à mon ami.



*Travaux des subsides*

J'ai deux ou trois choses à dire. D'abord, il s'agit de l'argent des contribuables canadiens. Le gouvernement leur prendra cet argent pour le redistribuer au moyen d'un programme qui, selon lui, aura vraiment un impact sur le climat. C'est absolument ridicule. Les libéraux ont un plan fiscal, mais pas environnemental. C'est la première chose que je veux dire.

La deuxième chose, c'est que nous avons dévoilé différents éléments de notre plan de protection de l'environnement, et d'autres seront dévoilés sous peu. Nous allons faire preuve d'un leadership qui donnera des résultats réels, concrets et tangibles pour protéger l'environnement, en empêchant notamment les villes de déverser des eaux usées non traitées dans nos lacs et nos rivières.

J'aimerais aussi parler d'un problème local concernant ma région. Le Fonds d'assainissement du lac Simco, que les libéraux ont fait disparaître, a permis aux décideurs locaux de régler le problème du lac Simcoe. Les libéraux ont fait disparaître un fonds qui donnait des résultats tangibles: on avait ainsi constaté une amélioration de la qualité de l'eau et de l'aménagement du littoral. Les libéraux l'ont fait disparaître et l'ont remplacé par un plan fiscal, et non environnemental.

**M. Wayne Stetski (Kootenay—Columbia, NPD):** Madame la Présidente, dans cette vénérable enceinte, il arrive que l'on s'éloigne quelque peu de la vérité. J'aimerais seulement rétablir les faits au sujet de la Colombie-Britannique et poser une question au député.

La taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique est en place depuis 2008. Je vis en Colombie-Britannique. En 2007, nous avons reçu un chèque du gouvernement. En 2008, la taxe sur le carbone est entrée en vigueur sous le gouvernement libéral. Je souligne au passage que nombre de membres du Parti libéral de la Colombie-Britannique sont aussi des membres du Parti conservateur à l'échelle fédérale; je voulais seulement que ce soit très clair. Cette mesure a été mise en place sous le gouvernement libéral de la Colombie-Britannique.

Depuis 11 ans, l'économie de la Colombie-Britannique est l'une des plus prospères du pays. Je suis vice-président du comité de l'environnement. Nous avons étudié les changements climatiques et entendu un certain nombre de témoins à ce sujet. Ces témoins indépendants ont confirmé que la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique a fait baisser les émissions de gaz à effet de serre.

Comment mon collègue explique-t-il que la Colombie-Britannique impose une taxe sur le carbone depuis 11 ans, que le ciel ne nous est pas tombé sur la tête pour autant et que l'économie se porte très bien? Où est votre plan de lutte contre les changements climatiques?

**La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes):** Je rappelle au député qu'il doit adresser ses questions à la présidence et non au député.

**M. Jamie Schmale:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

J'invite le député à consulter le site Web de Sierra Club BC, comme je le fais en ce moment. On peut y lire que les émissions ont augmenté, et ce, malgré l'application de la taxe sur le carbone. Aussi, obliger les gens qui doivent prendre la voiture, pour se rendre au travail ou reconduire leurs enfants à différents endroits, à payer 1,80 \$ par litre d'essence, ce n'est pas ce qui s'appelle un plan. Punir les gens qui n'ont pas accès à d'autres choix n'est pas un plan. Dans les régions rurales, les options sont limitées.

Je vais dire à mon collègue du Parti libéral l'approche que nous adopterons. Nous inciterons le secteur privé à faire ce qu'il fait le mieux, c'est-à-dire introduire les produits les plus novateurs et les plus exceptionnels dans un marché ouvert et concurrentiel. Les entreprises peuvent ainsi se faire concurrence pour offrir le meilleur produit, le meilleur service et le meilleur prix. Les consommateurs ont alors accès à une multitude de choix fondés sur les demandes du marché et ils peuvent opter pour celui qui répond le mieux à leur mode de vie.

Alors que le marché tend de plus en plus vers les solutions écologiques, comme les véhicules et les autres produits écologiques, les gens feront ce choix en ayant une variété d'options. Pour y arriver, il faut réduire les impôts, limiter l'intervention du gouvernement et adopter des règles, des règlements et des formalités administratives raisonnables.

• (1045)

**M. Joël Lightbound (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.):** Madame la Présidente, je remercie l'opposition conservatrice de me donner l'occasion, ainsi qu'aux autres députés, de mettre en relief ce qui différencie les deux approches proposées aux Canadiens, celle du gouvernement libéral et celle de l'opposition conservatrice.

Un choix se présentera pour les années à venir. La première voie est celle de l'opposition, où le gouvernement reviendrait en arrière et abandonnerait les Canadiens en ne leur offrant pas de plan concret de lutte contre les changements climatiques ni contre l'augmentation du coût de la vie. La deuxième voie est celle où le gouvernement irait de l'avant et deviendrait un chef de file en matière d'abordabilité pour la classe moyenne et de protection de l'environnement.

Les députés l'ont entendu aujourd'hui et au cours des derniers mois: les conservateurs veulent rendre la pollution de nouveau gratuite et rendre la vie des Canadiens moins abordable. Ils veulent empêcher les gens de leur circonscription de recevoir de l'argent. De notre côté, nous luttons contre les changements climatiques et nous rendons la vie plus abordable pour les Canadiens.

Je tiens à dire clairement que l'abordabilité est au cœur de tout ce que le gouvernement accomplit: réduction du fardeau fiscal de la classe moyenne, Allocation canadienne pour enfants, bonification du RPC, nouvelles prestations pour les aînés et pour les travailleurs canadiens. Notre objectif demeure de créer plus d'emplois, d'aider les Canadiens à épargner et de leur permettre de dépenser pour ce qui leur tient à cœur.

La motion dont nous sommes saisis aujourd'hui nous prouve que l'opposition ne se soucie pas de l'environnement et qu'elle ne prévoit rien pour faire face aux dangers bien concrets que représentent les bouleversements climatiques pour l'avenir des Canadiens. Elle nous prouve aussi que les députés de l'opposition ne s'intéressent pas plus aux gens de la classe moyenne qu'ils le faisaient pendant leur dizaine d'années au pouvoir. Ils veulent plutôt contrecarrer le plan que le gouvernement libéral a mis sur pied et qui protégera les Canadiens, l'économie et les prochaines générations.

La motion montre que les députés de l'opposition ne veulent pas voir les effets des changements climatiques que nous et l'ensemble des Canadiens voyons au quotidien. Nous les voyons lorsque les conditions météorologiques extrêmes mettent la vie des gens en danger et compromettent leurs activités ou leur gagne-pain. On n'a qu'à penser à ce qui s'est passé la semaine dernière en Ontario et au Québec, où des gens ont dû être évacués et quitter leur maison et leur entreprise à cause des inondations.

### *Travaux des subsides*

Les Canadiens font déjà les frais de la pollution lorsqu'ils doivent payer les travaux de réparation des infrastructures, lorsque leurs primes d'assurance augmentent et lorsque la valeur de leur propriété diminue, et c'est sans parler du coût des services d'intervention d'urgence. En fait, on prévoit que les changements climatiques coûteront 5 milliards de dollars par année à l'économie canadienne à compter de 2020. Selon nous, les Canadiens ne devraient pas avoir à assumer ces coûts. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons plus attendre. Le parti d'en face nous promet un plan de lutte contre les changements climatiques depuis plus d'un an, mais il ne nous l'a toujours pas présenté. Or, c'est maintenant qu'il faut agir.

Notre plan de tarification de la pollution, qui va nous permettre de rendre de l'argent aux Canadiens, est fondé sur un consensus scientifique et sur les conseils d'économistes nobélisés. Il est conforme à une entente que nous avons signée avec nos partenaires internationaux, à la suite d'une longue coopération destinée à jeter les bases d'une approche mondiale efficace et concertée pour mettre un terme aux changements climatiques avant qu'il ne soit trop tard.

La tarification de la pollution par le carbone est généralement reconnue comme le moyen le plus efficace et le plus rentable de réduire les émissions de gaz à effet de serre responsables des changements climatiques. C'est la raison pour laquelle un grand nombre de provinces et de territoires l'ont déjà mise en œuvre ou sont sur le point de le faire. Nous n'en délaissions pas pour autant les habitants des provinces qui ne se sont pas dotées d'un système conforme à la norme fédérale. Dans ces endroits, nous encourageons la lutte contre la pollution et réinvestissons dans la province tout l'argent qui y a été perçu. Les Canadiens peuvent alors s'en servir pour faire des choix plus écologiques et plus durables.

Comme nous le disons depuis le début, ce n'est pas seulement la chose à faire pour l'environnement, mais c'est aussi la chose à faire pour l'économie. Comme l'a si bien dit mon collègue néo-démocrate de la Colombie-Britannique, les provinces qui ont mis en place une tarification de la pollution il y a déjà quelque temps — c'était en 2008 dans le cas de la Colombie-Britannique et en 2013 dans le cas du Québec — ont vu leur économie se développer de façon soutenue. Tout cela n'a pas fait augmenter le coût de la vie. Je dirai même que, grâce au filet de sécurité prévu dans le plan fédéral, le coût de la vie est plus abordable pour 80 % des Canadiens, d'après les chiffres du directeur parlementaire du budget, et que, en plus, le plan permet de lutter contre les changements climatiques.

En tarifant la pollution par le carbone, nous envoyons un signal aux grandes entreprises qu'il est temps pour elles d'innover et d'investir dans des technologies propres et dans des processus de croissance à long terme. De plus en plus de pays se rendent compte que les changements climatiques sont bien réels et qu'ils sont provoqués par l'homme, et nous voulons que ces pays viennent chercher au Canada les outils, les talents et les idées dont ils ont besoin pour transformer leurs propres économies.

● (1050)

On estime déjà que le marché mondial des biens et des services sobres en carbone pèse 5,8 billions de dollars. Cela représente un potentiel énorme pour le Canada, mais il faut pour cela que nous puissions aider les entreprises à faire les bons investissements dès maintenant. Vis-à-vis des Canadiens, nous avons choisi d'adopter la même approche. Nous redonnons aux Canadiens chaque dollar perçu avec la tarification de la pollution, afin de les encourager à s'en servir pour faire des achats plus durables.

Avec l'Incitatif à agir pour le climat, les Canadiens de la classe moyenne vont recevoir chaque année plus que ce qu'ils auront dû

payer. C'est ce que confirme le rapport du directeur parlementaire du budget, que je mentionnais tout à l'heure.

Plutôt que d'imposer aux Canadiens une manière de dépenser leur argent pour réduire les émissions, la tarification du carbone leur permet de décider eux-mêmes ce qui répond le mieux à leurs besoins. Un tel système entraînera une hausse de la demande pour les options durables, ce qui se traduira par davantage de profits et d'incitatifs pour les entreprises et les entrepreneurs qui réussiront à mettre au point des produits et des services sobres en carbone. La compétitivité des entreprises canadiennes a toujours été une de nos priorités lorsque nous avons élaboré notre plan de lutte contre les changements climatiques.

C'est la raison pour laquelle, dans les provinces qui n'ont pas mis en œuvre leur propre plan de lutte contre la pollution par le carbone, nous versons aux entreprises une partie des fonds perçus. Cela s'ajoute aux mesures que nous avons déjà prises pour réduire le taux d'imposition des petites entreprises et pour aider les entreprises de toutes tailles à amortir plus rapidement leurs immobilisations.

[Français]

Nous avons commencé notre mandat avec la ferme intention d'aider les Canadiens qui travaillent d'arrache-pied à mieux tirer profit des avantages d'une économie forte et en croissance, et c'est exactement ce que nous avons fait afin de nous assurer que la prospérité est inclusive, au Canada, alors qu'elle ne l'a pas été pendant une décennie.

Nous avons demandé au 1 % le plus riche des Canadiens de payer un peu plus pour que nous puissions réduire les impôts de la classe moyenne. Cette réduction d'impôt profite à plus de 9 millions de Canadiens.

Nous avons créé l'Allocation canadienne pour enfants. Cet été, elle sera indexée deux ans plus tôt que prévu, et elle l'a également été l'été dernier. Comparativement à l'ancien régime de prestation pour enfants, cette allocation est plus simple, plus généreuse et mieux ciblée pour les familles qui en ont le plus besoin. Cette allocation est exempte d'impôt, contrairement à l'ancien régime de prestation pour enfants.

Grâce à l'Allocation canadienne pour enfants, neuf familles canadiennes sur dix reçoivent plus de prestations qu'en vertu de l'ancien système, et les enfants canadiens s'en portent mieux. L'Allocation a contribué à sortir des centaines de milliers d'enfants de la pauvreté. D'ailleurs, il y a quelques semaines, Statistique Canada a rapporté que, au cours de notre mandat, la pauvreté de l'ensemble de la population canadienne a été réduite de 20 % et la pauvreté infantile, de près de 40 %. Tous les Canadiens doivent être fiers de cela. Cela ne se serait certainement pas produit si le gouvernement Harper était toujours aux gouvernes de ce pays. On sait que la réduction des inégalités ne se situait pas très haut sur sa liste.

Le soutien supplémentaire que l'Allocation canadienne pour enfants apporte fait une grande différence pour ceux et celles qui travaillent dur pour joindre les deux bouts. Ce soutien supplémentaire aide à payer des choses qui peuvent changer bien des choses dans l'avenir des enfants, comme des aliments nutritifs, des activités sportives ou des leçons.

Hier, nous avons annoncé que, à compter du 20 juillet, on augmentera l'Allocation canadienne pour enfants pour la deuxième fois afin de mettre plus d'argent dans les poches des familles de la classe moyenne.

*Travaux des subsides*

Grâce à la baisse d'impôt et à l'Allocation canadienne pour enfants, une famille type de quatre personnes reçoit en moyenne environ 2 000 \$ de plus chaque année, selon l'OCDE. Cet argent aide à subvenir aux besoins des enfants, à épargner pour l'avenir et à faire croître l'économie au profit de tous. Ces deux mesures aident les familles d'un bout à l'autre du pays. Ainsi, un couple qui a deux enfants et deux revenus, l'un, le salaire moyen et l'autre, les deux tiers de ce salaire, conserve maintenant près de 85 % de son revenu brut. Pour une mère ou un père monoparental qui gagne le salaire moyen et qui a deux enfants, ou pour les familles avec deux enfants dont un seul parent travaille au salaire moyen, les avantages sont encore plus importants. Ces familles paient un taux d'imposition effectif inférieur à 2 %. C'est ainsi que cela devrait être. En d'autres termes, ces familles peuvent conserver 98 % de ce qu'elles gagnent.

Pour les Canadiens qui travaillent fort pour se joindre à la classe moyenne, nous avons également remplacé la Prestation fiscale pour le revenu de travail par l'Allocation canadienne pour les travailleurs, qui est plus généreuse. L'Allocation canadienne pour les travailleurs mettra plus d'argent dans les poches des travailleurs à faible revenu, en encourageant plus de gens à entrer sur le marché du travail et à y rester puisqu'elle offre une aide réelle à plus de 2 millions de travailleurs partout au pays.

En plus d'être plus généreuse, l'Allocation canadienne pour les travailleurs sera plus accessible que le programme qu'elle remplace puisque l'Agence du revenu du Canada pourra calculer l'Allocation canadienne pour les travailleurs pour quiconque ne l'aura pas demandée dans sa déclaration de revenus. Les Canadiens commenceront à recevoir des prestations améliorées en vertu de la nouvelle Allocation pour les travailleurs au début de 2020, lorsqu'ils produiront leur déclaration de revenus de 2019.

• (1055)

C'est ce que nous avons accompli pour les Canadiens uniquement grâce au régime fiscal. Au-delà de cela, nous sommes allés encore beaucoup plus loin pour aider les Canadiens à garder plus d'argent et, surtout, pour réduire les inégalités partout au pays avec les résultats qu'on connaît.

[Traduction]

Nous savons, par exemple, que l'achat d'une maison ou d'un appartement est sans doute l'investissement le plus important que la plupart des Canadiens feront de toute leur vie. En plus du régime fiscal que nous avons mis en place, nos initiatives dans ce dossier aideront grandement les Canadiens qui en ont le plus besoin. Hélas, pour beaucoup trop de travailleurs, surtout les jeunes, les prix du marché immobilier sont inabornables, surtout dans les grandes villes.

Le gouvernement leur vient en aide avec le budget de 2019, qui fait fond sur notre Stratégie nationale sur le logement et prévoit de nouvelles mesures pour faciliter l'achat de logements, surtout pour les accédants à la propriété. Pour commencer, nous avons créé l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, afin de donner aux acheteurs d'une première habitation une plus grande marge de manœuvre, à la fois pour l'acquisition de la propriété et pour les frais récurrents. Ainsi, les personnes admissibles pourront financer une partie de leur logement en contractant un prêt hypothécaire avec participation auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Avec ce genre de prêts hypothécaires, les accédants à la propriété auront à payer des mensualités moins élevées, de sorte qu'il leur restera davantage d'argent pour rembourser une hypothèque traditionnelle plus rapidement ou pour faire d'autres dépenses prioritaires. Au bout du compte, l'Incitatif à l'achat d'une première propriété permettra à beaucoup plus de Canadiens de réaliser leur

rêve d'avoir leur propre habitation, tout en allégeant leur fardeau financier.

Le budget de 2019 permet aussi aux accédants à la propriété d'utiliser davantage leurs REER pour acheter une habitation, puisque le retrait maximal passe de 25 000 à 35 000 \$, et il encourage le développement du parc immobilier en faisant des investissements importants dans la construction et la rénovation de logements dans tout le pays.

Toutefois, nos efforts pour aider les Canadiens à faire face à l'augmentation du coût de la vie ne s'arrêtent pas là. Nous savons que le prix de l'électricité, à l'instar du prix des logements, gruge de plus en plus le revenu disponible des Canadiens. Les tarifs augmentent, plus vite que les salaires, si bien que les Canadiens sont de plus en plus nombreux à avoir du mal à joindre les deux bouts.

Le gouvernement est conscient qu'il doit faire davantage pour que les familles de travailleurs puissent payer leurs factures d'électricité. C'est la raison pour laquelle le budget de 2019 propose d'injecter un milliard de dollars dans l'efficacité énergétique des bâtiments et immeubles résidentiels, commerciaux et à logements multiples. Ce financement contribuera grandement à améliorer l'efficacité énergétique des maisons et des bâtiments au Canada, ce qui se traduira par une diminution des factures d'électricité des propriétaires de logements, des locataires et des gestionnaires d'immeubles. C'est le genre d'investissement qui rapporte, aujourd'hui et à long terme. Tout comme la tarification de la pollution par le carbone, ces mesures sont nécessaires pour les Canadiens et pour l'économie. On s'attend en effet à ce que leurs retombées économiques soient considérables, en plus de tous les bienfaits qu'elles auront pour un Canada plus vert, des milieux de vie plus sains, des technologies plus propres et une faune mieux protégée.

L'opposition préférerait ignorer le problème de la pollution en espérant qu'il disparaisse. Les Canadiens savent où mène cette attitude et ils savent que nous n'avons pas le choix à ce stade-ci. Nous ne pouvons plus ignorer le problème. Nous pouvons prétendre que la pollution est gratuite et que les changements climatiques ne menacent en rien notre santé, nos collectivités et notre économie. Cependant, nous devons affronter le problème de façon non seulement à créer un effet positif, mais aussi à favoriser la création d'emplois et la croissance économique.

Aux dernières élections, les Canadiens ont choisi entre le plan d'austérité et de compressions budgétaires des conservateurs, le plan du NPD qui aurait nu à la croissance des entreprises, et ce que nous avons présenté: un plan qui permet d'investir dans la classe moyenne, de créer des emplois et de bâtir une économie qui fonctionne pour tout le monde. Les résultats parlent d'eux-mêmes. Grâce à une économie vigoureuse et prospère, la classe moyenne canadienne est à même de constater que notre plan fonctionne. Les Canadiens ont créé des centaines de milliers d'emplois et, de fait, le chômage est au plus bas en 40 ans, et le Canada affiche une des plus fortes croissances économiques du G7.

*Travaux des subsides*

Les Canadiens à faible revenu et à revenu moyen sont beaucoup plus soutenus. Comme je l'ai mentionné, d'après l'OCDE, une famille typique de quatre personnes dispose de 2 000 \$ de plus aujourd'hui qu'il y a quatre ans sous les conservateurs de Stephen Harper. Quelque 825 000 Canadiens sont sortis de la pauvreté grâce à des mesures telles que l'Allocation canadienne pour enfants. Nous parlons d'une baisse de 20 % de la pauvreté au Canada en trois ans et demi seulement. Près de 900 000 personnes âgées à faible revenu profitent d'une hausse du Supplément de revenu garanti. En effet, l'une des premières mesures que nous avons prises en arrivant au pouvoir a été d'augmenter de 10 % le Supplément de revenu garanti pour les aînés vulnérables et à faible revenu. Plus de deux millions de travailleurs canadiens bénéficieront de la nouvelle Allocation canadienne pour les travailleurs.

Pendant leur mandat à la tête du pays, les conservateurs de Steven Harper ont ignoré les besoins de la classe moyenne et n'ont combattu ni les inégalités ni les changements climatiques.

• (1100)

Aujourd'hui, plus de Canadiens travaillent, les familles ont plus d'argent dans leurs poches, et nous contribuons à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement. Je demande donc à tous les députés qui participent au débat aujourd'hui de se joindre aux Canadiens, de faire le bon choix et de rejeter la motion à l'étude.

**Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC):** Madame la Présidente, j'aimerais entendre la réaction du député à la réponse de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique à une question que j'ai posée de la part d'un constructeur de maisons de ma circonscription, qui m'a signalé qu'à cause de la taxe sur le carbone, le coût de son produit — des maisons — va sensiblement augmenter dans notre province, ce qui fait qu'il sera plus difficile pour les jeunes d'acheter une maison.

La ministre m'a répondu que les entreprises appuyaient tout à fait le plan du gouvernement. Elle a cité une entreprise du nom de Vari-Form qui a réduit son empreinte carbone de 80 % de sa propre initiative et augmenté son résultat net de 1 million de dollars, preuve s'il en est, selon la ministre, que le plan fonctionne. Cependant, ce qu'elle n'a pas précisé, c'est que cela remonte à 2014, sous le gouvernement Harper. J'aimerais donc savoir pourquoi les libéraux estiment que la taxe sur le carbone est tellement cruciale.

De toute évidence, elle était très fière des efforts de cette entreprise en particulier. Je peux assurer au député que beaucoup d'autres innover et ne ménagent pas leurs efforts pour préserver le climat quand elles fabriquent des produits au Canada.

[Français]

**M. Joël Lightbound:** Madame la Présidente, il n'y a nul doute que, malgré le refus obstiné du gouvernement conservateur précédent de faire quoi que ce soit pendant une décennie en matière de protection de l'environnement ou de lutte contre les changements climatiques, il y a des Canadiens et des entreprises un peu partout au pays qui ont saisi des occasions et qui ont décidé d'innover et de réduire leur empreinte écologique. Même s'il n'y avait aucun leadership de la part du gouvernement fédéral, il y en avait de la part de gouvernements provinciaux et il y en avait définitivement de la part de l'entreprise privée.

On constate que de mettre un prix sur la pollution favorise la croissance. C'est ce qu'on a également entendu de la part d'experts en comité, de la part du directeur parlementaire du budget ainsi que dans les médias. Cela a eu un effet positif non seulement sur l'environnement, mais aussi sur l'économie, notamment en Colom-

bie-Britannique et au Québec, où elle a fait très bonne figure. Cela encourage aussi l'innovation de la part des entrepreneurs.

Voilà pourquoi je m'explique très mal l'entêtement des conservateurs à refuser de se rendre à l'évidence, alors que des entreprises majeures et des associations d'entrepreneurs d'un bout à l'autre du pays soutiennent ce prix sur la pollution.

[Traduction]

**M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD):** Madame la Présidente, je dois dire que je suis consterné que nous ayons encore un autre débat où, entre libéraux et conservateurs, c'est à qui serait le meilleur pour construire des pipelines ou faire en sorte qu'il soit plus facile de brûler de l'essence, alors que nous avons chaque année des feux de forêt et des inondations dans ma circonscription et dans toute la Colombie-Britannique, et qu'il y a des inondations pour la troisième année consécutive dans l'Est du Canada. Les Canadiens veulent un plan vraiment audacieux pour que nous puissions atteindre les cibles de l'Accord de Paris et viser des objectifs utiles, mais nous ne faisons que tourner en rond ici.

L'an dernier, je suis allé en Argentine avec le ministre des Ressources naturelles, à la réunion du G20 sur l'énergie, qui était entièrement consacrée à la grande transition vers un avenir à faibles émissions de carbone. Qu'a-t-il annoncé au reste du monde? Que nous avions acheté un pipeline pour 4,5 milliards de dollars et que nous voulions vendre des combustibles fossiles à la Chine. Tous les autres pays avaient un plan audacieux pour opérer cette transition, mais pas nous.

Je voudrais demander ceci au secrétaire parlementaire: pourquoi le gouvernement continue-t-il à verser des milliards de dollars de subventions au secteur des combustibles fossiles, alors que nous devons manifestement aller dans l'autre direction?

[Français]

**M. Joël Lightbound:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question. C'est rafraîchissant, par comparaison à la motion du Parti conservateur qui est devant nous aujourd'hui. Les conservateurs se mettent vraiment la tête dans le sable en ce qui concerne l'importance de lutter contre les changements climatiques. Je veux saluer le NPD pour son travail sur ces questions. Je pense que les néo-démocrates sont du bon côté de l'histoire à ce sujet, contrairement aux conservateurs.

Pour répondre à mon collègue, je dirais qu'il faut regarder l'action gouvernementale dans son ensemble. Jamais un gouvernement fédéral n'a eu autant d'ambition et de volonté politique que le présent gouvernement en matière de lutte contre les changements climatiques. Tout comme mon collègue, je trouve cela un peu ahurissant qu'en 2019, on se retrouve devant une telle motion à la Chambre des communes et devant un tel entêtement de la part des conservateurs, qui refusent une mesure efficace et bonne pour l'environnement et l'économie, c'est-à-dire mettre un prix sur la pollution.

Au sujet des crédits d'impôt pour le secteur des énergies fossiles, nous avons commencé à réduire le soutien. Cela se fait de manière graduelle, comme toute transition.

*Travaux des subsides*

• (1105)

**M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ):** Madame la Présidente, je ne suis pas d'accord sur ce que vient de dire mon collègue, soit que les libéraux ont commencé à réduire leur soutien aux énergies fossiles. Dans la dernière année, ils ont versé 19 milliards de dollars en soutien à l'industrie pétrolière, que ce soit sous la forme d'un crédit d'impôt, pour l'achat d'un pipeline ou pour la rénovation des oléoducs. On n'est pas du tout là.

En même temps, comme on peut le voir dans l'actualité, Dominic Champagne et une soixantaine d'organismes exhortent le gouvernement à passer à l'action en lui proposant un New Deal vert. Ils proposent des mesures très fortes visant à transformer notre économie et à prendre le virage vert.

Est-ce que le gouvernement est prêt à adopter ce « New Deal » vert? Le premier geste à poser serait d'annuler l'annonce des 19 milliards de dollars en soutien à l'énergie pétrolière du Canada.

**M. Joël Lightbound:** Madame la Présidente, j'aimerais d'abord apporter quelques clarifications.

Dans le budget de 2016, nous avons annoncé l'expiration de la déduction pour amortissement accéléré pour les installations de gaz naturel liquéfié. Dans le budget de 2017, nous avons annoncé l'élimination de certains crédits d'impôt liés aux dépenses d'exploration dans le secteur pétrolier et gazier. De concert avec nos partenaires du G20, nous nous sommes engagés à éliminer progressivement les subventions aux combustibles fossiles inefficaces d'ici à 2025. Cet engagement tient.

Je suis entièrement d'accord avec le député: il y a beaucoup plus à faire sur le plan de l'environnement. Je serai toujours une voix qui portera cela au sein du gouvernement. Les gestes que nous posons sont importants.

J'ai déjà entendu des gens comme Steven Guilbeault et Sidney Ribaux, d'Équiterre, dire qu'il fallait regarder l'action gouvernementale dans son ensemble pour s'apercevoir que jamais un gouvernement fédéral n'a eu autant d'ambition et de volonté que celui-ci pour lutter contre les changements climatiques. Il suffit de regarder le Parti conservateur et les leaders conservateurs d'un peu partout au pays, qui sont complètement déconnectés de la réalité, pour constater que cette action est difficile à accomplir, mais qu'elle est importante.

[Traduction]

**L'hon. Kevin Sorenson (Battle River—Crowfoot, PCC):** Madame la Présidente, ma circonscription est une circonscription très rurale. À cette époque de l'année, les agriculteurs commencent à semer. Espérons qu'ils n'aient pas à se plaindre du temps et de la pluie. Cependant, ils sont très conscients du prix de leurs intrants, par exemple des engrais et des semences. Cette année, les agriculteurs de ma circonscription parlent du coût du carburant, qui est très important pour eux, mais ça ne s'arrête pas là, en fait.

Plusieurs personnes ont parlé d'autres pays dans le monde et des taxes qu'ils mettent en place pour réduire la consommation de combustibles fossiles, mais bon nombre de ces pays ont une petite masse terrestre. Je pense à l'Allemagne, par exemple. Certaines provinces canadiennes sont plus vastes que l'Allemagne, qui compte cependant 80 millions d'habitants. Ce n'est pas seulement le coût des semences qui préoccupe les agriculteurs. Le coût du transport des céréales, des récoltes, les inquiète aussi.

Que répond le député à cette hausse massive du coût du transport? Les agriculteurs doivent pouvoir acheminer les produits alimentaires vers les villes et dans tout cet immense pays. Alors, quelle est la

réponse du gouvernement au coût élevé qu'anticipent les agriculteurs?

[Français]

**M. Joël Lightbound:** Madame la Présidente, la question du député était tellement étoffée que je pensais qu'il entamait un discours. J'ai donc manqué une partie de sa question et je m'en excuse. Ce n'était pas par manque de bonne volonté.

Le député a parlé du coût de la vie au Canada. Je lui dirai ceci: jamais un gouvernement n'a autant fait que ce gouvernement-ci pour réduire les inégalités, contrairement au gouvernement de Stephen Harper.

Comme je l'ai mentionné dans mon discours, l'OCDE a dit qu'une famille type de quatre personnes, au Canada, a 2 000 \$ de plus dans ses poches que sous l'ancien gouvernement. Nous avons pris une approche différente, alors que les conservateurs donnaient des cadeaux aux mieux nantis. On se souviendra qu'ils ont doublé la limite du CELI, envoyé des chèques aux familles de millionnaires et voté contre la hausse d'impôt du 1 % le mieux nanti. C'était sur cela qu'ils se concentraient. Je ne sais pas sur quoi ils vont faire campagne lors de la prochaine élection, mais leurs 10 ans au pouvoir ont été un désastre en matière de réduction des inégalités et pour la classe moyenne au Canada.

• (1110)

**M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD):** Madame la Présidente, je tiens à vous informer que je vais partager mon temps de parole avec mon illustre collègue le député de Skeena—Bulkley Valley.

Je suis heureux de me lever à la Chambre pour parler de la motion de l'opposition officielle. Malheureusement, on retrouve aussi au Parti conservateur la tendance à vouloir politiser le débat et à jouer à un jeu partisan sur un enjeu aussi important que notre capacité collective de prendre nos responsabilités et de lutter contre les changements climatiques et contre l'augmentation de la température planétaire.

On voit se dessiner à l'horizon le débat qui risque malheureusement de faire rage entre le gouvernement libéral et l'opposition conservatrice. En portant leurs œillères, ils vont vouloir ne parler que d'une seule chose. Ils seront pour ou contre un prix sur la pollution, une taxe sur le carbone, comme le dira l'opposition conservatrice, ou un prix sur la pollution, comme le fera le gouvernement libéral.

Nous, au NPD, nous avons une vision beaucoup plus holistique, beaucoup plus large et globale de l'ensemble des mesures nécessaires pour réussir à faire face au défi que notre génération et que nous, en tant que classe politique, avons maintenant à surmonter.

Je trouve un peu dommage qu'on use beaucoup de populisme et de démagogie autour de cet outil qu'est le prix sur la pollution. Nous, au NPD, nous le considérons valide, mais insuffisant, parce que c'est trop peu et trop tard.

Nous avons un gouvernement libéral qui s'est traîné les pieds pendant trois ans et demi et qui a un bilan absolument épouvantable. Maintenant, le débat risque de se faire entre les deux grandes formations politiques, un débat exclusivement centré sur le prix sur la pollution, la taxe, les coûts, et le reste, alors que beaucoup d'autres choses pourraient et devraient être faites. Nous, en tant que néo-démocrates, progressistes et environnementalistes, nous allons élargir le débat. Nous allons ouvrir les horizons et nous allons voir l'ensemble des mesures nécessaires pour changer réellement les choses.

### *Travaux des subsides*

Évidemment, mettre un prix sur la pollution est une bonne idée. En effet, la pollution ne devrait pas être gratuite, mais cet outil est-il suffisant pour nous permettre de faire face aux cibles nationales que nous avons mises sur la table pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre? Évidemment, la réponse est non, ce n'est pas suffisant. Le temps presse, il y a urgence d'agir. Nous sommes en train de passer à côté de nos objectifs. Nous sommes en train de trahir nos enfants et nos petits-enfants en leur laissant une planète où il va faire beaucoup plus chaud, ce qui aura de graves conséquences sur les écosystèmes, mais également des catastrophes naturelles. Je pourrai y revenir un peu plus tard.

Je veux souligner le constat d'échec accablant pour le gouvernement libéral actuel. Les libéraux sont capables de faire les plus beaux discours du monde, avec des violons et des larmes dans les yeux, lorsqu'ils parlent des générations futures et de notre responsabilité quant à l'avenir de la planète et de la vie sur la Terre. En même temps, ils font tout à fait le contraire, qui empire la situation et nous fait reculer. Ce gouvernement libéral est en train de rater les cibles conservatrices de réduction de gaz à effet de serre. Il faut le faire!

Chaque année qui avance, nous reculons d'autant plus. En décembre 2017, le ministère de l'Environnement nous disait que nous allions rater les cibles de réduction de gaz à effet de serre pour 2030 de 66 mégatonnes. En décembre 2018, le même ministère de l'Environnement nous disait que nous allions rater les cibles de 79 mégatonnes. Ce gouvernement libéral n'est donc même pas capable de respecter les engagements du gouvernement Harper en matière de réduction de gaz à effet de serre. Il n'y a pas quoi à être fier et se péter les bretelles.

Cependant, cela n'est rien. La cerise sur le gâteau, c'est que ce gouvernement achète un oléoduc. Lors de l'élection de 2015, les libéraux n'ont jamais parlé du fait qu'ils allaient prendre des fonds publics pour acheter un oléoduc dont les investisseurs privés ne veulent même pas tellement c'est risqué. Ils transfèrent le risque à l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes pour augmenter, et même tripler, la production du pétrole le plus polluant au monde.

• (1115)

Comment peut-on faire concorder cela avec un discours voulant qu'on doive être responsable, prendre soin de la planète et respecter les engagements qu'on a signés avec l'Accord de Paris afin de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré Celsius? C'est complètement hypocrite. C'est vraiment dire une chose et faire son contraire.

Au NPD, nous n'acceptons pas cela. Nous allons le rappeler au gouvernement libéral au cours des prochains mois, et jusqu'à la prochaine élection. Ce sont des sommes colossales: on paie 4,5 milliards de dollars pour acheter un vieil oléoduc de 65 ans qui coule, et ce, sans compter les 9,7 milliards de dollars que va coûter cette expansion. Malgré l'opposition de la Colombie-Britannique, des communautés autochtones, des environnementalistes et des groupes de citoyens, ils veulent enfoncer cela dans la gorge des gens. Ce sont pratiquement 15 milliards de dollars provenant des fonds publics, de notre argent, qui seront investis dans l'énergie d'hier qui ne traversera pas l'épreuve du temps. Même d'un point de vue économique et financier, c'est un mauvais investissement. La planète entière est en train d'investir massivement dans les énergies renouvelables, que ce soit aux États-Unis, malgré Trump, en Chine ou en Europe. Nous, nous sommes en retard. Il faudrait pouvoir investir ces 15 milliards de dollars dans de bons emplois pour les Canadiens et pour les Canadiennes. Il faut pouvoir faire de la géothermie, de l'énergie marémotrice, des éoliennes ou des panneaux solaires; mais non, on achète un oléoduc avec les fonds

publics. Il n'y a même pas eu une minute de débat au Parlement et à la Chambre. Par un décret ministériel du ministre des Finances, on dépense 4,5 milliards de dollars, et c'est réglé, sans problème.

Le jour où la demande mondiale de pétrole va diminuer, ce qui est inévitable vu les investissements massifs que fait le reste de la planète dans les énergies renouvelables, les investisseurs vont se retirer du pétrole qui coûte le plus cher à produire. C'est justement cela que le gouvernement libéral a fait avec l'oléoduc de Trans Mountain. Dans 20, 25 ou 30 ans, les investisseurs vont arrêter d'acheter ce pétrole, parce qu'il va coûter trop cher. Le pétrole qui vient de l'Arabie saoudite et du Venezuela va être beaucoup plus économique pour ceux qui vont encore vouloir utiliser cette source d'énergie.

Nous avons une responsabilité. Nos enfants nous le disent. Il y a une extraordinaire mobilisation de la jeunesse. Malheureusement, le gouvernement libéral ne l'écoute pas. Il fait l'inverse de ce que nos enfants et nos petits-enfants nous demandent.

Au mois de mars dernier, une mobilisation mondiale s'est faite, des millions de personnes ont marché dans des centaines de villes dans le monde pour réclamer un plan d'urgence pour faire face au défi climatique. La plus grosse manifestation — j'en suis fier en tant que député montréalais — a eu lieu à Montréal: il y avait 150 000 personnes dans les rues. Des jeunes du secondaire, du cégep et de l'université ont marché pour nous dire que nous n'en faisons pas assez et que ce sont eux qui vont devoir vivre avec les conséquences. Pendant ce temps, le gouvernement libéral ne fait que parler, mais son bilan est absolument catastrophique. Les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté chaque année depuis que le gouvernement libéral a été élu. Il a mis trois ans et demi pour mettre un prix sur la pollution, puis il a acheté un oléoduc avec l'argent des contribuables.

Il est urgent d'agir. Le rapport du GIEC nous le dit. Nous disposons de 12 ans, peut-être de 11 ans et demi, pour repenser notre économie, notre manière de consommer de l'énergie, de produire nos biens, de consommer les choses qu'on achète, de se transporter, de chauffer nos maisons et de construire nos maisons.

C'est pour cela qu'au NPD nous allons avoir une vision globale des secteurs sur lesquels il faut agir. Il faudra investir dans les énergies renouvelables, investir dans le transport en commun, investir dans l'électrification des transports pour des automobiles à zéro émission, repenser nos bâtiments et avoir des bâtiments durables qui ont un cycle de vie intéressant et dont certains matériaux de construction peuvent être réutilisés.

Il faut pouvoir développer cette vision globale, cette vision d'ensemble qui va nous permettre de relever ce défi. Malheureusement, ni le gouvernement libéral ni l'opposition officielle du Parti conservateur ne présentent des plans concrets, réalisables et à la hauteur des défis que présentent la planète et le réchauffement climatique.

• (1120)

**M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC):** Madame la Présidente, je remercie à nouveau le député de Rosemont—La Petite-Patrie.

*Travaux des subsides*

Je ne partage pas essentiellement les propos qu'il a tenus, mais il a souligné un élément extrêmement important: les libéraux disent une chose et font son contraire. Les libéraux se sont fait élire en promettant mer et monde et, finalement, ils ne tiennent pas leurs promesses. On l'a bien vu hier, d'ailleurs, en Colombie-Britannique. Les gens préfèrent les opinions franches et directes aux gens qui retournent leur veste et qui changent d'idée comme ils changent de chemise.

Par contre, j'aimerais que mon collègue apporte quelques précisions. Il a mentionné que les émissions de gaz à effet de serre avaient augmenté au cours des trois dernières années, sous l'administration libérale. Pourrait-il nous donner plus de détails là-dessus?

**M. Alexandre Boulerice:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question. Je le remercie également de sa franchise. Au moins, nous savons où logent les conservateurs. Pour eux, il n'y a pas de problème. Ils veulent encourager le secteur pétrolier et gazier et investir dans celui-ci. Ils sont ouverts à l'idée de faire passer l'oléoduc Énergie Est au Québec.

Le NPD n'est pas d'accord sur cela. Toutefois, le député a raison de dire que le bilan libéral des trois dernières années est absolument affreux. Les libéraux ne respectent pas leurs engagements. Même la commissaire à l'environnement et au développement durable, dans le dernier rapport qu'elle a rédigé avant sa retraite, s'est dite particulièrement inquiète de l'inaction du gouvernement libéral actuel et de l'insuffisance des mesures mises en avant par celui-ci. Nous avons besoin d'un virage et d'un changement profond, et ce n'est pas avec le Parti libéral que nous allons y parvenir. Les gens ne peuvent pas faire confiance au Parti libéral, puisqu'il a fait campagne sur une chose, mais qu'il a fait autre chose une fois arrivé au pouvoir.

À mon avis, on est capable de mettre un prix sur la pollution. Le Québec l'a fait, et la Colombie-Britannique l'a également fait il y a longtemps. Cela fonctionne, cela va bien, mais cela n'est pas suffisant pour nous permettre d'assumer nos responsabilités et de respecter nos engagements internationaux. Le NPD va le rappeler aux électeurs et aux électrices dans les mois à venir.

[Traduction]

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, personne ne sera étonné d'apprendre que je ne suis pas d'accord avec le député d'en face.

Le gouvernement libéral a élaboré un programme national de tarification de la pollution. Tout indique que les conservateurs, qui forment l'opposition officielle, s'y opposent farouchement. Plus tôt ce matin, le parrain de la motion a déclaré que les conservateurs souhaitent non seulement se débarrasser de ce programme à l'échelle nationale, mais qu'ils vont aussi tout faire pour l'éliminer à l'échelle provinciale.

Le gouvernement national actuel a fait plus pour reconnaître l'importance de la tarification de la pollution que tout autre gouvernement national depuis des décennies. Le Parti conservateur affirme que nous allons trop loin, alors que le NDP est d'avis que nous n'allons pas assez loin.

Je pense que le gouvernement est attentif aux souhaits et aux attentes des Canadiens envers lui. C'est pour cette raison que nous allons continuer de mettre l'accent sur la tarification de la pollution à l'échelle nationale.

Le député d'en face pourrait-il au moins reconnaître qu'il est important que le gouvernement national continue d'insister pour

mettre un prix sur la pollution d'un bout à l'autre du pays? À mon avis, les Canadiens souhaitent que le gouvernement agisse ainsi.

[Français]

**M. Alexandre Boulerice:** Madame la Présidente, le plan du gouvernement libéral ne fonctionne vraiment pas. Non seulement les libéraux se sont traînés les pieds pendant trois ans et demi avant de fixer un prix sur la pollution et non seulement ils ont acheté un pipeline à coups de milliards de dollars provenant de l'argent des contribuables, mais, en plus, leur plan comprend quelque chose d'assez fabuleux, soit un don de 12 millions de dollars à Loblaw pour l'achat de réfrigérateurs. Wow! Une compagnie qui a fait 1 milliard de dollars de profits l'année dernière et qui a caché 400 millions de dollars dans les paradis fiscaux reçoit des cadeaux du gouvernement libéral. Je pense que les Canadiens et les Canadiennes vont se demander si le plan des libéraux est d'acheter, avec l'argent des contribuables, des nouveaux réfrigérateurs à des milliardaires qui n'ont pas besoin de l'aide du gouvernement.

Qu'aurait-on pu faire avec ces 12 millions de dollars? On aurait pu mettre sur pied beaucoup de projets locaux très intéressants, que ce soit dans ma circonscription, à Montréal, ou au Québec. Or les libéraux préfèrent acheter des réfrigérateurs aux milliardaires. C'est le plan du gouvernement libéral et c'est honteux.

• (1125)

[Traduction]

**Mme Linda Duncan (Edmonton Strathcona, NPD):** Madame la Présidente, je remercie mon collègue, qui a une opinion claire et nette sur ce sujet. Ce qui me dérange vraiment, c'est le changement de discours des libéraux. Ils ne disent plus qu'ils ont instauré une tarification du carbone; ils ont maintenant instauré une tarification de la pollution. Pourtant, il y a deux ans, le comité de l'environnement a terminé une étude sur la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, qui régit les substances toxiques, mais les libéraux n'ont absolument rien fait de ce rapport.

L'Alberta a fermé les centrales au charbon plus tôt que prévu notamment en raison des répercussions sur la santé. Il existe de nombreuses raisons qui justifient la réduction de l'utilisation des combustibles fossiles et de la production d'électricité à partir de combustibles fossiles, notamment les répercussions importantes qu'ils ont sur la santé.

Je me demande si le député aimerait nous dire ce qu'il en pense.

[Français]

**M. Alexandre Boulerice:** Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son excellente question et de son expertise dans le domaine environnemental, qui est reconnue par tous.

Effectivement, le gouvernement libéral s'est traîné les pieds par rapport à une foule d'enjeux qui concernent l'environnement et la santé. C'est pour cela qu'il n'y a pas encore eu de révision de la Loi sur les produits dangereux. C'est pour cela qu'on trouve encore sur les étagères des produits comme Roundup, un produit qui contient du glyphosate et qui est interdit dans la plupart des pays du monde. Ici, au Canada, on le permet encore. Cela a des répercussions sur la santé, parce que c'est un produit qui peut causer des cancers.

Je trouve que plusieurs aspects du bilan environnemental des libéraux sont déplorables, et on n'a même pas encore parlé de la biodiversité ni de l'augmentation des catastrophes naturelles qui ont des répercussions sur la vie des gens. On parle notamment de feux de forêts et d'inondations, tel qu'on l'a vu récemment au Québec. Cela risque d'empirer et le gouvernement libéral porte une partie de la responsabilité à cet égard.

*Travaux des subsides*

[Traduction]

**M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD):** Madame la Présidente, c'est toujours avec beaucoup de plaisir que je prends la parole à la Chambre des communes.

À l'intention des Canadiens qui ne connaissent pas la procédure parlementaire, je précise que les partis d'opposition ont le droit de proposer un certain nombre de motions par an. Celle que les conservateurs ont proposée aujourd'hui demande au gouvernement de « de cesser de hausser le prix de l'essence en ouvrant la voie aux pipelines et en éliminant la taxe carbone sur les carburants ». Ce n'est pas très sérieux de leur part, parce que même s'ils prétendent bien connaître le fonctionnement de l'industrie pétrolière et gazière et le mécanisme de fixation du prix de l'essence, en présentant des motions pareilles, ils montrent bien qu'ils sont profondément réticents à prendre en compte tous les aspects du problème.

Je vais vous donner un exemple. En 2006, le NPD, qui faisait partie de l'opposition, a demandé au gouvernement conservateur alors au pouvoir de nommer un ombudsman du pétrole et du gaz et de lui demander d'examiner la question des prix de l'essence dans toutes les régions du pays. Nous avons tous constaté qu'avant une longue fin de semaine ou une date importante, les prix s'envolent dans les stations d'essence. À l'époque, nous avions demandé au gouvernement conservateur, dans l'intérêt du consommateur, de vérifier s'il y avait collusion entre certaines agences et d'examiner de quelle façon un arrêt de la production à certaines périodes de l'année entraînait une flambée des prix, ce qui était une véritable manne pour les entreprises, mais un gros problème pour les travailleurs.

Pendant leurs 10 années au pouvoir, les conservateurs ne se sont jamais souciés du prix à la pompe. Aujourd'hui, ils voient qu'ils ont une occasion de s'en prendre à un gouvernement qui a perdu beaucoup de crédibilité en matière de lutte contre le changement climatique. Plus personne ne croit le premier ministre, même lorsqu'il met la main sur le cœur, quand il dit que les libéraux se préoccupent vraiment du changement climatique, parce que les gestes sont plus éloquents que les paroles.

Je pense qu'il faut reprendre le débat à partir de ce que les conservateurs et les libéraux ont en commun, et ils ont davantage de points en commun que les Canadiens ne l'imaginent.

Les conservateurs et les libéraux croient aux cibles fixées par Stephen Harper. Les conservateurs les ont mises en place, et les libéraux les ont conservées comme cibles du Canada dans l'accord de Paris. Le vérificateur général et la commissaire à l'environnement montrent tous les deux dans leurs rapports que les libéraux sont incapables d'atteindre les cibles fixées par Stephen Harper. En fait, pas plus tard que l'année dernière, notre empreinte carbone a augmenté de 12 millions de tonnes avec le gouvernement libéral.

Les libéraux continuent de prétendre qu'ils luttent contre le changement climatique et qu'ils ont pris des mesures extraordinaires, mais tout indique que non seulement la tendance ne s'inverse pas, mais qu'au contraire elle s'accélère. Les libéraux nous disent pourtant de ne pas nous inquiéter, que nous y arriverons.

L'autre point qu'ils ont en commun concerne les subventions pétrolières et gazières. Les députés n'ignorent pas que, selon le rapport du vérificateur général, les subventions directes que nous versons à l'industrie pétrolière et gazière se situent entre 1 et 2 milliards de dollars, selon l'année. Un grand nombre de Canadiens se demandent pourquoi. Quand les affaires vont bien, c'est-à-dire la plupart du temps, ce secteur gagne énormément d'argent. Dans ce cas, pourquoi devons-nous le subventionner?

C'est une bonne question. Lorsque Stephen Harper était premier ministre, il a déclaré à l'OCDE, avec la main sur le cœur, que le Canada cesserait de verser ces subventions à partir d'une certaine date. Mais il n'a rien fait de tel.

Au cours de la dernière campagne électorale, le futur premier ministre libéral a dit aux Canadiens de ne pas voter pour les conservateurs parce qu'ils ne croyaient pas aux changements climatiques. Il a dit aux Canadiens que les libéraux, eux, y croyaient, et qu'ils cesseraient de verser des subventions au secteur du pétrole et du gaz naturel. Trois ans et demi plus tard, le budget fédéral des libéraux contient toujours des subventions pétrolières et gazières. Les conservateurs et libéraux sont donc en parfait accord sur ce point.

Nous avons demandé au gouvernement fédéral combien il dépensait, en comparaison de ce qu'il dépense en subventions pétrolières et gazières, dans ce qu'on appelle les énergies alternatives, qui sont de plus en plus rentables, notamment l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie marémotrice et l'énergie géothermique. Cela fait trois ans que je demande ces chiffres au gouvernement. Combien investit-il du côté des énergies alternatives? Nous savons ce qu'il dépense pour le secteur pétrolier et gazier, mais combien investit-il dans les énergies alternatives? Le gouvernement refuse de nous le dire, et c'est sans doute parce que les chiffres ne sont pas très flatteurs.

Le dernier point important sur lequel les libéraux et les conservateurs s'entendent concerne l'expansion des pipelines canadiens pour l'exportation de bitume dilué, dans l'optique de desservir les marchés asiatiques, entre autres.

Nous exportons déjà du bitume dilué à partir de la côte Ouest de la Colombie-Britannique. On aurait pu croire que l'expansion du pipeline Trans Mountain était destinée à desservir le marché asiatique, parce que nous ne pouvions pas acheminer de pétrole jusqu'à la côte. Or, nous acheminons actuellement du pétrole jusqu'à la côte, environ 330 000 barils par jour. Certains s'imaginent peut-être que l'Asie achète tout ce pétrole, et que c'est cela qui fait augmenter le prix pour tous les producteurs canadiens et qui fait augmenter les taxes. Mais ce n'est pas le cas. Alors, où va tout ce pétrole?

● (1130)

Il part aux États-Unis. Pratiquement 95 % du bitume dilué qui arrive sur la côte Ouest part aux États-Unis. Quel problème cette expansion réglerait-elle au juste?

Non seulement les libéraux et les conservateurs sont totalement d'accord au sujet de l'augmentation des exportations de bitume dilué, qui est la forme la plus brute du pétrole, celle qui a le moins d'intérêt pour l'économie canadienne parce qu'elle crée le moins d'emplois — il n'y a aucune valeur ajoutée —, mais les libéraux sont allés acheter un pipeline de 65 ans pour la bagatelle de 4,5 milliards de dollars de l'argent des contribuables. J'adore quand les libéraux disent que c'est rentable, sans tout comptabiliser. J'adore quand ils n'incluent aucun des facteurs de risque que prennent normalement en compte les entrepreneurs qui tiennent une comptabilité.

Les libéraux ont acheté un pipeline de 65 ans avec l'intention de dépenser encore de 10 à 15 milliards de dollars. Ce pipeline est tellement fantastique que personne d'autre ne voulait l'acheter. Aucune société pétrolière ou gazière où que ce soit sur la planète, ni les Américains, ni les Chinois, ni les Britanniques, ni les Hollandais n'en voulaient. C'était une si bonne affaire.



*Travaux des subsides*

Les députés peuvent-ils imaginer vouloir vendre leur vieille voiture? Personne n'en voudra, sauf le gouvernement canadien, qui dira faire une bonne affaire. La vieille épave est une des meilleures qui existent, et il va y consacrer toujours plus de fonds.

Imaginons que le gouvernement libéral investisse dans l'industrie de la location de films, disant qu'il aura de meilleurs DVD. Peu importe Netflix, il aura un meilleur affichage pour ses magasins Blockbuster. Les libéraux nous disent: «Faites-nous confiance. Voilà comment nous allons procéder. Nous allons dépenser votre argent judicieusement.»

Sur tous ces points, les libéraux et les conservateurs s'entendent. Ils ont d'ailleurs les mêmes objectifs. Ils croient qu'il faut toujours subventionner le secteur pétrolier et gazier. Ils veulent augmenter la quantité de bitume dilué acheminé vers la côte à grand coût pour le climat. Ils parlent d'une tarification du carbone, qui est un élément d'un plan, mais ce n'est pas un plan en soi. Nous le savons en Colombie-Britannique. Le gouvernement britanno-colombien, du temps de Gordon Campbell, n'a pas seulement tarifé le carbone, il a pris tout un tas d'autres mesures.

Les libéraux ne nous expliqueront pas comment ils comptent atteindre ne serait-ce que les objectifs de Stephen Harper pour le climat, parce qu'ils ne le peuvent pas. Ils forment le gouvernement depuis trois ans et demi, et ce qu'ils étaient censés régler une fois élus est encore pire. L'an dernier, on a enregistré une augmentation de 12 millions de tonnes de carbone dans l'atmosphère sous un gouvernement qui prétend lutter pour le climat.

Quand les Canadiens prennent du recul, ils sont très inquiets. Ils lisent les mêmes rapports que nous tous. Le récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat indique que si la courbe ne s'infléchit pas nettement en 12 ans, nous ne nous dirigerons pas seulement vers un réchauffement de 2 ou 2,5 degrés Celsius, nous dépasserons largement ce seuil critique. Nous connaissons les effets du réchauffement sur l'Arctique. Nous connaissons l'effet de la fonte des glaces dans le Nord. Nous connaissons les effets de l'intensité croissante des feux de forêt.

Je veux parler un instant de ma circonscription, Skeena—Bulkley Valley, dans le Nord-Ouest de la Colombie-Britannique. Nous avons battu le record des feux de forêt il y a deux ans. C'était sans précédent. Nous n'avions jamais vu de feux qui brûlent avec une telle intensité. Presque tous les secteurs de la province étaient en alerte. C'était d'une ampleur inédite. Puis, nous avons de nouveau battu le record l'an dernier.

Nous avons dans ma circonscription quelques localités assez conservatrices, qui triment dur et qui dépendent beaucoup des ressources naturelles. Des pompiers forestiers qui avaient 30 ans de métier, pas vraiment du type écolo à la David Suzuki, sont venus me dire que ces feux étaient différents. Ils combattaient des incendies de forêt depuis trois décennies et ils n'avaient jamais vu pareille intensité auparavant. Ils disaient que les feux ne se comportaient pas comme d'habitude. Leur ampleur et leur vitesse de propagation étaient différentes, et c'est à cause du climat.

Les agriculteurs ne comprennent plus les précipitations parce que nous n'avons plus autant de neige qu'avant ou parce que le régime de précipitations a changé.

Nous voyons des inondations. La ville d'Ottawa, où siège le Parlement, a déclaré l'état d'urgence climatique. Nous voyons changer le régime des crues. Les crues à récurrence de 100 ans ou de 500 ans se produisent maintenant tous les deux ans.

C'est exactement ce qu'on prédisait. La seule chose sur laquelle les spécialistes mondiaux du climat se sont trompés, c'est qu'ils

pensaient que cela n'arriverait pas avant 2030 ou 2040. Nous ne sommes pas encore en 2020 et cela arrive maintenant.

Si les députés souhaitent débattre du prix de l'essence, soit, parlons-en. Parlons des entreprises qui arnaquent les Canadiens à la pompe. Si les députés souhaitent parler de la tarification du carbone, soit, parlons-en. Toutefois, il faut que ce soit inscrit dans un plan qui nous mène là où nous devons aller. Comme nous le savons, les Canadiens consomment plus d'énergie et produisent plus de gaz à effet de serre par habitant que tout autre pays du monde.

● (1135)

Nous avons beaucoup de comptes à rendre. Nous ne pouvons continuer de semoncer d'autres pays sur la scène internationale et de leur dire de s'inspirer du Canada. Ce n'est pas une solution aujourd'hui. Cependant, ce devrait être une solution dans l'avenir et je crois que le NPD présentera ce nouveau plan vert audacieux qui tiendra cette promesse.

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, il y a un certain nombre de prétendus faits que le député d'en face a mis de l'avant ce matin que j'aimerais remettre en question. Hélas, cela ne me laisse pas beaucoup de temps pour ma question.

Ceci dit, je suis convaincu que le sujet qui fera l'objet de longs débats au cours de l'été et jusqu'aux élections en octobre porte sur les politiques environnementales les plus importantes qui ont été examinées au cours des 12 derniers mois environ. Les conservateurs n'ont pas encore présenté d'idées ni de plan d'action. De notre côté, nous avons mis en œuvre une tarification nationale de la pollution. C'est une politique très importante qui aura de grandes retombées positives sur l'environnement canadien d'aujourd'hui et de demain. Le gouvernement libéral non seulement écoute ce que les Canadiens disent, mais il agit en conséquence.

Je me demande si mon collègue d'en face peut reconnaître l'importance de cette initiative. Bien d'autres arguments qu'il a soulevés sont plutôt discutables, mais ne serait-ce qu'au sujet de cette initiative, j'aimerais savoir ce que lui et le Nouveau Parti démocratique feraient. Voudraient-ils augmenter ou réduire le prix sur la pollution? Que pense le député du point de vue de l'opposition officielle, dont les députés affirment qu'ils s'en débarrasseraient?

**M. Nathan Cullen:** Madame la Présidente, on voit bien la tactique du député. Il dit que je me trompe sur un certain nombre de faits, mais il ne précise pas lesquels.

*Travaux des subsides*

J'ai parlé du rapport du GIEC, du vérificateur général du Canada et de la commissaire à l'environnement, qui a examiné le bilan des libéraux dans le domaine du climat et l'a déclaré désastreux. J'ai dit que les libéraux ont fait inscrire dans l'Accord de Paris les cibles de Stephen Harper, des cibles qu'ils ne sont même pas en mesure de respecter. J'ai présenté un certain nombre de faits qui, selon le député, sont erronés ou discutables, mais il n'en mentionne aucun. Il ne présente pas ses propres faits. Je lui dirai donc de nouveau ce qui est souvent approprié dans son cas: il a droit à ses propres opinions, mais il n'a pas le droit de s'approprier les faits. C'est là le bilan des libéraux en matière de changement climatique. Qu'ils le reconnaissent.

Les libéraux veulent une guerre culturelle durant la prochaine campagne électorale, mais seulement au sujet de la taxe sur le carbone. Les conservateurs veulent dire non et les libéraux veulent dire oui, comme si c'était la seule question avec laquelle nous devons nous débattre au pays. C'est un échec flagrant pour le gouvernement libéral, qui a été élu avec un mandat si fort pour agir à ce sujet. Tarifier le carbone est important, mais ce n'est pas la seule mesure à prendre, de toute évidence. Les libéraux manquent à leurs propres faibles promesses énoncées dans l'Accord de Paris sur le climat.

• (1140)

[Français]

**M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ):** Madame la Présidente, j'aimerais féliciter mon collègue pour son discours en faveur de l'environnement et contre les oléoducs. Pourrait-il nous dire ce qui a mené à l'évolution de la position de son parti en la matière?

Lors de la dernière campagne électorale, sa position était plus ambiguë. Lorsque ses députés s'exprimaient en anglais, ils étaient souvent propipelines, alors qu'en français, c'était le contraire. Cela avait fait dire à la députée de Berthier—Maskinongé que, bien au contraire, ils n'étaient ni pour ni contre Énergie Est. Ensuite, leur position a évolué. Certains disent même que Thomas Mulcair a quitté son poste de chef parce qu'il n'était pas assez propétrole.

J'aimerais donc savoir ce qui a mené à l'évolution de la position du parti de mon collègue.

**M. Nathan Cullen:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question. Je suis un peu surpris de l'entendre dire qu'il y avait un candidat néo-démocrate en faveur des pipelines et d'Énergie Est. Peut-être parlait-il plutôt du chef du Parti libéral et du chef du Parti conservateur. Les conservateurs se trouvent clairement dans ce camp. On n'a qu'à regarder leur plan, qui n'en est pas un.

Si on veut une économie stable qui ne favorise pas seulement l'Alberta, le Canada ou le Québec, la construction d'un autre pipeline n'est pas la solution. Notre exportation de pétrole brut est trop faible, sans parler de la pénurie de main-d'œuvre et des tarifs. Si on veut améliorer l'économie en général, on doit se concentrer sur toutes nos ressources naturelles et non seulement construire un autre pipeline vers la Chine ou les États-Unis. Ce n'est pas la solution.

On dit que la folie, c'est de refaire toujours la même chose et de s'attendre à des résultats différents. Cela ne fonctionne pas, mais c'est l'attitude du Parti libéral.

**M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC):** Madame la Présidente, je suis bien heureux de prendre la parole sur cette motion de l'opposition officielle concernant le pétrole et l'exploitation des ressources naturelles. Je suis aussi bien heureux d'informer la Chambre que je vais avoir le plaisir de partager mon temps de parole avec la députée de Lakeland, qui, j'en suis sûr, fera un discours tout à

fait passionné, comme ceux auxquels elle nous a habitués de si belle façon au cours des trois dernières années.

Tous les gens se lèvent le matin en se disant qu'il ne faut pas polluer davantage, que nous devons préserver notre planète et que l'avenir de l'environnement est important. Là où ils diffèrent, c'est que certains croient qu'il faut imposer des taxes aux gens pour atteindre cet objectif, tandis que d'autres disent qu'il faut aider les gens pour y arriver.

La politique du Parti conservateur est d'aider les gens et les entreprises à moins polluer. Il y a 10 jours à peine, notre chef a déclaré, à Victoriaville, que notre plateforme environnementale serait bientôt connue des Québécois et des Canadiens. Déjà, on sait que cette plateforme mettra sur les technologies et sur l'exportation du savoir-faire canadien en matière d'hydroélectricité et d'autres technologies innovantes développées ici, au Canada. Surtout, des mesures concrètes et positives seront prises pour aider les Canadiens et les entreprises à moins polluer.

Ce gouvernement, quant à lui, préfère au contraire ajouter des taxes, des taxes et encore des taxes.

La politique libérale n'est pas une politique environnementale, c'est une politique fiscale. Plutôt que de réduire les émissions de gaz à effet de serre, elle veut faire payer des taxes aux gens. Je reviendrai d'ailleurs plus tard sur l'efficacité très douteuse de la taxation de ce qu'ils disent être la pollution pour la réduction concrète des émissions de gaz à effet de serre.

Le plan libéral, déployé il y a deux ans et mis en application depuis avril, est une taxation de la pollution, mais pas de toute la pollution. Les grandes entreprises qui produisent le plus de pollution sont, comme par hasard, exemptées de la taxe libérale sur le carbone. Cependant, les pères et les mères de famille qui doivent déplacer leur famille en automobile, les gens qui doivent se rendre au travail en automobile, les gens qui n'ont pas accès au transport en commun en raison de leur vie quotidienne, de leurs activités et de l'endroit où ils vivent, eux, n'en sont pas exemptés. Les Québécois subissent également les effets de la taxe libérale sur le carbone, puisque tous les biens qui sont transportés par camion, entre autres, coûtent plus cher. En effet, la taxe libérale sur le carbone fait augmenter le prix de l'essence, de sorte que cela a une incidence directe sur la facture que les gens ont à payer pour les biens qu'ils consomment.

De plus, ce prix, actuellement taxé, risque d'augmenter substantiellement. Quand nous étions au pouvoir, nous avons demandé une enquête pour savoir quel serait le coût réel pour les citoyens si on taxait le carbone. Leur document a supposément été rendu public lorsque ce gouvernement a été assermenté. Nous avons voulu obtenir ce document. Or, quand on arrive au fin détail des résultats, c'est caviardé. On ne voit rien du tout. Il y a un camouflage absolu de la réalité et des faits quand vient le temps de savoir combien coûte, de la poche des gens, la taxe libérale sur le carbone.

On se rend compte également que ce gouvernement fait preuve d'une grande hypocrisie lorsqu'il refuse de faire payer cette taxe aux grands pollueurs, ce qui n'a aucun sens. En fait, le seul plan environnemental qu'ont eu les libéraux a été d'acheter l'oléoduc Trans Mountain au coût de 4,5 milliards de dollars.

*Travaux des subsides*

Il y a deux choses que je n'aurais jamais cru voir de ma vie. Premièrement, je n'aurais jamais pensé que les libéraux allaient abolir le crédit que nous, les conservateurs, avions instauré pour aider les gens à utiliser le transport en commun — jamais je n'aurais cru que les libéraux allaient faire cela. Deuxièmement, je n'aurais jamais pensé qu'un gouvernement le moins intelligent allait prendre 4,5 milliards de l'argent des contribuables pour l'envoyer à une compagnie américaine de Houston, pour un oléoduc. C'est de l'inédit, et il n'y avait que les libéraux pour y penser. C'est cet héritage que nous laissent ces gens qui, souhaitons-le, ne seront plus à la gouverne de l'État dans six mois.

Quant au principe de la taxation, ces gens n'ont cessé de nous dire que c'est la meilleure façon de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Or c'est faux, et les faits parlent d'eux-mêmes. Cela ne porte pas ses fruits puisque, depuis trois ou quatre ans, nous avons au Québec ce que l'on appelle la bourse du carbone, un dérivé de la taxe libérale sur le carbone.

La bourse du carbone est en fonction au Québec depuis déjà un bon moment. Une analyse en a été faite à partir de résultats réels et concrets, avec du vrai monde, dans la vraie vie, dans une vraie situation et dans une vraie province canadienne, le Québec.

● (1145)

Quels sont les résultats? Le document que j'ai entre les mains a été déposé le 29 novembre à l'Assemblée nationale par le premier ministre du Québec. Le Règlement m'empêche de le montrer, mais il s'intitule « Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2016 et leur évolution depuis 1990 ». C'est le bilan du Québec au sujet de son empreinte environnementale et de la bourse du carbone en particulier, une forme de taxation de la pollution. Quels sont les résultats? Je cède la parole au premier ministre du Québec qui, le 29 novembre, à l'Assemblée nationale, a dit ceci:

[...] les seuls chiffres qu'on a, ce sont maintenant les chiffres pour 2016. Ce que ça montre, c'est que, depuis deux ans, donc depuis 2014, [2015 et 2016] il n'y a eu aucune réduction des GES. Au contraire, les GES ont augmenté.

Plus tard, il explique:

Ce qu'on voit dans ce bilan, c'est qu'en 2014 on avait au Québec 78,4 mégatonnes d'émissions, en 2015, 78,55 et, en 2016, 78,56. Donc, on voit là que les émissions augmentent.

C'est le premier ministre du Québec qui a dit cela en s'appuyant sur un document émis par le ministère de l'Environnement du Québec et basé sur les faits concernant la bourse du carbone au Québec. Le résultat, c'est qu'il n'y a eu aucune baisse des GES.

Ensuite, les libéraux veulent nous faire la leçon en disant que nous sommes contre le prix sur la pollution et que nous voulons continuer à polluer quoi que ce soit. Premièrement, ils sont hypocrites, puisqu'ils ne taxent pas les plus gros pollueurs. Deuxièmement, cela n'a aucun effet sur la réduction des gaz à effet de serre. L'expérience québécoise parle d'elle-même. D'ailleurs, le 5 mai 2015, alors qu'il était chef du deuxième groupe d'opposition, l'actuel premier ministre du Québec avait publié un communiqué intitulé « Bourse du carbone — "Une nouvelle taxe 100 \$ pour la classe moyenne" ».

C'est pourquoi nous estimons que ce n'est pas une bonne chose que de vouloir taxer les gens pour réduire la pollution. Cela ne fonctionne pas. Si on veut réduire la pollution, on doit prendre des mesures incitatives pour que les gens polluent moins, comme le crédit d'impôt que nous avons mis en place pour ceux qui prennent l'autobus. Les libéraux l'ont aboli. Il faut aider les gens à mieux gérer leur pollution. Voilà une solution intelligente. Il faut aider les entreprises à moins polluer, plutôt que de les taxer. Voilà une solution efficace. Surtout, on ne doit pas dire qu'on veut mettre un prix sur la pollution, puis éviter de taxer les grands pollueurs.

Cela m'amène à parler de la fameuse histoire du pipeline. Comme je l'ai dit plus tôt, l'expertise libérale en matière de pipelines, c'est de prendre 4,5 milliards de dollars de l'argent des contribuables et d'envoyer cela aux États-Unis. C'est burlesque, c'est d'un ridicule consommé inacceptable.

Au Québec, on s'y connaît en pipelines. Il y a des pipelines depuis 1942 au Québec. Le premier a été construit entre Montréal et le Maine pour l'exportation de pétrole afin de faire face à l'ogre nazi qui sévissait en Europe. Au Québec, on a actuellement 2 000 kilomètres de pipelines. Neuf pipelines traversent le fleuve Saint-Laurent. Nous avons construit et inauguré en 2012 un pipeline flambant neuf qui relie Lévis à Montréal. Il fait 248 kilomètres et traverse l'une des zones les plus densément peuplées du Québec. Il traverse quelque 630 terrains et 26 cours d'eau, dont le fleuve Saint-Laurent. Eh bien, cela fonctionne! Au Québec, on a 2 000 kilomètres de pipelines, dont neuf passent en dessous du fleuve, on a construit un pipeline de 248 kilomètres il y a à peine quelques années, et cela fonctionne.

Les avions de Dorval consomment 4 millions de litres de pétrole tous les jours. Comment ce pétrole se rend-il à Dorval? Il n'est pas transporté par train ni par camion, mais par pipeline. Eh oui, au Québec, nous en avons des pipelines, et cela n'a tué personne! Nous sommes conscients qu'il faut faire les choses correctement, et nous sommes capables de le faire.

Je tiens à rappeler que, pour nous, le projet Énergie Est est mort et enterré. Ce n'est pas au gouvernement de prendre l'initiative de créer des pipelines. C'est l'entreprise privée qui doit le faire, de façon respectueuse. Cela dit, le projet Énergie Est est mort et il faut être bien clair là-dessus. Nous, nous n'avons pas peur des pipelines, et surtout, nous ne faisons pas peur aux gens à ce sujet.

● (1150)

[Traduction]

Non, mon principal problème, c'est qu'au Québec nous savons ce que c'est que de mettre un prix sur la soi-disant pollution par le carbone, que j'appelle la taxe libérale sur le carbone.

Au Québec, nous avons un système de plafonnement et d'échange qui est en vigueur depuis quatre ans et au sujet duquel nous disposons de données. Il y a quelques mois, le 29 novembre, le premier ministre du Québec a déposé ces données à l'Assemblée nationale et elles sont claires comme de l'eau de roche. Je ne peux montrer le document à la Chambre maintenant, mais je le déposerai après mon discours si les députés souhaitent que je le fasse.

Le document a été publié par le ministère de l'Environnement du Québec, le gouvernement du Québec. Il est on ne peut plus clair sur les véritables effets du système de plafonnement et d'échange en vigueur au Québec. Les résultats pour 2014, 2015 et 2016 indiquent une diminution nulle des émissions de gaz à effet de serre. C'est la réalité.

Il ne s'agit pas ici d'une étude faite par des personnes qui sont convaincues qu'elles ont raison parce qu'elles ont raison; non, nous parlons de la réalité. Le Québec a fait l'expérience du système de plafonnement et d'échange, qui est un peu comme la taxe libérale sur le carbone, et il faut se rendre à l'évidence qu'il n'y a eu aucune réduction de la pollution.

*Travaux des subsides*

Notre plan est très clair. Il aidera tant les gens que les entreprises à réduire la pollution qu'ils causent. D'après notre technologie et notre expérience canadienne dans l'exportation de notre savoir, nous pourrions faire cela en six mois, une fois que les gens se rendront compte que le Canada a besoin d'un gouvernement conservateur fort.

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, nous avons un gouvernement qui s'est engagé sur la voie du développement durable. Il comprend que ces deux aspects vont de pair. Si nous voulons une croissance économique saine, nous devons tenir compte de l'importance de notre environnement et collaborer avec les nombreux intervenants en cause. C'est une chose que ce gouvernement est déterminé à faire.

En ce qui concerne la tarification de la pollution, il est très important, je crois, que le Parti conservateur se rende compte que ce concept n'est pas tout à fait nouveau. Le concept d'un tarif sur la pollution vient de l'Accord de Paris et de nombreux autres pays ont reconnu la valeur de la tarification de la pollution.

Il est intéressant de constater que quand Doug Ford est devenu premier ministre de l'Ontario, cela a donné un second souffle aux conservateurs de Harper à la Chambre. C'est presque comme si Doug Ford les avait inspirés à ignorer l'environnement, à ne traiter que de l'économie et à ne s'en tenir qu'à ça.

Le député d'en face ne reconnaît-il pas que, si nous voulons faire croître l'économie, nous devons aussi tenir compte de l'environnement? La tarification de la pollution est la méthode adoptée par de nombreux autres pays qui agissent. Pourquoi le Canada ne devrait-il pas avoir un tarif national sur la pollution?

• (1155)

**M. Gérard Deltell:** Madame la Présidente, je suis ravi de répondre à la question du député de Vancouver-Nord. Je le remercie sincèrement de sa passion, même si la journée d'hier n'était pas très passionnante pour les libéraux, surtout ceux de la Colombie-Britannique.

Je tiens à dire ceci: il n'est pas logique de tarifier la pollution dans le but de la réduire. Le Québec est un parfait exemple. Je ne parle pas d'un autre pays, mais bien de la région qui se trouve de l'autre côté de la rivière des Outaouais, là où j'habite. Depuis quatre ans et demi, le Québec utilise un système de plafonnement et d'échange. Selon le document gouvernemental qui a été déposé par le premier ministre du Québec le 29 novembre, il n'y a eu aucune réduction des émissions de gaz à effet de serre en 2014, 2015 et 2016. Il y a eu une augmentation de 0,1 % des émissions. Ainsi, nous pouvons conclure sans hésitation, grâce à l'expérience du Québec, qu'une taxe sur la pollution n'entraîne pas une diminution de la pollution.

**Mme Linda Duncan (Edmonton Strathcona, NDP):** Madame la Présidente, près de quatre ans plus tard, tous les Canadiens attendent avec impatience le plan de lutte contre les changements climatiques des conservateurs. Nous nous demandons s'il sera identique à la politique de contrôle du carbone du gouvernement Harper, qui s'attaquait au problème par voie réglementaire. Cependant, si la question nous était posée, nous n'aurions aucune peine à nous rappeler quel secteur n'était pas visé par cette politique: le secteur pétrolier et gazier. Nous serions tout à fait capables aussi de nommer le secteur qui est le plus important émetteur de gaz à effet de serre et le plus grand pollueur, à cause notamment de ses rejets de benzène et de mercure: le secteur pétrolier et gazier.

Je me demande si le député peut nous dire ce qu'il pense de cela. Les conservateurs ne se gênent pas pour critiquer la taxe sur le carbone, mais ils ne se sont pas prononcés aujourd'hui au sujet de la

question soulevée par le député, à savoir le prix sans cesse plus élevé de l'essence, qui n'a rien à voir avec la tarification du carbone, même pas en Alberta. Qu'est-il advenu de la proposition visant à réglementer les émissions du secteur pétrolier et gazier?

[Français]

**La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes):** L'honorable député de Louis-Saint-Laurent dispose d'une minute pour répondre.

[Traduction]

**M. Gérard Deltell:** Madame la Présidente, lorsque nous étions au pouvoir, nous étions ravis de nous occuper de cette question. Nos politiques avaient un effet direct sur le secteur du pétrole et du gaz et elles étaient même plus strictes.

Maintenant, tournons-nous vers l'avenir. Notre parti présentera un plan. Nous chercherons à aider les gens plutôt qu'à augmenter leur fardeau fiscal. L'approche des libéraux est d'imposer des taxes aux particuliers, plutôt qu'aux grands pollueurs. La meilleure façon de favoriser la réduction de la pollution est d'aider les familles canadiennes à réduire leur empreinte et d'aider les entreprises à polluer moins.

L'expérience que nous avons acquise, notamment dans le secteur de l'hydroélectricité au Québec, nous a permis d'accomplir de grandes choses. Nous voulons exporter ce savoir à l'échelle de la planète.

Attendons de voir quel sera le plan. Les Canadiens l'appuieront.

**Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC):** Madame la Présidente, le gouvernement libéral actuel rend la vie des Canadiens de la classe moyenne plus coûteuse alors que la majorité des familles n'en ont pas les moyens. Le fardeau fiscal de la famille de la classe moyenne typique a déjà augmenté de plus de 800 \$ en raison des hausses de taxes et d'impôts amenées par les libéraux, alors que le centile le plus riche, évidemment, a eu droit à une réduction. Presque la moitié des Canadiens sont à 200 \$ près de ne pas pouvoir payer leurs factures à la fin du mois, et voilà que les libéraux ont décidé d'imposer une augmentation du coût de tout par la mise en oeuvre de leur taxe sur le carbone qui entraînera des pertes d'emplois.

Lorsqu'on lui a demandé si les Canadiens paieraient plus cher leur carburant, le premier ministre a répondu: « [c'est] exactement ce que nous voulons », parce que, bien sûr, l'argent est le dernier de ses soucis. Qu'on parle de fruits et légumes, de viande, de produits laitiers, de couches ou de lait maternisé, c'est la même chose. Absolument tous les produits au Canada deviendront plus chers, parce qu'absolument tout au pays est expédié par avion, par train ou par camion, des moyens de transport qui fonctionnent grâce à des combustibles fossiles.

Les Canadiens, surtout ceux qui vivent en région rurale, n'ont pas d'autres choix que de payer la taxe sur le carbone et donc de subir une hausse du coût de la vie. C'est pourquoi on dit que le plan des libéraux est fiscal et non environnemental. Les libéraux taxent les Canadiens qui n'ont pas d'autres options véritables. Tous s'entendent pour dire que la taxe sur le carbone des libéraux est trop basse pour induire une réduction des émissions ou une transition en bloc, mais qu'elle est assez élevée pour nuire à la compétitivité du Canada, faire fuir les emplois et les entreprises dans d'autres pays sans taxe sur le carbone et alourdir les coûts et les formalités administratives que le gouvernement impose aux familles et au secteur privé du Canada. Qui va payer la taxe? Tous vont la payer, et ce sont les familles de la classe moyenne, les Canadiens à revenu faible ou fixe, les travailleurs pauvres et les Canadiens des régions rurales qui en souffriront le plus.

*Travaux des subsides*

Le directeur parlementaire du budget nous fait remarquer que les grands émetteurs paieront seulement 8 % du montant total des recettes de la taxe libérale sur le carbone. La proportion restante de 92 % proviendra des familles et des petites entreprises, qui paieront plus cher pour l'essence, l'épicerie et le chauffage. Heureusement, un gouvernement conservateur accorderait à chaque Canadien une exemption totale de la taxe sur le carbone, car il l'annulerait.

Si la taxe sur le carbone n'entraîne pas une hausse du prix de l'essence et du diesel suffisante pour choquer les Canadiens, il devrait en être autrement concernant le coût potentiel de la nouvelle norme libérale en matière de carburant. Cette nouvelle politique obligera les raffineries et les fournisseurs de gaz naturel à vendre des produits dont la teneur en carburants renouvelables sera supérieure ou à accorder des crédits aux propriétaires de voitures électriques pour avoir réduit les émissions. Bref, elle contribuera à augmenter le prix de l'essence, du diesel et du gaz naturel pour les voitures, les camions, les maisons, les entreprises et les usines.

Pas plus tard que la semaine dernière, j'ai demandé à la ministre de l'Environnement et au ministre des Ressources naturelles de combien la norme sur les combustibles propres, ou NCP, fera augmenter le prix du litre de diesel, mais aucun des deux n'a pu me répondre. Le site Web du ministère confirme bien qu'« il n'existe aucun modèle au sein du Ministère conçu pour modéliser en détail les réductions d'émissions, l'offre de crédits ou les répercussions économiques d'une politique sur la norme sur les combustibles propres, ou NCP ». Donc, tout comme dans le cas de la taxe sur le carbone, les libéraux ne sont pas en mesure d'affirmer que leur norme sur les combustibles propres contribuera effectivement à la réduction des émissions. Ils ne savent pas non plus dans quelle mesure cette politique portera préjudice à l'économie canadienne et ni combien elle coûtera à tous les Canadiens individuellement. Les libéraux vont quand même de l'avant et prévoient d'annoncer des règlements ce printemps.

Pour couronner le tout, l'analyse des libéraux eux-mêmes montre que leur taxe sur le carbone va faire disparaître des emplois et des entreprises, au Canada, ce contre quoi les conservateurs les mettent en garde depuis des années. Les grandes entreprises, en raison de leurs activités, sont à l'origine de grandes quantités d'émissions, et elles ne peuvent pas répercuter leurs coûts découlant de la taxe sur le carbone alors qu'elles sont en concurrence à l'échelle internationale. Les libéraux leur ont donc accordé des exemptions de la taxe sur le carbone — laquelle est évaluée à 20 \$ la tonne — à hauteur de 80 à 95 % afin que ces entreprises puissent, selon les propos de la ministre de l'Environnement, demeurer concurrentielles et maintenir de bons emplois au Canada.

Malgré cela, dans les provinces où s'applique le filet de sécurité libéral sur la tarification du carbone, pas une raffinerie canadienne n'est en mesure de respecter la norme de réduction de 20 % fixée par les libéraux. En fait, seulement 10 % des 200 raffineries que comptent les pays de l'OCDE seraient en mesure de respecter la norme. Les raffineurs canadiens seront tout simplement obligés d'augmenter le prix du carburant pour acheter des crédits, parce que le plan libéral n'est pas environnemental, mais fiscal.

Toutefois, dans le cadre de la norme sur les combustibles des libéraux, ces mêmes entreprises ne reçoivent aucune exemption. Selon l'Association canadienne de l'industrie de la chimie, ce sera l'équivalent d'une taxe sur le carbone de 200 \$ la tonne. D'autres promoteurs et économistes du secteur privé avertissent que ce sera de 150 \$ à 400 \$ la tonne en plus de la taxe sur le carbone. Il s'agit de la première du genre dans le monde entier, car les libéraux souhaitent l'appliquer aux combustibles solides et gazeux et aller au-delà des combustibles de transport pour inclure ceux qui servent au

fonctionnement des installations et des bâtiments industriels. C'est une expérience imprudente et risquée que les libéraux essaient de faire adopter à toute vapeur, les consultations ayant lieu à l'heure actuelle, cinq mois après que le gouvernement eut annoncé la politique. En vérité, la norme sur les combustibles des libéraux pourrait coûter 10 fois plus cher que leur taxe sur le carbone, qui, comme les libéraux l'ont déjà admis, fera disparaître des emplois et des entreprises au Canada.

De plus en plus de Canadiens commencent à comprendre l'importance du secteur pétrolier et gazier pour toutes les collectivités du pays. Il s'agit en fait du plus important investisseur du secteur privé dans l'économie canadienne. L'exploitation responsable des ressources du Canada est le principal facteur qui contribue à réduire l'écart entre les riches et les pauvres du Canada.

• (1200)

Que ce soit sous forme de pétrole ou de gaz, la première exportation du Canada est l'énergie. Les exportations de ce secteur représentaient 125 milliards de dollars en 2018. C'est 65 % de plus que les exportations du secteur automobile. Les exportations d'électricité n'étaient que de 3 milliards de dollars; cette somme équivaut presque à une erreur d'arrondissement par rapport aux exportations de pétrole et de gaz.

Ce mois-ci, les Canadiens ont appris que les producteurs ont perdu 20 milliards de dollars en 2018 parce que les libéraux ont annulé les oléoducs Énergie Est et Northern Gateway et reporté le projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain. Plus de 115 000 travailleurs du secteur pétrolier et gazier ont perdu leur emploi, sans compter les dizaines de milliers d'entreprises familiales et d'emplois à contrat qui se sont envolés en fumée. Nous perdrons encore 12 500 emplois cette année, et la valeur des projets du secteur de l'énergie qui ont été annulés depuis 2015 dépasse 100 milliards de dollars.

Le Canada, le pays producteur d'énergie le plus responsable du monde, est le seul des 10 principaux pays producteurs de pétrole du monde à imposer une taxe sur le carbone. Par rapport aux 70 dernières années et plus, le Canada n'a jamais autant perdu d'investissements dans le secteur de l'énergie que depuis que les libéraux sont au pouvoir. Ces résultats ne découlent pas de facteurs externes, mais bien de leurs politiques.

Cela sera lourd de conséquences pour toute l'économie canadienne, pour tous les gouvernements et pour toutes les collectivités du pays. Cela signifiera moins d'argent pour les retraites, les soins de santé, l'enseignement, les programmes sociaux, les oeuvres de bienfaisance et les loisirs. Cela signifiera moins d'emplois pour les jeunes Canadiens hautement qualifiés et les dirigeants expérimentés de l'industrie, et moins de débouchés pour les collectivités autochtones. Cela nuira tout particulièrement aux régions rurales et éloignées, où les débouchés économiques sont limités et où l'exploitation des ressources naturelles est souvent la seule source de revenus.

Les conservateurs savent comment réunir les conditions favorables à l'élaboration de grands projets d'infrastructures par le secteur privé. Sous le précédent gouvernement conservateur, les deux seuls projets de pipelines prévus exclusivement pour les exportations au-delà des États-Unis ont vu le jour parce que les entreprises n'avaient pas peur d'investir au Canada. D'ailleurs, quatre grands pipelines ont été construits sous le gouvernement conservateur précédent.

### *Travaux des subsides*

En fait, lorsque les libéraux sont arrivés au pouvoir en 2015, trois entreprises voulaient construire de grands pipelines au Canada. Aujourd'hui, elles ne sont plus là. Le premier ministre a carrément annulé le projet Northern Gateway, alors même qu'il avait la possibilité de reprendre les négociations pour satisfaire les Autochtones. Ensuite, il a imposé des délais, ainsi que deux poids, deux mesures pour le projet Énergie Est, tout cela pour forcer le secteur privé à reculer. Quant à l'expansion du pipeline Trans Mountain, elle est aujourd'hui au point mort à cause des erreurs des libéraux.

La capacité insuffisante des pipelines contribue à l'augmentation du prix de l'essence en Colombie-Britannique. Les raffineries de la province ne peuvent pas recevoir une quantité suffisante de pétrole brut ou raffiné au moyen des pipelines existants. C'est en fait la raison pour laquelle les Britanno-Colombiens doivent composer avec un prix record à la pompe. C'est évidemment une conséquence directe de la décision des libéraux de faire obstacle à la construction de pipelines, et ils veulent reproduire la même situation à l'échelle du Canada.

Le Canada n'a jamais eu un gouvernement qui s'oppose à l'exploitation gazière et pétrolière comme le gouvernement libéral actuel. Il y a un moratoire sur le transport du pétrole le long de la côte nord de la Colombie-Britannique, ce que les libéraux avaient annoncé un mois après les élections de 2015. Ils se sont aussi donné le pouvoir, juste avant Noël, de faire la même chose pour toutes les autres côtes du pays. Il y a eu la suppression du crédit d'impôt sur l'exploration et le forage de puits de pétrole et de gaz au plus fort des pertes catastrophiques d'emplois dans le secteur pétrolier et gazier. Rien n'a toutefois empêché des sources étrangères de financer des militants anti-énergie pour mettre fin à l'exploitation des ressources canadiennes et bloquer les projets de pipelines canadiens. L'été dernier, ces mêmes militants ont reçu de l'argent des contribuables canadiens par l'entremise du programme Emplois d'été Canada. Il ne faut pas oublier le projet de loi « à bas les pipelines » du gouvernement, le projet de loi C-69, et, enfin, l'interdiction des activités d'exploration et de mise en valeur pétrolières et gazières, qui a été imposée à peu près unilatéralement il y a quelques semaines. Ce sont là des exemples de la myriade de politiques anti-énergie des libéraux qui causent une grande incertitude et provoquent la disparition d'entreprises et d'emplois.

Ce n'est pas logique du tout, car l'Agence internationale de l'énergie prévoit une hausse de la consommation mondiale de pétrole et de gaz dans les prochaines décennies. Nous possédons les troisièmes réserves de pétrole brut en importance dans le monde, et nous occupons le cinquième rang des producteurs de gaz naturel. Nous avons un approvisionnement suffisant pour répondre à nos propres besoins pendant les 300 prochaines années. Il est tout à fait illogique que le Canada ne puisse pas exploiter toutes les sources d'énergie et en expédier la production vers les marchés étrangers, parce que, à tous égards, le Canada est depuis longtemps le producteur de pétrole et de gaz le plus responsable sur le plan environnemental et social au monde. Chaque fois qu'un projet d'exploitation des ressources ou de pipeline est annulé au Canada, cet argent et ces emplois vont dans d'autres pays où les normes en matière d'environnement, de consultation, de transparence, de sécurité, de travail ainsi que de droits civils et de droits de la personne sont beaucoup moins strictes que celles du Canada.

L'industrie énergétique du Canada est un chef de file en matière d'environnement. L'intensité des émissions provenant des sables bitumineux du Canada a considérablement diminué au cours des dernières années et elle continuera de diminuer. En fait, la moitié du pétrole brut vendu couramment aux États-Unis produit des émissions

égales ou supérieures aux émissions moyennes de la production de pétrole brut en Alberta. L'augmentation de la production de pétrole et de gaz au Canada permettrait en fait d'abaisser la croissance prévue des émissions mondiales si le pétrole canadien peut remplacer les sources de pétrole et de gaz qui constituent les sources les plus élevées d'émissions dans le monde.

Bref, le monde a besoin de plus d'énergie canadienne, pas de moins. La question pour le Canada est de savoir si notre pays continuera d'être un chef de file mondial en matière de production de ressources et d'énergie. Voulons-nous jouer un rôle de premier plan dans cette production responsable ou permettre à des pays comme le Venezuela, l'Arabie saoudite, la Chine et la Russie de répondre aux besoins énergétiques croissants de la planète?

• (1205)

Le choix est clair. L'exploitation responsable du pétrole et du gaz du Canada est avantageuse pour les travailleurs canadiens et pour la planète.

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je trouve toujours intéressant de voir que le Parti conservateur fait preuve de cohérence lorsque nous tenons des débats sur les pipelines et l'environnement. D'une part, les députés conservateurs sont très critiques et disent que nous n'en faisons jamais assez pour la construction de pipelines, d'autre part, les néo-démocrates nous reprochent de ne pas en faire assez pour l'environnement. Nous devons reconnaître que l'environnement et le développement économique, surtout en ce qui concerne nos produits, vont de pair. Le gouvernement l'a reconnu et comprend que nous devons travailler avec les nombreux intervenants.

Il est également important de souligner, après avoir écouté le discours du député d'en face, que pendant les 10 années où Stephen Harper a été premier ministre, pas un pouce de pipeline n'a été construit pour transporter notre produit jusqu'aux côtes. C'est la réalité. Lorsqu'il était premier ministre, plus de 99 % de notre pétrole était acheminé aux États-Unis, et lorsqu'il a quitté le pouvoir, cette proportion était identique. Par conséquent, le gouvernement conservateur tient de grands discours, mais lorsqu'il s'agit de passer de la parole aux actes, il ne le fait pas.

Pourquoi la députée d'en face croit-elle que le gouvernement Harper n'a pas été en mesure de faire construire un oléoduc qui acheminerait le produit jusqu'aux côtes ou vers de nouveaux marchés?

• (1210)

**Mme Shannon Stubbs:** Monsieur le Président, je n'en crois rien, car ce n'est tout simplement pas vrai. Le projet Anchor Loop, qui prolongeait l'oléoduc Trans Mountain, a été approuvé et réalisé sous le précédent gouvernement conservateur, et il procurait au Canada un meilleur accès à la région de l'Asie-Pacifique. Le projet Keystone I, qui a été approuvé et réalisé sous le précédent gouvernement conservateur, acheminait du pétrole brut de l'Alberta et de l'Ouest canadien jusqu'au golfe du Mexique. De plus, les deux seules propositions récentes du secteur privé visant à diversifier le marché canadien au-delà des États-Unis ont été faites sous le précédent gouvernement conservateur. Il s'agissait de l'oléoduc Northern Gateway, que les conservateurs ont approuvé, puis que l'actuel premier ministre a torpillé, et de la demande concernant l'oléoduc Énergie Est, qui était en cours d'approbation durant le changement de gouvernement.

*Travaux des subsides*

Par contre, les libéraux, malgré tout ce qu'ils ont pu dire au sujet des données probantes, de la science, des faits et des experts en réglementation qui prennent des décisions, ont fait campagne en s'attaquant à la fois à l'Office national de l'énergie, dont la renommée est mondiale, et à la réputation du Canada comme le producteur d'énergie le plus respectueux de l'environnement et le plus réglementé au monde. Ils ont bloqué toutes les demandes, ils ont démantelé l'Office national de l'énergie, puis, à force de tractations et d'ingérence, ils ont créé un système de deux poids, deux mesures pour l'oléoduc Énergie Est, éliminant du coup la possibilité pour le Canada d'avoir un pipeline ouest-est construit, exploité et entretenu par le secteur privé.

Alors, le bilan du gouvernement conservateur est très clair: la croissance économique avec les normes environnementales les plus élevées au monde, et les grandes infrastructures énergétiques en cours d'achèvement et faisant toujours l'objet de propositions.

Le bilan des libéraux est exactement le contraire: nul pour l'environnement et pauvre pour l'énergie et pour les centaines de milliers de Canadiens dont le gagne-pain en dépend. Sans parler des occasions perdues pour...

**Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota):** Je vais devoir interrompre la députée parce que d'autres personnes veulent poser des questions.

Le député de Vancouver Kingsway a la parole.

**M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD):** Monsieur le Président, il y a un très fort consensus chez les gens de Vancouver Kingsway, que j'ai l'honneur de représenter depuis plus de 10 ans, pour dire que nous sommes extrêmement préoccupés par les changements climatiques. Nous avons vu le récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, qui en parle sans ambages. Nous avons 11 ans pour réduire les émissions de 45 % par rapport aux niveaux de 2010. Je pense que nous nous souvenons tous de la quantité de carbone que nous émettions dans l'air en 2010. Nous devons littéralement ramener nos émissions à la moitié de cette quantité d'ici 11 ans, sous peine de conséquences catastrophiques. Nous risquons de voir fondre les calottes polaires et disparaître 99 % des récifs coralliens du monde. Encore la semaine dernière, un rapport est paru selon lequel un million d'espèces seraient menacées d'extinction.

Pendant ce temps-là, libéraux et conservateurs se disputent pour savoir qui va faire construire un oléoduc pour tripler plus rapidement les exportations de bitume vers la Chine. Le gouvernement libéral ne cesse de répéter qu'il n'y a pas de conflit entre l'environnement et l'économie. Je suis d'accord, mais il y en a un entre la réduction des émissions de carbone et l'expansion de l'infrastructure des combustibles fossiles. Par conséquent, j'aimerais demander à ma collègue comment elle entend atteindre les objectifs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, effectuer ces réductions et, en même temps, étendre l'infrastructure canadienne des combustibles fossiles.

**Mme Shannon Stubbs:** Monsieur le Président, voici en quoi consiste la réalité. Les émissions ne respectent aucune frontière. C'est un défi mondial. Il est insensé que le Canada se mette des bâtons dans les roues et qu'il détruise sa propre économie au moment où, partout dans le monde, les grands producteurs d'énergie irresponsables qui émettent des gaz à effet de serre continuent d'intensifier leurs activités.

C'est exactement le choix auquel nous sommes confrontés. Si nous nous soucions d'agir de façon à protéger l'environnement et à réduire les émissions, le Canada peut et doit jouer un rôle majeur en

contribuant à ces efforts à l'échelle fédérale. La technologie, l'innovation, les investissements du secteur privé pour endiguer l'exode des cerveaux, la conservation et l'adoption de mesures environnementales pour protéger véritablement l'air, l'eau et la terre seront les facteurs clés, et tous les Canadiens s'entendent là-dessus.

Ce qui n'a pas de bon sens, c'est l'approche des libéraux, c'est-à-dire un plan axé sur la fiscalité, un plan générateur de revenus qui ne renferme aucune véritable mesure environnementale.

● (1215)

**M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre la parole à la Chambre pour faire part de mes réflexions sur la motion dont le Parlement est saisi. La motion d'aujourd'hui prétend porter sur le prix de l'essence, en faisant un lien avec notre plan en matière d'environnement et la capacité pipelinière du Canada. Je suis certain que le député qui a présenté la motion comprend que la réglementation du prix de l'essence n'est pas du ressort du gouvernement fédéral, et ce, malgré les débats que nous avons tenus récemment sur notre plan de tarification de la pollution.

Toutefois, la motion porte en vérité sur l'abordabilité, notre plan environnemental et la capacité pipelinière. J'espère pouvoir parler de chacune de ces questions. Je vais commencer par un sujet qui me tient très à cœur, soit la nécessité d'établir un plan efficace de lutte contre les changements climatiques et de veiller à ce que le Canada contribue à réduire les émissions afin d'éviter certaines des conséquences catastrophiques dont nous avons entendu parler.

Il peut être banal de commencer par dire que les changements climatiques sont réels et que nous avons l'obligation et la possibilité d'agir. Nous sommes témoins d'événements météorologiques extrêmes partout au Canada et ailleurs dans le monde. Qu'il s'agisse des récentes inondations dans l'Est du Canada ou des feux de forêt dans l'Ouest, nous subissons un certain nombre de conséquences très directes au pays.

Nous savons, d'après un récent rapport d'Environnement Canada intitulé « Rapport sur le climat changeant du Canada », que le Canada se réchauffe deux fois plus rapidement que le reste de la planète. Je ne veux pas brosser un portrait plus pessimiste qu'il ne le faut, cependant, car il y a de l'espoir. Nous savons que si nous adoptons aujourd'hui des politiques intelligentes, nous pourrions réduire nos émissions de manière à éviter que les conséquences les plus graves ne se produisent. C'est dans cet esprit que je serai heureux de présenter certaines des mesures que nous mettons en œuvre pour que le Canada contribue à la lutte mondiale contre les changements climatiques.

Le plan que nous avons présenté et sur lequel nous travaillons depuis un certain nombre d'années, en le mettant en œuvre petit à petit, une mesure après l'autre, comporte plus de 50 mesures. D'ici 2030, 90 % de notre électricité sera produite à partir de ressources propres. Suivant le même calendrier, nous aurons éliminé progressivement le charbon comme source d'électricité au Canada. Nous investissons dans l'efficacité énergétique pour les petits organismes, les propriétaires de maison et les grandes organisations afin d'aider toutes les parties prenantes au Canada à agir dans un but commun en réduisant leurs émissions.

### *Travaux des subsides*

Nous investissons dans les technologies et les infrastructures vertes. Nous investissons dans le transport en commun au pays comme nous ne l'avons jamais fait auparavant pour inciter plus de gens à utiliser ce mode de transport afin de désengorger davantage les routes canadiennes. Dans le budget de 2019, nous avons annoncé des mesures pour rendre les véhicules électriques plus abordables. En outre, nous investissons pour aider à former la main-d'œuvre dans les secteurs qui se convertissent à des technologies plus propres, par exemple, les travailleurs du charbon.

Bien sûr, nous allons de l'avant avec un plan de tarification de la pollution, dont j'ai parlé longuement à la Chambre à plusieurs reprises. Je tiens à profiter de l'occasion pour informer le public sur ce que fait cette politique. Nous entendons beaucoup parler d'un côté et de l'autre et, à mon avis, nous avons la mauvaise habitude de nous exprimer sans nous écouter plutôt que de nous concentrer sur le bien-fondé de la politique.

Ce que nous planifions, ce n'est pas une idée de politique émanant d'une salle exclusivement libérale. Nous avons consulté des experts pour déterminer la façon la plus efficace de réduire nos émissions. Je rappelle aux députés le lauréat du prix Nobel d'économie de l'an dernier, qui a remporté le prix pour avoir élaboré un plan qui reflète plus ou moins ce que nous essayons de faire. Il vise à tarifier la pollution, mais à remettre les recettes perçues directement aux habitants de la région où cette tarification s'applique. En tablant sur les conseils de personnes comme ce lauréat, nous avons présenté un plan pour atteindre cet objectif, c'est-à-dire mettre un prix sur la pollution et remettre les recettes aux Canadiens de la province où il est imposé.

Nous avons commencé par essayer de négocier avec les provinces et les territoires pour concevoir un plan qui leur conviendrait. Lorsque le gouvernement provincial ou territorial ne voulait pas jouer un rôle de chef de file et appliquer une norme minimale de rigueur des prix, nous avons dit qu'un barème fédéral s'appliquerait. Des gens qui sont habituellement d'allégeance conservatrice, comme Mark Cameron, l'ancien directeur des politiques de Stephen Harper, qui préconise un régime de redevances et de dividendes depuis un certain temps, ont appuyé cette option.

• (1220)

Elle a obtenu l'appui d'un des conseillers de Doug Ford, bien qu'on ait observé un léger recul à ce sujet depuis. L'un des conseillers budgétaires de Doug Ford qui a témoigné devant le Sénat a dit que la mesure la plus efficace que nous puissions adopter pour assurer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone consiste à tarifier les émissions de carbone.

Pensons à des piliers conservateurs comme Preston Manning, qui exhorte ses collègues à cesser de lutter contre les progrès en matière d'environnement et à adopter un modèle axé sur le marché pour réduire les émissions.

J'aimerais également vous signaler la décision récente de la Cour d'appel de la Saskatchewan. Elle ne portait pas sur la question politique, mais plutôt sur la légalité et la constitutionnalité de notre plan. En l'identifiant comme une préoccupation nationale, une norme minimale appliquée par le gouvernement fédéral aux provinces qui ne sont pas à la table, les juges ont parlé de la nature essentielle et de l'efficacité de la tarification des GES dans le cadre de l'effort mondial de réduction des émissions.

Ce que les juges ont dit, c'est que la tarification du carbone n'est pas seulement un élément d'un plan efficace de réduction des émissions, mais qu'elle en est un aspect essentiel. Ils ont mis cette phrase en italique pour signaler au lecteur qu'il s'agit d'un aspect

primordial de l'effort mondial de réduction des émissions en vue de prévenir les conséquences des changements climatiques. Ils sont même allés plus loin en expliquant qu'en raison de la nature mondiale du problème, il requiert que des pays comme le Canada s'engagent sur la scène mondiale à adopter des accords internationaux qui définiront une stratégie visant à réduire nos émissions.

Au sujet de l'Accord de Paris, les juges ont déclaré que pour un pays comme le Canada, il sera évidemment difficile d'atteindre les objectifs énoncés dans cet accord international si certaines provinces refusent d'appliquer une norme minimale de tarification. Ils ont examiné les preuves et ont conclu que le dossier leur ayant été soumis démontrait sans l'ombre d'un doute que la tarification des GES était à la fois efficace et essentielle pour obtenir d'importantes réductions des émissions.

Il ne faut pas oublier que notre plan ne se limite pas à proposer une tarification de la pollution, mais qu'il rend la vie plus abordable pour la grande majorité des Canadiens. Étant donné que, dans les provinces où notre plan s'applique, c'est-à-dire l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick, les grands émetteurs contribuent aussi aux revenus qui sont perçus, les familles se retrouvent dans une meilleure situation. Grâce à l'Incitatif à agir pour le climat, les contribuables de la Saskatchewan pouvaient réclamer cette année un paiement de 609 \$ dans leur déclaration de revenus. Cela compense amplement les coûts résultant de la tarification de la pollution. En Ontario, ce paiement se chiffrera à un peu plus de 300 \$. Au Nouveau-Brunswick, il totalisera un peu plus de 250 \$. Au Manitoba, je crois qu'il atteindra 339 \$. Cet argent est payé directement aux familles.

Nous appliquons un plan qui illustre un aspect essentiel de l'effort mondial de réduction des émissions. En nous fondant sur l'avis des experts, comme le plan présenté par le lauréat du prix Nobel d'économie de l'an dernier, nous avons trouvé un moyen de réduire les émissions tout en améliorant le sort des familles en fin de compte. Tout le monde y gagne. Malgré les doléances des gens qui essaient de tirer un avantage politique de leur opposition au plan, il est impossible de ne pas voir qu'il s'agit d'une politique efficace lorsqu'on examine les faits. Elle nous permettra de protéger l'environnement et de réduire les émissions.

L'une des choses qui me préoccupent, c'est que nous avons dû consacrer tellement de temps à parler de cette politique que les Canadiens ne comprennent peut-être pas que ce n'est que l'une des 50 que nous avons mises en œuvre pour réduire les émissions. Comme je l'ai indiqué, 90 % de notre électricité sera produite à partir de ressources propres d'ici 2030. Nous éliminons progressivement le charbon et nous investissons massivement dans le transport en commun. Nous avons fait des choix budgétaires et pris des mesures qui auront des effets considérables.

Les changements climatiques se font également très gravement sentir sur la nature, notamment sur la faune. Un collègue néo-démocrate qui est intervenu avant moi a attiré l'attention sur le récent rapport des Nations unies selon lequel nous risquons l'extinction massive d'un million des huit millions d'espèces dans le monde. Si vous examinez les données récentes, vous constaterez qu'en moyenne, environ 60 % des espèces de vertébrés ont disparu au cours des 50 dernières années.



*Travaux des subsides*

Le Canada est l'un des cinq pays au monde qui possèdent les trois quarts des régions sauvages restantes. Nous avons la possibilité et l'obligation de faire tout ce que nous pouvons pour protéger la nature et lutter contre les changements climatiques, afin de préserver l'environnement naturel pour les générations futures.

La motion aborde également la question de la capacité pipelinère. J'aimerais attirer votre attention sur le fait que le gouvernement précédent a eu beaucoup de difficulté à mener à bien les grands projets parce qu'il n'avait pas de système d'évaluation environnementale efficace pour bien évaluer l'impact. Il a fini par passer son temps à défendre des projets devant les tribunaux plutôt que de les mettre en œuvre concrètement.

● (1225)

Nous avons fait en sorte que plus de travail soit accompli au début sans que l'échéancier soit prolongé. Cela constitue une assurance pour les entreprises et permet de tenir compte des considérations environnementales et du point de vue des peuples autochtones, afin que nous risquions moins d'avoir à nous battre au sujet des projets, pendant et après le processus d'approbation et que nous puissions les réaliser.

Par exemple, nous tentons de réaliser correctement le projet Trans Mountain, en tenant compte des points de vue des collectivités autochtones et de ceux qui se préoccupent de l'environnement, afin de nous assurer de pouvoir acheminer nos ressources vers les marchés et de faire en sorte que les producteurs canadiens n'aient plus besoin de brader le pétrole aux États-Unis plutôt que d'en obtenir un meilleur prix en l'exportant ailleurs dans le monde.

Pendant le temps dont je dispose aujourd'hui, j'aimerais souligner que cette motion porte en fait sur le coût de la vie. C'est une question qui préoccupe plus que toute autre les gens que je représente. Je viens d'une circonscription où le revenu médian se situe autour de 22 000 \$. Il est extrêmement difficile de s'en sortir avec ce genre de revenu.

Dès le début de notre mandat, nous nous sommes concentrés sur la croissance de l'économie. Nous voulions aussi veiller à ce qu'elle favorise tous les Canadiens et non uniquement les plus riches.

Notre bilan en matière de croissance économique est éloquent. Depuis notre arrivée au pouvoir, l'économie canadienne a créé plus de 900 000 emplois, principalement des emplois à temps plein dans le secteur privé. Dans tout le pays et dans ma province, la Nouvelle-Écosse, le taux de chômage n'a jamais été aussi bas. Il est à son plus bas niveau en plus de 40 ans, depuis que nous avons commencé à enregistrer ces statistiques.

Il se passe quelque chose de spécial dans l'économie canadienne actuellement, et ce n'est pas le fruit du hasard. C'est parce que les Canadiens travaillent fort, qu'ils coopèrent et qu'ils profitent de politiques propices à la croissance économique.

Les sommes consacrées aux infrastructures ont développé et renforcé les collectivités du pays. Ils ont créé des emplois et amélioré les perspectives économiques pour l'avenir.

La phase la plus intense de la réalisation du projet d'élargissement de la route 104 tout près de chez moi, entre Sutherlands River et Antigonish, nécessitera une main-d'œuvre de 500 personnes. Puis, une fois le projet terminé, la route sera plus sûre et la circulation y sera plus fluide, dans l'intérêt des particuliers et des entreprises.

L'argent que nous avons fourni, par exemple, pour financer la construction du nouveau centre des métiers, sur le campus Pictou du Collège communautaire de la Nouvelle-Écosse, a permis à

125 personnes de trouver du travail sur ce chantier. Le centre formera les générations futures de travailleurs spécialisés.

Les sommes que nous avons accordées à l'aéroport international Stanfield de Halifax et au nouveau parc de logistique avec entrepôt frigorifique contribueront à acheminer les produits canadiens vers de nouveaux marchés, ce qui générera plus de revenus pour les pêcheurs et assurera la survie de nombreuses collectivités rurales.

Dans ma circonscription, les débouchés commerciaux s'offrant aux exportateurs profiteront de manière très concrète aux familles. Je pourrais énumérer encore plusieurs politiques qui ont amélioré le sort de beaucoup de gens dans ma circonscription.

Dans le domaine du commerce international, peu de temps après nous avons conclu l'accord garantissant au Canada l'accès au marché de son principal partenaire commercial, les États-Unis, la société Michelin a annoncé son intention de créer ou de pérenniser 350 emplois dans son usine de production de pneus du comté de Pictou, en Nouvelle-Écosse.

Le fait est que nous créons un contexte dans lequel l'économie peut prospérer et que les Canadiens en profitent. Toutefois, si rien n'est fait, la croissance économique ne profitera peut-être pas à tous également. Elle a tendance à favoriser les plus riches de la société. À mesure que les bien nantis s'enrichissent, il est important de mettre en place des mesures d'équilibre, afin que la plupart des Canadiens ne soient pas laissés pour compte. C'est pourquoi nous allons de l'avant avec des programmes comme l'Allocation canadienne pour enfants. Ce programme constitue une innovation remarquable en matière de politique sociale, qui a permis de sortir plus de 800 000 Canadiens de la pauvreté, dont 300 000 enfants.

Ce programme a changé l'approche adoptée par le gouvernement précédent à l'égard du soutien aux enfants. Il permet de mettre plus d'argent dans les poches de 9 familles canadiennes sur 10 et de cesser d'envoyer des chèques à des millionnaires. Les gens qui en ont le plus besoin obtiennent davantage, et ceux qui sont les mieux nantis et qui n'en ont pas besoin ne reçoivent rien.

Franchement, ce ne sont pas les familles comme la mienne qui ont besoin d'un soutien supplémentaire à la fin du mois. Je gagne un bon salaire comme député. Ce sont plutôt les familles comme celles à qui je parle lorsque je fais du porte-à-porte, qui me disent que le coût des aliments est de plus en plus élevé et qu'elles mangent moins sainement à cause de cela.

Lorsque je parle à des membres du personnel de mon bureau de circonscription et qu'ils me disent que des gens ont appelé parce qu'ils sont sur le point de se faire couper l'électricité au milieu de l'hiver, je sais que ce sont ces gens qui ont besoin d'un peu plus d'aide.

● (1230)

Il n'y a pas que l'Allocation canadienne pour enfants qui aide vraiment les personnes les plus vulnérables et qui fait que tout le monde profite de la réussite économique de notre pays. En ce qui concerne l'aide supplémentaire que nous offrons aux aînés du Canada, l'augmentation du Supplément de revenu garanti aidera les aînés à faible revenu les plus vulnérables qui vivent seuls en leur permettant de toucher près de 1 000 \$ de plus par année.

*Travaux des subsides*

Au cours de la dernière campagne électorale, j'ai parlé à une personne âgée qui venait de recevoir une mise à jour du montant qu'elle allait toucher. Elle avait obtenu une augmentation de 44 \$, ce qui l'a incitée à écrire à l'ancien premier ministre pour lui demander: « Devrais-je garder ce montant pour les mauvais jours, ou devrais-je tout dépenser d'un seul coup et organiser une fête pour mes amis? » Cela me réconforte de savoir que des personnes comme elle auront jusqu'à 947 \$ de plus à la fin de l'année, parce que je sais que ce sont elles qui en ont le plus besoin.

Nous nous penchons sur des programmes comme la Sécurité de la vieillesse. Nous avons ramené l'âge d'admissibilité de 67 à 65 ans pour nous assurer de ne pas gâcher les projets des aînés qui planifient leur retraite depuis un certain temps. Pour assurer à la prochaine génération d'aînés sécurité et dignité pendant leur retraite, nous avons également bonifié le Régime de pensions du Canada afin de répondre à leurs besoins une fois leur carrière terminée.

Nous pouvons nous targuer d'investissements dans l'Allocation canadienne pour les travailleurs, qui aideront les Canadiens qui travaillent, mais qui ont du mal à joindre les deux bouts en raison de l'augmentation du coût de la vie.

Je peux mentionner d'autres réformes également. Nous avons apporté des changements au régime d'assurance-emploi en ce qui concerne les congés parentaux. Nous avons présenté un projet de loi proactif sur l'équité salariale. Nous avons réalisé des investissements dans les soins de santé en transférant aux provinces plus d'argent que jamais auparavant, en plus des exemptions pour la santé mentale et les soins à domicile pour les aînés. Le fait est que nous avons créé une situation où nous pouvons non seulement stimuler la croissance économique, mais également faire en sorte que les Canadiens les plus vulnérables ne soient pas laissés pour compte.

Lorsque je vois les manifestations éclater partout dans le monde dans l'esprit de la Révolution française, laquelle tentait de faire tomber l'aristocratie, je sais que les gens sont frustrés, et que la frustration est réelle. C'est une chose de parler du nombre d'emplois qui ont été créés dans l'économie, mais à moins que les gens de mon quartier ne soient mieux lotis, cela ne veut pas dire grand-chose.

Lorsque je vois des familles qui bénéficient d'une réduction d'impôt, je sais qu'elles s'en tirent bien, parce qu'elles dépensent cet argent pour acheter, par exemple, de nouveaux vêtements pour la rentrée à leurs enfants, ce qu'elles n'avaient peut-être pas les moyens de faire auparavant. Je sais qu'elles vont utiliser cet argent pour inscrire leurs enfants à des cours de natation. Je sais qu'elles l'utilisent pour que leurs enfants jouent au soccer ou au basketball, des choses dont j'ai profité quand j'étais jeune et que je tenais pour acquises. Je ne me rendais pas compte que les enfants qui vivaient à côté de chez moi n'avaient peut-être pas les moyens de participer à des sports organisés.

Notre priorité comme gouvernement est de protéger l'environnement et de créer une économie en croissance dont tout le monde profite, et pas seulement les Canadiens les plus riches.

Je n'appuierai pas la motion à l'étude, car elle induit les Canadiens en erreur à propos de l'incidence économique de notre plan pour l'environnement. En même temps, l'opposition refuse de produire son propre plan. De plus, elle laisse entendre, je ne sais pourquoi, que la situation des Canadiens s'est aggravée et que ceux-ci n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Or, en toute objectivité, les investissements que nous avons effectués ont amélioré leur situation.

Nul besoin de me croire sur parole. Nous avons un mandataire du Parlement, le directeur parlementaire du budget, chargé de vérifier la transparence des dépenses du gouvernement et d'expliquer au public

l'incidence réelle des mesures mises en oeuvre par le gouvernement. Selon le directeur parlementaire du budget, grâce à notre plan, les familles partout au Canada disposeront de 2 000 \$ de plus. Il dit que la tarification de la pollution avantagera huit familles sur 10 et que seules les familles faisant partie des 20 % les plus riches devront payer plus sous ce régime au cours de la première année, soit jusqu'à concurrence de 50 \$ par année.

Nous mettons à exécution un plan qui protégera l'environnement, qui fera croître l'économie et qui procurera à tous, et pas seulement aux plus riches, la chance de prospérer.

**M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC):** Monsieur le Président, je vais reprendre là où le député a terminé son discours. Il y a des Canadiens qui ont un manque à gagner d'au moins 100 \$ à la fin de chaque mois.

Le député a mentionné quelque chose de très significatif, à savoir qu'il est important de réduire les taxes et les impôts des Canadiens, mais le gouvernement les a augmentés. Les charges sociales sont à la hausse. Toutes les taxes augmentent. La taxe sur le carbone est en place. Comment les libéraux peuvent-ils prétendre faciliter la vie des Canadiens alors que les impôts ne cessent d'augmenter?

Le problème, c'est que le gouvernement ne se rend pas compte de ce qu'il fait. Les libéraux ne font que dire aux Canadiens à quel point ils sont bons et à quel point ils se portent bien, mais la question à un million de dollars pour un gouvernement qui a dépensé des milliards de dollars depuis 2015, c'est d'où vient l'argent. Où les libéraux prennent-ils l'argent qu'ils donnent aux Canadiens? Se contentent-ils de soudoyer les Canadiens avec leur propre argent? C'est la question que le gouvernement doit se poser.

• (1235)

**M. Sean Fraser:** Monsieur le Président, l'hypothèse que le député vient d'avancer dans son discours est tout à fait fautive. Je crois qu'elle a été conçue par l'opposition pour induire les Canadiens en erreur.

Sans équivoque, la grande majorité des Canadiens paient moins d'impôt et sont dans une meilleure situation aujourd'hui qu'ils ne l'étaient lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en 2015. Il est absolument impossible qu'une personne puisse honnêtement contester ce fait.

En ce qui concerne la croissance économique, un plus grand nombre de Canadiens gagnent un revenu. C'est formidable. Les mesures que nous avons mises en place démontrent que les familles canadiennes se portent mieux.

Nous avons instauré une baisse d'impôt pour la classe moyenne, qui a permis de réduire l'impôt sur le revenu de neuf millions de Canadiens et de l'augmenter pour le 1 % le plus riche. L'opposition a voté contre. Nous avons également mis en oeuvre l'Allocation canadienne pour enfants, qui permet à 9 familles canadiennes sur 10 d'avoir plus d'argent et qui a mis fin à l'envoi de chèques de garde d'enfants à des millionnaires. L'opposition a aussi voté contre.

Chaque fois que nous cherchons à mettre en oeuvre une mesure qui aide la majorité des Canadiens qui ne sont peut-être pas au sommet de la chaîne alimentaire, l'opposition vote contre. Ensuite, ses députés ont le courage de prendre la parole à la Chambre et de nous dire que la situation des Canadiens est pire, ce qui va à l'encontre de toutes les preuves objectives, qu'elles proviennent de ministères fédéraux ou du directeur parlementaire du budget. C'est ridicule.

*Travaux des subsides*

Dans ma circonscription, l'Allocation canadienne pour enfants donne en moyenne 6 800 \$ aux familles qui la reçoivent. Il s'agit d'un changement significatif qui a un impact. La situation des Canadiens s'est améliorée.

[Français]

**M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD):** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours.

Puisque nous parlons des faits et de la réalité, je vais lui rappeler certains chiffres. Le gouvernement libéral verse des larmes de crocodile quand il parle des enfants, de l'avenir de la planète et des générations futures. Malheureusement, son bilan en environnement est absolument désastreux. En 2016 et 2017, sous la gouverne des libéraux, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 8 millions de tonnes. Chaque année, on s'éloigne de la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre du gouvernement Harper. Il y a deux ans, on était à 66 mégatonnes de rater la cible. Maintenant, on est à 79 mégatonnes de la rater, selon le rapport du ministère de l'Environnement. Le gouvernement nous dit qu'il prend cela au sérieux alors qu'il lui a fallu trois ans et demi avant de mettre un prix sur la pollution. Les émissions de gaz à effet de serre augmentent. Les subventions aux compagnies pétrolières et gazières sont maintenues.

Pourquoi les libéraux donnent-ils 3 milliards de dollars par année aux compagnies pétrolières? Pourquoi donnent-ils 12 millions de dollars à Loblaws pour l'achat de réfrigérateurs?

[Traduction]

**M. Sean Fraser:** Monsieur le Président, notre bilan dans le dossier des émissions de gaz à effet de serre montre que nous sommes sur la bonne voie.

J'aimerais rappeler une chose importante aux Canadiens: les retards provoqués par les feux de forêt à Fort McMurray ont perturbé les activités pendant tout une année et les ont maintenues à un niveau artificiellement bas. Nous continuons toutefois d'avancer dans la bonne direction.

Quand nous mettons une mesure en oeuvre, nous visualisons toujours l'objectif qu'elle permettra d'atteindre. Je demeure convaincu que nous pourrions respecter les cibles de l'Accord de Paris. Nous n'avons pas le choix. Les cibles en question parlent de 2030, et nous les atteindrons, parce qu'en toute honnêteté, je refuse d'admettre la possibilité d'un échec, et le gouvernement est du même avis.

Le député a parlé d'efficacité énergétique. Que ce soit à CPAC ou à CBC, il m'arrive parfois de participer à des entrevues avec mes collègues du NPD, qui se vantent toujours de favoriser l'efficacité énergétique. Pourtant, chaque fois que le gouvernement annonce des investissements en ce sens, les néo-démocrates trouvent un prétexte pour s'opposer.

Nous avons demandé aux fonctionnaires du ministère de l'Environnement et du Changement climatique d'analyser lesquelles des applications financées par le Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone sont le plus susceptibles de représenter un investissement intéressant et lesquelles permettront le mieux de réduire les émissions par rapport aux sommes investies. Ils ont recensé 54 projets. L'un d'eux permettra de réduire considérablement les émissions d'hydrofluorocarbones, c'est-à-dire de réfrigérants pour le commun des mortels. Ces émissions sont celles qui contribuent présentement le plus à l'augmentation rapide des gaz à effet de serre partout sur la planète.

Il s'agit d'un enjeu important, et nous n'aurons de cesse que nous disposions d'un plan qui permettra concrètement de réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

● (1240)

[Français]

**M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ):** Monsieur le Président, mon collègue vient de rappeler que le gouvernement entend respecter l'Accord de Paris, adopté par la COP21.

Depuis la dernière élection, l'exploitation du pétrole des sables bitumineux a augmenté de 24 % et les investissements annoncés démontrent qu'ils vont continuer à croître de 8 % par année. Il y a un an, le gouvernement a annoncé 19 milliards de dollars en aide aux pipelines et à la production pétrolière.

J'aimerais demander au député si cela fait partie de sa stratégie pour atteindre les cibles climatiques de la COP21.

[Traduction]

**M. Sean Fraser:** Monsieur le Président, lors de la dernière campagne électorale, nous nous sommes entre autres engagés — et nous le demeurons toujours — à éliminer progressivement, d'ici 2025, les subventions non fiscales inefficaces pour les combustibles fossiles. À ce jour, le gouvernement a supprimé bon nombre de ces mesures, mais il est conscient qu'il reste du travail à faire. Des consultations sont en cours pour demander aux Canadiens d'aider à cerner les politiques qui ne contribuent pas à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Toutefois, nous devons faire preuve de prudence dans ce processus. Nombreux sont les gens qui considèrent les subventions sur les combustibles fossiles comme un chèque envoyé aux dirigeants d'entreprise qui gèrent leurs affaires dans une tour d'ivoire. Cependant, les subventions accordées à une université de ma collectivité ont aidé à mettre au point une technologie pour détecter les fuites de méthane dans les infrastructures pétrolières et gazières. Cette technologie pourrait faire baisser les émissions de 20 %.

Si c'est la mesure la plus efficace pour réduire les émissions, je suis prêt à l'appuyer. Si les subventions aux sociétés pétrolières et gazières sont accordées de manière inefficace, qu'elles ne font que stimuler l'exploitation des ressources et augmenter les émissions, ce sont des mesures qui ne sont pas judicieuses.

Le gouvernement a élaboré un plan qui contribuera à l'atteinte des cibles que le Canada s'est fixées dans le cadre de l'Accord de Paris. Ce plan compte plus de 50 mesures et, si le député souhaite en prendre connaissance, je me ferai un plaisir de présenter un rapport au Parlement, plus tard aujourd'hui.

**M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC):** Monsieur le Président, le député d'en face dit qu'il est faux de prétendre que les Canadiens étaient dans une meilleure situation. Cela nous a été confirmé à maintes reprises au cours des dernières semaines, des derniers mois. Tout récemment, le 22 avril, un sondage réalisé par Ipsos nous révélait que le nombre de Canadiens à 200 \$ ou moins de l'insolvabilité chaque mois est passé à 48 %, comparativement à 46 % le trimestre précédent. Stephen Harper, dont les libéraux aiment parler de façon négative ou moqueuse, n'est pas en cause; cela s'est produit sous le gouvernement actuel. Cela s'est produit sous le premier ministre actuel. On parle du bilan des libéraux.

*Travaux des subsides*

Les habitants de ma circonscription, Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, me disent que les temps sont durs. Les gens ne voient pas comment ils vont pouvoir cultiver la terre, chauffer leur maison et se déplacer compte tenu du fardeau disproportionné que leur impose le gouvernement actuel.

Les gens ne peuvent pas prendre le transport en commun dans North Grenville, dans Edwardsburgh Cardinal, à Prescott, dans Augusta, dans Elizabethtown-Kitley ou à Merrickville-Wolford. Il n'y a pas de service de transport en commun dans Rideau Lakes, dans le canton de Leeds et des Mille-Îles.

On n'a rien à reprocher à ces gens. Ce sont de bons Canadiens. Ils travaillent dur. Ils utilisent leur véhicule seulement quand c'est nécessaire. Ils font leur part pour l'environnement au quotidien et ils n'ont pas besoin qu'un gouvernement incapable de contenir ses dépenses vienne augmenter leur fardeau à eux.

**M. Sean Fraser:** Monsieur le Président, voilà qui illustre l'un des points que j'ai essayé de soulever au cours de mon intervention. L'opposition tente d'induire les Canadiens en erreur; on en a là un bel exemple. En l'occurrence, le député a soigneusement choisi certaines données d'un sondage qui, en réalité, n'indique aucunement si les Canadiens ont plus d'argent dans leurs poches aujourd'hui par rapport au passé.

Je sais que bien des Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts. J'en connais dans ma communauté. J'ai vu des stations-service vendre du mazout domestique dans des pompes à essence parce que les gens n'ont pas les moyens de faire remplir leur réservoir au complet. Voilà ce qui motive nos investissements. C'est pourquoi, par exemple, nous avons abaissé l'impôt de neuf millions de Canadiens, tout en haussant l'impôt du 1 % le plus riche de la population. À l'époque, tous les députés conservateurs avaient voté contre cette mesure. Nous avons également laissé plus d'argent dans les poches des familles canadiennes grâce à des stratégies comme l'Allocation canadienne pour enfants, qui a amélioré le sort de 9 familles sur 10. Comme je l'ai mentionné précédemment en réponse à une question, le prestataire moyen dans ma circonscription reçoit en moyenne 6 800 \$ par année libre d'impôt. Cette mesure permet d'injecter 48 millions de dollars chaque année dans les collectivités que je représente, ce qui a une incidence concrète sur l'abordabilité.

Le député a soulevé la question du transport en commun. J'habite moi aussi dans une collectivité où il n'y a pas de transport en commun. Cela dit, je vois que je dois conclure très rapidement.

Si les gens prennent les moyens pour accroître le rendement énergétique de leur maison, leurs frais seront couverts grâce à l'Incitatif à agir pour le climat que nous avons mis à leur disposition. De plus, nos investissements leur permettront de réduire leur facture d'électricité.

• (1245)

**Mme Rachael Harder (Lethbridge, PCC):** Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec ma collègue de Kamloops—Thompson—Cariboo.

Dans tout le pays, de nombreux Canadiens ont hâte qu'arrive le mois d'octobre 2019. J'ai voyagé un peu partout au pays et j'ai parlé à bien des gens qui m'ont dit être heureux de pouvoir élire un gouvernement qui s'efforcera de répondre à leurs besoins. Il s'agissait de personnes de tous âges venant de divers contextes, mais leur message était toujours le même: ils veulent que le gouvernement s'occupe des gens en premier. Je suis d'accord avec eux. Il est grand temps que nous élisions un gouvernement qui agisse ainsi.

On se demandera peut-être comment accorder la priorité aux gens. C'est une excellente question.

L'automne dernier, j'ai fait un voyage dans l'Est de l'Europe. Je faisais partie de la délégation qui représentait le Canada au Conseil de l'Europe. J'en ai profité pour rencontrer mes homologues de Géorgie, d'Ukraine, de Roumanie, d'Arménie, d'Allemagne et du Royaume-Uni. Voici quels enjeux ces pays fixent en priorité: la primauté du droit, la sécurité des frontières, la sécurité des citoyens et le bien-être économique de leur pays. Nous devrions tous viser ces enjeux avant tout. Malheureusement, le Canada ne le fait pas. En réalité, le gouvernement actuel éprouve des difficultés dans tous ces domaines. Pour accorder la priorité à la population, le gouvernement devrait refaire de ces enjeux une priorité pour le pays. Le Canada a malheureusement abandonné ces enjeux, mais il est temps d'y revenir.

Notre premier ministre se préoccupe plus de son apparence et de son programme personnel que des intérêts supérieurs des Canadiens. Je pourrais en citer de nombreux exemples, mais je vais me pencher sur deux situations bien précises: le développement énergétique au Canada et la taxe sur le carbone qui nous est imposée.

Dans le cas du développement énergétique, le premier ministre aime mieux prétendre qu'il consulte les membres des Premières Nations que les consulter réellement pour enfin construire le pipeline. En s'efforçant de maintenir les apparences, il n'écoute pas ce qu'elles lui disent et fait fi de ce qui serait bénéfique à toute la population du Canada. À cet égard, le premier ministre sème la discorde.

Le premier ministre a payé un pipeline avec l'argent des Canadiens en prétendant se consacrer au développement du secteur énergétique du pays. Maintenant, il force l'adoption du projet de loi C-69, qui bloquera la construction de tout nouveau pipeline. Ce premier ministre s'efforce de maintenir les apparences dans un domaine tout en faisant exactement le contraire en coulisses.

Soulignons que la production pétrolière et gazière du Canada est la plus écologique au monde. Elle applique les normes les plus élevées et les plus sévères au monde en matière de restauration environnementale et d'utilisation de l'eau. Cependant, au lieu de développer notre industrie, le premier ministre préfère importer du pétrole de pays meurtriers comme le Venezuela et l'Arabie saoudite, qui traitent leur population de façon inhumaine.

Au cours de mes déplacements, j'ai vu un certain nombre d'autocollants apposés sur les pare-chocs en Alberta, la province d'où je viens. Ces autocollants disent: « S'il vous plaît, donnez-nous un autre boom pétrolier; nous promettons de ne pas le gaspiller cette fois-ci. » Cela fait bien rigoler, mais c'est certainement plus qu'une plaisanterie; c'est l'expression d'un besoin urgent non seulement pour les Albertains, mais pour tous les Canadiens.

Nous savons tous que le développement du secteur pétrolier et gazier entraîne la création d'emplois, mais il y a beaucoup plus à considérer. Le Canada a besoin de pipelines parce qu'il est en concurrence avec des pays du monde entier pour être le premier à trouver un acheteur pour son produit. À défaut de pipelines, nos chances sont grandement réduites.

*Travaux des subsides*

De plus, songeons au fait que les pipelines sont le moyen le plus sûr et le plus durable sur le plan environnemental pour acheminer nos produits vers les marchés et créer des revenus qui se traduiront en recettes fiscales pour les provinces et le fédéral. Les Canadiens savent bien que ce sont les impôts qui servent à payer les hôpitaux où nous rendons visite à nos êtres chers lorsqu'ils sont malades, les écoles que nos enfants fréquentent pour s'instruire et les routes que nous empruntons pour aller travailler.

L'industrie pétrolière et gazière a permis de créer des emplois de qualité et bien rémunérés pour les Canadiens d'un océan à l'autre et elle aide le pays tout entier. Une grande partie de la prospérité dont le Canada a toujours bénéficié vient de notre engagement à développer le secteur des ressources naturelles de façon responsable. Nous avons besoin du pipeline Trans Mountain et il faut que le projet soit réalisé maintenant. Il est temps que le premier ministre cesse de se préoccuper de son apparence et commence à défendre les intérêts des Canadiens.

● (1250)

Bien que ce projet de pipeline ait reçu l'approbation du gouvernement en 2016, faut-il rappeler que Kinder Morgan, l'entreprise qui le construisait à l'époque, a annoncé qu'elle ne pourrait pas procéder aux travaux au printemps de 2018 en raison de l'incertitude réglementaire. Le gouvernement n'était tout simplement pas disposé à lui donner les assurances dont elle avait besoin pour aller de l'avant. Par conséquent, elle s'est retirée et a investi au sud de la frontière. Ce genre de situation ne fait que nuire aux Canadiens. Cela ne nous a certainement pas servi.

Toutefois, dans le but de sauver le projet, le premier ministre a acheté le pipeline au coût de 4,5 milliards de dollars, puisés dans les poches des contribuables d'un océan à l'autre.

Par la suite, le directeur parlementaire du budget a signalé que le premier ministre et le gouvernement libéral avaient payé trop cher pour le pipeline parce qu'il ne valait pas le montant qu'ils avaient mis sur la table.

Pis encore, il est clair pour la Chambre et pour les Canadiens que le premier ministre a été malhonnête envers eux et qu'il a dit des faussetés. Il a promis qu'il mettrait ce pipeline en terre et qu'il agirait dans leur intérêt, mais lorsqu'il a avancé ces 4,5 milliards de dollars, c'était encore une fois pour bien paraître. Entretemps, il travaille d'arrache-pied en coulisse pour faire adopter à la Chambre des mesures qui empêcheront la construction de ce pipeline et de tout autre pipeline dont notre pays pourrait avoir besoin pour son bien-être à l'avenir.

Précisons également que, sous le gouvernement précédent, quatre projets d'oléoduc ont été menés à bien sans que les contribuables canadiens aient à payer un sou. Voilà ce que tout gouvernement doit faire. Il doit penser d'abord à la population en attirant des investissements et en tenant parole.

Il faut comprendre que l'industrie canadienne de l'énergie recèle un potentiel énorme pour assurer non seulement la prospérité, ce qui est important, mais aussi la paix, la liberté et la sécurité dans le monde. Les Canadiens ne devraient pas l'oublier. Il importe donc de noter que le chef de l'opposition a annoncé un plan pour réparer les torts que le gouvernement a causés et assurer la prospérité du pays.

En ce qui concerne la taxe sur le carbone, encore une fois, nous constatons que le premier ministre veut davantage donner l'impression de faire quelque chose pour l'environnement que le faire réellement. Comment le savons-nous? Nous le savons parce que le premier ministre impose une taxe sur le carbone à l'ensemble des Canadiens tout en permettant aux grands émetteurs de s'en tirer à bon

compte. En effet, ils ne paieront qu'environ 20 % des recettes qui seront générées par la taxe sur le carbone. Pendant ce temps, les mères de famille, les agriculteurs et tous les autres Canadiens devront payer leur juste part.

Nous savons également qu'au Canada, nous n'allons pas cesser de chauffer nos maisons, de nous rendre au bureau en voiture, de nous vêtir, ni de porter des lunettes ou des lentilles cornéennes. Cependant, toutes ces choses nécessitent d'une manière ou d'une autre des combustibles fossiles. Nous n'allons pas cesser de vivre pleinement. Donc, faisons preuve de réalisme pendant un moment et reconnaissons notre réalité actuelle, car nous n'allons pas la changer du jour au lendemain. Notre réalité actuelle est que nous dépendons des combustibles fossiles. Donc, effectivement, nous devons avoir le désir et l'ambition de virer vers les technologies plus vertes. Nous devons avancer dans ce sens et prendre soin de l'environnement. Cependant, nous devons aussi reconnaître les réalités de la vie que nous menons et admettre que nous allons continuer à allumer les lumières.

La vie que nous menons exige l'emploi de combustibles fossiles. Cela dit, nos comportements ne changeront pas à cause d'une taxe sur le carbone, malgré que ce soit l'intention avouée du gouvernement libéral. En conséquence, nous savons que, puisque les plus grands émetteurs de carbone ont droit à une exemption et puisque notre comportement ne changera pas en raison des nécessités de la vie, il ne s'agit en fait que d'un désir de percevoir des revenus supplémentaires. Il s'agit d'une taxe sur tout, et non d'un plan environnemental.

Pendant ce temps, voici ce à quoi nous nous sommes engagés pour l'avenir. Nous croyons qu'il faut assurer l'intendance de la planète. Nous croyons qu'il faut prendre soin de l'environnement. Je suis très fier de vivre au Canada. Cette fierté implique de protéger les terres, les cours d'eau et les habitats naturels, d'investir dans des technologies vertes et de nous assurer de recycler et de réduire les déchets autant que possible. Cela implique d'éliminer les plastiques à usage unique et de collaborer avec les autres pays du monde pour mieux protéger l'environnement. Il s'agit d'un plan positif pour le Canada. C'est un plan qui accorde la priorité aux Canadiens. C'est le plan que soutient le Parti conservateur du Canada. Entretemps, le premier ministre se préoccupe uniquement de doré son image et de générer des recettes.

● (1255)

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, le directeur parlementaire du budget, qui est un mandataire du Parlement indépendant et sans parti pris politique, a fait une analyse de la tarification de la pollution. Grâce à cette analyse, nous savons que 80 % des résidents de ces provinces, y compris celle d'où je viens, le Manitoba, recevront plus d'argent qu'ils n'en paieront. Autrement dit, plus de 80 % des habitants de Winnipeg-Nord, par exemple, tireront un avantage financier net de la tarification de la pollution.

Les gouvernements du monde entier reconnaissent la valeur de la tarification de la pollution, mais les conservateurs croient qu'il faut l'éliminer. La députée croit-elle que le gain financier net dont profiteront les électeurs que je représente leur sera retiré par le Parti conservateur si, Dieu nous en garde, il est élu? Pourquoi priver les Canadiens de cet argent, y compris ceux que le député représente?

*Travaux des subsides*

**Mme Rachael Harder:** Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir prouvé exactement ce que j'ai dit en admettant qu'il ne s'agit en fait que d'un plan pour faire tourner les recettes. Pour être plus précise, ce qu'il dit, essentiellement, c'est que le gouvernement va prendre de l'argent sous la forme d'une taxe sur le carbone et qu'il va le faire passer dans la grosse machine bureaucratique pour ensuite le rendre aux Canadiens qui l'avaient déboursé au départ.

Il affirme que 80 % des gens vont, comme par magie, recevoir plus d'argent après ce passage dans la filière bureaucratique. J'aimerais savoir dans quel monde, dans quel univers la valeur de l'argent peut augmenter de 80 % après un passage dans la filière bureaucratique. Comment est-ce possible? C'est comme s'il existait un vaste plan d'investissement qui fait circuler l'argent dans la grosse machine bureaucratique pour produire un rendement de 80 %. J'adorerais investir dans ce plan. Or, c'est tout simplement impossible. C'est une fausseté.

Au bout du compte, il faut reconnaître que c'est exactement ce que le député d'en face confirme: il s'agit d'un stratagème pour générer des recettes. Nous avons affaire à un stratagème fiscal, pas à un plan environnemental.

**M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NDP):** Monsieur le Président, la semaine dernière, il y a eu des inondations sans précédent. Nous avons vu des maisons de la région d'Ottawa partir à la dérive. Puis il y a eu Jason Kenney. Au moment de se présenter au reste de la population canadienne, il a menacé la Colombie-Britannique en disant qu'il fermerait les robinets. Il a menacé le Québec en disant qu'il devait se secouer. Il a ensuite menacé de se séparer. Je ne sais pas où il va construire son pipeline. Va-t-il le limiter aux frontières de l'Alberta? Je me demande à quel point les conservateurs de l'Alberta sont déconnectés de la réalité s'ils pensent qu'il leur suffit de piquer une crise pour que le reste du Canada acquiesce à tous leurs souhaits.

Nous n'avons jamais entendu Jason Kenney parler de son plan pour l'environnement. Dans la région que je représente, une région ressource, il y a des feux de forêt records année après année. Les changements climatiques sont spectaculaires. Nous voulons savoir que nous avons un partenaire qui prend la question au sérieux. Je n'ai encore rien entendu de la sorte de la part de Jason Kenney.

Lorsque les conservateurs parlent de leur plan, alors qu'ils n'en ont pas, cela ne rime à rien pour les gens du reste du pays. Jason Kenney menace de se séparer et d'exploiter les pipelines de sa province comme il l'entend, à moins d'obtenir ce qu'il veut. Ce n'est pas ainsi que notre pays fonctionne...

**Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota):** La députée de Lethbridge a la parole.

**Mme Rachael Harder:** Monsieur le Président, Jason Kenney ne fait plus partie du gouvernement fédéral ou de l'opposition. À la Chambre des communes de la capitale nationale, Ottawa, nous débattons d'enjeux fédéraux.

**Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC):** Monsieur le Président, je suis vraiment heureuse d'intervenir pour parler de cette motion à deux volets, l'un sur la taxe sur le carbone et l'autre sur la construction du pipeline Trans Mountain.

Je vous dirai ce que j'en pense dans une perspective britannico-colombienne, qui est très importante à mon avis. Les députés désignent souvent la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique comme le parfait exemple d'une mesure en vigueur depuis des années. Toutefois, ils ne disent pas tout.

Au moment où la Colombie-Britannique a adopté la taxe sur le carbone, je n'étais pas très chaude à l'idée, mais je voulais voir ce qu'il en adviendrait. J'ai aujourd'hui une ou deux choses à dire à ce sujet. Premièrement, elle n'a certainement pas atteint l'objectif que s'était fixé le gouvernement par rapport à la réduction des émissions. Toutefois, le gouvernement avait affirmé que la taxe serait sans incidence sur les recettes. Il y a eu une modeste réduction de l'impôt foncier dans les régions rurales. Une partie des recettes a été remise aux citoyens et on a mis en place un processus de vérification comptable pour garantir la neutralité fiscale de la taxe.

Cela a duré quelques années. Lorsque le gouvernement néo-démocrate a été élu, la première chose qu'il a faite a été d'éliminer la neutralité fiscale de la taxe sur le carbone. Soudainement, la taxe est devenue une ponction fiscale pour la province. Il n'y avait plus de compensation entre les recettes et les dépenses. La taxe est purement et simplement devenue une ponction fiscale. Le gouvernement allait dépenser l'argent comme bon lui semblait.

Voilà une mise en garde pour les Canadiens. En Ontario, en Alberta et dans les autres provinces, le gouvernement dit actuellement aux gens qu'il s'agit d'une excellente formule qui leur permettra de récupérer plus d'argent qu'ils n'en dépensent. Les Canadiens devraient se souvenir de l'exemple de la Colombie-Britannique que le gouvernement cite si souvent comme modèle à suivre. Qu'est-ce qui va arrêter le gouvernement libéral lorsqu'il commencera à se rendre compte que ses dépenses sont tellement débridées qu'il ne peut plus se permettre d'envoyer les chèques de remboursement de la taxe sur le carbone? Rapidement, les citoyens de ce pays se feront imposer une autre ponction fiscale, parce que rien n'oblige le gouvernement libéral à maintenir la taxe dans sa forme actuelle. Voici la leçon à tirer de la Colombie-Britannique: il suffira de bien peu pour inciter le gouvernement à changer sa façon de faire.

En plus de cette leçon, à mon avis, la Colombie-Britannique a le pire type de taxe sur le carbone puisque celle-ci ne comporte aucune mesure de compensation. À l'heure actuelle, les Britanno-Colombiens sont parmi les plus taxés au pays, notamment en ce qui concerne le prix de l'essence. C'est ce que le gouvernement néo-démocrate provincial dit vouloir. Il veut que le prix de l'essence soit élevé et il veut que les gens changent leurs habitudes. Le premier ministre a dit que l'objectif d'une taxe sur le carbone consiste à augmenter les prix afin que les gens changent leurs habitudes.

J'aimerais donner quelques exemples de personnes qui doivent changer leurs habitudes, mais peut-être pas de la façon dont parle le premier ministre. Une personne que je connais assez bien a été mise à pied il y a quelques années. Elle a reçu une indemnité de départ et a pris un grand risque. Elle a investi son indemnité dans le démarrage d'une petite entreprise. C'était suffisant pour continuer ses activités, payer ses factures et réussir à mener sa propre affaire.

Il y a quelques mois, on lui a diagnostiqué un cancer et elle allait avoir besoin de traitements. Lorsque les exploitants de petites entreprises ont le cancer, tout à coup ils ne gagnent plus d'argent. À Kamloops, lorsque les gens ont besoin d'un traitement contre le cancer, ils doivent se rendre à Kelowna. Non seulement elle n'est pas admissible à l'assurance-emploi et n'a que de maigres économies, mais elle doit faire l'aller-retour entre Kamloops et Kelowna pour ses traitements de radiothérapie. Il s'agit d'un trajet de deux heures en voiture chaque fois, et elle doit le faire pendant de nombreuses semaines.

*Travaux des subsides*

● (1300)

Chaque fois qu'elle part, elle doit faire le plein d'essence et se demande comment elle y arrivera, car cela lui coûte de plus en plus cher. Elle trouvera peut-être un jour un programme qui lui remboursera ses dépenses. Entre-temps, elle a du mal chaque minute, chaque jour, à faire le plein d'essence pour le trajet de deux heures jusqu'à Kelowna pour sa radiothérapie. Mes collègues peuvent-ils imaginer le stress supplémentaire que cela lui cause?

Alors qu'elle était confrontée à des prix record pour faire le plein, elle a remarqué quelque chose au sujet du premier ministre. Personne ne reproche au premier ministre de prendre des vacances, mais lorsqu'elle l'a vu faire un aller-retour en avion entre Ottawa et Tofino pour aller en vacances, elle s'est dit: « Il tente de changer mon comportement. Je ne le vois pas du tout tenter de changer le sien. » Je voulais simplement dire aux députés à quel point elle avait l'impression, alors qu'elle avait à peine les moyens de faire le plein d'essence, que le premier ministre veut qu'elle change son comportement, mais qu'il ne fait rien pour réduire ses propres émissions de carbone.

J'ai un autre exemple. Dans la région rurale de Clearwater, l'usine a été fermée pendant six semaines durant la période des Fêtes, et on vient d'annoncer un autre arrêt. Ce ne sera que pour une semaine, peut-être deux, mais ces arrêts surviennent continuellement. Lorsqu'une usine cesse sa production, les employés ne sont pas payés pendant six semaines. Ils reçoivent peut-être un peu d'assurance-emploi, mais ils ne reçoivent pas leur paie pendant une semaine. Ils vivent dans une collectivité rurale et beaucoup d'entre eux ont besoin de camions pour travailler. Ils vont dans les bois. Lorsque le prix de l'essence atteint 1,60 \$, 1,65 \$, 1,70 \$, ils se disent: « Mon Dieu, je n'aurai pas de chèque de paie la semaine prochaine. L'usine est fermée. L'argent n'entre pas. » Comment cela change-t-il leur comportement? Ils doivent prendre des décisions; ils ne peuvent pas acheter de viande pour leur famille et ils doivent utiliser du riz et d'autres aliments, simplement pour faire le plein de leur camion. Ils n'ont pas le choix, comme à Vancouver, où on peut se rabattre sur le transport en commun. Ces gens doivent vivre avec la taxe sur le carbone, ce qui crée de nouveaux défis dans leur vie.

Je pense que mes collègues peuvent constater que la taxe sur le carbone génère des défis énormes, surtout à la pompe. Nul doute que le moins que nous puissions faire, c'est de nous demander qui souffre vraiment et à quel point cela leur nuit.

L'autre élément, bien sûr, est le pipeline Trans Mountain. J'ai parlé de Clearwater. Les gens de cette collectivité ont hâte que ce pipeline passe par là. La scierie va peut-être fermer ses portes pendant une semaine ou deux, mais ils ont vu d'autres possibilités. Ils ont vu qu'il pourrait y avoir des travaux de creusage du pipeline. Des entrepreneurs et des restaurateurs locaux attendent tous avec impatience la saison de la construction qui se déroule actuellement.

Le pipeline Trans Mountain est une autre pièce importante du casse-tête. Je pense que certains analystes disent que cela augmenterait la capacité. Cela aiderait à régler le problème de la pénurie en Colombie-Britannique et, en fait, à réduire le prix de l'essence dans cette province. Toutefois, ce qui est plus important, c'est que cela offrirait des possibilités à tous les Canadiens.

Il s'agit vraiment d'une motion en deux volets qui s'agencent très bien. Il est question de la taxe sur le carbone, d'une part, et du pipeline Trans Mountain, d'autre part.

J'ai visité le pipeline Trans Mountain pendant l'hiver. C'était une excellente occasion. J'y étais à la recherche d'histoires positives, parce que nous entendons trop d'histoires négatives. J'ai parlé à des

représentants des Premières Nations, qui y voient une occasion en or. J'ai parlé aux collectivités et aux maires. Les possibilités sont énormes.

Les députés devraient vraiment réfléchir à cette motion et penser aux gens qui sont touchés et à la façon dont la taxe sur le carbone et le pipeline Trans Mountain doivent aller de pair dans cette motion. J'espère qu'ils penseront à la patiente atteinte de cancer dont je viens de parler ou au travailleur de l'usine qui s'inquiète vraiment de savoir comment il va nourrir sa famille.

● (1305)

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie la députée d'en face de ses exemples. Je tiens à lui rappeler que le gouvernement a adopté une approche globale à l'égard de l'économie canadienne et qu'il s'est engagé très solennellement à porter son attention sur la classe moyenne du Canada et ceux qui aspirent à en faire partie.

Nous avons mis en place de nombreux programmes qui ont permis à des centaines de milliers de personnes de sortir de la pauvreté. Notre économie est en pleine croissance et plus de 900 000 nouveaux emplois ont été créés au cours des dernières années. De façon très concrète, le gouvernement met plus d'argent dans les poches des Canadiens.

La députée d'en face choisit d'exprimer certaines de ses préoccupations, mais je dirais qu'en fin de compte, le gouvernement a tenu compte de l'environnement, des pipelines et de nombreuses politiques sociales positives et, en définitive, les familles moyennes jouissent d'un avantage net qui se traduit par 2 000 \$ de plus par année. La députée ne croit-elle pas que cela aidera de nombreux électeurs dans le besoin?

● (1310)

**Mme Cathy McLeod:** Monsieur le Président, la seule chose que les libéraux ont faite pour la dame dont je parlais, qui a des traitements contre le cancer et qui a de la difficulté à faire le plein d'essence, c'est de la qualifier de fraudeuse de l'impôt.

Elle a une petite entreprise. Voilà l'héritage que le gouvernement laisse à nos petits entrepreneurs qui essaient d'aller de l'avant. Les libéraux ont changé les règles pour leur compliquer la vie. Ils n'ont pas accès à des régimes de retraite et n'ont pas accès à l'assurance-maladie pour passer au travers. Ils travaillent fort, jour après jour, et les décisions que le gouvernement a prises n'ont certainement pas amélioré sa situation à elle.

**M. Wayne Stetski (Kootenay—Columbia, NPD):** Monsieur le Président, en octobre dernier, les Nations unies ont publié un rapport de scientifiques spécialisés dans les changements climatiques dans lequel ils disent que nous avons 12 ans pour prendre des mesures sérieuses si nous voulons lutter contre les changements climatiques. Hier, les Nations unies ont publié un autre rapport selon lequel un million d'espèces de plantes et d'animaux dans le monde sont en péril, notamment à cause des changements climatiques.

*Travaux des subsides*

Partout dans le monde, y compris dans ma circonscription, Kootenay—Columbia, des élèves sortent dans la rue le vendredi parce qu'ils sont très préoccupés par les changements climatiques et se demandent s'ils auront même un avenir.

Je sais que le meilleur moyen de défense, c'est l'offensive, alors l'attaque des conservateurs contre une taxe sur le carbone ou une tarification de la pollution est compréhensible d'un point de vue politique, mais si les conservateurs sont vraiment sérieux au sujet de l'environnement et de l'avenir de nos enfants, où est leur plan de lutte contre les changements climatiques?

**Mme Cathy McLeod:** Monsieur le Président, l'environnement est absolument important. Mon collègue sait peut-être que nous nous sommes engagés à publier un plan environnemental exhaustif au cours des prochaines semaines, mais ce ne sera pas un plan qui ne sera qu'une façon détournée d'aller piger dans les poches des contribuables. Ce sera un plan efficace et pratique.

En ce qui concerne la dernière législature, dans le rapport qui a été publié hier au sujet de la diversité des espèces, on parlait du Canada et de la façon dont il s'en est assez bien tiré en raison des cibles que nous avons établies et des zones dont nous avons fait des aires protégées.

Si je regarde le bilan du gouvernement conservateur précédent, je peux dire que nous avons pris de nombreuses mesures pour protéger l'environnement, parce que le sujet est très complexe et exhaustif. Il ne s'agit pas seulement d'émissions. Il s'agit des eaux usées déversées dans les océans et de bien d'autres choses.

[Français]

**M. Randy Boissonnault (Edmonton-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de Winnipeg-Sud.

Je remercie le député de Carleton de sa motion. Malheureusement, je ne peux pas appuyer la motion. Les Canadiens s'attendent à plus et à mieux que des solutions simplistes aux problèmes complexes avec lesquels ils sont aux prises, avec lesquels nous sommes tous aux prises et auxquels nous devons nous attaquer ensemble.

Au lieu de proposer des solutions simplistes, nous avons un plan sur le climat qui compte plus de 50 mesures. Elles incluent la tarification de la pollution, l'accélération de l'élimination progressive de l'électricité alimentée au charbon, tout en assurant une transition équitable pour les travailleurs et les collectivités, et des investissements générationnels dans les technologies propres, l'infrastructure verte et l'ingéniosité canadienne.

[Traduction]

Je suis Albertain. Je suis Edmontonien. Je sais d'expérience que l'approche du gouvernement précédent en matière de pipelines a nui aux travailleurs, aux collectivités et, bien franchement, à tous les Canadiens.

En août 2018, quand la Cour d'appel fédérale a tranché sur le projet d'expansion Trans Mountain, nous avons une décision importante à prendre. Nous pouvions adopter l'approche inefficace vantée par les conservateurs, qui faisait fi des décisions des tribunaux et qui ne prévoyait aucun plan de protection de l'environnement et des collectivités côtières ni dialogue constructif avec les communautés autochtones. Or, nous savions alors, comme nous savons maintenant, que les Canadiens comptent sur nous pour bien faire les choses, alors nous avons pris la décision suivante: nous nous sommes engagés à déployer les efforts nécessaires pour faire progresser le projet d'expansion Trans Mountain de la bonne façon.

● (1315)

[Français]

Il faut notamment agir conformément aux directives que nous avons reçues de la Cour d'appel fédérale. Pourtant, nous avons très peu entendu parler de cela, aujourd'hui.

Nous avons plutôt vu pointer des doigts accusateurs, des expertises être balayées du revers de la main et l'histoire être réécrite. Nous avons également entendu des attaques contre notre secteur de l'énergie. Les conservateurs tentent de rabaisser notre secteur de l'énergie. En fait, au cours des dernières semaines et des derniers mois, une décision d'investissement finale a été prise pour une installation pétrochimique de 4,5 milliards de dollars dans le comté de Sturgeon, tout près de là où j'ai grandi, à Morinville. Ce projet verra 3 000 travailleurs sur le terrain au plus fort de la construction et créera plusieurs centaines d'emplois permanents lorsque cette installation sera en fonction.

Inter Pipeline a annoncé deux nouvelles installations évaluées à 3,5 milliards de dollars dans le centre industriel qui créeront plus de 2 000 emplois directs à temps plein au plus fort de la construction, et plus de 200 emplois à temps plein quand toutes les installations seront en fonction.

Par ailleurs, Naticol prévoit de développer une usine de méthanol de 2 milliards de dollars au sud de Grande Prairie, ce qui créera 1 000 emplois directs en construction. Ces projets ajoutent de la valeur à nos produits, et l'innovation dans ce secteur aide à combattre les changements climatiques.

[Traduction]

La motion dit que nous devrions ouvrir la voie à la construction des pipelines. Le fait est que le gouvernement précédent n'est pas parvenu à le faire. Il n'a pas réussi à acheminer notre pétrole vers de nouveaux marchés. Il s'agit d'une ressource canadienne qui soutient les collectivités d'un bout à l'autre du Canada, y compris celle de ma propre famille, et qui est la source de bons emplois pour la classe moyenne dans ma province.

En 2006, lorsque les conservateurs sont arrivés au pouvoir, 99 % du pétrole canadien était destiné aux États-Unis. En 2015, lorsqu'ils ont quitté le pouvoir, 99 % du pétrole canadien était encore destiné aux États-Unis, qui étaient notre plus grand et meilleur client jusqu'à ce qu'ils cessent de l'être. En raison de cela, nos ressources sont vendues à rabais. Il s'agit d'un rabais si important qu'il se chiffre en milliards de dollars par année et que tous les Canadiens d'un océan à l'autre en ont vu et ressenti les effets.

Les conservateurs et la presse conservatrice ont tenté de réfuter ces affirmations, mais les faits parlent d'eux-mêmes. Les conservateurs se vantent d'avoir inversé le cours d'un pipeline et d'avoir un raccordement à un pipeline existant, mais il s'agit de vantardises vides de sens qui ne font rien pour aider les travailleurs du secteur de l'énergie et les familles qui dépendent de leurs emplois bien rémunérés pour la classe moyenne. Cela comprend mes concitoyens, leurs familles, leurs amis ainsi que ma famille et mes amis. Ce sont des emplois qui renforcent les collectivités. Ce sont des emplois qui font rouler l'économie.

Si nous n'avions pas perdu une décennie sous le gouvernement conservateur précédent, nous ne nous trouverions pas dans la situation actuelle et, en 2015, les Canadiens ont rejeté cette approche inefficace.



*Travaux des subsides*

[Français]

Nous avons écouté les Canadiens. Notre gouvernement s'est engagé à exploiter les ressources abondantes du Canada de la bonne façon.

L'environnement et l'économie vont de pair.

[Traduction]

C'est pour cette raison que nous avons approuvé le projet de remplacement de la canalisation 3. C'est parce que l'environnement, l'économie et l'énergie sont liés.

Les travaux sur la canalisation 3 sont presque terminés du côté canadien. Ce projet augmentera de 370 000 barils la capacité d'exportation de notre pétrole et il a créé des milliers d'emplois durant les travaux.

C'est pour cela que nous avons toujours appuyé le projet Keystone XL. Ce projet va de l'avant ici au Canada. Le ministre des Ressources naturelles continue de plaider en faveur de ce projet au sud de la frontière.

C'est pour cette raison que ces projets ne sont pas menés isolément. Ils avancent en tandem avec un plan complet de lutte contre les changements climatiques. Notre plan de lutte contre les changements climatiques est le plus rigoureux qu'ait jamais eu le Canada.

Bien entendu, les conservateurs pensent que nous devrions simplement faire l'autruche et espérer que tout aille pour le mieux. Ils croient que la planète ne va pas trop se réchauffer. Ils disent que ce n'est que de la vapeur d'eau. Les scientifiques se trompent forcément. Ils ne sont que plusieurs milliers. Il n'y en a probablement que trois dans le monde qui ne sont pas d'accord avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Les conservateurs veulent donc se concentrer sur l'opinion de ces trois scientifiques.

Les Canadiens s'attendent à mieux et méritent mieux. Les futures générations comptent sur nous pour bien faire les choses.

• (1320)

[Français]

En ce qui concerne TMX, nous avons suivi les conseils que nous avons reçus de l'ancien juge de la Cour suprême du Canada, l'honorable Frank Iacobucci, qui a été nommé représentant fédéral chargé de superviser le processus de consultation avec les peuples autochtones et d'offrir une orientation audit processus.

Nous écoutons ce que les équipes de consultation entendent sur le terrain, et nous y répondons. Ces équipes, qui comptent environ 60 membres, sont le double de leur taille initiale.

Nous avons été clairs: une décision définitive sur le projet ne sera prise que lorsque nous serons satisfaits, que la Couronne se sera convenablement acquittée de son obligation de consulter et que nous aurons atténué et tenu compte des répercussions sur les collectivités autochtones, le cas échéant. À ce moment-là, nous utiliserons également le rapport de réexamen de l'Office national de l'énergie, qui a été renforcé par nos principes provisoires qui guident maintenant les grands projets d'examen, pour prendre une décision en ce qui concerne le projet.

[Traduction]

Malheureusement, les conservateurs ont voté pour annuler le financement et mettre fin au processus de reconsidération.

Qu'on comprenne bien. Nous écouterons comme il se doit. Nous ferons les accommodements nécessaires. Nous procéderons au bon

moment et de la bonne façon, pour que l'agrandissement du réseau Trans Mountain se déroule correctement.

Les conservateurs ont fait preuve d'un mépris total à l'égard de ce processus. Le fait d'annuler l'examen du transport maritime par l'Office national de l'énergie et de mettre fin aux consultations auprès des communautés autochtones aurait stoppé net le projet. Nous le savions et nous procédons d'une meilleure façon.

[Français]

En 2019, l'approche exacte nécessaire lors de l'exploitation des ressources est une approche détaillée qui tient compte de notre environnement et de notre obligation constitutionnelle de consulter les peuples autochtones. À vrai dire, c'est la seule façon de faire.

[Traduction]

En ce qui concerne la motion à l'étude aujourd'hui, nous devons veiller à bien faire les choses. Cette motion nous empêcherait de mettre les points sur les i et les barres sur les t quand nous examinons de grands projets d'exploitation des ressources. Elle nous ferait retomber dans nos vieilles habitudes de foncer tête baissée sans prendre le temps de bien faire les choses. Elle chercherait à court-circuiter les tribunaux, à négliger notre devoir constitutionnel de consultation et à ignorer l'urgence des changements climatiques.

Ce n'est pas de cette manière que le gouvernement va procéder. Ce n'est pas de cette manière que les Canadiens souhaitent que nous procédions. Ils nous ont dit qu'ils voulaient une meilleure façon de faire les choses. Nous les avons écoutés et entendus, et nous passons maintenant à l'action.

Nous mettons en place un système dans lequel les Canadiens peuvent avoir confiance, un système qui permettra la réalisation de grands projets à l'échelle du pays. C'est le bon moment pour agir et la bonne façon de procéder. Le système créera des bons emplois bien rémunérés pour la classe moyenne. L'environnement, la santé économique et l'avenir de notre pays en dépendent.

C'est pourquoi j'exhorte les députés à rejeter cette motion et de travailler avec nous afin de bâtir un Canada meilleur qui est à l'oeuvre pour tous.

**M. Jim Eglinski (Yellowhead, PCC):** Monsieur le Président, les libéraux parlent de tout le bon travail qu'ils accompliront pour les Canadiens et des économies qu'ils leur permettent de réaliser. Le député peut-il me dire ce que le gouvernement fera au sujet du fait que, en Amérique du Nord, les grandes camionnettes sont les véhicules les plus vendus chaque année. Les petites autos compactes, quant à elles, ne représentent qu'environ 14 % des ventes totales de véhicules au Canada. Le reste des véhicules vendus sont de grande taille. Le gouvernement dont fait partie le député a-t-il tenu compte de cette réalité?

Que fera le gouvernement pour tenter de changer l'attitude des Canadiens, ou est-ce que le gouvernement se sert seulement de la taxe sur le carbone comme une ponction fiscale?

**M. Randy Boissonnault:** Monsieur le Président, j'adore les camionnettes. Mon premier véhicule en était une. Tous les membres de ma famille ont une camionnette.

Il nous faut de bons emplois bien rémunérés pour que les gens puissent payer les frais d'entretien de ces véhicules tout en respectant nos obligations internationales en matière de changements climatiques dans le cadre de l'Accord de Paris.

*Travaux des subsides*

Il nous faut donc un plan d'action sur le climat qui impose un tarif sur la pollution. Plus de 85 % des Canadiens veulent que nous tarifions la pollution.

Tous les Canadiens désirent un emploi bien rémunéré qui leur permette d'agir correctement tout en choisissant le véhicule qui leur convient, et ils y ont droit.

**L'hon. David McGuinty (Ottawa-Sud, Lib.):** Monsieur le Président, je vais revenir sur deux ou trois sujets mentionnés par l'opposition officielle, dont celui de la tarification des émissions. Je m'inspire de Preston Manning, de Stephen Harper, de Brian Mulroney et de Ronald Reagan, tous de bons conservateurs qui ont affirmé pendant 30 ans que la meilleure façon de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre est de tarifier les émissions. Voilà pourquoi Brian Mulroney et Ronald Reagan ont négocié le système de plafonnement et d'échange; ils voulaient réduire le dioxyde de soufre et les autres gaz qui polluent nos lacs et qui causent des pluies acides. M. Harper était justement en train de concevoir un système de plafonnement et d'échange imposant un tarif de 60 \$ la tonne.

De ce côté-ci de la Chambre, nous nous demandons comment l'opposition conservatrice s'est pareillement égarée. Son parti a dirigé cette discussion pendant des dizaines d'années. Maintenant que nous mettons en œuvre ce mécanisme de tarification, que ce soit en fixant un prix sur les émissions ou en utilisant un système de plafonnement et d'échange comme l'ont fait certaines provinces, nous ne comprenons vraiment pas pourquoi les conservateurs ont abandonné les principes qu'ils préconisent depuis 40 ans.

• (1325)

**M. Randy Boissonnault:** Monsieur le Président, je viens de l'Alberta et je suis libéral, ce qui me place dans la partie bleue du spectre libéral. Je suis progressiste social, mais je surveille aussi les finances de très près, parce que je tiens à ce qu'elles soient bien gérées. Je dois cependant avouer à mon collègue que le Parti progressiste-conservateur n'existe plus. Notre Parti conservateur national est désormais sous le contrôle du Parti réformiste, qui a modifié deux ou trois fois son image et qui l'a transformé en un fourre-tout. Ce parti a désormais abandonné les principes conservateurs fondamentaux liés à la préservation de la seule planète que nous avons et à l'utilisation du marché pour tarifier la pollution. Si quelqu'un déposait un gros tas d'ordures sur notre gazon, on exigerait qu'il le fasse ramasser et qu'il paie ceux qui feraient le travail. Voilà exactement ce que l'on fait lorsqu'on pollue l'environnement. Il faut imposer un prix sur la pollution. Cela fait partie de la théorie conservatrice. Maintenant, les libéraux préconisent cette théorie, et cela démontre à quel point les conservateurs se sont égarés.

**Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC):** Monsieur le Président, 31 partenaires autochtones comptaient sur le pipeline Northern Gateway avant que le premier ministre libéral actuel ne le rejette catégoriquement, au lieu de recommencer les consultations et de bien faire les choses. Des douzaines de collectivités autochtones n'ont pas été consultées au sujet du moratoire sur les pétroliers — le projet de loi C-48 —, les privant ainsi de possibilités futures. Des centaines d'entreprises autochtones et des dizaines de collectivités autochtones s'opposent au projet de loi C-69, qui vise à empêcher tout projet de pipeline. Les collectivités autochtones, nordiques et inuites n'ont pas été consultées au sujet de l'interdiction unilatérale concernant l'exploration pétrolière et gazière extracôtière dans le Nord imposée par le gouvernement.

Comment le député peut-il demander à qui que ce soit de croire un seul mot de ce qu'il dit au sujet de la consultation des collectivités et

des peuples autochtones en ce qui a trait aux grands projets d'exploitation des ressources, compte tenu de la façon dont les libéraux les foulent aux pieds lorsqu'ils les appuient?

**M. Randy Boissonnault:** Monsieur le Président, la réalité, c'est qu'il y a 60 personnes sur le terrain qui rencontrent à temps plein des intervenants autochtones. Le ministre des Ressources naturelles a rencontré plus de 120 organisations des Premières Nations non seulement pour les écouter, mais aussi pour s'assurer que nous les accommodons.

Nous ne laisserons pas l'ancien gouvernement conservateur, avec ses 10 années de mauvaise gouvernance dans le domaine des pipelines et de la gestion de l'énergie, nous faire la leçon. Les libéraux, eux, vont bien faire les choses.

[Français]

**M. Robert-Falcon Ouellette (Winnipeg-Centre, Lib.):**

[Le député s'exprime en cri ainsi qu'il suit:]

σ ᄀᄀᄀᄀᄀᄀ ᄀᄀᄀ ᄀ ᄀᄀᄀᄀᄀᄀ ᄀ ᄀᄀᄀᄀᄀᄀ

[Les propos du député sont traduits ainsi:]

Monsieur le Président, je salue tous les gens que je connais. Je suis très fier d'être ici.

[Français]

Monsieur le Président, c'est pour moi un grand honneur d'avoir la possibilité, aujourd'hui, de parler de la façon dont nous devons investir dans la classe moyenne et bâtir une économie qui fonctionne pour tout le monde, une économie qui offre plus de bons emplois bien rémunérés pour la classe moyenne et qui aide les personnes qui travaillent fort pour s'y joindre, une économie où chacun, peu importe son âge, peut vivre et travailler avec fierté.

En même temps, les gens de partout au pays veulent protéger leurs enfants et leurs petits-enfants contre les dangers des changements climatiques. Ils veulent des investissements dans des technologies qui nous permettront d'abaisser le coût de la vie et de réduire les émissions qui causent les changements climatiques.

[Traduction]

Un pacte vert canadien doit être axé sur l'équilibre. Si nous n'investissons pas pour bâtir un avenir plus propre et plus viable, tout ce qui contribue à la réussite des Canadiens sera mis en péril, tant le coût de la vie abordable que les bons emplois bien rémunérés et les collectivités résilientes. Il deviendra alors plus difficile d'aider les personnes pauvres puisque, dans ce contexte, nous aurons moins de moyens pour payer les services.

Comme on le sait, les changements climatiques sont bien réels et il faut agir dès maintenant. Le budget de 2019 prévoit des investissements considérables qui visent à protéger l'environnement tout en créant des emplois et en rendant le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens. Ces investissements vont de pair avec les efforts déployés pour aider plus de gens à trouver un logement, à trouver un bon emploi et à le conserver, à prendre leur retraite en toute confiance, et à obtenir les médicaments d'ordonnance dont ils ont besoin. Le budget viendra aussi renforcer la classe moyenne, conformément à la promesse du gouvernement, en plus de soutenir les plans conçus pour protéger la santé de tous les Canadiens, la santé de l'économie canadienne et la santé des générations futures.

Pendant les 10 années où ils ont été au pouvoir, les conservateurs de Harper ont tourné le dos à la nécessité de bâtir un avenir meilleur pour tous ainsi qu'aux besoins de l'environnement, de la classe moyenne et surtout des personnes les plus démunies de la société, qui tiennent à ce que le gouvernement les aide. Aujourd'hui, plus de Canadiens travaillent, plus de familles ont davantage d'argent dans leurs poches et la classe moyenne du pays est en pleine croissance.

À l'instar de Doug Ford et de Stephen Harper, le chef actuel du Parti conservateur propose de sabrer dans les services, comme les services de bibliothèque, les services de garde et même les programmes de plantation d'arbres. C'est totalement inadmissible. Les priorités de Doug Ford et du chef actuel du Parti conservateur consistent à réduire le financement des services municipaux, tout en mettant en oeuvre une promesse électorale coûteuse qui consiste à permettre aux dépanneurs de vendre de la bière. Ils souhaitent que la bière soit plus abordable pour la population. Le maire de Toronto John Tory a déclaré ce qui suit à ce sujet: « En quoi cette mesure est-elle logique? Le gouvernement va sabrer dans les programmes publics de santé et de garderies afin de dégager les sommes nécessaires pour dédommager le Beer Store à la suite de la modification de son contrat. » C'est ce qu'il a dit.

Au Manitoba, le chef du Parti conservateur Brian Pallister continue de sabrer dans les services, y compris le service des urgences d'un hôpital de ma circonscription, le Centre de santé Misericordia. Son allié, le chef du Parti conservateur, lui donne sa bénédiction. Les conservateurs sont aussi sur le point d'éliminer le service des urgences de l'Hôpital Concordia. C'est terminé. Ils sont en train de réduire les services de santé partout dans la province.

En fait, le premier ministre Pallister laisse de l'argent sur la table, dont une somme de 547 millions de dollars destinée au transport en commun, élément indispensable à un programme efficace de lutte contre les changements climatiques, qui permet de protéger l'environnement. Le gouvernement du Manitoba a laissé sur la table 451 millions de dollars destinés aux infrastructures vertes. Est-ce cela, le plan vert canadien, qui repose sur l'équilibre? Ce n'est certainement pas le gouvernement Pallister qui va en élaborer un. Il n'a pas touché à une somme de 61 millions de dollars qui devait servir à financer des projets d'infrastructures communautaires, culturelles et récréatives. Il faut mettre en place de bons programmes pour lutter contre la crise de la méthamphétamine qui sévit actuellement à Winnipeg et pour empêcher des jeunes désœuvrés de se joindre à des gangs. Le gouvernement a aussi laissé sur la table 112 millions de dollars destinés aux programmes pour les habitants des régions rurales et du Nord. C'est totalement inadmissible.

De ce côté-ci de la Chambre, nous avons fait le nécessaire pour que la pollution soit tarifée partout au Canada dès 2019. Nous avons créé un filet de sécurité national pour les provinces qui ne disposaient pas d'un mécanisme répondant aux normes fédérales. Dans le cadre de ce plan, le gouvernement remettra directement aux habitants des provinces concernées l'essentiel des recettes que la redevance sur les combustibles permettra de recueillir. C'est ce qu'on appelle l'Incitatif à agir pour le climat. Autrement dit, le plan du gouvernement est ainsi conçu que l'argent recueilli retournera directement dans les poches des Canadiens. Les habitants de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba et de la Saskatchewan peuvent compter sur nous pour voir à leurs besoins et à ceux de tous leurs concitoyens. Les familles pourront réclamer l'Incitatif à agir pour le climat sur leur déclaration de revenus. Le reste de la redevance sur les combustibles servira à soutenir les petites et moyennes entreprises ainsi que les secteurs les plus durement touchés de ces mêmes provinces.

### *Travaux des subsides*

Équilibre, voilà le maître-mot du pacte vert canadien, qui récompensera les comportements à privilégier pour protéger l'environnement et mettre un frein aux changements climatiques, voire, un jour, les renverser.

Comme le confirmait le directeur parlementaire du budget la semaine dernière, l'Incitatif à agir pour le climat permettra à la plupart des ménages de recevoir davantage que ce que leur coûtera le régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone. Bref, les Canadiens sortiront gagnants.

• (1330)

[Français]

Nous sommes conscients que les changements climatiques ne sont pas seulement un enjeu environnemental, mais aussi un enjeu économique et social.

Le plan de notre gouvernement vise à assurer la croissance de l'économie canadienne, à bâtir un pays d'innovateurs et à créer de bons emplois bien rémunérés qui renforcent la classe moyenne.

Le budget de 2019 propose de mettre en oeuvre d'importants investissements, mais, surtout, il permet au gouvernement de prendre de nouvelles mesures, afin d'aider les Canadiens de la classe moyenne et tous ceux qui travaillent pour en faire partie.

• (1335)

[Traduction]

Dans le budget de 2019, le gouvernement a annoncé plusieurs mesures additionnelles pour venir en aide aux Canadiens et aux municipalités du pays. Nous avons par exemple l'intention de faire baisser la facture énergétique des Canadiens en investissant 1 milliard de dollars afin d'améliorer l'efficacité énergétique des immeubles résidentiels, commerciaux et à logements multiples. Nous avons également annoncé un investissement ponctuel de 2,2 milliards de dollars dans les infrastructures municipales afin d'aider les municipalités du pays à devenir des milieux de vie plus sains et à mieux protéger l'environnement. Nous aidons les villes et les villages du Canada. En fait, cette annonce permettra de doubler les sommes promises par le gouvernement aux municipalités afin qu'elles puissent financer leurs infrastructures prioritaires, comme les transports en commun, les réseaux d'aqueduc et les projets énergétiques verts. C'est toutefois loin d'être tout.

[Français]

Nous avons demandé au 1 % le plus riche des Canadiens de payer un peu plus, pour que nous puissions réduire les impôts de la classe moyenne. Cette baisse d'impôt pour la classe moyenne profite à plus de 9 millions de Canadiens.

[Traduction]

Nous avons aussi créé l'Allocation canadienne pour enfants, qu'on appelle aussi la « prime pour les bébés ». Cette prime est importante pour les gens de Winnipeg-Centre. Chaque mois, en 2018-2019, le Canada verse cette allocation à 8 490 familles de Winnipeg-Centre, ce qui permet d'aider 15 510 enfants. L'Allocation canadienne pour enfants contribue à sortir des milliers d'enfants de la pauvreté. Les prestations s'élevaient en moyenne à 790 \$. Ce sont donc 6 733 000 \$ par mois qui sont injectés directement dans l'économie de Winnipeg-Centre.

*Travaux des subsides*

Ce n'est pas tout. Nous avons aussi aidé les personnes âgées de ma circonscription. Nous avons effectué 9 580 versements de la Sécurité de la vieillesse, pour une moyenne de 6 520 \$. Pour ce qui est du Supplément de revenu garanti, nous avons effectué 4 620 versements, pour une moyenne de 6 490 \$. Grâce à la bonification que nous avons instaurée dans le dernier budget, nous faisons 2 620 paiements de plus aux personnes âgées de Winnipeg-Centre, pour un total de 1 040 \$ par mois. Ces 96 millions de dollars aideront les Canadiens à améliorer leur sort.

[Français]

En terminant, je dirai ceci: les Canadiens veulent un plan qui peut leur permettre de prospérer dans un climat qui change. Notre gouvernement investit dans un avenir plus propre et plus sain pour tous les Canadiens.

[Traduction]

Nous avons fait beaucoup de progrès depuis l'automne 2015, depuis la décennie de grande noirceur. Beaucoup de choses restent à faire, toutefois, et nous n'allons pas perdre de vue cet objectif. Nous continuerons d'aider les gens de la classe moyenne et ceux qui s'efforcent d'y accéder. Le gouvernement ne ménagera aucun effort pour aider les Canadiens à bâtir une économie où chacun a véritablement la possibilité de réussir, à chances égales, et où des milliers de gens pourront sortir de la pauvreté. Nous veillerons à ce que le gouvernement n'aide pas seulement quelques privilégiés, comme au temps de Stephen Harper, ou ceux qui pourraient voter pour son parti, mais plutôt l'ensemble des Canadiens, dans l'intérêt de tous, quelles que soient leurs allégeances politiques.

**M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC):** Monsieur le Président, toute la journée, les ministériels n'ont cessé de vanter leurs prétendues réalisations dans leurs interventions. La motion porte précisément sur le prix de l'essence et ses conséquences sur les Canadiens de partout au pays, et pas seulement en Colombie-Britannique, où l'essence coûte très cher.

Nous demandons au gouvernement de s'employer à faire baisser le prix de l'essence et, pour ce faire, à acheminer l'énergie canadienne vers les marchés qui en ont besoin. J'aimerais que le député nous dise quel est le plan du gouvernement à cet égard.

**M. Robert-Falcon Ouellette:** Monsieur le Président, je suis fier du travail que nous avons accompli au cours des quatre dernières années pour améliorer la vie des Canadiens et tirer les enfants de la pauvreté. Nous voulons en parler parce que nous en tirons une véritable fierté.

On parle de 4 ¢ du litre d'essence. Ce n'est pas rien. Certes, cela a une incidence importante sur les finances des Canadiens, mais cet argent leur revient directement sous la forme de l'Incitatif à agir pour le climat. Ils récupèrent donc l'argent. Le plan vise à modifier les comportements des gens pour qu'il n'y ait plus de feux de forêt un peu partout au pays, pour qu'il n'y ait plus d'inondations majeures et pour qu'il neige encore. Le climat change de manière radicale d'un bout à l'autre du pays.

Voici d'autres réalisations dont nous sommes fiers. En 2013, sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, les ordures étaient envoyées aux Philippines. Je suis fier de signaler que le député de Winnipeg-Nord et moi-même collaborons afin de ramener ces ordures au pays et de mettre fin à l'envoi de déchets vers des pays pauvres ou en développement. Nous allons veiller sur notre propre environnement et nous occuper des ordures que nous produisons.

Nous devrions être très fiers de cette mesure. C'est pour cette raison que nous en parlons. C'est aussi pour cette raison que je suis

fier de servir aux côtés de personnes comme le député de Winnipeg-Nord qui se soucient de ce genre de choses et qui veilleront à ce que nous ramenions nos ordures des Philippines, contrairement aux conservateurs du gouvernement Harper qui les ont envoyées là en premier lieu.

• (1340)

**L'hon. Kent Hehr (Calgary-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de son intervention et notamment d'avoir invoqué certaines des mesures que nous avons prises pour rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, comme l'Allocation canadienne pour enfants, les investissements dans l'infrastructure et la Stratégie nationale sur le logement. Cette dernière prévoit une somme de 40 milliards de dollars pour le logement abordable afin de réduire l'itinérance de 50 % et inclut des considérations écologiques qui renforceront l'économie du Canada.

Le député peut-il nous dire ce qu'il pense de notre plan de tarification de la pollution et de notre engagement à déployer les efforts nécessaires pour aller de l'avant de la bonne façon dans le dossier Trans Mountain afin de nous assurer que les projets de grande envergure se concrétisent? Le député pourrait-il nous parler davantage de cet équilibre et des mesures que nous devons prendre pour faire du Canada un pays meilleur?

**M. Robert-Falcon Ouellette:** Monsieur le Président, il est extrêmement important d'avoir une économie équilibrée, en consultant les communautés autochtones et en veillant à aller de l'avant de la bonne façon. C'est toutefois une approche qui demande beaucoup d'efforts.

De ce côté-ci, nous avons pris connaissance de 50 000 commentaires qui ont été soumis. Le gouvernement a discuté directement avec des gens et des représentants des Premières Nations; il s'agissait de Canadiens, de membres des peuples autochtones et d'environnementalistes. Il a veillé à ce que les environnementalistes puissent donner leur opinion sur le projet pour faire en sorte de procéder de la bonne façon.

L'approche vise à ce que les peuples autochtones puissent, eux aussi, réaliser des bénéfices, qu'ils aient des recettes provenant d'une source unique pour financer leurs propres programmes.

Ce n'est pas tout. Il s'agit aussi d'investir dans des choses qui passent parfois inaperçues. Par exemple, le centre autochtone au coin de l'avenue Higgins et de la rue Main à Winnipeg-Centre a reçu de l'argent pour remplacer ses fenêtres. Étant donné qu'il y a moins de pertes de chaleur, le chauffage de l'immeuble est moins coûteux pendant l'hiver, qui peut être très long à Winnipeg.

Nous avons également investi d'importantes sommes pour que les communautés autochtones ne soient pas obligées de faire venir par camion des milliers de tonnes de diesel pour alimenter des génératrices électriques. Elles ont maintenant accès à l'hydroélectricité qui est produite sur leurs territoires. Voilà ce qui s'appelle favoriser l'équité.

Parlons de Shoal Lake et de la construction de la route Freedom pour que les peuples autochtones puissent avoir accès à leur collectivité, puis nous pourrions commencer à construire une nouvelle usine de traitement de l'eau, qui approvisionnera la ville de Winnipeg en eau potable. Ce sont des mesures concrètes comme celles-ci que nous prenons jour après jour, année après année, depuis trois ans, qui ont commencé à changer les choses de manière significative dans la vie des gens.

*Travaux des subsides*

J'espère que nous continuerons, car si nous n'avons pas la possibilité de continuer, nous ferons reculer la réconciliation et davantage de Canadiens replongeront dans la pauvreté. Ce n'est pas ce que nous devrions faire dans ce pays. Nous devrions continuer d'investir dans tous les Canadiens et veiller à ce qu'ils aient des chances égales de réussir dans ce pays, notre pays.

**M. Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC):** Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre la parole à la Chambre au sujet d'une question importante pour mes concitoyens. Je tiens à préciser que je partagerai mon temps de parole avec le député de Langley—Aldergrove et je sais que nous avons tous très hâte de l'entendre parler après la période des questions.

L'intervenant libéral précédent a fait une bonne entrée en matière pour ce dont je veux parler. Il a prouvé une fois de plus à quel point le gouvernement libéral n'a aucune idée des besoins et des problèmes quotidiens des Britanno-Colombiens moyens et des Canadiens moyens. Pour les téléspectateurs qui viennent de se joindre à nous, le député a dit dans son discours que, si les gens s'inquiètent du prix élevé de l'essence, ils devraient tout simplement modifier leurs comportements. Dans ma circonscription, l'essence coûte 1,52 \$ le litre. Dans la région métropolitaine de Vancouver, il a atteint 1,80 \$ le litre, mais nous n'avons qu'à modifier nos comportements.

Les travailleurs de la construction qui, pour nourrir leur famille, se rendent au travail dans une camionnette remplie de cloisons sèches n'ont qu'à modifier leurs comportements — ils n'ont qu'à rester à la maison et ne pas aller au travail ce jour-là. Ils devraient peut-être transporter des cloisons sèches sur le toit d'un véhicule électrique. Ils devraient peut-être conduire une Prius quand ils doivent effectuer les durs travaux liés à la construction des maisons dans ma circonscription, Chilliwack—Hope. Ils n'ont qu'à modifier leurs comportements.

Puisque les options de transport en commun sont limitées dans ma circonscription, le citoyen qui doit conduire sa mère chez le médecin n'a qu'à lui dire d'attendre l'autobus sous la pluie ou de se passer de son ordonnance de médicament cette semaine. Pourquoi les gens se plaignent-ils du prix élevé de l'essence? Ils n'ont qu'à modifier leur comportement. Au lieu de conduire leurs enfants à l'école, il leur suffit de changer leur comportement.

Le député est-il déjà sorti de Winnipeg-Centre pour aller dans une collectivité rurale? Y a-t-il des libéraux qui représentent les Canadiens ruraux qui doivent prendre leur voiture pour se rendre au travail, à l'école ou chez le médecin? Selon les libéraux, ces Canadiens ont un comportement inadéquat. Ils ont pris une mauvaise décision lorsqu'ils ont décidé de vivre dans une région rurale du Canada, l'un des pays les plus ruraux au monde. C'était une mauvaise décision de leur part et ils doivent maintenant modifier leur comportement.

Quelle attaque scandaleuse contre les Canadiens ruraux! Le gouvernement libéral leur dit de modifier leur comportement, comme si tout le monde vivait à deux pas d'un SkyTrain. Voilà l'attitude qu'adoptent les libéraux. Ils estiment que tout le monde a les moyens de payer cette taxe, car dans leur cercle d'amis, c'est le cas, et ils n'écoutent que les gens de ce cercle.

Nous l'avons constaté avec leur cadeau de 12 millions de dollars à une entreprise multimilliardaire, Loblaw's, plus riche que la plupart des Canadiens ne pourront jamais rêver de devenir. Le gouvernement a pris l'argent du navetteur canadien moyen et l'a donné à une entreprise valant plusieurs milliards de dollars. Il lui a donné 12 millions de dollars pour un achat qu'elle aurait fait de toute façon.

Voilà ce qui intéresse les libéraux. Nous l'avons vu avec SNC-Lavalin. Les libéraux défendent les intérêts des grandes sociétés et de leurs amis riches. En Colombie-Britannique, la personne qui conduit un VUS de luxe, pour qui travaillent les libéraux, peut se permettre de payer 20 \$ de plus lorsque le prix de l'essence grimpe à 1,75 \$ le litre. Ce n'est rien pour elle. Elle n'a qu'à piger dans son portefeuille et donner quelques billets de 20 \$ supplémentaires en se disant qu'elle contribue à la protection de l'environnement sans pour autant changer son comportement le moins du monde.

Les gens que je représente doivent faire des choix et n'ont pas des centaines de dollars à donner à la fin de chaque mois, ayant du mal à joindre les deux bouts sous le gouvernement actuel. Ils ne peuvent tout simplement pas trouver quelques billets de 20 \$ de plus dans leurs poches. Ils puisent dans leur fonds de prévoyance. Ils puisent dans l'argent qu'ils ont peut-être placé dans un REER. Ils puisent dans l'argent qu'ils auraient pu verser dans le futur fonds d'études de leurs enfants. Lorsque les gens ne disposent pas des fonds nécessaires pour faire face aux hausses du prix élevé de l'essence ou à l'augmentation du coût de la vie, ils s'en passent tout simplement, mais cela, les libéraux ne le comprendront jamais.

Mon collègue le député de Carleton a dit encore une fois aujourd'hui qu'il est clair que le premier ministre n'a pas la moindre idée de ce que c'est que de s'asseoir à la table de cuisine et d'essayer d'équilibrer un budget familial. Il n'a évidemment jamais eu à le faire. Il n'a jamais eu à diriger une petite entreprise où le coût du carburant détermine s'il fera des bénéfices d'un mois à l'autre.

● (1345)

Il y a maintenant en Colombie-Britannique des organismes bénévoles sans but lucratif qui s'occupent de conduire à leurs rendez-vous chez le médecin des personnes atteintes de cancer qui voient leurs activités anéanties par cette augmentation du coût du carburant, et les libéraux ont le culot de leur dire qu'ils devraient modifier leur comportement. Je suppose qu'ils devraient peut-être réduire la fréquence de leurs traitements de chimiothérapie. On dit que les gens devraient modifier leur comportement. Les gens sont traités de pollueurs s'ils vont travailler, s'ils vont à l'école ou s'ils conduisent leurs enfants à des activités qui les aident à devenir de meilleures personnes.

Je dois absolument en parler. En Colombie-Britannique, le gouvernement provincial a complètement laissé tomber sa population. Tout d'abord, il a traîné l'Alberta devant les tribunaux pour l'empêcher de construire un pipeline dans la province. Il s'adresse maintenant aux tribunaux afin d'insister pour que l'Alberta continue d'envoyer du pétrole et du gaz en Colombie-Britannique. C'est carrément scandaleux. Nous savons que le pipeline, s'il était construit, réduirait d'environ 0,20 \$ le litre le prix de gros du carburant raffiné dans le Lower Mainland. Si nous combinons à cela la taxe sur le carbone en Colombie-Britannique, qui est de 9,8 ¢ si l'on additionne la TPS, l'incapacité du gouvernement libéral de procéder à l'expansion du pipeline Trans Mountain et la taxe sur le carbone du NPD ajoutent 0,30 \$ au prix du litre d'essence à l'heure actuelle.

Sous le gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique, la taxe sur le carbone mise en place par l'ancien gouvernement libéral de la province est maintenant sans aucune incidence sur les recettes. C'est le gouvernement qui garde tout l'argent. Il n'y a pas de remboursement de la taxe. C'est exactement ce qui arrivera partout au pays si ce gouvernement libéral est réélu. Les gens ne doivent pas se leurrer. L'essence se vendra à 1,75 \$ le litre ailleurs au pays, comme en Colombie-Britannique, et le gouvernement fédéral voudra garder toutes les recettes générées par cette source de revenus.

*Travaux des subsides*

À l'heure actuelle, les libéraux disent, entre autres, qu'ils vont tout rembourser; c'est tout un stratagème. Nous leur donnerons notre argent, et nous en recevrons plus en retour. Quel excellent stratagème. C'est toujours ainsi que le gouvernement s'y prend, n'est-ce pas? Il rend toujours plus que ce que les gens lui donnent au départ. Nous n'avons qu'à payer le gouvernement en espérant recevoir davantage par la suite.

Nous savons ce qui s'est produit en Colombie-Britannique. D'un trait de plume, le gouvernement néo-démocrate s'est réservé tout l'argent. Il a gardé tout l'argent et le gouvernement fédéral l'oblige à imposer une taxe sur le carbone. Par conséquent, la Colombie-Britannique doit suivre un processus en deux étapes. La première étape consiste à se débarrasser du gouvernement fédéral qui impose une taxe nationale sur le carbone. Voilà la première étape. Étant donné les résultats de l'élection partielle d'hier soir, je dirais que nous sommes sur la bonne voie. D'ailleurs, après les prochaines élections, il ne restera plus beaucoup de députés libéraux en Colombie-Britannique à cause de l'attitude dont nous sommes témoins aujourd'hui. Je parle notamment de ceux qui disent aux gens qu'ils doivent modifier leur comportement et qu'ils ont tort d'utiliser leur véhicule même s'ils n'ont pas d'autres options. Ensuite, nous tenterons d'éliminer la taxe provinciale sur le carbone.

Dans le dossier de l'oléoduc Trans Mountain, le gouvernement a cafouillé dès le départ. D'abord, il a ajouté 10 mois d'audiences supplémentaires, supposément dans le but de s'assurer que l'oléoduc réponde aux exigences en matière de consultation des communautés autochtones. On nous a dit qu'il fallait repousser le projet de presque un an afin que le gouvernement puisse respecter les exigences de la cour. Évidemment, il a tenu, à grands frais, toutes ces consultations et n'a absolument rien changé aux recommandations. Tout ce qu'il a fait, c'est reporter la décision.

Cela donne une impression de déjà vu? Le gouvernement n'a cessé de reporter la décision concernant l'expansion de l'oléoduc Trans Mountain. Ses actions reviennent maintenant le hanter. Le projet aurait dû être achevé cette année, mais pas un seul coup de pelle n'a été donné. Encore cette année, on ratera la saison de la construction.

Les Britanno-Colombiens savent mieux que quiconque ce que c'est que de vivre dans une région où la vie est inabordable. Au cours des trois années et demie passées, le gouvernement en a fait plus que tout autre gouvernement auparavant pour rendre la vie moins abordable. C'est pourquoi la première étape est de remplacer le gouvernement par un autre qui comprend les besoins et les préoccupations du Canadien moyen et qui ne considère pas que celui-ci est une mauvaise personne s'il se sert de sa voiture pour amener ses enfants faire du sport ou pour aller travailler afin de nourrir sa famille, qui ne croit pas que ce Canadien devrait changer ses habitudes et qui considère qu'il fait son devoir pour soutenir sa famille. C'est la première étape. Nous allons aider les Canadiens à s'en sortir lorsque nous remplacerons le gouvernement en octobre.

• (1350)

**M. Scott Simms (Coast of Bays—Central—Notre Dame, Lib.):** Monsieur le Président, le député va continuer d'aborder des thèmes semblables, mais j'aimerais auparavant qu'il réponde à une question très importante. Il est ici depuis un certain temps. Un engagement avait été pris envers les Canadiens il y a plusieurs années. On avait déclaré que, si les conservateurs étaient réélus, un gouvernement dirigé par Stephen Harper « réduira[it] de moitié la taxe d'accise fédérale sur le diésel et le carburant d'aviation — de quatre à deux cents le litre — diminuant ainsi le prix du transport [...] ».

Pourquoi l'ancien gouvernement conservateur ne l'a-t-il pas fait?

**M. Mark Strahl:** Monsieur le Président, voici pourquoi nous ne l'avons pas fait: à la place, nous avons réduit la TPS, que nous avons fait passer de 7 % à 6 %, puis à 5 %, ce qui a mené à des baisses de prix générales qui ne s'appliquaient pas seulement au carburant. Le coût du carburant a diminué grâce aux mesures que Stephen Harper et le gouvernement conservateur ont prises. Nous avons fait tout cela tout en rétablissant l'équilibre budgétaire en 2015. Voilà ce que nous avons fait.

Oui, nous avons eu à faire des choix difficiles. Nous avons fait le choix de réduire les recettes de l'État pour laisser aux Canadiens plus d'argent dans leurs poches. Voilà la différence entre les conservateurs et les libéraux. Les libéraux pensent toujours que le gouvernement à Ottawa sait mieux que nous quoi faire avec notre argent. C'est pour cette raison qu'ils en veulent toujours une plus grande part. Même aujourd'hui, ils disent encore: « Donnez-nous-en encore plus. Faites-nous confiance. Nous allons vous en redonner une partie. » Quel excellent plan!

Si on laissait plus d'argent aux Canadiens pour qu'ils puissent prendre eux-mêmes les décisions sur ce qu'ils veulent faire pour leur famille? De ce côté-ci de la Chambre, c'est ce que nous pensons qu'il faut faire. Dommage qu'il n'en soit pas de même chez les libéraux.

• (1355)

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, les gouvernements du monde entier reconnaissent qu'il y a des perturbations dans l'environnement. L'une des solutions proposées pour régler le problème est de tarifier la pollution. Le Canada n'est pas le seul à vouloir faire ainsi. D'autres pays reconnaissent également la valeur d'une tarification de la pollution. Les conservateurs n'ont pas de plan. Cela fait plus d'un an et ils n'ont encore rien dit sur les mesures que prendrait — Dieu nous en préserve — un gouvernement conservateur pour protéger l'environnement. Nous attendons encore et toujours.

Nous avons maintenant un député qui a fait une déclaration aujourd'hui. Il a indiqué que les conservateurs prévoient d'abord éliminer la tarification de la pollution et ensuite s'en prendre aux provinces qui ont instauré des mesures de tarification de la pollution.

Ma question au député est...

**Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota):** Je crois savoir que des excuses sont de mises. J'ai entendu un mot qui n'était pas exactement parlementaire ou approprié.

**Une voix:** Je m'excuse.

**Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota):** J'accepte les excuses.

Le député de Winnipeg-Nord a la parole.

**M. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, j'aimerais obtenir une réponse du Parti conservateur. Si les députés conservateurs n'appuient pas la tarification de la pollution et veulent faire partie d'une minorité dans le monde, c'est leur droit. Cependant, auriez-vous l'obligeance d'informer les Canadiens du plan environnemental du Parti conservateur?

**M. Charlie Angus:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je pense qu'il est très injuste que le député de Winnipeg-Nord demande au Président de justifier son plan. Il n'a aucun droit de vous demander votre plan. Vous pourrez en parler en temps et lieu à titre de candidat aux élections. C'est plutôt aux conservateurs qu'il aurait dû demander d'expliquer leur plan.

**Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota):** Je remercie le député de Timmins—Baie James de son intervention.

Je rappelle aux députés que, lorsqu'ils posent une question, ils doivent la formuler à la troisième personne, en passant par le Président, et non l'adresser au Président. Le Président reste parfaitement neutre, et je tiens à le leur rappeler.

Le député de Chilliwack—Hope a la parole.

**M. Mark Strahl:** Monsieur le Président, la Colombie-Britannique impose une taxe sur le carbone depuis plusieurs années, et les émissions ont continué d'augmenter. Cela ne fonctionne pas et n'a pour seul résultat que de faire augmenter les taxes que payent les Britanno-Colombiens et de fournir au gouvernement provincial une source inespérée de revenus qu'il dépense comme bon lui semble.

En fait, le ministre de l'Environnement du gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique a tenu des propos fort intéressants. Il a dit: « Les gaz à effet de serre ne respectent pas les frontières provinciales ni, à vrai dire, les frontières entre les pays. » Il a aussi dit que le gouvernement de la Colombie-Britannique allait plaider devant les tribunaux que cela nuirait à sa compétitivité si les autres provinces ne tarifaient pas le carbone.

C'est un argument que les conservateurs avancent depuis des années. Les gaz à effet de serre ne respectent pas les frontières internationales. Il n'en demeure pas moins que les libéraux veulent nous mettre dans une position économique extrêmement désavantageuse vis-à-vis de nos concurrents. Ils se fichent peut-être de notre compétitivité et veulent peut-être soutirer toujours plus d'argent aux Canadiens et dire qu'ils font de mauvais choix. Ils peuvent bien dire que ce sont de mauvais Canadiens parce qu'ils ont choisi de vivre en région rurale ou qu'ils se rendent au travail ou à l'école en voiture. C'est une approche qu'un gouvernement conservateur n'adopterait jamais.

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

### LE PRIX DE L'ESSENCE

**M. Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Monsieur le Président, le prix de l'essence a encore monté jusqu'à 1,43 \$ à Montréal. Quelle est la solution des conservateurs? C'est de couper la taxe sur le carbone puis construire plus de pipelines encore. Au Québec, il n'y a pas de taxe sur le carbone et l'essence est chère quand même.

Leur chef a même admis, en décembre dernier, que l'absence de nouveaux pipelines maintenait le prix du pétrole bas. En bâtissant des pipelines pour faire augmenter la demande, le pétrole va juste coûter plus cher.

Plutôt que gaspiller des milliards de dollars dans l'industrie pétrolière, ce qu'il faut, c'est investir dans le transport collectif et vert. C'est comme ça qu'on va faire diminuer la demande pour le pétrole. On va réussir en même temps à contrer les changements climatiques et à maintenir le prix de l'essence acceptable pour les consommateurs.

### Déclarations de députés

C'est cela, agir de manière responsable.

\* \* \*

● (1400)

[Traduction]

### JOANNA WARDLEY

**M. Joe Peschisolido (Steveston—Richmond-Est, Lib.):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour rendre hommage à Joanna Wardley, qui est décédée en mars dernier.

Lorsque le fils de Joanna, Steve, était atteint du VIH-sida, il y a près de 20 ans, Joanna et son mari, Brian, avaient l'impression qu'il n'existait aucun soutien. Elle s'était juré d'aider les autres quand elle prendrait sa retraite, et c'est ce qu'elle a fait.

Joanna et d'autres personnes ont fondé l'organisme Heart of Richmond AIDS Society en 1997, puis la clinique Gilwest à l'hôpital de Richmond. Grâce à Joanna, à Brian et à d'autres militants comme eux, les habitants de Richmond qui vivent avec le VIH-sida et l'hépatite C peuvent désormais se faire traiter et obtenir du soutien plus près de chez eux.

Je tiens à offrir mes condoléances au mari de Joanna, Brian, et à leur famille. Puissent-ils trouver du réconfort en sachant que Joanna laisse derrière elle un héritage d'amour et de compassion.

\* \* \*

### L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

**L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC):** Monsieur le Président, il y a trois ans, Clark et Kimberlee Moran ont entrepris le processus d'adoption d'un orphelin nigérian du nom d'Ayo. Ils ont tout fait dans les règles. Ils ont fait appel à une agence d'adoption réputée, ils ont vérifié l'orphelinat où vivait Ayo et ils se sont conformés à toutes les lois du Nigeria et de la Colombie-Britannique.

Il y a neuf mois, les Moran se sont rendus en Afrique pour aller chercher leur fils, et c'est là que l'histoire a pris une tournure terrible. Le ministre de l'Immigration a refusé de délivrer des documents de voyage pour Ayo. Les Moran ont fait tout ce qu'il fallait et ont fourni au gouvernement libéral des preuves abondantes démontrant qu'ils sont les parents légitimes d'Ayo. Cependant, depuis près d'un an, les Moran sont séparés par des milliers de kilomètres, alors que Kimberlee est demeurée en Afrique pour assumer son rôle de mère.

Les Moran font partie des nombreuses familles canadiennes qui subissent l'indifférence du ministre de l'Immigration. Comme c'est cruel! S'agit-il des jours ensoleillés qu'a promis le premier ministre? Quand le ministre fera-t-il ce qui s'impose et ramènera-t-il Ayo à la maison?

\* \* \*

### LE RAMADAN

**L'hon. Mark Holland (Ajax, Lib.):** Monsieur le Président, des milliers de personnes à Ajax et ailleurs au Canada observent le ramadan, et je tiens à leur souhaiter *Ramadan Moubarak*.

Pour la cinquième année consécutive, je jeûnerai pour appuyer la campagne Donnez 30, une initiative de bienfaisance qui prend de l'ampleur partout dans le monde. Dans le cadre de cette campagne, nous jeûnons, puis nous prenons l'argent que nous économisons en jeûnant et nous le donnons à des banques alimentaires locales pour aider les personnes dans le besoin.

### Déclarations de députés

En nous faisant jeûner, le ramadan nous fait vivre une expérience très forte, car il nous rapproche de la souffrance d'autres personnes. Malheureusement, il y a encore des gens qui souffrent au Canada, mais nous avons accompli des progrès remarquables. Ayant sorti 300 000 enfants de la pauvreté, nous avons trois ans d'avance par rapport aux objectifs que nous nous étions fixés en matière de réduction de la pauvreté.

Puisque c'est le ramadan, il s'agit d'une excellente occasion de dire: « Inch'Allah, nous pouvons éradiquer la pauvreté au Canada. »

\* \* \*

### LA SANTÉ MENTALE

**Mme Georgina Jolibois (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, NPD):** Monsieur le Président, c'est la Semaine de la santé mentale de l'Association canadienne pour la santé mentale, et je veux « parler haut et fort » des soins de santé mentale dans le Nord de la Saskatchewan.

Dans ma circonscription, il peut être compliqué d'obtenir l'aide dont on a besoin. Les travailleurs en santé mentale sont embauchés par des conseils tribaux, des réserves et les autorités sanitaires d'Athabasca et de la Saskatchewan pour travailler dans des cliniques et des hôpitaux, toujours dans le but d'aider les aînés et les jeunes de nos communautés à mieux vivre, de jour en jour.

Il peut être difficile de parler de ce que l'on vit, mais c'est uniquement en faisant part de ses expériences qu'on peut obtenir de l'aide. Nous méritons tous de nous sentir bien et de vivre dans la dignité. C'est ce que les travailleurs en santé mentale dans le Nord de la Saskatchewan aident les habitants de leur collectivité à faire tous les jours.

Je tiens à remercier tous ces travailleurs.

Je veux aussi souhaiter un joyeux anniversaire aux triplés Petit de Buffalo Narrows, qui célèbrent leur 52<sup>e</sup> anniversaire aujourd'hui.

\* \* \*

### LA COMMUNAUTÉ LGBTQ2

**M. Randy Boissonnault (Edmonton-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, je prends la parole à la Chambre aujourd'hui pour remercier et féliciter OUTSaskatoon du leadership dont il fait preuve en appuyant les Canadiens de la communauté LGBTQ2 dans les Prairies et partout au Canada. Il a réagi au taux élevé d'itinérance chez les jeunes LGBTQ2 en construisant Pride Home, un foyer de cinq lits qui offre un lieu sûr aux jeunes qui se sont fait expulser de chez eux pour la simple raison qu'ils appartiennent à la communauté LGBTQ2. Au Pride Home, ils peuvent terminer leurs études et se préparer à affronter la vie. OutSaskatoon est aussi la force motrice d'Enchanté, le nouveau réseau canadien des organismes travaillant au service de la communauté LGBTQ2.

Récemment, j'ai annoncé l'octroi à OUTSaskatoon d'un financement de 1,1 million de dollars de la part du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres et de l'Agence de la santé publique du Canada. OUTSaskatoon se servira de ces fonds pour s'attaquer aux causes de la violence fondée sur le sexe dans notre société et pour former des responsables afin d'y mettre fin.

Je remercie toute l'équipe d'OUTSaskatoon, qui inspire, sauve des vies et fait la fierté des Prairies.

● (1405)

[Français]

### L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

**M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC):** Monsieur le Président, le gouvernement libéral a politisé le dossier de l'approvisionnement des avions de combat. Trois ans et demi plus tard, rien n'a bougé. L'improvisation, l'ingérence politique et la magouille libérale sont motivées par la promesse électorale naïve et imprudente de ne pas acheter les F-35.

Le lien de confiance avec nos principaux alliés s'effondre. Les intérêts politiques des libéraux ne prennent pas au sérieux la défense de notre territoire et les relations avec nos alliés. Le gouvernement met en péril des milliers d'emplois du secteur de l'aérospatiale. La plateforme libérale mentionnait, en 2015: « Un gouvernement doit élaborer des politiques fondées sur les faits, et non inventer des faits à partir d'une politique. » Une politique basée sur les faits prend en considération les commentaires et les recommandations du vérificateur général.

Aujourd'hui, les citoyens de Chicoutimi—Le Fjord demandent que le gouvernement se base sur les faits afin de maintenir et d'améliorer notre économie régionale, qui bénéficie grandement des retombées de la base de Bagotville.

\* \* \*

### LE PORT DE MATANE

**M. Rémi Massé (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, Lib.):** Monsieur le Président, aujourd'hui, je tiens à souligner l'incroyable mobilisation des gens d'affaires de Matane pour la sauvegarde du port de Matane.

Alors qu'il était minuit moins une, alors que le temps pressait pour trouver une solution afin de maintenir la capacité portante du quai commercial d'ici à sa refonte complète, les gens de chez nous se sont retroussés les manches. Au lieu de se laisser abattre, ils se sont mobilisés. Ils ont été créatifs et ingénieux. Je suis très fier de dire aujourd'hui que la solution, qui a été développée par une entreprise de chez nous, soit Construction CEG de Matane, permettra d'assurer les opérations au port de Matane le temps que sa reconstruction soit complétée.

Je suis fier de la contribution de 1,5 million de dollars de notre gouvernement à ce projet. J'ai toujours dit que nous avions ce qu'il fallait chez nous pour pouvoir nous développer. Ce dénouement en est la preuve. Le port de Matane a toujours été l'une de mes priorités. Je remercie les gens d'affaires, la Coalition urgence port de Matane, les élus ainsi que le ministre des Transports et son équipe. Ensemble, nous avons agi concrètement pour les entreprises et les travailleurs de chez nous.

\* \* \*

### LA PAUVRETÉ

**Mme Rachel Bendant (Outremont, Lib.):** Monsieur le Président, comme je l'ai fait à maintes reprises, je me suis jointe, vendredi dernier, à l'équipe de la Cafétéria communautaire MultiCaf afin de servir à manger à des centaines et des centaines de résidents dans le besoin. À l'autre bout de ma circonscription, la Mission communautaire Mile-End prépare 10 000 sacs d'épicerie pour des familles qui n'ont pas assez à manger.



*Déclarations de députés*

[Traduction]

Aucun enfant au Canada ne devrait se coucher le ventre vide. Aucun enfant ne devrait aller à l'école le ventre vide. Le gouvernement a déjà aidé plus de 800 000 personnes à sortir de la pauvreté, y compris plus de 300 000 enfants. Nous venons de bonifier l'Allocation canadienne pour enfants. Ces mesures fonctionnent, et nous voulons aider davantage les familles. Sous la direction du premier ministre, nous nous attaquons à la pauvreté des enfants et nous réalisons de véritables progrès.

\* \* \*

**LES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES**

**M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC):** Monsieur le Président, le premier ministre a laissé tomber les Canadiens qui ont voté pour lui en 2015.

Il avait promis que le budget s'équilibrerait de lui-même, ce qui n'a pas été le cas.

Il avait promis des investissements massifs dans les infrastructures. Or, l'argent est bloqué à Ottawa.

Il avait promis des mesures concrètes pour lutter contre les changements climatiques. Au lieu de cela, les Canadiens ont vu leur fardeau fiscal s'alourdir.

Il avait promis un gouvernement transparent et ouvert. Or, il a été accusé de s'être ingéré, derrière des portes closes, dans le système de justice, à des fins politiques. Il appert maintenant qu'un membre du Conseil privé va témoigner contre lui.

Il a perdu l'ambassadeur du Canada en Chine. Il a mis le Canada dans l'embarras lors de son voyage en Inde. Lorsqu'il a accueilli le premier ministre japonais, il a confondu la Chine avec le Japon.

Dans un gazouillis désinvolte, il a versé 50 millions de dollars à une cause défendue par une célébrité.

Il a déclaré que les travailleurs de l'industrie pétrolière ont des répercussions sociales sur les collectivités où ils travaillent.

Il a oublié de mentionner l'Alberta dans son discours sur le 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada. Il passe plus de temps sur les plages de Tofino que dans son propre bureau.

Le temps me manque, mais il est évident que le premier ministre est le contraire de ce qu'on nous avait promis.

\* \* \*

**LA RÉSERVE DE PARC NATIONAL THAIDENE NĒNÉ**

**M. Michael McLeod (Territoires du Nord-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, dans le budget de 2019, le gouvernement a apporté des amendements à la Loi sur les parcs nationaux du Canada afin de créer la Réserve de parc national Thaidene Nënë

Je tiens à saluer le travail accompli dans ce dossier par la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, ainsi que la communauté et la population de Lutsël K'e, et les Dénés et Métis qui vivent sur leurs terres traditionnelles.

Thaidene Nënë est un lieu sacré pour le peuple dénésoline de Lutsël K'e. Quatorze mille kilomètres carrés seront désignés réserve de parc national fédéral. Située à proximité des rives orientales du Grand lac des Esclaves, la réserve comprend de vastes terres extraordinaires aux caractéristiques diverses, depuis les forêts jusqu'à la toundra. On y trouve des falaises et des îles, des lacs, des rivières et des chutes, ainsi que le bassin d'eau douce le plus profond d'Amérique du Nord.

Thaidene Nënë est en outre un territoire riche de cultures où se pratiquent la chasse, la pêche et la cueillette traditionnelles et contemporaines et où se trouvent des lieux spirituels où se rassemblent les divers peuples autochtones.

J'offre mes félicitations à la collectivité de Lutsël K'e et au chef Darryl Boucher-Marlowe.

\* \* \*

● (1410)

**LA SEMAINE DE LA SANTÉ MENTALE**

**M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.):** Monsieur le Président, nous célébrons la Semaine de la santé mentale et, à cette occasion, nous devons dire haut et fort ce qu'est la santé mentale. Il faut dépasser les moments de crise et envisager le bien-être mental sur une base quotidienne. Il faut parler des conséquences réelles sur la santé qui découlent des buts que l'on se donne dans la vie, des relations solides que l'on noue avec autrui, du sentiment d'appartenance à la collectivité et des outils qu'on peut avoir à disposition pour affronter les crises.

Le mois dernier, le caucus parlementaire de la santé mentale a réuni des militants, des chercheurs et des citoyens ayant vécu de telles difficultés pour parler des lacunes des services de santé mentale sous de multiples angles et trouver un consensus quant à la voie à suivre.

J'aimerais remercier tous ceux qui ont participé à ces discussions et je les encourage, ainsi que tous les Canadiens, à profiter de l'occasion pour porter le message haut et fort au niveau national.

\* \* \*

[Français]

**LES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES**

**M. Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC):** Monsieur le Président, que ce soit à cause des énormes déficits ou de ses nombreux manques à l'éthique, que ce soit au sujet de l'abordabilité ou de l'absence de leadership, le vrai visage du premier ministre et sa gouvernance douteuse sont maintenant connus de tous.

La gouvernance libérale n'a jamais su être fiable et efficace, même si le premier ministre avait promis une nouvelle façon de faire les choses. Pire encore, celui qui se présentait comme un nouveau genre de politicien cumule scandale sur scandale depuis 2015.

Alors qu'il avait promis d'équilibrer le budget en 2019, nous avons toujours un déficit massif. Nous méritons mieux.

Alors qu'il avait promis de réduire le fardeau fiscal, voilà que les déficits et la taxe sur le carbone rendront encore plus difficile la vie des Canadiens. Nous méritons mieux.

Alors qu'il avait promis d'être éthique et transparent, il fait du camouflage et triche sans scrupule. Nous méritons mieux.

Ce premier ministre n'est pas et ne sera jamais à la hauteur des défis de notre pays. Redonnons aux Canadiens la fierté d'être des Canadiens. Nous méritons le meilleur.

*Déclarations de députés*

[Traduction]

**LA DÉFENSE NATIONALE**

**M. Arif Virani (Parkdale—High Park, Lib.):** Monsieur le Président, depuis 2015, le Canada a recommencé à jouer un rôle de premier plan au sein de la communauté internationale. Les Canadiens de partout au pays savent que les courageux militaires des Forces armées canadiennes apportent une contribution essentielle à la sécurité collective de nos alliés. Certains m'ont parlé du soutien que nous avons apporté à l'Ukraine grâce au renouvellement de l'opération Unifier; de notre participation à la formation pour le maintien de la paix en Pologne; et du rôle que joue le Canada à la tête du groupement tactique multinational de l'OTAN en Lettonie, dans le cadre de l'opération Reassurance.

Nous continuons d'oeuvrer à l'établissement d'une solide alliance de l'OTAN qui veillera à la paix en Europe de l'Est et aura un effet dissuasif sur la vague croissante d'offensives menées par Vladimir Poutine.

La première personne d'origine lettone élue à la Chambre des communes a été Sarmite Bulte, députée de Parkdale—High Park. C'est donc un grand honneur, pour le ministre de la Défense nationale et moi-même, d'accueillir aujourd'hui au Parlement le ministre de la Défense de la Lettonie, Artis Pabriks.

Le Canada est solidaire du ministre, de la Lettonie et de nos alliés de l'Europe de l'Est.

\* \* \*

[Français]

**LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

**M. Robert Aubin (Trois-Rivières, NPD):** Monsieur le Président, par cette déclaration, je donne la parole à Éloïse, Maude et Étienne, ainsi qu'aux autres membres du comité environnement de l'École secondaire des Pionniers, qui souhaitent livrer leur message sur l'urgence climatique aux élus de la Chambre:

En tant que jeunes conscients de la crise climatique, nous ne comprenons pas votre réticence à agir. Soyez conscients que vos décisions mettent nos vies en danger.

Vous n'écoutez toujours pas les cris des scientifiques qui, depuis des dizaines d'années, vous disent de prendre un chemin entièrement vert.

Nos inquiétudes sont [...] balayées du revers de la main, mais elles sont belles et bien réelles. À quoi serviroient vos ministères si notre planète devient inhabitable.

Au point où nous en sommes, l'économie est loin d'être notre priorité. Sans nature, notre futur est sans valeur à nos yeux.

Alors, espérons qu'à partir d'aujourd'hui vous écouterez enfin nos voix.

Nous voulons que l'environnement soit au cœur de chaque décision que vous prendrez.

Nous voulons que vous arrêtiez de tout repousser à demain.

Nous voulons avoir droit à un futur.

M. le premier ministre, que ce soit pour la population canadienne ou par amour pour vos enfants, agissez.

Je dis à chacun de ces...

● (1415)

**Le Président:** Je rappelle à l'honorable député de Trois-Rivières qu'il doit adresser ses commentaires à la présidence.

L'honorable député de Barrie—Innisfil a la parole.

\* \* \*

[Traduction]

**LE CHEF DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA**

**M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC):** Monsieur le Président, la politique ressemble parfois à un site de rencontres en

ligne. En 2015, de nombreux Canadiens ont été séduits par le chef libéral. Son profil était attrayant. Il avait l'air branché. Il était bien habillé. Il se tenait avec des gens cool. Il était de toutes les fêtes les plus fantastiques, et sa chevelure faisait rêver.

Le gars qui est arrivé au rendez-vous ne ressemblait pas tout à fait à celui que nous avions imaginé. Il était, en fait, arrogant, égoïste et déconnecté de la réalité. Il nous a laissés tomber pour aller passer des vacances illégales...

**Le Président:** À l'ordre. Les députés savent que le Règlement interdit les insultes. Cela est écrit clairement, et j'ai été très clair à ce sujet. Je serais très heureux d'indiquer aux députés la page du livre de la procédure où se trouve cette règle.

Le député d'Acadie—Bathurst a la parole.

\* \* \*

[Français]

**LA PÊCHE AU HOMARD ET AU CRABE DES NEIGES**

**M. Serge Cormier (Acadie—Bathurst, Lib.):** Monsieur le Président, les équipages ont levé l'ancre et les trappes sont à l'eau. C'est avec beaucoup de fierté que j'annonce à la Chambre que la saison de pêche au homard et au crabe des neiges est officiellement ouverte dans le Sud du golfe Saint-Laurent et dans ma circonscription, Acadie—Bathurst.

[Traduction]

Les députés savent-ils que les exportations de crabe des neiges et de homard du Canada s'élèvent à plus de 3 milliards de dollars chaque année? Savent-ils que plus de 73 000 Canadiens vivent de la pêche?

[Français]

Étant moi-même fils de pêcheur, je profite de l'occasion pour souhaiter une excellente saison à tous ceux et celles qui œuvrent dans l'industrie de la pêche.

Je tiens à remercier les pêcheurs, les travailleurs d'usine, les producteurs et les aquaculteurs de leurs efforts soutenus afin d'assurer la prospérité de cette importante industrie. Grâce à leur respect de l'environnement et à leur engagement envers une pêche durable et responsable, nous pourrions léguer un secteur des pêches en pleine santé à la génération suivante.

[Traduction]

Je tiens également à remercier le ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne. Sous sa direction, le gouvernement a trouvé une solution équilibrée qui réduit la taille de la zone de pêche restreinte tout en maintenant les importantes mesures de protection de la baleine noire de l'Atlantique Nord.

[Français]

Bonne saison à tous!

*Questions orales***QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**LES PERSONNES HANDICAPÉES**

**L'hon. Lisa Raitt (Milton, PCC):** Monsieur le Président, à Bibliothèque et Archives Canada, 34 personnes atteintes de déficiences développementales gagnaient 1,15 \$ l'heure pour classer et déchiqueter des documents. Tout récemment, on leur a annoncé que le programme serait aboli et qu'elles perdraient leur emploi. Les familles de personnes atteintes de déficiences développementales sont très inquiètes et elles demandent au premier ministre de faire marche arrière. Acceptera-t-il de le faire?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, les personnes handicapées demeurent sous-représentées dans la population active. Il est important pour nous de collaborer avec des partenaires pour cibler les difficultés qu'elles vivent dans leur recherche d'un emploi rémunérateur. C'est pourquoi nous prenons des mesures pour aider les gens, peu importe leur handicap, à intégrer la société et l'économie canadienne en plus d'y participer pleinement. Nous sommes allés de l'avant avec la Loi canadienne sur l'accessibilité, une mesure historique, et des investissements importants. Nous prenons les devants pour favoriser l'inclusion des personnes handicapées.

En ce qui concerne le programme dont la députée d'en face a parlé, le contrat existant a été prolongé, et nous travaillons avec l'organisme pour trouver des solutions concrètes...

**Le Président:** La députée de Milton a la parole.

\* \* \*

**L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ**

**L'hon. Lisa Raitt (Milton, PCC):** Monsieur le Président, la chose la plus difficile pour les familles dont un membre a des déficiences développementales, c'est de se faire dire que leurs proches ne sont pas désirés. En fait, ce que le gouvernement a dit, c'est qu'ils ne sont plus nécessaires sur le plan opérationnel. J'espère qu'il fera mieux pour traiter cette question à l'avenir.

Un autre problème qu'ont les libéraux, c'est que le système d'immigration est défaillant. C'est ce que nous a dit aujourd'hui le vérificateur général lui-même. Je me demande si le premier ministre peut nous dire s'il acceptera ses recommandations, s'il les mettra en oeuvre et s'il réglera le problème que son gouvernement a causé.

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, nous remercions le Bureau du vérificateur général de son rapport et, bien sûr, nous examinerons attentivement toutes les recommandations faites. Ce que le rapport démontre clairement, c'est à quel point le système d'asile était inefficace et en manque de ressources lorsqu'il a été laissé pour compte par les conservateurs. Nous nous sommes engagés à remédier au sous-financement du système d'asile, et le travail effectué porte déjà ses fruits.

Le budget de 2019 prévoit l'investissement le plus important de l'histoire de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié pour l'aider à prendre des décisions rapides, justes et définitives. Nous avons également éliminé les arriérés que nous avaient laissés les conservateurs, qui faisaient en sorte que des gens attendaient jusqu'à huit ans pour une audience finale.

● (1420)

**L'hon. Lisa Raitt (Milton, PCC):** Monsieur le Président, dès le 21 février 2017, l'opposition officielle a commencé à poser des questions sur la voie illégale d'entrée rapide au Canada — par le

chemin Roxham — que le gouvernement a créée en envoyant un billet sur Twitter. Il a fallu plus de deux ans et demi, et l'intervention du vérificateur général, pour que le gouvernement admette enfin qu'il y a effectivement un problème. Que font alors les libéraux? Sans aucun esprit d'initiative, ils rejettent la faute sur l'ancien régime d'il y a cinq ans. Ils n'assument aucune responsabilité alors que la faute leur incombe complètement. Que feront-ils pour remettre le système d'immigration sur les rails?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, les conservateurs cherchent encore une fois à faire peur aux Canadiens à propos de choses dont il n'y a aucune raison de s'inquiéter. Nous nous assurons que toutes les personnes qui traversent la frontière, que ce soit légalement ou illégalement, voient leur dossier traité conformément aux règles canadiennes. Ces dernières années, la migration et les demandes d'asile ont augmenté partout dans le monde, et le Canada n'échappe pas à cette situation. Toutefois, le système d'immigration du Canada est solide et il s'applique dans son intégralité à quiconque traverse la frontière.

[Français]

**M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC):** Monsieur le Président, aujourd'hui, le vérificateur général a expliqué de manière cinglante comment le premier ministre avait permis qu'on abuse de notre système d'immigration qui, jadis, était juste et compatissant.

Les constatations du vérificateur général sont accablantes. Elles prouvent clairement que le système est brisé à cause du programme de franchissement illégal de la frontière du premier ministre au chemin Roxham.

Quand le premier ministre présentera-t-il des excuses aux Canadiens et au monde entier pour avoir normalisé les abus de notre système d'immigration?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie le Bureau du vérificateur général de son rapport.

Le rapport démontre clairement à quel point le système d'octroi de l'asile que nous ont laissé les conservateurs était inefficace et sous-financé. Nous nous sommes engagés à rectifier le problème, et le travail donne déjà des résultats.

Le budget de 2019 inclut le plus important investissement de l'histoire dans la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, afin qu'elle puisse prendre des décisions finales rapidement et justement.

Nous avons également éliminé les arriérés laissés par les conservateurs. Les gens pouvaient attendre huit ans avant d'obtenir leur audience finale.

**M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC):** Monsieur le Président, tout ce que le premier ministre a dit est totalement faux.

En 2012, le gouvernement conservateur a mis en place des règles visant à accélérer le processus. En janvier 2017, qui a publié un *tweet* invitant tout le monde à venir au Canada? Depuis deux ans et demi, 40 000 personnes ont franchi illégalement nos frontières. Le système est défaillant, et cela a été confirmé par le vérificateur général.

Est-ce que le premier ministre va arrêter de dire n'importe quoi et régler le problème?

*Questions orales*

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, encore une fois, les conservateurs essaient de faire peur aux Canadiens. Toutefois, les Canadiens savent que notre système d'immigration est fort et qu'il s'applique à tout le monde qui traverse nos frontières, que ce soit de manière légale ou illégale.

La réalité, c'est qu'on vit dans une ère où, partout dans le monde, les gens traversent de plus en plus les frontières à la recherche de secours ou d'une nouvelle vie. Au Canada, nous sommes aussi soumis à cela, mais nous avons un système rigoureux et fort qui s'applique à tout le monde.

\* \* \*

[Traduction]

**L'ENVIRONNEMENT**

**M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD):** Monsieur le Président, le nouveau rapport de l'ONU sur la biodiversité conclut qu'un million d'espèces sont en voie de disparition. Les habitats naturels et la diversité marine diminuent à un rythme alarmant. Selon le professeur Kai Chan, de l'Université de la Colombie-Britannique, qui a participé à la rédaction du rapport, des changements fondamentaux et structurels s'imposent.

Les Canadiens ont rejeté l'approche des conservateurs. Les libéraux tiennent de bien beaux discours, mais agissent peu. Appuieront-ils notre charte des droits environnementaux, qui reconnaît le droit de vivre dans un environnement sain, qui protège les habitats et qui oblige le gouvernement à intervenir?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, tandis que le NPD se contente de belles paroles, nous posons des gestes concrets.

Notamment, nous tarifons la pollution, éliminons progressivement le charbon, investissons dans le transport en commun et l'infrastructure verte, réduisons les émissions de méthane, sommes en voie d'atteindre nos objectifs de protection de la biodiversité, et protégeons les écosystèmes marins et terrestres.

Les néo-démocrates et les conservateurs continuent de choisir entre l'environnement et l'économie. Nous allons toujours promouvoir les deux pour les Canadiens.

**M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD):** Monsieur le Président, les gestes concrets des libéraux se résument à l'achat d'un pipeline.

[Français]

Ce rapport indique clairement que nous courons un risque réel de perdre plus d'un million d'espèces, de plantes et d'animaux. Cependant, ils ont aussi indiqué qu'en faisant des choix différents, nous pouvons obtenir de meilleurs résultats.

Nous avons un plan visant à protéger notre environnement en ne laissant derrière aucun travailleur ou communauté. Le plan libéral fait échouer notre planète.

Que va faire le premier ministre afin de réellement protéger nos habitats, nos écosystèmes et la diversité marine?

• (1425)

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, en tant que gouvernement, nous sommes fiers d'être en train d'atteindre nos objectifs liés à la protection de nos aires marines et terrestres. C'est très important de protéger la biodiversité. D'ailleurs, nous prenons des mesures en ce sens.

En fait, nous avons fait plus que cela. Nous avons mis un prix sur la pollution. Nous avons abandonné les centrales à charbon. Nous avons fait des investissements en transport collectif et en

infrastructures vertes. Nous avons réduit les émissions de méthane. Nous avons offert un rabais lors de l'achat d'une voiture électrique. Enfin, nous sommes en train d'agir, en collaboration avec les provinces, pour investir dans les technologies plus vertes.

Nous savons que la façon de bâtir une économie forte, c'est en investissant dans l'avenir et en protégeant l'environnement.

\* \* \*

**L'ASSURANCE-MÉDICAMENTS**

**M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD):** Monsieur le Président, les experts nous disent tous la même chose: les gestes posés par les libéraux ne sont pas à la hauteur.

En Ontario, une jeune famille n'a pas les moyens de payer 250 000 \$ pour les médicaments dont leur fils a besoin pour survivre. Un régime d'assurance-médicaments universel contribuerait grandement à aider cette famille et les familles d'un océan à l'autre.

La preuve en faveur d'un régime d'assurance-médicaments universel est claire. Qu'attend le premier ministre?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, c'est très clair: aucun Canadien ne devrait avoir à choisir entre ses médicaments ou de la nourriture.

Au moyen du budget de 2019, nous jetons les bases pour mettre sur pied un régime national d'assurance-médicaments. Nous avons créé l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé, qui travaille avec les provinces et les territoires afin de négocier les prix des médicaments pour tous les Canadiens. Cela permettra de réduire les coûts de 3 milliards de dollars par année.

En plus, nous avons investi 500 millions de dollars pour établir une stratégie nationale pour l'accès aux médicaments onéreux utilisés dans le traitement des maladies rares. Nous savons que c'est important, et c'est pour cela que nous allons de l'avant.

[Traduction]

**M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD):** Monsieur le Président, pour les parents du petit Joshua, âgé de six ans, qui souffre de fibrose kystique, il est évident que le régime de financement du Canada pour les médicaments ne fonctionne pas. Tant de familles n'ont pas les moyens de payer les médicaments dont elles ont besoin.

Les spécialistes disent que le Canada est en marge du reste du monde. L'agence mise sur pied par les libéraux aura un effet limité et n'est rien de plus qu'une solution de fortune. Les néo-démocrates sont à l'écoute, et nous proposons une solution audacieuse.

Les libéraux adopteront-ils notre régime universel d'assurance-médicaments et rendront-ils accessibles à toutes les familles les médicaments susceptibles de leur sauver la vie?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, aucun Canadien ne devrait avoir à choisir entre se procurer ses médicaments sur ordonnance et mettre du pain sur la table. Dans le budget de 2019, nous jetons les bases de la mise en oeuvre d'un régime national d'assurance-médicaments. Nous avons créé l'agence canadienne des médicaments qui, de concert avec les provinces et les territoires, négociera les prix des médicaments pour l'ensemble des Canadiens. Contrairement à ce que laisse entendre le NPD, cette mesure réduira d'environ 3 milliards de dollars par année le coût des médicaments, ce qui n'est pas négligeable.

De surcroît, nous consacrons un demi-milliard de dollars à la mise en place d'une stratégie nationale...

**Le Président:** Le député de Durham a la parole.

*Questions orales***LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC):** Monsieur le Président, dans un discours portant sur les risques que posent la Russie et la Chine dans l'Arctique, le secrétaire d'État américain a remis en question la souveraineté du Canada dans l'Arctique. Cela est directement attribuable au manque de leadership du premier ministre et à la détérioration de la réputation du Canada sur la scène internationale.

Qu'est-ce que le premier ministre est prêt à faire pour démontrer la souveraineté du Canada dans l'Arctique à la communauté internationale?

**M. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, le passage du Nord-Ouest est canadien; c'est un fait reconnu partout dans le monde. Le gouvernement défend les intérêts du pays. La ministre des Affaires étrangères a réaffirmé ce fait aujourd'hui. La souveraineté du Canada dans l'Arctique est bien établie et de longue date. Des Canadiens y vivent et y travaillent. J'y ai habité pendant six ans. Nous allons continuer de défendre notre souveraineté, les peuples et les communautés du Nord ainsi que les intérêts du pays.

**L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC):** Monsieur le Président, le Canada a exercé une souveraineté de longue date jusqu'à l'arrivée du premier ministre. Le premier ministre a nui à notre réputation dans le monde entier, et les libéraux prétendent réclamer l'aide d'autres pays dans notre différend avec la Chine, mais cet affront entourant l'Arctique montre que ni nos amis ni nos ennemis ne prennent le premier ministre au sérieux. Il est trop faible pour nommer un ambassadeur. Il est trop faible pour tenter un recours commercial devant l'Organisation mondiale du commerce. Il est même trop faible pour passer ne serait-ce qu'un maudit coup de téléphone.

Le Canada n'a jamais été aussi seul. Quand le premier ministre commencera-t-il à rétablir la crédibilité du Canada aux yeux du monde?

• (1430)

**M. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, contrairement aux conservateurs, qui se contentent d'avancer des idées qui suscitent la division pour tenter de diviser les Canadiens, nous prenons nos relations internationales au sérieux. Nous nous faisons des alliés, nous tissons des liens et nous collaborons de façon constructive avec le reste du monde.

Les décisions dont parle le député peuvent mettre des vies en péril. Il s'agit de décisions arbitraires du gouvernement chinois. Nous travaillons sans relâche et de façon concertée et organisée pour réagir à ces décisions très inquiétantes. Nous tenons à remercier nos alliés, comme l'Australie, l'Union européenne, la France et l'Allemagne, de se montrer solidaires...

**Le Président:** Le député de Chicoutimi—Le Fjord a la parole.

[Français]

**M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC):** Monsieur le Président, l'Arctique canadien est une région stratégique d'un immense potentiel.

Hier, le secrétaire d'État américain a qualifié d'« illégitime » la revendication canadienne sur le passage du Nord-Ouest, mettant en doute la souveraineté du Canada sur l'Arctique.

Les libéraux ont perdu le contrôle de nos régions au Sud, ils effritent nos relations avec les alliés, ils se foutent carrément de la souveraineté canadienne dans le Nord. Qu'est-ce que le premier

ministre est prêt à faire pour démontrer à la communauté internationale que cette partie de l'Arctique est canadienne?

[Traduction]

**M. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais que le député nous dise s'il s'est déjà rendu dans l'Arctique. Comme la ministre des Affaires étrangères l'a clairement énoncé aujourd'hui, la position du Canada par rapport au passage du Nord-Ouest est sans équivoque: ce passage nous appartient. La souveraineté du Canada dans l'Arctique est bien établie et de longue date. La ministre a participé à la réunion du Conseil de l'Arctique qui s'est tenue en Finlande cette semaine. Elle en a profité pour rappeler ce fait et faire valoir les intérêts du Canada. Le Canada reste déterminé à exercer pleinement ses droits et à protéger sa souveraineté sur son territoire.

**Des voix:** Oh, oh!

**Le Président:** À l'ordre. Je suis certain que les députés ont confiance en la capacité de leurs collègues de tous les partis à présenter des arguments tout en respectant les règles.

**Des voix:** Oh, oh!

**Le Président:** À l'ordre. Je rappelle le député de Carleton à l'ordre et je le prie de faire preuve de respect envers la présidence.

Le député de Chicoutimi—Le Fjord a la parole.

\* \* \*

[Français]

**LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT**

**M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC):** Monsieur le Président, un autre jour signifie d'autres échecs pour les libéraux.

Les conclusions du rapport d'hier de l'Institut Macdonald-Laurier sont cinglantes. Le rapport conclut que les décisions du gouvernement libéral sur le remplacement des avions de chasse du Canada ont été prises pour des raisons purement politiques et non dans l'intérêt national.

Que compte faire le gouvernement libéral pour résoudre ce nouveau fiasco?

[Traduction]

**L'hon. Carla Qualtrough (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité, Lib.):** Monsieur le Président, je peux assurer à tous les députés et à tous les Canadiens que notre processus pour faire l'acquisition de 88 avions de chasse sera ouvert, équitable, transparent et concurrentiel. Contrairement au gouvernement conservateur précédent, qui n'a même pas été capable de faire affaire avec un fournisseur unique pour acheter un avion de chasse, nous sommes déterminés à ce que les hommes et les femmes qui servent les forces aériennes aient accès au matériel dont ils ont besoin pour effectuer le travail difficile que nous leur confions.

**M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC):** Monsieur le Président, jusqu'à maintenant, tout ce qu'ont fourni les libéraux, c'est un tas de vieux avions de chasse australiens.

Dans le rapport de l'Institut Macdonald-Laurier, on peut lire ceci:

En raison des politiques du présent gouvernement, la capacité de ce dernier à exercer sa fonction la plus élémentaire, à savoir la défense de la souveraineté canadienne et de celle de nos alliés, décline rapidement.

Quand donc le premier ministre arrêtera-t-il de faire passer ses propres intérêts partisans avant la sécurité nationale du Canada?

*Questions orales*

**L'hon. Carla Qualtrough (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité, Lib.):** Monsieur le Président, je suis toujours contente de comparer notre bilan en matière d'acquisition de matériel de défense à celui des conservateurs. Nous avons calculé dans le détail ce que la mise en oeuvre de notre politique en matière de défense coûtera. Nous avons lancé l'appel d'offres en vue du futur achat de 88 avions de chasse. Nous avons reçu le premier appareil de notre flotte temporaire. Nous avons, en mer, les premiers grands navires conçus et construits dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale. Nous avons le premier navire hauturier de science halieutique. Nous avons le premier navire de patrouille extracôtier et de l'Arctique; trois autres sont en cours de fabrication, dont un en était la semaine dernière au tout début de l'étape de fabrication. Nous avons un contrat pour des appareils de recherche et de sauvetage à voilure fixe et, bien sûr, pour les navires de combat de surface canadiens, et il y a encore bien plus à venir par la suite.

**M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC):** Monsieur le Président, c'est à elle qu'on doit le fiasco à propos des avions de chasse, j'imagine.

Les libéraux tentent de se justifier d'avoir trahi les Forces armées canadiennes, mais ce n'est pas ainsi qu'ils pourront rétablir les ponts avec nos alliés. Les lettres incluses dans le rapport prouvent que le premier ministre a trahi le Canada sur la scène mondiale. Comme l'indique le rapport: « les politiques du gouvernement actuel ont porté un coup dur aux relations canado-américaines en matière de défense, la pierre angulaire de la sécurité du Canada ».

Quand le premier ministre cessera-t-il de miner la relation du Canada avec son plus proche allié et partenaire en matière de défense?

• (1435)

**L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, je suis très fier des relations que nous avons bâties avec les États-Unis. La mission du NORAD, à laquelle le Canada et les États-Unis travaillent de concert, en forme la pierre angulaire. Elle figure d'ailleurs dans notre politique de défense.

L'un des points les plus importants, c'est que les conservateurs n'ont même pas réussi à remplacer les avions et qu'ils n'en voulaient que 65. Pour notre part, nous avons fait une analyse approfondie et nous achèterons 88 avions qui répondront aux besoins relatifs à la défense de l'Amérique du Nord.

\* \* \*

**L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ**

**Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD):** Monsieur le Président, les députés peuvent-ils croire que plus de huit millions de Canadiens n'arrivent pas à parler à une vraie personne lorsqu'ils téléphonent aux centres d'appels du gouvernement? Qu'il soit question de l'assurance-emploi, des pensions ou de questions d'immigration, les centres d'appels ne les mènent nulle part. La situation est telle qu'à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 70 % des personnes qui téléphonent n'arrivent même pas à avoir la ligne. C'est 1,2 million de personnes. Ce n'est pas étonnant. Il n'y a pas de normes de service: ni pour l'accès, ni pour la rapidité, ni pour l'exactitude. Les libéraux ne croient-ils pas que les Canadiens méritent un minimum de service de la part de leur gouvernement?

**L'hon. Ahmed Hussen (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le Président, nous accueillons favorablement les recommandations du rapport du vérificateur général. Le budget de 2019 prévoit des investissements

de plus de 42,9 millions de dollars qui permettront amplement à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada de payer plus de 170 agents à plein temps pendant deux ans pour répondre aux questions. Nous avons déjà prolongé les heures dans nos centres d'appels. Il est maintenant possible de parler à quelqu'un le samedi à nos centres d'appels. Nous offrons aussi plus d'aide par courriel ainsi qu'au moyen des médias sociaux et d'un robot conversationnel qui apprend en répondant à toutes les questions courantes. Nous sommes déterminés à faire mieux.

\* \* \*

[Français]

**LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT**

**M. Pierre-Luc Dusseault (Sherbrooke, NPD):** Monsieur le Président, en 2017, le vérificateur général blâmait l'Agence du revenu du Canada pour sa piètre gestion de ses centres d'appel. Aujourd'hui, on a appris que ce n'est pas seulement à l'Agence que les gens se font raccrocher la ligne au nez, mais dans tous les bureaux de service du gouvernement. Voyons donc!

Pourquoi quand SNC-Lavain, Loblaw ou M. Bronfman appellent le premier ministre, il répond tout de suite et bouge mer et monde pour eux autres, mais quand ce sont les Canadiens ordinaires qui ont besoin de l'aide de leur gouvernement, ils se font « flusher » une fois sur deux?

Ce n'est pas un gouvernement au service des gens, c'est un gouvernement au service des amis du Parti libéral du Canada.

Quand est-ce que le gouvernement va faire la simple chose de répondre au téléphone?

**L'hon. Diane Lebouthillier (ministre du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, notre gouvernement reste déterminé à améliorer les services de l'Agence afin de s'assurer qu'ils répondent aux besoins des Canadiens.

Contrairement aux conservateurs de Harper, qui ont décidé de réduire le nombre d'agents et les heures d'ouverture des centres d'appels, notre gouvernement a décidé d'investir dans des infrastructures.

Je suis très heureuse de pouvoir dire qu'on a migré vers une nouvelle plateforme téléphonique moderne au cours des derniers mois. Les résultats sont encourageants. J'en aurai plus à dire là-dessus dans quelques semaines.

\* \* \*

[Traduction]

**LES RESSOURCES NATURELLES**

**Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC):** Monsieur le Président, les prix élevés de l'essence nuisent aux personnes les plus vulnérables de la Colombie-Britannique. Cette semaine, nous avons appris que les patients atteints du cancer voient leurs services réduits, et ce, parce que les conducteurs bénévoles ne peuvent plus se permettre de les conduire à leurs rendez-vous. Dans ma circonscription, les gens doivent parfois conduire pendant six heures pour aller à leurs séances de radiothérapie. Les Canadiens atteints du cancer paient le plein prix de la taxe sur le carbone imposée par le premier ministre et de l'échec de la construction du pipeline Trans Mountain.

Lorsque le premier ministre a dit qu'il souhaitait que le prix de l'essence soit élevé, est-ce que c'est cela qu'il entendait?

*Questions orales*

**M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, j'invite le député à se reporter au rapport du directeur parlementaire du budget, qui confirme exactement ce que nous disons depuis le début: notre plan visant à mettre un prix sur la pollution permettra non seulement de réduire les émissions, mais aussi de rendre la vie plus abordable pour huit ménages canadiens sur dix.

En même temps, nous gardons le cap pour faire en sorte que l'économie profite à tous, et non seulement à quelques personnes riches. Nous avons réduit les impôts de la classe moyenne et demandé aux membres du 1 % de payer davantage. Nous avons en outre instauré l'Allocation canadienne pour enfants, qui a permis de mettre plus d'argent dans les poches de neuf familles canadiennes sur dix. Nous veillons à ce que le gouvernement soit là pour tout le monde, et il est décevant que les conservateurs votent contre nous à chaque étape du processus.

**M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC):** Monsieur le Président, partout au Canada, les gens font les frais des échecs du gouvernement libéral. Celui-ci ne cesse de prendre des mesures qui font grimper le prix de l'essence, ce qui aggrave la crise de l'abordabilité. Dans ma province, nous sommes forcés d'utiliser du combustible américain parce que le gouvernement n'a pas approuvé le projet de pipeline Trans Mountain. Il est temps qu'on arrête de punir les Canadiens.

Quand le gouvernement va-t-il révoquer sa taxe sur le carbone et approuver les pipelines dont nous avons besoin pour acheminer de manière abordable les combustibles canadiens vers les consommateurs?

**L'hon. Amarjeet Sohi (ministre des Ressources naturelles, Lib.):** Monsieur le Président, si le député et son parti étaient vraiment sérieux au sujet de l'expansion de l'oléoduc Trans Mountain, ils n'auraient pas voté pour annuler le financement et mettre fin au processus menant à une décision.

Nous faisons des progrès dans ce dossier. Des consultations en bonne et due forme sont en cours avec les communautés autochtones. Nous sommes en discussion avec elles, proposons des accommodements pour les questions en suspens et espérons prendre une décision par rapport au projet d'ici le 18 juin.

\* \* \*

● (1440)

**LA TARIFICATION DU CARBONE**

**L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC):** Monsieur le Président, lorsque nous avons manifesté pour la première fois nos préoccupations concernant la taxe sur le carbone, le premier ministre a dit: « Ne vous inquiétez pas. Observez le succès qu'elle a connu en Colombie-Britannique. » Ensuite, il s'est rendu dans cette province et a dit qu'un litre d'essence à 1,69 \$ est exactement ce que nous voulons. Maintenant, la Colombie-Britannique a l'essence la plus chère de toute l'histoire de l'Amérique du Nord.

Est-ce ce que le premier ministre voulait reproduire lorsqu'il a annoncé sa nouvelle taxe sur le carbone?

**M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, j'espère que le député sait que notre plan de tarification de la pollution ne s'applique tout simplement pas en Colombie-Britannique, car cette province a mis en oeuvre son propre plan il y a plusieurs années.

Je me demande si le député, à l'instar de ses collègues conservateurs, induit les Canadiens en erreur en refusant de leur dire qu'en fait, ils peuvent demander des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat. Je me demande également si le député réclamera lui-même ces paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, qui mettra 307 \$ dans les poches d'une famille moyenne de quatre personnes en Ontario. La réalité est que 80 % des Canadiens peuvent s'attendre à avoir plus d'argent dans les poches après la mise en oeuvre de ce plan. Je ne sais pas pourquoi il fait campagne en promettant d'enlever cet argent aux Canadiens.

**L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC):** À vrai dire, monsieur le Président, les règles fédérales relatives à la taxe sur le carbone s'appliquent bel et bien à la Colombie-Britannique, parce que si celle-ci décidait d'annuler sa propre taxe sur le carbone, le premier ministre lui imposerait la sienne. Il s'est d'ailleurs inspiré de la taxe sur le carbone que les libéraux ont mise en oeuvre en Colombie-Britannique pour créer sa taxe nationale, qui devrait encore augmenter de 250 %.

Pourquoi le premier ministre refuse-t-il d'admettre que le Canada peut s'attendre exactement à ce qui s'est passé en Colombie-Britannique, où l'essence coûte aujourd'hui 1,80 \$ le litre et où les familles paient tout plus cher?

**M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, le député déforme la réalité pour tenter d'induire les Canadiens en erreur, ce qui n'a rien d'étonnant, parce que jusqu'ici, le plan des conservateurs contre les changements climatiques se résume à répandre des faussetés au sujet de notre plan à nous, puisqu'ils n'en ont pas eux-mêmes.

Les gens ne sont pas obligés de me croire sur parole. Le directeur parlementaire du budget a confirmé que, sur les familles canadiennes qui seront visées par le filet de sécurité fédéral, 80 % auront plus d'argent dans leurs poches grâce à l'Incitatif à agir pour le climat. C'est extrêmement navrant que les conservateurs n'aient pas de plan bien à eux et qu'ils se contentent jusqu'ici de faire campagne en promettant aux électeurs de leur enlever de l'argent.

\* \* \*

[Français]

**LE COMMERCE INTERNATIONAL**

**Mme Karine Trudel (Jonquière, NPD):** Monsieur le Président, l'an dernier, le premier ministre était au Saguenay pour rassurer les travailleurs et les travailleuses de l'aluminium face au protectionnisme de Trump. Un an plus tard, les tarifs sont toujours en place, et le nouvel Accord Canada—États-Unis—Mexique n'en prévoit pas non plus l'élimination.

Hier, le conseil municipal de la Ville de Saguenay a adopté une motion réclamant la levée des tarifs. Au NPD, notre position est claire: il ne faut pas ratifier l'accord avant que les tarifs soient levés.

Le gouvernement peut-il confirmer aujourd'hui, devant la Chambre, qu'il ne ratifiera pas l'entente avant que les tarifs soient levés?

*Questions orales*

[Traduction]

**M. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, les droits de douane imposés sans raison et de façon illégale par les États-Unis sur l'acier et l'aluminium canadiens doivent être levés. C'est le message que nous continuons d'envoyer aux Américains et il fonctionne. Tant les républicains que les démocrates au Congrès américain ont demandé que ces droits de douane soient levés. Le sénateur Chuck Grassley, président républicain du comité des finances du Sénat, a récemment affirmé au *Wall Street Journal* que l'administration américaine devrait « être proactive et lever rapidement les droits de douane imposés sur l'acier et l'aluminium du Canada et du Mexique. »

**Mme Tracey Ramsey (Essex, NPD):** Monsieur le Président, je ne vois pas comment les libéraux peuvent dire que cela « fonctionne ». Ils avaient promis de défendre l'industrie canadienne de l'acier et de l'aluminium lorsqu'ils ont signé le nouvel ALENA, mais le nombre de mises à pied survenues au cours des six derniers mois montre que ce n'est pas le cas. Il y a eu 12 mises à pied à Nova Tube à Montréal, 50 autres à Iavaco Rolling Mills en Ontario, 228 à EVRAZ à Calgary et 230 de plus à Tenaris à Sault Ste. Marie.

Ce ne sont pas de vulgaires statistiques, ce sont de vraies personnes qui peinent à joindre les deux bouts. Combien de Canadiens devront perdre leur emploi avant que les libéraux se décident à agir pour faire lever les droits de douanes imposées par Donald Trump sur l'acier?

**L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.):** Monsieur le Président, nous avons affirmé haut et fort notre appui aux travailleurs de l'acier et de l'aluminium. Nous avons agi immédiatement lorsque les Américains ont imposé des droits de douane injustes et inéquitables. Nous avons mis en place des mesures de représailles dollar pour dollar. Nous avons aussi mis en place des mesures de protection. Qui plus est, nous avons présenté un programme de soutien de 2 milliards de dollars pour les travailleurs de l'acier et de l'aluminium.

Nous allons continuer de soutenir les gens de ce secteur dans les années à venir. Ils peuvent compter sur nous.

\* \* \*

● (1445)

**LE LOGEMENT**

**M. Ken McDonald (Avalon, Lib.):** Monsieur le Président, en présentant la toute première Stratégie nationale sur le logement du Canada, le gouvernement a démontré son engagement sans précédent à faire en sorte que plus de Canadiens aient un toit au-dessus de la tête. Depuis notre arrivée au pouvoir en 2015, nous avons investi plus de 7 milliards de dollars dans le logement et aidé plus d'un million de Canadiens à trouver des endroits sûrs et abordables où vivre.

Le ministre responsable du logement pourrait-il expliquer à la Chambre comment la récente entente conclue entre le Canada et Terre-Neuve-et-Labrador permettra à un plus grand nombre d'habitants de la province d'accéder à un logement décent et abordable?

**L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie le député d'Avalon de son excellent travail.

Nous croyons que tous les Canadiens devraient avoir accès à un logement sûr et abordable. C'est pourquoi nous étions si fiers, en novembre 2017, de présenter la toute première Stratégie nationale

sur le logement, qui permettra à un demi-million de familles canadiennes de quitter des logements dangereux ou inabordables.

C'est pour cette raison que nous sommes fiers d'avoir signé, il y a quelques semaines à peine, une entente de 270 millions de dollars avec la province de Terre-Neuve-et-Labrador, qui lui permettra d'aider un plus grand nombre de ses habitants à quitter des conditions de logement qui sont inacceptables en 2019.

\* \* \*

[Français]

**LA TARIFICATION DU CARBONE**

**M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC):** Monsieur le Président, la taxe libérale sur le carbone imposée par l'actuel gouvernement a un effet direct et concret sur le prix des transports.

Concrètement, cela veut dire que les familles québécoises qui achètent des fruits et des légumes, qui achètent de la nourriture, paient plus cher parce que le transport coûte plus cher au Canada. C'est cela, la réalité. De plus, la taxe libérale sur le carbone ne fait absolument pas baisser les émissions de gaz à effet de serre.

Les libéraux comprennent-ils que leur taxe est une mesure fiscale et non environnementale?

[Traduction]

**M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, pour ce qui est de la dernière observation, je renvoie le député à la décision de la Cour d'appel de la Saskatchewan. Elle a confirmé qu'il s'agit d'une redevance réglementaire et non d'une taxe, puisque les recettes sont versées directement aux résidents.

Pour ce qui est de l'argument selon lequel le coût des biens et services augmentera de quelque façon, encore une fois, je renvoie le député au rapport du directeur parlementaire du budget. Le directeur parlementaire du budget a corrigé certains députés conservateurs en précisant que son analyse tient compte des biens et services. Il a confirmé que huit familles canadiennes sur dix se retrouveraient avec plus d'argent à la fin de l'année.

Ce plan aura un véritable effet sur les émissions tout en améliorant le sort des familles. Il est décevant de constater que les conservateurs refusent de prendre les mesures qui s'imposent et proposent de prendre de l'argent aux gens de leur circonscription.

[Français]

**M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC):** Monsieur le Président, c'est bien intéressant qu'il parle de la Saskatchewan, mais ma question portait sur les Québécois.

Parlant du Québec, l'expérience québécoise nous apprend que de taxer le carbone ne donne aucun effet sur la baisse des émissions de gaz à effet de serre. Un rapport déposé par le premier ministre, il y a quelques mois, démontre qu'en 2014, en 2015 et en 2016, sous le régime de la bourse du carbone, au Québec, il n'y a eu aucune baisse des émissions de gaz à effet de serre.

Je pose à nouveau ma question: les libéraux vont-ils enfin comprendre que la taxe libérale sur le carbone est une mesure fiscale et non environnementale?



*Questions orales*

[Traduction]

**M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, je suis étonné de la fascination du député pour notre plan, car il sait que ses arguments ne tiennent tout simplement pas la route au Québec. Ce que je peux confirmer, c'est que les Québécois savent que les changements climatiques sont réels. Ils croient que nous avons l'obligation et l'occasion de faire quelque chose à cet égard.

Nous connaissons les solutions à l'un des plus grands problèmes de notre époque. Nous savons que la façon la plus efficace d'amorcer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, c'est de mettre en place un régime de tarification de la pollution et d'en verser les recettes aux familles canadiennes.

S'ils ne me croient pas, les députés n'ont qu'à demander l'avis de Mark Cameron, ancien directeur des politiques de Stephen Harper, ou l'avis de Preston Manning. Ils peuvent même demander l'avis du conseiller principal du budget de Doug Ford, qui a témoigné devant le Sénat à ce sujet, en 2016.

Cette fois...

**Le Président:** Le député de Chilliwack—Hope a la parole.

**M. Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC):** Monsieur le Président, en ce moment, les gens de ma circonscription paient plus de 1,50 \$ le litre d'essence, et ceux du Grand Vancouver, autour de 1,80 \$. Ces prix résultent de l'entêtement du gouvernement à réclamer une taxe sur le carbone et de son incapacité de réaliser le projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain. Ces prix élevés de l'essence rendent l'une des régions les plus inabordable d'Amérique du Nord encore plus chère. Lorsqu'on a interrogé le premier ministre sur les prix de l'essence, il a répondu : « C'est exactement ce que nous voulons. »

Pourquoi le premier ministre continue-t-il de se réjouir chaque fois que le prix à la pompe augmente, laissant les familles canadiennes avec moins d'argent dans leurs poches?

**M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, je réponds aux questions des conservateurs à la Chambre depuis plusieurs mois, et pas une seule fois je ne les ai entendus poser une question indiquant qu'ils étaient prêts à faire davantage pour protéger l'environnement.

Le fait est que les changements climatiques constituent une menace existentielle non seulement pour les Canadiens, mais pour toute l'humanité. Nous avons présenté un plan qui prévoit 50 mesures visant à lutter contre les changements climatiques.

Les conservateurs essaient de susciter des réactions parmi la population canadienne et comptent sur la désinformation pour la courtiser. Ils n'ont pas d'idées, alors ils induisent les Canadiens en erreur quant aux nôtres. Il est temps qu'ils prennent les changements climatiques au sérieux, car c'est ce que les Canadiens souhaitent.

En ce qui concerne le plan du gouvernement, nous savons qu'il...

• (1450)

**Le Président:** Le député de Chilliwack—Hope a la parole.

**M. Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC):** Monsieur le Président, le député libéral vient de dire clairement que, selon lui, les consommateurs de ma circonscription, les gens qui doivent prendre leur voiture pour se rendre au travail ou à l'école ou pour conduire leurs parents chez le médecin doivent payer plus.

J'ai des petites nouvelles pour lui. Je ne travaille pas pour les riches élites libérales, qui ne se soucient pas de devoir payer plus cher le litre d'essence. Chaque dollar supplémentaire que les résidents de ma circonscription doivent payer à la pompe vient de leurs poches...

**Des voix:** Oh, oh!

**Le Président:** À l'ordre. Je demande aux députés des deux côtés de la Chambre de baisser le ton. Je suis désolé. Les députés savent qu'ils ne peuvent pas chahuter tout au long de la période des questions, puis insister pour que les règles ne s'appliquent qu'aux autres. Nous allons écouter la fin de la question.

À l'ordre. J'ai demandé aux députés des deux côtés de baisser le ton. Le député de Newmarket—Aurora est prié de se calmer. Il va cesser de s'emporter.

Le député de Chilliwack—Hope a la parole.

**M. Mark Strahl:** Monsieur le Président, mes concitoyens n'ont pas d'allocation de dépenses. Ils n'ont pas de fonds en fiducie. Ils n'ont pas d'escorte motorisée qui assure leur transport.

Quand les libéraux vont-ils cesser de punir les Canadiens de la classe moyenne et d'augmenter le prix de l'essence à la pompe?

**M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, le ton moralisateur et l'hypocrisie du député sont extrêmement décevants. Il sait que dans les provinces où notre plan s'applique, huit familles sur 10 s'en sortiront mieux à la fin de l'année.

Ce qui est extrêmement décevant, c'est que lorsqu'il a eu l'occasion d'appuyer la réduction fiscale pour la classe moyenne qui visait 9 millions de Canadiens et l'augmentation du fardeau fiscal du centile le plus riche, il a voté contre.

Alors qu'il avait l'occasion d'appuyer l'Allocation canadienne pour enfants et d'arrêter d'envoyer des chèques à des millionnaires pour que neuf familles canadiennes sur 10 disposent d'un peu plus d'argent, il a voté contre.

Alors qu'il avait la possibilité d'appuyer les aînés vulnérables et à faible revenu, il a également voté contre.

Et il a maintenant l'audace de me donner des leçons sur...

**Le Président:** Le député de Windsor-Ouest a la parole.

\* \* \*

**L'ENVIRONNEMENT**

**M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD):** Monsieur le Président, le rapport des Nations unies sur les espèces en péril nous touche de près dans ma circonscription, Windsor-Ouest.

Le site Ojibway Shores, où se trouve le dernier tronçon des rives naturelles de la rivière Détroit et qui abrite plus de 160 espèces à été au coeur d'un combat pour protéger l'environnement. Nous avons mis fin aux coupes à blanc et au déversement de déchets dans ce lieu vierge. J'ai demandé à plusieurs reprises au gouvernement de protéger ces terres publiques, et il n'a pas su me répondre autrement qu'en invoquant des excuses. Il n'a pris aucune mesure réelle.

Pourtant, le message de l'ONU est clair: en faisant de bons choix, on obtient de bons résultats.

Pourquoi le premier ministre ne protège-t-il pas le site Ojibway Shores? Pourquoi n'y a-t-il aucune mesure concrète?

*Questions orales*

**L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.):** Monsieur le Président, le site Ojibway Shores appartient à l'administration portuaire de Windsor. J'encourage donc la ville de Windsor à s'entretenir avec cette dernière sur l'avenir du site Ojibway Shores.

[Français]

**M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD):** Monsieur le Président, à entendre les libéraux, ils seraient vraiment préoccupés par le réchauffement climatique et par l'environnement. Le problème, c'est que la réalité dit le contraire.

Entre 2016 et 2017, nos émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 8 millions de tonnes, alors qu'on devait les réduire, et c'est probablement encore pire. Une étude qui vient de sortir dit que les émissions des sables bitumineux sont sous-estimées jusqu'à 37 %.

Quand les libéraux vont-ils arrêter de donner des millions de dollars aux riches pétrolières et les forcer à être transparentes avec la population?

[Traduction]

**M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, le député sait sans doute que les émissions de gaz à effet de serre ont été artificiellement ralenties en raison des feux de forêt qui se sont produits à Fort McMurray. Il est décevant que des politiciens aient recourus à des anomalies de ce genre pour faire valoir leurs arguments politiques.

Pour ce qui est des subventions relatives aux combustibles fossiles, il faut savoir que nous éliminons progressivement huit mesures fiscales et que nous avons lancé des consultations pour cerner, d'ici 2025, les mesures non fiscales inefficaces qui servent à subventionner la production de combustibles fossiles et qu'il faut abolir.

Nous allons de l'avant. Notre plan de lutte contre les changements climatiques compte plus de 50 mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans le monde, le Canada est un chef de file en matière de protection de l'environnement parce que nous savons que les changements climatiques sont bien réels et que nous nous devons d'agir.

\* \* \*

• (1455)

**LA JUSTICE**

**Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC):** Monsieur le Président, le premier ministre s'est déjà servi de son influence politique pour aider ses amis de SNC-Lavalin. Il s'en sert maintenant pour punir ceux qui cherchent à lui nuire.

L'ancien secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères a remis sa démission pour pouvoir témoigner en faveur du vice-amiral Mark Norman, contre le gouvernement. Qu'est-ce qu'il a à dire de si dangereux pour qu'il ait à démissionner et qu'il ait besoin des conseils d'un avocat payé avec les fonds publics pour lui conseiller la manière de le dire?

Que cachent les libéraux? Quand le premier ministre fournira-t-il tous les documents demandés et non caviardés et quand permettra-t-il au vice-amiral Norman d'avoir un procès équitable?

**L'hon. David Lametti (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, les poursuites dont parle la députée relèvent du Service des poursuites pénales du

Canada, un organisme indépendant du ministère de la Justice et de mon cabinet.

L'avocat du procureur général du Canada s'acquitte de toutes ses obligations juridiques en ce qui a trait aux demandes de communication de dossiers de tiers. Lorsque cet avocat doit être consulté, les décisions qui sont prises respectent les règles et les règlements du ministère de la Justice.

[Français]

**M. Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC):** Monsieur le Président, le vendredi 3 mai, nous avons appris qu'un député libéral allait témoigner contre le gouvernement libéral dans le procès de l'amiral Mark Norman.

Le gouvernement libéral tente par tous les moyens de discréditer le chantier maritime Davie par l'ingérence politique des membres influents du Cabinet. Le chantier Davie a la capacité de faire le travail dans les délais prescrits et selon les budgets prévus. Le Québec mérite mieux.

Pourquoi les libéraux ont-ils essayé de refuser un contrat à la Davie?

**L'hon. David Lametti (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, la poursuite en question est menée par le Service des poursuites pénales du Canada, qui est indépendant du ministère de la Justice et de mon cabinet.

Les avocats du procureur général du Canada remplissent toutes leurs obligations envers la cour en ce qui concerne les demandes de communication de dossiers de tiers. Comme je viens de le dire, ce dossier est présentement devant les tribunaux et il serait inapproprié de faire d'autres commentaires.

[Traduction]

**L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC):** Monsieur le Président, récapitulons les épisodes de la vendetta politique que mènent les libéraux contre le vice-amiral Norman: entrave aux citations à comparaître, ingérence politique manifeste, refus de couvrir les honoraires d'avocat du vice-amiral, tentatives de l'acculer à la faillite et de l'empêcher de se défendre, non-communication de documents essentiels à sa défense, rétrogradation de l'ancien secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères parce qu'il compte témoigner en faveur du vice-amiral Norman, contre le gouvernement.

Pourquoi les libéraux s'acharment-ils à empêcher un Canadien ayant servi son pays de façon fort honorable d'avoir un procès équitable?

**L'hon. David Lametti (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, le Service des poursuites pénales du Canada a lui-même émis la déclaration qui suit: « Le SPPC n'a ni demandé ni reçu d'instructions du Bureau du Conseil privé ou de tout autre ministère ou organisme gouvernemental au sujet de la poursuite contre M. Norman. »

Le SPPC est indépendant du ministère de la Justice et du procureur général. Il prend ses décisions de façon indépendante et continuera dans cette voie.

*Questions orales*

[Français]

**LA CONDITION FÉMININE**

**Mme Emmanuella Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.):** Monsieur le Président, toutes les 17 minutes aujourd'hui, le CALACS francophone d'Ottawa présente des témoignages de survivantes d'agressions sexuelles, nous rappelant qu'une femme est agressée sexuellement toutes les 17 minutes au Canada.

[Traduction]

La force et la résilience des survivantes ont renforcé notre engagement à mettre fin à la violence fondée sur le sexe. Malheureusement, dans la foulée des compressions du gouvernement Ford, on demande aux organismes comme le CALACS d'en faire toujours plus avec moins de moyens.

[Français]

La ministre des Femmes et de l'Égalité des genres peut-elle informer la Chambre de ce que notre gouvernement fait pour soutenir les victimes d'agressions sexuelles?

[Traduction]

**L'hon. Maryam Monsef (ministre du Développement international et ministre des Femmes et de l'Égalité des genres, Lib.):** Monsieur le Président, les organismes qui viennent en aide aux femmes et aux filles ont été déstabilisés après 10 années de compression imposées par les conservateurs de Harper.

Le gouvernement formé par notre parti a écouté les Canadiens et affecté des sommes permettant aux survivantes de la violence fondée sur le sexe d'avoir accès aux ressources dont elles ont besoin. Il est regrettable que, même dans le sillage du mouvement #MoiAussi et des témoignages qui ont été largement diffusés, le gouvernement Ford ait recours au manuel de stratégie de Harper, tandis que nos collègues conservateurs — et même néo-démocrates — votent pour mettre fin au financement des organismes de femmes.

Les Canadiens méritent un gouvernement déterminé à faire en sorte que les survivantes puissent avoir un endroit où aller lorsqu'elles ont besoin d'aide. Nous sommes déterminés à poursuivre nos efforts dans ce dossier.

\* \* \*

**L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ**

**L'hon. Michelle Rempel (Calgary Nose Hill, PCC):** Monsieur le Président, tout à l'heure, pendant la période des questions, le premier ministre a tenté de blâmer Stephen Harper pour la crise des passages illégaux à la frontière. En 2015, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié comptait 10 000 dossiers en attente, ce qui constituait une amélioration par rapport au sommet qui avait été atteint sous le gouvernement libéral précédent. Aujourd'hui, selon le rapport du vérificateur général, il y aurait 71 000 dossiers en attente et on s'attend à en recevoir 50 000 autres. Quand le premier ministre s'emploiera-t-il à rattraper les retards accumulés? Les conservateurs devront-ils encore une fois résorber un arriéré de 120 000 dossiers à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié?

• (1500)

**L'hon. Ahmed Hussen (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Voici les faits, monsieur le Président. Le parti d'en face a sabré les soins de santé aux réfugiés. Le parti d'en face a privé la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du financement nécessaire pour traiter le volume de demandes qu'elle reçoit. Le parti d'en face insiste pour ignorer son propre bilan, mais il ne peut pas y échapper, car les faits sont têtus.

Le fait est que nous réinvestissons dans les services aux frontières et dans la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Pour faire en sorte que le système des réfugiés fonctionne, nous veillons à ce que les postes laissés vacants par le gouvernement précédent...

**Le Président:** La députée de London—Fanshawe a la parole.

\* \* \*

**LA SANTÉ**

**Mme Irene Mathyssen (London—Fanshawe, NPD):** Monsieur le Président, alors que le gouvernement propose des produits menstruels gratuits dans les milieux de travail sous réglementation fédérale, la situation relative à ces produits — leur coût prohibitif et leur disponibilité — dans les communautés éloignées et les communautés du Nord est inacceptable. Parce que les coûts sont si élevés et que le gouvernement n'agit pas, des organismes comme les refuges pour femmes se voient obligés de faire des collectes de ces produits pour les distribuer aux femmes et aux filles dans le Nord et dans nos communautés. Pour assurer l'équité aux femmes et aux filles défavorisées du Nord et de partout au pays, quand le gouvernement libéral va-t-il étendre l'offre de produits menstruels gratuits à d'autres Canadiennes?

**L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, Lib.):** Monsieur le Président, c'est extraordinaire de pouvoir avoir une discussion sur les produits menstruels à la Chambre des communes. Comme la députée d'en face, je pense aussi que nous devons voir à ce que les femmes puissent répondre à leurs besoins sanitaires et préserver leur dignité où qu'elles se trouvent. C'est pourquoi nous prenons ces mesures pour veiller à ce que des produits menstruels soient disponibles dans les salles de bain et les toilettes des lieux de travail sous réglementation fédérale. C'est un important pas en avant et j'ai hâte de recueillir les commentaires des intervenants sur la meilleure façon de procéder.

\* \* \*

**L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ**

**Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.):** Monsieur le Président, il y a près de sept ans, sous la direction de Harper, les conservateurs ont apporté des modifications irresponsables et à courte vue au système d'octroi de l'asile qui ont placé des dizaines de milliers de demandeurs d'asile dans une situation d'incertitude pendant des années. On a refusé d'accorder à 32 000 personnes qui demandaient la protection du Canada une audience dans des délais raisonnables. De ce fait, certaines ont passé jusqu'à huit ans avec un statut incertain, incapables de reprendre une vie normale. Des groupes de Davenport, comme le centre de réfugiés FCJ, se sont portés à leur défense. Le ministre peut-il informer la Chambre des mesures prises pour régler l'arriéré des anciennes demandes d'asile?

**L'hon. Ahmed Hussen (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le Président, en réalité, à cause des demi-mesures adoptées par le gouvernement Harper, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié s'est retrouvée avec un arriéré de 32 000 demandes d'asile. Nous avons promis de faire mieux pour ces gens, dont certains ont attendu jusqu'à huit ans pour obtenir une audience. L'une des premières choses que nous avons faites a été de créer une équipe spéciale responsable des anciens cas. Je suis heureux de dire à la Chambre que, depuis la semaine dernière, nous avons éliminé cet arriéré. Nous veillerons à ce que le système d'octroi de l'asile fonctionne comme il se doit.

*Questions orales***LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**M. David Sweet (Flamborough—Glanbrook, PCC):** Monsieur le Président, le Corps des Gardiens de la révolution islamique iranienne torture, emprisonne et assassine des citoyens de l'Iran et exporte le terrorisme partout au Moyen-Orient et dans le monde depuis longtemps. La menace qu'il représente pour le Canada et nos alliés est on ne peut plus claire.

L'année dernière, les libéraux ont voté en faveur de notre motion visant à demander des comptes au régime de Khamenei, en Iran, et à inscrire le Corps des Gardiens de la révolution islamique sur la liste des entités terroristes. Le gouvernement commence-t-il à s'acoquiner de nouveau avec l'Iran, ou inscrira-t-il enfin les Gardiens de la révolution islamique sur la liste des entités terroristes?

**L'hon. Ralph Goodale (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.):** Monsieur le Président, mon distingué collègue, qui siège à la Chambre depuis longtemps, sait qu'une procédure juridique très précise doit être suivie pour inscrire une entité sur cette liste aux termes du Code criminel. Le système canadien est solide et crédible grâce à son intégrité. Le gouvernement poursuit toutes les démarches énoncées dans la loi afin de prendre la décision appropriée. Entretemps, le député saura qu'un certain nombre de groupes affiliés au Corps des Gardiens de la révolution islamique sont déjà inscrits sur la liste des entités terroristes.

\* \* \*

[Français]

**L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ**

**M. Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ):** Monsieur le Président, la gestion de la crise des migrants est catastrophique, comme le prouve le vérificateur général. Les contrôles de sécurité des antécédents criminels sont déficients. Les ministères travaillent en double. Les deux tiers des audiences sont reportées aux calendes grecques.

Si Ottawa continue de dormir au gaz, cela va prendre cinq ans pour que les demandeurs d'asile sachent s'ils peuvent, oui ou non, rester au Québec. Le système est brisé.

Quand est-ce que le gouvernement libéral va finir par se réveiller?

• (1505)

[Traduction]

**L'hon. Bill Blair (ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux d'informer la Chambre que, depuis le début de l'année, le nombre de personnes franchissant irrégulièrement la frontière canadienne a diminué de 47 %.

Dans le budget de 2019, le gouvernement — et je comprends que le député d'en face n'ait peut-être pas entendu cette information à cause de tout le bruit à la Chambre cette journée-là — s'est engagé à verser 443 millions de dollars pour accroître la capacité d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Cet engagement comprend une somme de 375 millions de dollars pour rétablir la capacité de l'Agence des services frontaliers du Canada de renforcer son système d'octroi de l'asile afin de mettre en oeuvre des stratégies en matière de protection frontalière qui incluent une meilleure gestion frontalière, un meilleur processus de vérification de la sécurité et de meilleures opérations d'application de la loi.

Notre plan fonctionne, et nous faisons des progrès.

[Français]

**M. Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ):** Monsieur le Président, au contraire, la situation empire, elle ne s'améliore pas.

C'est inhumain de faire attendre les demandeurs d'asile des années pour savoir s'ils peuvent rester au Québec. À la fin, il va encore y avoir des personnes qui ont eu des enfants ici, qui ont pris racine et qui vont se faire expulser dans cinq ans.

Qui va payer pendant ces cinq ans? C'est le Québec qui va payer pour le logement, les soins de santé, l'éducation et l'aide sociale.

Est-ce que le gouvernement libéral va rembourser au Québec les 300 millions de dollars déjà dépensés et agir pour traiter les demandes dans un délai acceptable?

**L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.):** Monsieur le Président, je suis enchanté de pouvoir répondre à cette question.

Comme on le sait très bien, le Québec a une histoire remarquable d'accueil et d'ouverture. Cela a commencé dans ma propre circonscription, en 1535. Lorsque Jacques Cartier est arrivé, il a demandé à Donnacona, le grand chef de la nation huronne-wendat de l'époque, où il était. Il a répondu que c'était le Canada, un pays d'accueil, un pays d'ouverture et un pays de solidarité.

Nous sommes fiers, à Québec et au Québec, de faire partie de cette grande tradition.

\* \* \*

[Traduction]

**LES QUESTIONS ORALES**

**M. Erin Weir (Regina—Lewvan, FCC):** Monsieur le Président, en ma qualité de whip des députés indépendants, il me revient de féliciter Paul Manly pour sa victoire d'hier soir aux élections partielles dans Nanaimo—Ladysmith.

En le comptant, il y aura 21 députés indépendants pour se partager seulement 14 créneaux hebdomadaires durant la période des questions. Le premier ministre serait-il favorable à ce qu'on réattribue plus de questions aux indépendants pour que M. Manly et nous tous puissions mieux représenter les électeurs de notre circonscription respective?

**L'hon. Bardish Chagger (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, tous les députés sont élus pour représenter les gens de leur circonscription, et la période des questions réserve quotidiennement 45 minutes à cet effet. Il y a une formule pour déterminer le nombre de questions qui reviennent à chaque parti et aux députés indépendants.

Monsieur le Président, vous avez déterminé que l'attribution actuelle de 14 questions par semaine aux indépendants permet de maintenir un équilibre adéquat du point de vue de la gestion du temps, des droits des députés indépendants et de la pratique de longue date de la Chambre. Nous respecterons cette décision. Comme nous le savons, le nombre de questions réservées aux indépendants a augmenté depuis notre arrivée au pouvoir.

\* \* \*

**PRÉSENCE À LA TRIBUNE**

**Le Président:** Je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune de Son Excellence Artis Pabriks, vice-premier ministre et ministre de la Défense de la République de Lettonie.

**Des voix:** Bravo!

*Travaux des subsides*

**M. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je tiens toutefois d'abord à remercier le député d'Elmwood—Transcona de son appui.

Il y a eu des discussions entre les partis, et j'espère que vous constaterez qu'il y a un consentement unanime à l'égard de la motion suivante: Que la Chambre des communes reconnaisse l'importance historique de la Grève générale de Winnipeg de 1919, en particulier en ce qui a trait aux droits des travailleurs, aux droits de l'homme et à la défense d'intérêts sociaux durant les 100 dernières années.

**Le Président:** Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour proposer la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

[Français]

**Mme Monique Pauzé:** Monsieur le Président, vous constaterez sûrement qu'il y a unanimité autour de la motion suivante: que cette Chambre s'oppose à la construction de nouveaux pipelines parce que cela nuirait à l'environnement, et comme le déclarait le chef de l'opposition officielle, le 2 décembre dernier...

**Des voix:** Non.

**Le Président:** Je suis désolé, mais c'est déjà très clair qu'il n'y a pas le consentement unanime de la Chambre.

[Traduction]

**M. James Bezan:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Durant la période des questions, j'ai parlé du nouveau rapport de l'Institut Macdonald-Laurier. Je pense que je devrais le déposer. Je crois que vous constaterez peut-être qu'il y a un consentement unanime pour que je dépose ce rapport, intitulé « The Catastrophe: Assessing the Damage from Canada's Fighter Replacement Fiasco ».

• (1510)

**Le Président:** Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour proposer la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**Le Président:** Le député de Montcalm a la parole.

[Français]

**M. Luc Thériault:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Même si les conservateurs chahutent, la moindre des choses, dans un Parlement qui se respecte, c'est d'entendre jusqu'à la dernière phrase, au dernier mot, une motion.

**Le Président:** Malheureusement, ce n'est pas la règle, ce n'est pas la procédure de la Chambre. Quand un député demande le consentement unanime de la Chambre et qu'il est clair que cela n'existe pas, c'est la fin de la question et on passe à autre chose. C'est bien établi.

J'en ai assez entendu à ce sujet et j'ai déjà fait des déclarations là-dessus.

**M. Gérard Deltell:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. À deux reprises à la période des questions, j'ai fait référence à un document. Cette fois, j'aimerais vraiment qu'il y ait unanimité pour le dépôt et pour le dépôt seulement du document intitulé GES, inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre...

**Des voix:** Non.

**Le Président:** J'ai déjà entendu des non. Encore une fois, malheureusement, il n'y a pas de consentement unanime. Je constate que le député est très déçu.

---

## ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

### TRAVAUX DES SUBSIDES

#### MOTION DE L'OPPOSITION — LES RESSOURCES NATURELLES

La Chambre reprend l'étude de la motion.

**M. Mark Warawa (Langley—Aldergrove, PCC):** Monsieur le Président, c'est mon anniversaire.

[Les députés chantent Joyeux anniversaire.]

**M. Mark Warawa:** Monsieur le Président, j'ai dû passer 15 jours à l'hôpital, dernièrement, et je dois dire que mon intérêt pour la chose politique a été à peu près nul pendant tout ce temps, surtout depuis que je sais que mes jours sont peut-être comptés. Pourtant, il a suffi d'à peine quelques minutes ici, au Parlement, pour que je retrouve ma soif politique.

Je ne briguerais pas de nouveau les suffrages, je l'ai déjà annoncé. Cela dit, je tenais à faire un discours d'adieu. La tradition veut que les députés puissent remercier leurs collègues et leur dire au revoir. Le 22 mai prochain, je subirai une chirurgie pour le cancer du côlon, alors il me reste seulement cette semaine pour faire mes adieux. J'aimerais donc avoir quelques instants pour faire le point sur ma situation et remercier mes collègues.

Je participais à une mission d'observation électorale avec un collègue, mais j'ai dû rentrer au pays plus tôt que prévu parce que j'étais devenu jaune. J'avais vraiment mauvaise mine. Je suis donc revenu et quand je suis allé à l'hôpital, quelques jours plus tard, les médecins ont découvert une tumeur sur mon pancréas. Ils ont ensuite constaté que j'avais le cancer du côlon, puis que le cancer du pancréas, le même que Steve Jobs a eu, s'était propagé aux poumons. Le pronostic des médecins n'est pas très réjouissant. Pourtant, j'ai solidement foi en Dieu. C'est Lui qui m'a créé, alors Il peut me guérir.

J'aimerais parler un peu de ma vie. Toute ma vie, il y a eu de merveilleux moments divins, des pépites de sagesse et des interventions qui me montraient la voie à suivre.

Les gens me demandent pourquoi je suis entré en politique. Tout a commencé par un rêve, en 1990. J'ai rêvé qu'il y avait des élections municipales et que j'étais élu. C'était tout à fait inattendu; je n'avais aucun intérêt pour le rôle d'élu.

Plus tard, le même jour, quelqu'un m'a abordé pour me dire qu'il avait fait un rêve à mon sujet. « Vraiment? », j'ai demandé. « De quoi avez-vous rêvé? » La personne avait rêvé que je m'étais présenté aux élections et que j'étais élu. Lorsque ce genre de choses arrive, il faut y porter attention. Très souvent, on est tellement occupé qu'on ne le fait pas. J'ai fait inscrire mon nom sur le bulletin de vote et — ô surprise — j'ai été élu. C'était en 1990.

J'ai siégé au conseil municipal d'Abbotsford avec le merveilleux, l'intelligent, le très beau député d'Abbotsford. J'y ai siégé pendant 14 ans, et ce fut tout un honneur pour moi.

*Travaux des subsides*

Puis il y a eu un autre moment divin. J'étais sorti avec ma magnifique femme, Diane, pour notre anniversaire. Je lui ai dit qu'un jour, avant de prendre ma retraite, j'aimerais bien me lancer dans la gestion ou l'exploitation d'un atelier de carrosserie. Je venais de vendre une entreprise, et elle m'a dit de ne pas en démarrer une nouvelle. Je lui ai dit que je ne faisais que penser à voix haute, car j'adore les voitures et que c'est vraiment quelque chose que j'aimerais faire. C'est arrivé samedi. Lundi matin, le téléphone a sonné et un dénommé Gary d'un atelier de carrosserie m'a dit qu'il envisageait de prendre sa retraite et m'a demandé si je souhaitais gérer son atelier.

Je me suis ensuite rendu à l'Insurance Corporation of British Columbia, puis j'ai apporté de l'argent à Langley et j'ai commencé à réparer des choses. Je me suis fait connaître, et l'instant d'après, je me suis lancé en politique fédérale.

Encore une fois, il y a ces petites voix et ces petits moments dans nos vies où nous devons écouter et suivre la voie tracée par Dieu. C'est pourquoi je suis ici. Je ne suis qu'un homme ordinaire qui a eu l'honneur incroyable de servir notre collectivité avec les députés.

Je remercie Dieu et ma famille.

● (1515)

Diane et moi nous sommes mariés en 1972, il y a près de 47 ans. C'est ma meilleure amie. Nous avons 5 enfants et 10 petits-enfants. Nous sommes vraiment choyés.

Je me suis toujours passionné pour l'environnement, la justice, la famille, les aînés, les enjeux qui concernent les enfants et la nécessité de respecter la vie du début jusqu'à la fin.

Quand nous nous sommes rencontrés, Diane et moi, nous étions étudiants à l'Université Trinity Western. La fin de semaine, comme je n'avais pas beaucoup d'argent pour l'inviter à sortir, j'allais avec elle dans un foyer d'aînés, et nous chantions en jouant de la guitare. Nous adorions passer du temps avec les aînés. Nul besoin d'être des chanteurs hors pair pour qu'ils nous apprécient.

Nous sommes vraiment choyés par nos enfants et nos petits-enfants: Jon, Jen et leurs enfants, Carrington et Rich; Ryan; Eric, Carolyn et leurs enfants, Christian, Jonah, Jeremiah et Jakob; Nathan; et puis Kristen, Russel et leurs enfants, Mya, Mark et Will.

Les sports ont toujours occupé une place dans ma vie, et je comprends toute l'importance du travail d'équipe. On n'accomplit rien en solitaire; il faut faire partie d'une équipe. C'est aussi essentiel en politique. Mes employées, Annette, Kim, Jane, Liat, Monique, Megan et Rebeca, forment une équipe formidable. Sans elles, je n'aurais rien accompli.

Comme les députés le savent, la meilleure partie du travail, c'est d'être capable d'aider les gens; c'est une telle bénédiction. Nous adorons notre circonscription, et ce fut un honneur incroyable pour moi de servir ses habitants.

Lorsque j'ai annoncé que je n'allais pas me représenter, j'ai senti que Dieu écrivait un nouveau chapitre de ma vie. Je me préparais à être aumônier et à offrir des services de pastorale à des personnes âgées. J'étudiais et je lisais, et voilà que je suis tombé malade. Je lisais toutes ces études de cas sur le choix d'opérer ou de donner des soins palliatifs, puis notre chef m'a fait l'honneur de me confier la responsabilité des soins palliatifs. Je me suis ensuite retrouvé à l'hôpital, une surprise, et j'ai vécu ce que c'est que d'être confronté à la fin de sa vie. J'ai fait toutes ces lectures et toute cette préparation, mais ce n'était peut-être pas pour offrir des services de pastorale aux autres; c'était peut-être pour me préparer à cette épreuve. Je tiens à remercier tout le monde.

Lorsqu'une personne reçoit le diagnostic d'un problème de santé grave, les médecins prennent l'aspect physique en charge. L'être humain est toutefois beaucoup plus qu'un corps. Il a aussi des aspects spirituels, émotionnels et psychosociaux, ce qui n'est pas pris en compte. Pendant que les médecins se penchaient sur mon état physique, le reste était laissé de côté. C'est un enjeu extrêmement important. Les médecins posent un diagnostic et cherchent des façons de soigner le patient. Ils doivent déterminer quel type de chirurgie ou de chimiothérapie sera approprié. Qu'en est-il de la personne? Qu'en est-il de la famille et de la détresse ressentie? Il faut encourager le système médical à fournir de l'aide pour tous les autres aspects de la personne.

Je me trouvais à l'hôpital général de Vancouver, qui est un établissement formidable doté d'excellents médecins et chirurgiens, mais rien n'a été offert pour combler ce besoin.

J'ai demandé des soins palliatifs. J'ai été hospitalisé pendant 15 jours. Parmi les milliers de médecins, il y en avait deux qui étaient spécialisés en soins palliatifs à cet hôpital. Je ne les ai jamais vus. Ils sont venus pendant que j'étais encore en réveil, tout endormi. Ce besoin n'a donc malheureusement pas été comblé.

J'ai constaté personnellement à quel point il est difficile d'avoir accès à des soins palliatifs. Selon les statistiques disponibles, nous savons que de 70 à 84 % des Canadiens n'y ont pas accès. C'est tragique. Le système canadien n'est pas conçu pour répondre à ce besoin. Nous tentons de soigner le corps, mais, parfois, il est préférable de renoncer à l'acte héroïque, de ne pas subir l'ablation d'un organe ou de ne pas avoir recours à la chimiothérapie. La recherche scientifique a démontré que les gens peuvent vivre plus longtemps et avoir une meilleure qualité de vie, dans certains cas, s'ils reçoivent des soins palliatifs. Pourtant, on ne m'a pas offert ces options. Pourquoi en est-il ainsi?

● (1520)

Le système ne fonctionne pas et il faut y remédier. Nous avons adopté le projet de loi C-277. La présente législature tire à sa fin, mais j'espère que le prochain gouvernement s'engagera à résoudre ce problème et à jouer un rôle structurant au Canada. Cela pourrait se faire au moyen d'une chaire universitaire consacrée à cette question. Les gens sombrent dans le désespoir, ils sont à fleur de peau, ils n'ont aucun soutien familial et ils n'ont pas accès aux soins palliatifs. Quelle solution leur reste-t-il? Si l'opération n'est pas une option, ils doivent songer à recourir à l'aide médicale à mourir. Je siégeais au comité législatif lorsque cette proposition a été débattue et adoptée. Nous n'avions pas le choix en raison de l'arrêt Carter.

À l'heure actuelle, au Canada, les besoins fondamentaux des patients ne sont pas comblés et, en désespoir de cause, ils se disent que la meilleure solution est de mettre fin à leur vie au moyen d'une piqûre. Selon eux, il s'agit de la mesure la plus humaine, mais nous ne pouvons pas les obliger à prendre une décision de la sorte. Nous devons leur fournir des soins palliatifs.

Ce fut un honneur incroyable de travailler à la Chambre. J'ai été élu député fédéral en 2004, et 15 années se sont rapidement écoulées depuis. Je suis très honoré d'avoir eu cette chance.

Personne n'est ici par hasard. J'en suis convaincu. J'ai une très grande confiance en Dieu. Si nous ne sommes pas ici par hasard, cela veut dire que des responsabilités ont été confiées à chacun d'entre nous.

On demandera beaucoup à qui l'on a beaucoup donné, et on exigera davantage de celui à qui l'on a beaucoup confié.

Il est donc de notre responsabilité de faire ce qui est juste, d'être honnêtes, d'être intègres en faisant du Canada un pays meilleur et de travailler ensemble quand il s'avère approprié de le faire.

Je n'ai pas toujours fait les choses correctement. J'ai une nature très espiègle, comme peuvent en témoigner les présidents des différents comités, et je tiens donc à m'excuser pour certains des problèmes que j'ai créés.

La Mort vient tous nous visiter un jour et certains, très tôt. Nous venons juste de dire au revoir à un ami très cher. Il a eu un anévrisme et il est parti. Dieu m'a donné un peu de temps. Peut-être que je serai là longtemps et peut-être pas. Nul ne le sait.

Voici le plus important: je vous encourage tous à vous aimer les uns les autres, à vous soutenir les uns les autres, parce que Dieu nous aime. Priez pour un autre que vous. Priez pour ce qui est vraiment important. Aidez-vous les uns les autres. Pensez à ce que Dieu attend de vous chaque jour. Faites ce qui est juste. Soyez honnêtes.

Dans les Galates, on peut lire ce qui suit:

Mais le fruit de l'Esprit est charité, joie, paix, longanimité, serviabilité, bonté, confiance dans les autres, douceur, maîtrise de soi: contre de telles choses, il n'y a pas de loi.

Tout cela est licite. Tout cela est bon.

La vie est précieuse. La vie est sacrée. La vie s'est chargée de me rappeler, très récemment, combien elle est inappréciable et précieuse, de son commencement jusqu'à sa fin.

Que Dieu vous bénisse. Je vous aime tous. J'ai hâte de servir les Canadiens, depuis mon bureau de circonscription probablement, jusqu'au mois d'octobre. Que Dieu soit loué.

• (1530)

**Le Président:** Je sais que le député de Langley—Aldergrove adore les questions et observations vigoureuses, mais je doute qu'il les trouvera aussi vigoureuses aujourd'hui qu'il le ferait peut-être à d'autres occasions. Cela dit, nous devons attendre pour voir.

Le député comprendra certainement que certains députés ont dû quitter l'enceinte pour se rendre à la cérémonie de commémoration de l'Holocauste, ce qu'il approuve, j'en suis convaincu. J'entends moi-même y assister cet après-midi, alors avant de passer aux questions et observations, j'aimerais simplement dire quelques mots.

J'ai eu le plaisir de siéger à vos côtés, Mark, au comité des ressources naturelles. Je vous ai trouvé extrêmement convivial. Oui, vous pouviez parfois être espiègle, mais on pourrait en dire autant de moi, voire de la plupart des députés. Nous nous sommes bien amusés à ce comité. J'ai vraiment aimé votre camaraderie et le fait que vous pouviez mettre de côté la partisanerie lorsque les caméras de télévision étaient fermées. Nous sommes devenus amis et cette amitié me tient vraiment à cœur.

Nous avons tous été choqués d'apprendre que vous luttiez contre le cancer en ce moment. Nos pensées et nos prières vous accompagnent. Nous regrettons de vous voir partir dans de telles circonstances. Nous souhaitons, à vous et à votre famille, nos meilleurs vœux pour les semaines, les mois et les années à venir. Vous partez d'ici, monsieur, avec notre amour et notre admiration.

Nous passons aux questions et observations. Le député d'Abbotsford a la parole.

• (1535)

**L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC):** Monsieur le Président, vous m'excuserez si j'ai de la difficulté à livrer mon discours. J'aurais une toute petite demande à vous faire, soit de me permettre de prononcer le nom du député afin que les Canadiens de partout au pays sachent

### *Travaux des subsides*

de qui on parle. Il ne s'agit pas simplement du député de Langley—Aldergrove. Je vous vois hocher de la tête. Merci.

Nous parlons de Mark Warawa, notre bon ami Mark, dont c'est aujourd'hui le 69<sup>e</sup> anniversaire. Je remercie mes collègues de lui avoir chanté *Joyeux anniversaire*. Je sais qu'il a beaucoup apprécié.

De tous les députés de la Chambre, c'est probablement Mark que je connais depuis le plus longtemps, parce que nous avons tous deux passé beaucoup de temps dans la magnifique ville d'Abbotsford. La première fois que j'ai rencontré Mark, il était le propriétaire du magasin d'aspirateurs Warawa au centre-ville d'Abbotsford, un magasin bien connu en raison du gorille mécanisé géant à l'extérieur. Le gorille faisait peur aux enfants qui passaient devant le magasin, mais il a permis à Mark de vendre tout plein d'aspirateurs.

Par la suite, lui et moi avons œuvré en politique provinciale. Nous avons travaillé fort pour qu'il se fasse élire à ce niveau. Fort heureusement, nous n'avons pas réussi et il siège aujourd'hui dans cette auguste Chambre. Il a été conseiller municipal et je l'ai suivi quelques années plus tard. Nous avons connu de magnifiques moments à servir notre collectivité en tant que camarades qui travaillaient vaillamment à rendre leur collectivité prospère et empathique. Je me souviens que nous étions trois au sein du conseil à avoir été surnommés « les trois cavaliers ». Nous n'avons jamais su si c'était en référence à l'Apocalypse, mais c'était notre surnom.

Puis, Mark a été élu à la Chambre des communes en 2004. Deux années plus tard, je l'ai suivi, ce qui fait que, depuis 14 ou 16 ans, nous avons la chance de servir notre collectivité ensemble et de décider des politiques du pays en assurant le maintien de sa prospérité, de sa gentillesse, de sa reconnaissance, de son amour et de son ouverture.

Je sais que Mark est profondément attaché à ce pays. Tout comme il est profondément attaché à sa famille. Mark est un homme de foi. Je le sais parce que nous sommes des frères d'armes. Il a profondément foi en Jésus-Christ, et nous avons pu vivre notre foi jusqu'ici, sur la Colline du Parlement. Mark, Chuck Strahl, Randy Kamp, le député de Battle River—Crowfoot et moi faisons en effet partie de ce que nous appelions les MP5. Nous chantions tous ensemble, surtout du gospel. Comme je n'ai pas de voix, je jouais du clavier, mais ces gars-là chantaient avec leur cœur. Nous avons connu notre heure de gloire le jour où nous avons pu nous produire au Centre national des arts. Nous étions à peine plus que des figurants, et nous faisons une simple apparition sur scène, mais nous étions très fiers tous les cinq.

Mark est notre ami à tous, mais il est d'abord et avant tout le meilleur ami de sa femme Diane, qui est ici aujourd'hui. Il prendra sa retraite sous peu, alors Diane l'aura pour lui toute seule à temps plein, et je sais qu'elle en sera ravie.

Je terminerai avec ces quelques mots personnels. Mark, nous savons que ta vie a été guidée par ta foi profonde et inébranlable en Jésus-Christ. Tu crois de tout ton cœur à la providence de Dieu. Tu es convaincu qu'Il sait ce qui est le mieux pour toi, même pendant cette période extrêmement sombre de ta vie. Nous prions tous pour que tu guérisses, Mark.

*Travaux des subsides*

● (1540)

Mark, je pense parler au nom de tous les députés de la Chambre lorsque je dis que tu nous manqueras cruellement. Tu laisses un héritage incroyable. Cet héritage inclut la gentillesse. Au fil des ans, tu as fait preuve de gentillesse avec les députés de l'opposition à la Chambre. Tu as compris le rôle que nous jouons ici en tant que représentants du peuple canadien. Tu l'as compris, probablement plus que la plupart d'entre nous.

Nos pensées et nos prières t'accompagneront dans ce défi. Nous prions pour ta guérison. Je sais que les pensées et les prières de tous les députés seront avec toi au cours des semaines et des mois à venir. Nous te souhaitons le meilleur, Mark, dans ce nouveau périple, ce nouveau chapitre de ta vie.

Je souhaite simplement dire que nous t'aimons tous. Que Dieu te bénisse.

**M. Mark Warawa:** Monsieur le Président, je tiens à remercier le député d'Abbotsford. J'ai vraiment apprécié travailler avec lui, tant à l'échelle municipale qu'à l'échelle fédérale. Lors de la dernière législature, je suis allé avec lui en mission commerciale et je m'inquiétais tant il travaillait fort. En tant que ministre du Commerce international, il a repoussé ses limites et accompli un travail incroyable pour le Canada. Je tiens à le remercier de tous ses efforts. Cela dit, je tiens aussi à l'encourager à prendre soin de lui.

Il arrive parfois que les députés négligent l'importance de prendre soin de leur corps. Parfois, nous n'accordons pas assez de temps à nos familles non plus. C'est une priorité. On ne s'en rend pas toujours compte jusqu'à ce qu'on se retrouve dans une chambre d'hôpital. Quand je me suis retrouvé à l'hôpital, je me suis soudainement rendu compte de ce qui est vraiment important dans la vie. J'encourage tous les députés à prendre le temps de s'occuper d'eux et à accorder du temps à leur famille parce que, quand on est mort, on est mort, et c'est terminé. Il faut donc s'assurer d'en faire une priorité dans notre vie.

Les commentaires et tous les compliments qu'on m'a faits ont été très gentils. Gloire à Dieu. Si on voit du bon en moi, j'espère que c'est Jésus que l'on voit.

**L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai des Kleenex avec moi au cas où j'en aurais besoin. Je vais reprendre ce que le député a dit dans son discours, soit que nous vivons un moment divin. Il est rare d'entendre en cette enceinte un discours aussi honnête, aussi direct et aussi franc. Sa candeur était tellement palpable que je me suis surpris à vérifier la définition de ce terme dans le dictionnaire pendant qu'il parlait. L'exemple qui accompagnait la définition allait comme suit: « Il s'est exprimé avec une candeur rare dans la vie politique. »

Certes, le discours du député était inhabituel dans notre vie politique à tous parce que nous ne nous exprimons pas avec candeur, comme nous devrions le faire. C'est la tension que vivent les gens de foi qui œuvrent à la Chambre. Les priorités et les croyances religieuses ne correspondent pas toujours aux besoins et aux désirs d'un politicien pratiquant. Je sais que le député a ressenti cette tension. Je sais que nombre d'entre nous la ressentons aussi. Je pense qu'il a su composer avec cette tension aussi bien que n'importe qui, car la candeur avec laquelle il a affirmé sa foi en Jésus-Christ ne se manifeste pas souvent à la Chambre. Un tel aveu serait même mal vu dans certains cercles.

Le député se joint de temps à autre à nous au déjeuner-prière. C'est probablement la seule heure de toute la semaine où nous ne sommes plus libéraux, conservateurs ou néo-démocrates, mais simplement des fidèles. À titre de fidèles, nous prions les uns pour les autres. Je

sais que dernièrement le député a fait l'objet de nos prières, mais il n'est pas le seul, d'ailleurs.

J'aimerais demander au député comment il a composé avec cette tension, mais j'aimerais aussi lui demander s'il s'est joint à ses collègues chanteurs pour chanter les paroles « Tu m'as appris à dire [...] mon âme est en paix »?

● (1545)

**M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD):** Monsieur le Président, j'ai l'insigne honneur de prendre la parole aujourd'hui pour saluer mon ami le député de Langley—Aldergrove, ainsi que sa femme, Diane.

Je tiens tout d'abord à souhaiter un joyeux anniversaire au député.

L'humour, la force et le courage dont il a fait preuve à la Chambre aujourd'hui peuvent sembler remarquables pour les personnes qui ne le connaissent pas. Toutefois, son attitude ne surprend pas ceux qui ont eu la chance de le côtoyer et elle ne fait que renforcer toute l'affection que je lui porte.

Je ne suis pas sûr d'avoir déjà autant aimé une personne avec qui je suis aussi rarement d'accord lors des débats sur les enjeux de l'heure. Nous nous sommes rencontrés pour la première fois à l'époque où il était secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et où j'étais le porte-parole en matière d'environnement du NPD, lorsque Stephen Harper était au pouvoir. Nous n'étions pas souvent d'accord, mais notre relation, fondée sur le respect et l'admiration mutuelle, reposait sur notre capacité d'exprimer notre désaccord sans être désagréables.

Nous faisons partie de la cohorte de 2004. Nous avons parcouru le Canada ensemble, faisant l'aller-retour entre la Colombie-Britannique et Ottawa. À quelques reprises pendant nos déplacements, nous nous sommes confiés l'un à l'autre au sujet des répercussions de notre absence sur notre famille. Au fil des ans, il m'a prodigué de précieux conseils à ce sujet.

Même si je ne suis pas certain qu'il s'en souvienne, je vais parler du jour où un habitant de ma circonscription, Mark Penninga, qui dirigeait à l'époque l'ARPA, l'Association for Reformed Political Action, m'a invité à assister à une réunion de cette même association sur la Colline. Elle avait lieu ici, dans l'édifice de l'Ouest. Cela faisait un moment que nous travaillions ici et nous connaissions l'édifice de l'Ouest tel qu'il était avant.

Je me rappelle que la salle de réunion se trouvait au bout d'un long couloir. Je suis tombé sur mon ami au tout début du couloir et, en chemin vers la réunion de l'ARPA, nous avons échangé des plaisanteries. L'ARPA est un groupe qui défend les valeurs chrétiennes. Il y avait beaucoup de salles de réunion le long du chemin, et j'avais l'impression que mon ami s'attendait à ce que je le quitte à un moment donné pour me rendre à une autre réunion. Je savais où il allait, et j'allais au même endroit. Il m'a dit: « Eh bien, passez une bonne soirée » et j'ai répondu: « Vous aussi. Entrons. » Le choc que j'ai vu sur le visage de certains de mes collègues de divers partis à la Chambre lorsque je suis entré dans cette salle pour cette réunion a été très plaisant, en fait. J'ai retiré beaucoup de plaisir de la discussion et du choc.



*Travaux des subsides*

Nous sommes d'avis contraires dans bien des débats et sur bien des questions, mais il a toujours abordé ces discussions avec une grande honnêteté et un profond respect. Je me suis inscrit en faux contre certains de ses points de vue, comme son opinion quant à l'apparence du député d'Abbotsford. Je m'inquiète à son sujet et à propos de son acuité visuelle. Je comprends que les émotions influencent parfois notre perception et je vais donc lui pardonner cette erreur de jugement flagrante concernant l'apparence de notre ami.

On a dit que la politique est, à son meilleur, une véritable vocation. Ceux qui entrent en politique par narcissisme, par ambition personnelle ou pour le pouvoir sont souvent de mauvais politiciens. Ceux d'entre nous qui cherchent à se faire élire par vocation ont de meilleures chances de bien servir ceux qu'ils cherchent à représenter.

Nous savons tous que, dans les cinq élections qu'il a remportées, le député a ravi son siège de justesse, avec l'appui de 53 % des électeurs, je crois, ce qui est extraordinaire. Il a bien représenté ses électeurs. Il l'a fait avec intégrité.

Pour le temps que nous avons passé auprès de Mark, nous avons une grande dette envers son épouse, Diane, ses cinq enfants et ses dix petits-enfants, dont il parle sans arrêt et dont il raconte l'existence dans les moindres détails.

J'espère que mon ami comprendra que la concision de mes propos est diamétralement opposée à la profondeur et à la grandeur de mon admiration pour lui.

Merci, Mark.

• (1550)

**Le vice-président:** Je remercie les députés de leurs interventions. C'est pour moi un véritable privilège d'être ici aujourd'hui et de servir en compagnie du député de Langley—Aldergrove.

**M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC):** Monsieur le Président, je suis heureux d'intervenir aujourd'hui. Je suis aussi ravi de voir le député de Langley—Aldergrove. Il a été un mentor pour tous ceux d'entre nous qui ont été élus en 2015. Sa passion, sa conviction, son intégrité, son honnêteté et, bien entendu, sa foi sont des sources d'inspiration pour nous tous. Je lui souhaite la meilleure des chances.

Monsieur le Président, sachez que je vais partager mon temps de parole avec le député de Beauport—Limoilou.

Je tiens à rappeler à la Chambre que nous débattons aujourd'hui d'une motion de l'opposition qui a été proposée par le député de Carleton. Après tous ces moments émouvants et ces discussions, je rappelle à la Chambre le libellé de la motion:

Que la Chambre demande au gouvernement de cesser de hausser le prix de l'essence en ouvrant la voie aux pipelines et en éliminant la taxe sur le carbone sur les carburants.

La question de la taxe sur le carbone prend une grande place à la Chambre depuis plusieurs années. D'entrée de jeu, je dirai, en tant que député conservateur représentant Barrie—Innisfil, que les résidents de ma circonscription veulent que le gouvernement canadien prenne des mesures pour lutter contre les changements climatiques et les gaz à effet de serre. Cependant, je peux dire catégoriquement que beaucoup de gens, la majorité des habitants de ma circonscription, estiment qu'une taxe sur le carbone n'est pas le bon moyen à employer pour atteindre les objectifs visés.

Les gens de ma circonscription aimeraient en outre que le Canada joue un rôle de premier plan sur la scène mondiale dans le dossier des changements climatiques. Sans vouloir minimiser le problème et les difficultés qu'il soulève, il est bien établi que les émissions du

Canada sont assez faibles. Or, s'il s'agit d'un problème mondial, il faut aussi que le leadership soit à l'échelle internationale. Un groupe de pays, quatre au total, émet presque 60 % des gaz à effets de serre de la planète et contribue aux changements climatiques. Il s'agit bel et bien d'un problème mondial et nous, les Canadiens, avons notre rôle à jouer pour ce qui est d'atténuer les conséquences des changements climatiques à l'échelle mondiale.

Pour ce qui est de la question de la taxe sur l'essence, de la taxe sur les combustibles et de la taxe sur le carbone, l'un des problèmes est que pour beaucoup de gens — et notamment pour les habitants de ma circonscription —, il ne s'agit pas d'un véritable plan environnemental. En réalité, le gouvernement libéral prévoit la mise en oeuvre d'un plan fiscal.

Au cours du débat d'aujourd'hui, il a souvent été question de la taxe sur le carbone mise en place par la Colombie-Britannique. Bien que l'objectif de créer une taxe sans incidence sur les recettes soit louable de la part de ce gouvernement provincial, tout porte à penser le contraire. Dans les faits, cette taxe génère énormément de revenus pour le gouvernement britannico-colombien. De nombreux députés se demandent si ce type de taxe pourrait être mise en place dans l'avenir.

La taxe sur le carbone s'élève cette année à 20 \$ la tonne. Néanmoins, d'après les propres documents du gouvernement, nous savons que les libéraux vont porter cette taxe à 50 \$ la tonne. En fait, certains parlent même de 300 \$ la tonne. Ne nous leurrons pas: le gouvernement a bel et bien l'intention de continuer à hausser la taxe sur le carbone et le prix par tonne, ce qui signifie que les Canadiens vont devoir payer plus cher pour l'essence.

En plus de devoir payer davantage à la pompe, les Canadiens devront aussi payer davantage pour chauffer leur maison. En fait, la taxe sur le carbone aura un effet domino sur l'économie, car les fabricants et les producteurs qui paient maintenant la taxe sur le carbone en refiletront la note aux consommateurs. Cette taxe fera grimper le prix de tout: l'épicerie, les vêtements et tous les produits de consommation.

Selon de récents sondages, 58 % des Canadiens ne peuvent pas honorer leurs obligations; ils sont à 200 \$ de l'insolvabilité à la fin de chaque mois. De surcroît, 24 % des Canadiens ne peuvent pas s'acquitter de leurs obligations mensuelles.

• (1555)

Il est malhonnête de laisser entendre que l'imposition d'une taxe sur le carbone améliorera la situation de ces gens quand cette taxe aura un effet domino qui fera augmenter le coût des nécessités de la vie, qu'ils ont déjà du mal à payer.

Le gouvernement a, bien sûr, parlé d'un remboursement de la taxe sur le carbone. Je peux donner un exemple très concret à cet égard. Mes parents âgés, qui ont rempli leur déclaration de revenus récemment, ont reçu un remboursement de 260 \$, mais que feront-ils avec cet argent? Ils ne changeront pas leurs habitudes. Ils ne chaufferont pas moins leur maison. Ils n'abandonneront pas leurs obligations parce que, étant donné qu'ils vivent à Barrie, ils doivent se déplacer. Ce remboursement de 260 \$ sera englouti très rapidement. En réalité, mes parents devront payer bien plus d'argent pour assurer leur survie.

*Travaux des subsides*

Voici un élément intéressant au sujet de la taxe sur le carbone: le gouvernement a mis en oeuvre le remboursement au cours d'une année électorale. Dans le cas de mes parents, le remboursement représente 260 \$. Si l'objectif déclaré d'une taxe sur le carbone est — comme l'a dit le premier ministre et comme nous avons entendu des députés libéraux l'affirmer aujourd'hui — de faire changer les habitudes des Canadiens pour qu'ils utilisent moins de carbone dans leurs activités quotidiennes, comment cela représente-t-il un incitatif? Voilà ce que je n'arrive pas à comprendre, et je sais que bon nombre de Canadiens d'un bout à l'autre du pays s'interrogent sur cette politique du gouvernement. Comment le fait de rembourser de l'argent aux gens les incitera-t-il à changer leurs habitudes?

J'en ai parlé avec mes parents, et ils ne vont rien faire différemment. Ils doivent encore conduire leur voiture. Ils doivent encore se rendre à leurs rendez-vous chez le médecin. Les gens qui habitent loin du centre-ville — et je parle souvent du secteur correspondant à l'indicatif 905, en particulier — ne vont pas changer leurs habitudes. Ils devront encore conduire pour se rendre au travail. Dans certains cas, si les gens habitent à Oakville et travaillent à Mississauga, ils doivent se rendre au travail en voiture. S'ils habitent à Barrie ou à Innisfill et travaillent à Mississauga ou à Markham, il n'existe actuellement pas de système de transport en commun qui leur permettrait de changer leurs habitudes. Laisser entendre que cela va faire changer les habitudes des gens est imprudent, voire mensonger.

Comme je l'ai dit plus tôt, c'est un problème mondial qui commande des solutions mondiales. Il faut montrer l'exemple au monde. Je crois que le Canada peut y contribuer. J'étais récemment à Taïwan, où il y a eu un référendum. On cherche des solutions de rechange aux centrales au charbon. Taïwan veut délaisser l'énergie nucléaire, en raison de sa situation géographique. Au Canada, l'entreprise Northland Power a obtenu un contrat de 8 milliards de dollars pour fournir des éoliennes marines.

Le Canada peut apporter sa contribution en tirant profit de sa technologie, de son ingéniosité et de son innovation à l'échelle mondiale. Cependant, nous devons aussi construire des oléoducs. C'est la question au coeur du débat d'aujourd'hui. Comme je l'ai dit en public et à mes collègues, pendant la mise en oeuvre du projet d'oléoduc Trans Mountain, étant donné ce qui s'est produit en Ontario, où des projets de centrale au gaz ont été annulés et 2 milliards de dollars ont été gaspillés, je crains que le gouvernement libéral ait décidé d'acheter l'oléoduc Trans Mountain pour exercer un contrôle sur le projet et finalement y mettre fin.

Je dis cela parce que, comme je l'ai dit publiquement auparavant, le gouvernement libéral fédéral emploie la même stratégie que l'ancien gouvernement libéral de l'Ontario. Nous avons été témoins du scandale des centrales au gaz, et je crains de voir la même chose se produire à l'égard de l'oléoduc Trans Mountain.

J'ai hâte que le chef de notre parti présente aux Canadiens son plan environnemental, qui sera dévoilé bien avant les prochaines élections. Ce que je souhaite par-dessus tout, c'est que le Canada contribue non seulement à trouver des solutions à l'échelle nationale — et beaucoup d'efforts seront déployés en ce sens —, mais aussi à montrer l'exemple au monde, en particulier aux grands émetteurs.

• (1600)

Le premier ministre a lui-même dit que même si le Canada au grand complet interrompait demain toutes ses activités, cela n'aurait aucun effet sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il

donne ainsi l'occasion aux conservateurs de faire valoir cet argument aux prochaines élections, et c'est ce qu'ils feront.

**M. Mike Bossio (Hastings—Lennox and Addington, Lib.):** Monsieur le Président, le député dit que la tarification de la pollution ne permettra pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il y a pourtant un bel exemple ici-même, au Canada: l'économie et la population de la Colombie-Britannique figurent parmi celles qui croissent le plus rapidement au Canada. Or, depuis que cette province a tarifé la pollution, en 2008, elle a considérablement réduit ses émissions de gaz à effet de serre.

Le député demande si nous pouvons nous permettre de tarifier la pollution. Je ne sais pas s'il a lu le rapport du directeur parlementaire du budget. Dans ce rapport, le directeur parlementaire du budget, que l'ancien gouvernement Harper a nommé, dit clairement que la plupart des Canadiens bénéficieront des remboursements qui seront faits aux gens vivant dans les provinces d'où proviendront les recettes. Le député est-il au courant de ce remboursement et sait-il que, selon le rapport du directeur parlementaire du budget, ce sont les gens les plus vulnérables de la société qui en bénéficieront?

**M. John Brassard:** Monsieur le Président, je pense que certains faits divergent en ce qui a trait à la Colombie-Britannique. En fait, nous savons maintenant, comme je l'ai fait savoir dans mon discours, que le gouvernement de la Colombie-Britannique utilise tous les revenus à ses propres fins; sa taxe sur le carbone n'est pas sans incidence sur les recettes. Il semblerait également que les émissions ont commencé à augmenter en Colombie-Britannique. De plus, comme le député de Louis-Saint-Laurent l'a dit à plusieurs reprises à la Chambre, c'est aussi le cas au Québec; les émissions grimpent, quoique légèrement.

Par conséquent, j'aimerais poser une question rhétorique très simple au député. Nous savons que, dans d'autres régions du Canada, cela coûtera beaucoup plus cher que ce que les gens vont recevoir. J'ai utilisé l'exemple anecdotique de mes parents comme preuve; ils reçoivent 260 \$ en retour. C'est le problème des gens qui vivent à l'extérieur des grandes régions urbaines, comme c'est le cas du député qui a posé la question. Ils seront touchés de façon disproportionnée parce qu'ils n'ont pas accès au transport en commun. Ils doivent conduire, et cela va leur coûter plus cher. Ils continueront à chauffer leurs maisons et à acheter ce qu'il faut pour vivre. Voilà quel est le problème avec le calcul que font les députés d'en face.

**M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC):** Monsieur le Président, je reviens sur l'échange des dernières minutes concernant la Colombie-Britannique et les émissions de gaz à effet de serre. La situation de la Colombie-Britannique est unique en raison de la capacité de cette province à générer de l'hydroélectricité. Des investissements incroyables ont été effectués par BC Hydro pour améliorer la production d'hydroélectricité aux centrales hydroélectriques là-bas. Le barrage de Revelstoke en est un exemple. On a amélioré les systèmes d'approvisionnement et les turbines dans de multiples situations. Voilà où nous pouvons réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ce n'est pas au moyen d'une taxe sur le carbone. Les Britanno-Colombiens ont toujours besoin d'emprunter leur véhicule pour se rendre au travail, quoique, dans certaines régions, quelques-uns aient accès au transport en commun.

Selon le député de Barrie—Innisfil, ne serait-il pas beaucoup plus logique d'acheminer le carburant vers les marchés, de maintenir les prix bas de sorte que nous puissions soutenir la concurrence et de favoriser les incitatifs de réduction des émissions au moyen de la production d'hydroélectricité, et ainsi de suite?

*Travaux des subsides*

•(1605)

**M. John Brassard:** Monsieur le Président, il ne fait aucun doute, de notre côté, que le fait d'acheminer notre produit vers les raffineries et les marchés contribuera à réduire le prix du carburant.

Le député soulève aussi un point intéressant, le fait que l'ingéniosité, la technologie et le sens de l'innovation des Canadiens sont de calibre mondial et en avance sur le monde entier. J'en donne pour exemple la technologie de captage du carbone. Voilà le genre de choses que nous pouvons faire.

Les entreprises canadiennes en font déjà beaucoup. Les familles canadiennes en font beaucoup. Tous reconnaissent leur obligation de laisser la planète, le monde, en meilleur état pour nos enfants. Toutefois, nous, comme Canadiens, avons également une obligation. Nous comprenons que c'est là un problème mondial et nous nous culpabilisons parfois de ne pas en faire assez, alors que nous en faisons beaucoup. Dorénavant, le défi pour nous, Canadiens, sera de veiller, au moyen de notre technologie, de nos interventions et des accords bilatéraux et multilatéraux que nous concluons avec d'autres pays, à ce qu'ils fassent leur part. Nous avons un rôle à jouer sur la scène mondiale, et le Canada et les conservateurs du Canada y veilleront.

\* \* \*

**RECOURS AU RÈGLEMENT**

## LES QUESTIONS ORALES

**M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Monsieur le Président, j'ai pensé que ce n'était pas le bon moment d'intervenir plus tôt, alors je prends la parole au sujet d'un recours au Règlement découlant de la période des questions.

Plusieurs députés ont dit que l'attribution du droit de parole aux députés dépend d'une sorte de formule. Comme vous le savez, monsieur le Président, pour se voir attribuer le droit de parole à la Chambre des communes, il faut capter l'attention du Président. Cela ne dépend pas de listes ni de formules, selon le Règlement. C'est un point qu'il est important de consigner.

Si la présidence pouvait clarifier la question pour les députés qui ont mal décrit ce processus durant la période des questions, je pense que cela vaudrait la peine de le faire.

**Le vice-président:** Je remercie le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan de ses observations supplémentaires sur un point qui a été soulevé plus tôt. Il n'a pas tort d'affirmer que les députés obtiennent la parole en attirant l'attention de la présidence. Les députés savent également que, même si ce n'est pas une règle officielle, la pratique veut généralement qu'il y ait une liste utilisée par la présidence. L'approche respecte aussi les souhaits des partis et les voix habituelles à la Chambre.

D'une certaine façon, les deux affirmations sont correctes. La présidence est assurément prête à accorder la parole aux députés lorsqu'ils font en sorte de respecter ces pratiques.

Je remercie le député de ses observations supplémentaires sur le sujet.

\* \* \*

[Français]

**TRAVAUX DES SUBSIDES**

## MOTION DE L'OPPOSITION — LES RESSOURCES NATURELLES

La Chambre reprend l'étude de la motion.

**M. Alupa Clarke (Beauport—Limoilou, PCC):** Monsieur le Président, comme toujours, je suis très honoré de prendre la parole à la Chambre. J'aimerais dire bonjour à tous les citoyens et citoyennes de Beauport—Limoilou qui nous écoutent en grand nombre actuellement. Je les ai rencontrés la fin de semaine dernière, que ce soit au Grand bazar du Vieux-Limoilou, au Patro Roc-Amadour ou au 52<sup>e</sup> Salon de Mai, qui a eu lieu aux Promenades Beauport. Félicitations aux organisateurs!

J'aimerais également souligner le fait que nous ressentons tous une grande tristesse à l'égard de notre collègue de Langley—Aldergrove, qui combat un cancer très important. Il vient de faire un discours percutant qui nous a rappelé à quel point la vie est fragile. J'ai moi-même contacté ma femme et mes enfants pour leur dire que je les aimais. La mort nous guette tous, un jour ou l'autre. Notre collègue a prononcé un discours très poignant à cet égard. Je le remercie pour toutes ses années de service envers le Canada et la Chambre des communes, et pour toutes les années futures au cours desquelles il pourra s'investir dans sa communauté.

Avant de parler de la motion actuelle, qui a été mise en avant par le Parti conservateur, j'aimerais rapidement revenir sur les propos de Mike Pompeo, le secrétaire d'État américain. Hier, lors d'une réunion du Conseil de l'Arctique en Finlande, il a osé dire que la revendication de la souveraineté canadienne sur le passage du Nord-Ouest était illégitime. Il nous a même comparés à la Russie et à la Chine, en faisant référence à leurs comportements et aux annexions de territoires, comme on a vu la Russie le faire en Ukraine. Personnellement, j'ai trouvé cela honteux.

J'aimerais rappeler à l'administration américaine que nous sommes leurs alliés depuis très longtemps. Une entente a été établie entre le président Reagan et le premier ministre Mulroney. Une convention avait été signée et elle stipulait que le passage du Nord-Ouest était bel et bien sous la souveraineté canadienne. Au XIX<sup>e</sup> siècle, on a fait plusieurs expéditions et explorations soutenues par la Couronne britannique, ce qui fait que la souveraineté canadienne dans le passage du Nord-Ouest et dans l'archipel Arctique est tout à fait légitime.

Nous discutons aujourd'hui de l'importance de l'industrie pétrolière et de l'importance des changements climatiques. Ce sont deux enjeux qui vont de pair. Ce sont deux choses qui sont structurantes aujourd'hui et qui vont demeurer comme telles. Bien entendu, je crois que l'environnement est extrêmement important, et ce l'est aussi pour tous les conservateurs et pour tous les citoyens du Canada. Je me rappelle avoir participé, dès mon jeune âge, à des ramassages de bouteilles et de cannettes de toutes sortes aux abords des routes et des autoroutes. Je faisais souvent cela avec mon père; il est un exemple pour moi à cet égard. Tout au long de ma vie, j'ai toujours voulu faire partie d'organisations communautaires où les gens ramassent les déchets.

Je suis également très fier du bilan de la majorité des gouvernements canadiens en matière d'environnement. Ils ont toujours voulu répondre aux attentes des Canadiens pour qui l'environnement est important. Les libéraux tentent, la plupart du temps, de dépeindre les conservateurs comme étant un groupe anti-environnement. Je peux assurer à mes collègues que je n'ai jamais perçu cela en côtoyant mes collègues du Parti conservateur. Bien au contraire, sous M. Harper, on a pris des mesures très intéressantes qui nous ont permis de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre au Canada de 2,2 % entre 2006 et 2015. J'en reparlerai plus tard.

*Travaux des subsides*

En fait, il y a deux approches proposées dans le débat actuel sur les changements climatiques. C'est vrai pour plusieurs pays occidentaux. Je parle des pays occidentaux parce que ce sont ces pays qui sont concernés, vu que notre ère industrielle est bien installée depuis deux siècles. Il y a des industries qui polluent de manière assez substantielle depuis longtemps. Nous sommes arrivés à un moment de notre histoire où nous avons pris acte du fait que l'humain, en raison de son apport de gaz à effet de serre dans le monde, a un rôle très important dans les changements climatiques.

Oui, il faut agir, mais il y a deux approches. Une de ces approches provient du Parti libéral. Elle vise à taxer davantage les Canadiens. En fait, les libéraux tentent de mettre sur les épaules des Canadiens le poids d'en arriver à une baisse des émissions de gaz à effet de serre au Canada. L'approche que privilégient les conservateurs n'est pas de créer une nouvelle taxe ou de taxer davantage l'essence que les Canadiens mettent à la pompe tous les jours pour aller au travail en voiture.

● (1610)

Notre approche vise plutôt à aider les Canadiens dans leur vie de tous les jours et à aider les provinces à mettre en oeuvre leurs plans environnementaux respectifs.

À titre d'exemple, j'aime toujours rappeler aux Canadiens et aux Canadiennes qui nous écoutent et à tous les écologistes qu'en 2007-2008, nous avons mis en place l'ÉcoFiducie. Ce programme d'environ 1,3 milliard de dollars visait à envoyer des enveloppes budgétaires à toutes les provinces pour qu'elles puissent répondre, chacune à leur façon, aux grandes préoccupations liées aux changements climatiques et diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre. Voilà un bel exemple qui démontre que nous voulons aider les gens.

À l'époque, le premier ministre du Québec était M. Charest. Nous avons octroyé une enveloppe budgétaire de 300 millions de dollars au Québec pour l'aider à mettre en oeuvre son plan de diminution des GES. Il y avait eu une conférence de presse conjointe avec M. Harper et M. Charest, et même M. Guilbeault, de Greenpeace, avait dit que l'ÉcoFiducie était un programme substantiel et important.

Nous avons fait la même chose pour l'Ontario, la Colombie-Britannique et toutes les provinces qui voulaient souscrire à l'ÉcoFiducie. Il est fort probable que ce programme ait permis au gouvernement de l'Ontario de mettre en place son propre programme. Il a d'ailleurs eu la possibilité de fermer des centrales électriques au charbon.

Grâce à tout cela, sous le gouvernement de M. Harper, les GES ont diminué de 2,2 % au Canada. Il faut le répéter, puisque c'est l'approche que nous adopterons avec notre chef, le député de Regina—Qu'Appelle. Dans quelques semaines, nous allons annoncer notre plan environnemental, qui est très attendu par tous les Canadiens et, surtout, par le gouvernement libéral. Notre plan sera très sérieux. Il comprendra des cibles environnementales visant à ce que le Canada et les Canadiens excellent en matière de lutte contre les changements climatiques. Surtout, nous allons maintenir notre approche saine qui consiste à aider les provinces plutôt qu'à commencer des bagarres constitutionnelles avec celles-ci en imposant aux Canadiens des taxes, ce qui va à l'encontre du partage des champs de compétence, puisque les questions environnementales relèvent des provinces.

J'aimerais prendre l'exemple du Québec, comme mon collègue de Louis-Saint-Laurent l'a fait ce matin. J'ai entre les mains un rapport qui s'intitule « Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2016 et leur évolution depuis 1990 ». Celui-ci a été déposé

par le nouveau gouvernement de la CAQ en novembre dernier, et il est fort intéressant. En 2016, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté au Québec. Pourtant, la bourse du carbone a été instaurée en 2013 au Québec. C'est paradoxal. Malgré la mise en place d'une taxe sur l'essence pour réduire la consommation d'essence et les émissions de gaz à effet de serre, celles-ci ont augmenté.

Le même rapport indique aussi qu'entre 1990 et 2015, les émissions de gaz à effet de serre au Québec ont diminué, alors qu'il n'y avait pas de bourse du carbone totalement en vigueur. Dans la conclusion, on nous explique pourquoi:

La diminution des émissions de GES de 1990 à 2016 est principalement attribuable au secteur industriel. La baisse observée dans ce secteur provient de l'amélioration technique de certains procédés, de l'amélioration de l'efficacité énergétique et de la substitution de certains combustibles.

C'est exactement ce vers quoi nous, les conservateurs, voulons tendre. Au lieu d'imposer une nouvelle taxe aux Canadiens, nous voulons maintenir une approche fédérale décentralisatrice. Nous voulons octroyer de l'aide aux provinces, que ce soit pour aller vers des énergies plus vertes, pour stimuler une croissance économique plus verte, pour stimuler la désindustrialisation de certains secteurs, pour créer de nouvelles technologies ou pour faire croître l'innovation dans l'économie canadienne. Voilà l'objectif d'une approche conservatrice en environnement.

● (1615)

L'objectif d'une approche conservatrice en environnement n'est pas de taper sur les provinces et d'imposer de nouvelles taxes aux Canadiens. Comme on l'a vu dans le cas du Québec, cela n'a pas eu l'effet escompté. Notre objectif est d'apporter de l'aide, tout en faisant en sorte que notre industrie pétrolière puisse croître de manière saine. C'est ce que fait la Norvège, d'ailleurs. Si j'avais eu 10 minutes de plus, j'aurais pu parler davantage de ce merveilleux pays, qui, tout en augmentant sa production et son exportation de pétrole, est l'une des sociétés les plus équitables et les plus vertes au monde.

**Mme Brenda Shanahan (Châteauguay—Lacolle, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de l'opposition de son discours très intéressant.

Je suis très contente d'entendre que le Parti conservateur reconnaît de manière générale que le problème des changements climatiques existe, qu'il est très important et qu'on devrait trouver une façon d'y remédier. Je pense que le débat porte sur la meilleure approche à adopter.

Je suis d'accord qu'il existe diverses approches, et je suis loin d'être une experte de cette problématique. Le Québec, la Colombie-Britannique et d'autres endroits, comme l'État de la Californie, ont adopté une bourse du carbone depuis plusieurs années. Cela montre que cette approche est très liée au marché. On peut penser qu'elle est plus complémentaire à l'idéologie conservatrice, ce qui est correct. Cela dit, il y a aussi une autre approche, celle qui consiste à mettre un prix sur la pollution. Peu importe, il faut trouver un moyen de faire cela. Les gens de chez nous veulent qu'on trouve une solution.

Je demande à mon collègue de me dire quelle est, selon lui, la meilleure solution pour combattre les changements climatiques.

● (1620)

**M. Alupa Clarke:** Monsieur le Président, je remercie de sa question ma collègue de Châteauguay—Lacolle, avec qui j'ai siégé au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires. J'ai beaucoup de respect pour elle.

*Travaux des subsides*

Effectivement, la bourse du carbone est une approche du marché. Par contre, on a vu que, au Québec, cela n'a pas donné le résultat escompté, justement. Le programme Éco-Fiducie Canada, créé sous M. Harper, avait pour objectif de permettre aux provinces d'avoir des enveloppes budgétaires et de mettre en avant elles-mêmes leurs propres plans pour répondre aux changements climatiques. On a alors remarqué au Canada une baisse réelle et historique des GES de 2,2 %.

Ce que je trouve dommage, c'est que, actuellement, la taxe sur le carbone est de 20 \$ la tonne. Elle va atteindre 50 \$ la tonne d'ici 2022. On peut penser que les libéraux voudront fort probablement l'augmenter encore une fois s'ils gardent le pouvoir dans quelques mois.

Ce qui est encore plus malheureux, c'est que les grands émetteurs, les grandes industries de ciment, de béton et de charbon au Canada ne seront pas touchées par cette taxe. Elles ne paieront que 8 % des revenus totaux découlant de la taxe sur le carbone, alors que les familles et les petites entreprises devront payer 92 % de l'augmentation relative à cette taxe.

On disait que cela ne s'appliquerait pas au Québec parce qu'il a déjà une taxe sur le carbone. Or on a vu, au cours des dernières semaines, que les prix de l'essence ont augmenté dans tout le Canada, incluant le Québec et la Colombie-Britannique, qui ont déjà des bourses sur le carbone.

**M. François Choquette (Drummond, NPD):** Monsieur le Président, j'ai écouté avec attention le discours de mon honorable collègue, avec qui j'ai l'honneur de siéger au Comité permanent des langues officielles.

La seule chose que je déplore, c'est qu'il n'a pas assez lu les rapports de la commissaire à l'environnement. Elle a mentionné, au cours des dernières années, que, durant les 10 années où les conservateurs de Stephen Harper étaient au pouvoir, si les émissions de gaz à effet de serre ont diminué, c'est seulement grâce aux efforts des provinces et à cause de la récession économique. Ce n'est pas du tout grâce à ce que le gouvernement fédéral a fait. Au contraire, le gouvernement fédéral n'a rien fait de ce qu'il devait faire. Entre autres, les scientifiques de partout au monde ont dit que, pour lutter contre les changements climatiques, il fallait mettre un prix sur le carbone, qu'il fallait mettre sur pied une tarification du carbone.

Dans son discours, le député n'a pas non plus parlé d'une chose très importante. Dans la motion, on retrouve le mot « pipeline » partout. Au fond, les conservateurs veulent plus de pipelines, et ils essaient de nous faire croire que c'est un plan de lutte contre les changements climatiques. Ils veulent notamment ramener le projet Énergie Est au Québec.

De quelle façon le pipeline d'Énergie Est va-t-il soutenir la lutte contre les changements climatiques? On dirait plutôt un pompier pyromane.

**M. Alupa Clarke:** Monsieur le Président, ce que mon collègue a dit au sujet d'Énergie Est est totalement faux. Énergie Est est mort et n'existera plus jamais. Par contre, il a dit que la commissaire à l'environnement avait suggéré que les résultats étaient attribuables aux efforts des provinces. Or c'est justement cela, l'approche des conservateurs. Nous estimons que les provinces sont les mieux placées pour baliser leur secteur industriel et faire les changements adéquats en ce qui concerne leur population, leurs industries et le secteur environnemental.

C'est exactement ce que nous avons fait. Au moyen du programme ÉcoFiducie, nous avons alloué des enveloppes aux provinces leur permettant de financer, à certains taux, leurs

programmes de lutte contre les changements climatiques. Mon collègue a donc raison lorsqu'il dit que ce sont les provinces qui ont fait des efforts, mais il faut aussi reconnaître la belle collaboration du fédéral, qui a agi comme l'auraient voulu les pères fondateurs de 1867.

• (1625)

[Traduction]

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, plus tôt cet après-midi, un député a parlé de l'importance des solutions et du leadership à l'échelle mondiale. À cet égard, j'aimerais citer deux exemples très précis que pourront comprendre un grand nombre de résidents de ma circonscription et, j'oserais dire, l'ensemble des Canadiens.

Quand je pense aux solutions et au leadership à l'échelle mondiale, ainsi qu'à ce qui se passe partout sur la planète, deux exemples me viennent spontanément à l'esprit. Les députés se souviennent sûrement des déchets canadiens qui avaient été envoyés aux Philippines. Cela s'est passé il y a un certain nombre d'années, alors que Stephen Harper était premier ministre. À cette époque, on s'est demandé si le problème pouvait être réglé. Les déchets resteraient aux Philippines, où les autorités tenteraient de trouver une solution.

La question a fait l'objet d'un processus judiciaire très éprouvant. Il a fallu des années pour régler le problème. Le président Duterte des Philippines a fait une proclamation, qui, selon moi, était très appropriée, compte tenu de l'importance de l'environnement. Dans une déclaration fort percutante, il a dit que les déchets en provenance du Canada devaient retourner au Canada. Quand le président a décidé de s'en mêler, il a attiré l'attention sur cette question. Le gouvernement a répondu à cet appel à l'action. Nous pensons que les 69 conteneurs de déchets devraient être ramenés au Canada et nous allons prendre les mesures nécessaires à cette fin.

Quand on parle de solutions et de leadership à l'échelle mondiale, il faut reconnaître le rôle important que doit jouer le Canada, ainsi que la façon dont il est perçu dans le monde entier. Or, le Canada n'a pas été perçu très positivement lorsque des déchets canadiens se sont retrouvés à un endroit où ils n'auraient pas dû être. Je suis heureux de constater que le gouvernement travaille sur ce dossier et que les 69 conteneurs reviendront au Canada.

Quand on parle de leadership, il faut aussi porter attention à ce qui se dit dans le monde. La conférence de Paris en donne un bon exemple. Quand les libéraux ont été élus, en 2015, le premier ministre, la ministre de l'Environnement et des représentants des gouvernements provinciaux ont participé à la conférence de Paris sur les changements climatiques. L'une des principales recommandations formulées alors concernait la mise en place d'une tarification de la pollution. C'est un geste tangible et concret, qui fera une différence dans le monde, un geste dont un nombre croissant de pays reconnaissent la valeur.

Le Canada et le premier ministre actuel n'ont pas tardé à donner suite aux idées provenant de la conférence et à celles qui avaient déjà été discutées pendant la campagne électorale. Nous savons à quel point ces gestes sont importants, car les Canadiens nous rappellent chaque jour qu'ils veulent voir le gouvernement agir pour protéger l'environnement.

*Travaux des subsides*

Nous avons collaboré avec les provinces, et nous sommes arrivés à une formule. Nous sommes arrivés à ce qui était, selon nous, un bon programme national, qui éviterait que seulement la moitié des provinces instaure une tarification de la pollution, puisqu'une telle tarification serait obligatoire pour toutes les provinces et tous les territoires du pays. Nous avons même accordé aux provinces qui n'avaient pas déjà un programme en place le temps de faire le nécessaire, convaincus qu'au bout du compte, ces gouvernements locaux seraient résolus, comme le gouvernement national, à répondre aux désirs et aux attentes des citoyens.

●(1630)

Il ne fait aucun doute que les Canadiens de partout dans ce magnifique pays appuient l'intervention du gouvernement. Selon moi, les Canadiens acceptent les mesures prises par le gouvernement — et pas seulement la tarification de la pollution, quoique je vais me concentrer là-dessus pour l'instant.

Il est intéressant de voir à quel point la partisanerie et la désinformation se sont intensifiées dans la collectivité. En fait, la tarification de la pollution se traduira par un avantage financier pour les habitants de Winnipeg-Nord, que je représente. Lorsque les conservateurs répandent de fausses informations sur le sujet, j'invite les Canadiens à se fier au directeur parlementaire du budget, qui est réellement indépendant. Son bureau est tout à fait non partisan et est respecté au Canada et à l'étranger pour son traitement des questions qui lui sont confiées et le fait qu'il est perçu comme véritablement indépendant.

Ce bureau a clairement indiqué que l'Incitatif à agir pour le climat sera profitable pour 80 % des Canadiens. Je soutiens que la grande majorité des habitants de Winnipeg-Nord y gagneront sur le plan financier. Il est nécessaire d'instaurer dès maintenant la tarification de la pollution.

Certaines provinces l'ont fait, d'autres pas. Certaines ont établi un prix plus élevé que les autres, ainsi de suite. Du point de vue national, nous estimons que les dix provinces et les trois territoires doivent faire leur part dans ce dossier de première importance. Les provinces qui choisissent de s'abstenir doivent aussi savoir qu'elles seront assujetties au programme national.

Certains députés affirment qu'il s'agit d'un moyen détourné de garnir les coffres de l'État, mais il n'y a rien de plus faux. Les sommes recueillies seront remises aux provinces visées par le programme national, et 80 % des électeurs de ma circonscription gagneront au change. Cet argent retournera directement dans leurs poches. Les principaux utilisateurs, ceux qui polluent le plus, devront quant à eux délier les cordons de la bourse.

Le gouvernement du Canada ne fera pas d'argent avec cette initiative. Nous nous substituons simplement aux provinces qui n'ont pas mis de prix sur la pollution en faisant le nécessaire pour que celle-ci soit tarifée à la grandeur du pays. Les conservateurs n'arrêtent pas de citer le prix de l'essence en Colombie-Britannique. Le programme national créé par Ottawa ne s'applique pas à la Colombie-Britannique, mais elle est la cible de 85 % des critiques dirigées contre le gouvernement fédéral. Quand on essaie d'en savoir plus, les députés répondent qu'il faut d'abord se débarrasser du gouvernement libéral, après quoi ce sera le tour des autres gouvernements progressistes du pays. Ont-ils l'intention de pénaliser les provinces qui font de leur mieux pour protéger l'environnement?

L'ancien Parti progressiste-conservateur de Brian Mulroney et certains députés du gouvernement de Stephen Harper souhaitaient qu'on mette un prix sur la pollution, mais force est de constater qu'aujourd'hui, le caucus conservateur national est sous l'influence

de Doug Ford. Les Canadiens devraient s'inquiéter de voir que Doug Ford a plus d'emprise sur le caucus conservateur ici, à Ottawa, que son chef officiel.

●(1635)

Les Canadiens devraient s'en inquiéter. Regardons ce qui se passe en Ontario; on régresse sur le plan de l'environnement. La question est mise en veilleuse.

Les conservateurs disent depuis plus d'un an qu'ils ont un plan et qu'ils vont le faire connaître aux Canadiens en temps et lieu. Plus d'un an. La question est importante aux yeux des Canadiens, mais il s'est écoulé des jours, des semaines et des mois. Rien. Le Parti conservateur continue de ne pas se soucier de cette importante question. Les conservateurs préfèrent s'arrêter sur un élément de notre plan et le critiquer. Ils répandent de fausses informations sur cette mesure, dans des courriels, des entrevues ou à la Chambre. Ils désinforment les Canadiens sans le moindre scrupule.

La tarification de la pollution est une politique sociale judicieuse acceptée dans la plupart des provinces et des territoires, puisqu'ils ont leur propre tarification. Cette mesure est acceptée dans d'autres pays du monde et d'autres encore — certains États américains même — l'envisagent. Doug Ford et le Parti conservateur semblent déterminés à désinformer la population, ce qui ne rend service à personne à mon avis.

Comme je l'ai dit, la tarification de la pollution est un élément. C'est une des mesures que nous avons adoptées. Le gouvernement a aussi été critiqué pour l'affaire Loblaw's.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, je vois qu'il y a au moins un député conservateur qui applaudit les critiques dont le gouvernement a fait l'objet.

Cependant, les députés doivent savoir que le fonds intitulé Défi pour une économie à faibles émissions de carbone, qui était doté d'un budget de 450 millions de dollars, a été créé par le gouvernement actuel. Il finance des mesures prises par les provinces, les territoires, les municipalités, les collectivités autochtones, les entreprises et les organismes à but non lucratif du pays tout entier. C'est en effet tout un défi de trouver des idées qui changeront les choses dans l'environnement.

Il y a eu 54 projets retenus, mais les députés de l'opposition n'en ont signalé qu'un seul, celui de Loblaw's, dans lequel le gouvernement du Canada contribue à hauteur de 25 % à un projet d'une valeur totale de 48 millions de dollars. Ce projet aura d'immenses retombées sur l'industrie de la réfrigération au Canada, sur les manufacturiers et sur les employés du secteur des technologies de l'information à Mississauga, où des emplois vont être créés. Toutefois, il faut surtout signaler les conséquences réelles de l'approbation d'un tel projet, dont la réalisation équivaldra à retirer chaque année 50 000 véhicules de la circulation. Cinquante mille véhicules, c'est le parc automobile de la ville de Brandon, qui se trouve être la deuxième plus grande ville du Manitoba.

*Travaux des subsides*

Or, les conservateurs et les néo-démocrates affirment: « Dieu nous garde de collaborer avec le secteur privé ». Poussant les choses à l'extrême, ils font valoir que l'entreprise appartient à un milliardaire ou à un multimillionnaire et que par conséquent, elle ne devrait pas profiter de notre appui, ni même être admissible à un tel projet.

Il me semble que ces députés se montrent sélectifs. Faut-il comprendre que le gouvernement du Canada ne devrait pas collaborer avec le secteur privé? Est-ce à dire que nous ne devrions pas faire la promotion des changements ni, parfois, offrir des incitatifs pour y arriver? Vont-ils exclure le secteur privé? Est-ce vraiment là un aspect de la politique que les conservateurs présenteront?

Un jour, avant le 21 octobre avec un peu de chance, nous découvrirons enfin le plan environnemental des conservateurs. Sont-ils en train de nous donner un indice en affirmant que le gouvernement n'avait aucune raison de collaborer avec le secteur privé dans ce dossier et qu'il n'aurait pas dû y investir un seul cent de l'argent public?

• (1640)

Est-ce que ce sera vraiment le plan de l'opposition officielle?

En procédant par élimination, nous arriverons peut-être à y voir plus clair. Nous savons que les conservateurs s'opposent à la tarification de la pollution. Ils pensent qu'il devrait être permis de polluer gratuitement. Maintenant, je commence à croire qu'ils sont d'avis que le gouvernement ne devrait absolument pas collaborer avec le secteur privé dans ce dossier.

Le Parti conservateur laisse tomber les Canadiens. Selon les gens de nos circonscriptions, il existe des initiatives que le gouvernement peut prendre pour avoir des retombées positives: la tarification de la pollution, des programmes comme ceux que je viens de mentionner et des partenariats avec différents organismes à but non lucratif, gouvernements et entreprises. Les initiatives de ce genre peuvent donner des résultats tangibles.

Les conservateurs critiquent les décisions que nous avons prises. Il est toujours intéressant de comparer les critiques que nous recevons de la part des néo-démocrates et des conservateurs en ce qui concerne les pipelines.

Pendant de nombreuses années, j'ai siégé dans l'opposition. J'espère que je passerai autant de temps du côté du gouvernement. Lorsque j'étais dans l'opposition, Stephen Harper n'a jamais construit un seul pipeline se rendant jusqu'à la côte afin que nous puissions vendre les produits canadiens à différents marchés. Lorsque Stephen Harper est devenu premier ministre, 99 % du pétrole canadien était exporté aux États-Unis. Dix ans plus tard, c'était toujours 99 %.

Stephen Harper n'a pas fait les choses correctement et c'est l'une des raisons pour lesquelles l'industrie pétrolière de l'Alberta a été aussi durement touchée au cours des dernières années. Stephen Harper n'a pas collaboré avec les Autochtones. Il ne se souciait pas des questions liées à l'environnement. Les tribunaux canadiens l'ont prouvé. Les députés peuvent comparer sa feuille de route avec la nôtre.

Les conservateurs nous reprochent d'avoir fait l'acquisition de l'oléoduc. Nous nous sommes résolument engagés à ne ménager aucun effort pour faire avancer ce dossier. On ne peut pas faire pire que Stephen Harper. Il suffit de regarder les mesures qu'il a prises à ce chapitre lors des 10 années où il était à la tête du gouvernement. Nous comparer à lui ne me dérange pas du tout.

Selon la motion des conservateurs, il s'agit d'une taxe. Encore une fois, je ne suis pas d'accord.

J'aimerais parler de Winnipeg-Nord. Selon le bureau indépendant du directeur parlementaire du budget, la tarification permettra d'améliorer la situation financière d'au moins 80 % des citoyens de ma circonscription.

Les citoyens de ma circonscription seront aussi en meilleure posture parce que le gouvernement actuel a réduit les impôts de la classe moyenne, une mesure à laquelle les conservateurs se sont opposés.

La situation des citoyens de ma circonscription sera meilleure parce que le gouvernement a mis en place l'Allocation canadienne pour enfants, au titre de laquelle le gouvernement verse 9 millions de dollars par mois aux habitants de Winnipeg-Nord seulement.

Les citoyens de ma circonscription se porteront mieux parce que le gouvernement a augmenté à environ 900 \$ par année le montant versé aux personnes âgées les plus pauvres au Canada, dont bon nombre habitent Winnipeg-Nord.

Les députés de l'opposition affirment que le gouvernement doit donner davantage de répit aux Canadiens. C'est ce qu'il a fait à maintes reprises au moyen des budgets et de mesures législatives, et c'est ce qu'il continuera de faire jusqu'aux prochaines élections.

Je me réjouis à l'idée que l'on compare la feuille de route du Parti libéral avec celle du Parti conservateur. Je suis confiant.

• (1645)

**Le vice-président:** Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir: l'honorable députée d'Essex, Le commerce international; l'honorable député de Selkirk—Interlake—Eastman, La défense nationale; l'honorable député de Regina—Lewvan, Le transport ferroviaire.

Nous passons maintenant aux questions et aux observations. Le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan a la parole.

**M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Monsieur le Président, il est intéressant de voir à quel point le député, qui est censé représenter Winnipeg, se targue de bien connaître la politique ontarienne. Cependant, personne n'oserait lui reprocher de s'écarter du discours préfabriqué, j'en suis sûr.

Ce qui me frappe dans le message des libéraux au sujet de l'environnement, c'est qu'ils disent aux gens ordinaires, aux gens qui peinent à joindre les deux bouts qu'ils doivent payer davantage à cause de l'environnement. C'est leur façon d'agir pour l'environnement, en leur faisant payer davantage. Ensuite, ils disent aux grandes sociétés prospères qu'ils leur donneront de l'argent afin de contribuer à la protection de l'environnement.

En prenant l'argent de ceux qui peinent à joindre les deux bouts pour le remettre à ceux qui sont prospères, les libéraux font exactement le contraire de l'oeuvre de Robin des Bois, sous prétexte de protéger l'environnement. Je me demande s'ils pourraient penser à une autre solution, soit d'offrir de véritables incitatifs pour soutenir les gens ordinaires. C'est ce que nous avons fait. Nous avons introduit des mesures comme le crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire. Nous ne nous sommes pas servis de l'environnement comme prétexte pour prendre l'argent des gens ordinaires. Nous avons offert un appui concret sous forme d'incitatifs environnementaux.

*Travaux des subsides*

Pourquoi le député ne songe-t-il pas à ce genre de politique? Cessera-t-il de se servir de l'environnement comme prétexte pour prendre plus d'argent dans les poches des travailleurs canadiens?

**M. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, la tarification de la pollution est l'un des aspects d'une bonne politique sociale qui permettra, en fin de compte, d'avoir un environnement plus sain. En fait, le gouvernement a pris d'autres initiatives en ce sens.

Nous avons littéralement investi des centaines de millions de dollars pour construire ou améliorer des infrastructures de transport en commun. Grâce à ce financement, on a pris toutes sortes de mesures, que ce soit la construction d'abribus, ce qui est utile puisqu'il y aura davantage de gens qui vont pouvoir prendre l'autobus, ou l'achat d'autobus plus écologiques. Cette politique comprend de nombreux aspects différents. Je crois que le secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique a mentionné que le gouvernement avait pris de 45 à 50 mesures différentes.

Je suggère au député d'en face d'examiner ce que font les autres pays et de centrer son attention, de moins pour le présent débat, sur la tarification de la pollution. C'est le véritable enjeu. Pourquoi le Parti conservateur collabore-t-il avec des personnes comme Doug Ford pour tenter de s'opposer à la tarification de la pollution, alors que tant d'autres pays reconnaissent qu'il s'agit d'une bonne chose?

**M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD):** Monsieur le Président, j'ai quelques questions au sujet d'une partie de l'intervention du secrétaire parlementaire. Il a parlé des bonnes nouvelles pour les Philippines et a souligné que ce pays a dénoncé le gouvernement pour n'être pas intervenu dans le dossier des contaminants environnementaux présents dans les conteneurs expédiés aux Philippines. J'aimerais qu'il explique ses propos, car voici ce qui s'est passé.

Des douzaines de conteneurs remplis de couches souillées et d'autres types de contaminants ont été expédiés aux Philippines. Ils ont été laissés là. Leur présence a provoqué de grandes manifestations, des troubles civils et un certain nombre d'autres choses. Le président Duterte a menacé de faire la guerre au Canada parce que la ministre de l'Environnement avait promis de faire le ménage, mais n'a rien fait pendant un an et demi.

Comment peut-on dire que c'est une bonne nouvelle que les Philippines ont menacé de faire la guerre au Canada en raison d'une autre promesse libérale brisée? C'est gênant. Il n'y a pas de quoi être fier.

• (1650)

**M. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, à titre d'information, c'est une entreprise privée qui a relégué des déchets aux Philippines il y a de nombreuses années. Une procédure judiciaire a eu lieu. Un certain nombre de facteurs étaient en jeu. Il ne fait aucun doute que le président Duterte nous a rendu un grand service en attirant l'attention sur la question. Au bout du compte, le gouvernement a pris des mesures pour régler le problème.

Il est regrettable que le NPD veuille essayer de monter en épingle un problème qui est en voie d'être résolu, ce qui me semble être une bonne nouvelle. Si le député veut une explication plus détaillée des raisons pour lesquelles il a fallu autant de temps pour régler le problème, je serais ravi de la lui donner.

**M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC):** Monsieur le Président, j'ai été ravi d'entendre le secrétaire parlementaire parler du cadeau offert à Loblaw pour l'amélioration de ses réfrigérateurs. Cette entreprise réalise des milliards de dollars de profits, mais le gouvernement libéral lui fait quand même un cadeau pour qu'elle

améliore ses réfrigérateurs. Pendant ce temps, dans ma circonscription, North Okanagan—Shuswap, des gens me demandent comment le gouvernement peut se montrer arrogant et ridicule au point de donner des millions de dollars à cette entreprise pour qu'elle améliore ses réfrigérateurs, alors qu'ils peinent à joindre les deux bouts à cause des nouvelles taxes que le gouvernement leur impose.

Dans le dernier document budgétaire, intitulé « Investir dans la classe moyenne pour faire croître l'économie canadienne », les libéraux décrivent en quelques pages ce qui me semble être la taxe sur le carbone. Ils cachent la taxe derrière l'expression « Produits issus de la redevance sur les combustibles ». Cette année, les recettes de cette taxe s'élèveront à environ 2,1 milliards de dollars. Or, sur la page des dépenses, il y a une ligne correspondante qui indique des dépenses de 2,1 milliards de dollars. Pour ce qui est des prévisions, on note des recettes au titre des produits issus de la redevance sur les combustibles qui s'élèvent à environ 5,6 milliards de dollars, et des dépenses qui atteignent le même montant.

Comment le gouvernement peut-il croire qu'il est capable de gérer des recettes de 5,6 milliards de dollars, puis de donner à la population davantage que ce qu'il perçoit et d'équilibrer quand même le budget? Le budget ne correspond tout simplement pas à ce qui a été annoncé.

**M. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, lorsque j'ai cité l'exemple de Loblaw, c'était dans le contexte d'une proposition de 48 millions de dollars. Il y a eu un processus auquel le secteur privé pouvait participer, et Loblaw a présenté l'un des 52 ou 53 projets qui ont été choisis.

Grâce à ce financement de 48 millions de dollars dans les systèmes de réfrigération, je crois qu'un travail incroyable se fera dans les innovations technologiques. Je pense que c'est une entreprise située à Mississauga qui en profitera. Les effets de ce programme seront à eux seuls l'équivalent de retirer 50 000 véhicules de la circulation.

Ce programme est ouvert aux provinces, aux territoires, aux peuples autochtones et aux sociétés sans but lucratif. La véritable question, c'est de savoir si, dans le cadre de leur plan à venir, les conservateurs vont permettre au secteur privé de participer...

**Le vice-président:** À l'ordre. Nous allons essayer de permettre à un autre député de poser une question d'ici la fin des 10 minutes qui restent.

Nous en sommes toujours aux questions et aux observations. La députée de Châteauguay—Lacolle a la parole.

[Français]

**Mme Brenda Shanahan (Châteauguay—Lacolle, Lib.):** Monsieur le Président, au Québec, nous sommes très fiers de notre leadership en matière de lutte contre les changements climatiques. Nous avons la bourse du carbone, entre autres, mais les gens demandent que nous en fassions beaucoup plus. Nous sommes très contents du programme en lien avec l'achat de véhicules électriques.

Mon collègue peut-il nous parler davantage de ce programme, qui est maintenant accessible à tous les Canadiens du pays?

• (1655)

[Traduction]

**M. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, comme je l'ai dit, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures en matière d'environnement. La députée a raison de souligner que, au Québec, par exemple, ceux qui achètent un véhicule électrique sont admissibles à une subvention du Québec. Ce montant sera désormais complété par une subvention fédérale.



*Travaux des subsides*

Fait intéressant, samedi dernier, quelqu'un m'a approché au McDonald's local pour me demander si les véhicules Tesla étaient admissibles. Je crois qu'il vaut la peine de souligner que Tesla est en train de réduire le prix d'un de ses véhicules afin que ce dernier puisse satisfaire aux exigences d'admissibilité à l'incitatif qui est offert aux Canadiens pour l'achat d'un véhicule électrique.

La lutte contre les changements climatiques comporte divers volets. Il y a une multitude de choses que le gouvernement peut faire pour contribuer aux efforts. À mon avis, l'une des choses les plus importantes qu'il peut faire est de tarifier la pollution, et je pense que nous en entendrons beaucoup plus à ce sujet au cours des mois et des semaines à venir.

**M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD):** Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Drummond.

J'aimerais traiter de quelques points. Mes observations vont d'abord porter sur certaines questions relatives aux prix de l'essence et du carburant qui n'ont pas été suffisamment abordées dans ce débat. En dehors de la construction de pipelines et des problèmes d'infrastructure connexes, il y a des choses que nous pouvons faire pour qu'il y ait davantage de reddition de comptes et pour que les consommateurs arrêtent de se faire escroquer à la pompe, où la reddition de comptes fait cruellement défaut. Je vais souligner trois choses différentes.

J'aimerais également aborder certains sujets dans le contexte de la discussion que nous avons eue précédemment sur les Philippines. Nous avons eu droit à une supposée bonne nouvelle de la part du secrétaire parlementaire, qui a dit qu'un pays avec lequel nous avons historiquement entretenu de solides relations a dû menacer d'aller en guerre parce que plus de 100 conteneurs contaminés remplis de déchets humains et d'autres ordures ont été envoyés sur ses côtes et y sont restés.

La ministre de l'Environnement a promis de s'en occuper, mais elle n'a rien fait. Voilà donc une autre promesse que les libéraux n'ont pas tenue. Les libéraux ont finalement décidé d'agir, mais, pour tout dire, il reste encore 69 conteneurs. Le Canada a déclaré qu'il va enfin les récupérer. Il s'agit, paraît-il, d'une bonne nouvelle, mais le dossier se complique parce certains de ces conteneurs sont infestés de termites.

À en croire le secrétaire parlementaire, il s'agirait d'une bonne nouvelle. Cela ne m'étonne pas parce que les réussites environnementales des libéraux sont très peu nombreuses.

Pendant la période des questions d'aujourd'hui, j'ai posé une question à laquelle on n'a jamais répondu. Elle portait sur le site Ojibway Shores, où se trouvent plus de 100 espèces en péril. Les gens du coin se sont battus pour empêcher ce site d'être rasé, mais le gouvernement n'a encore rien fait pour le protéger. Il suffirait d'un simple transfert de propriété au ministère de l'Environnement. Or, la ministre de l'Environnement ne veut pas répondre et n'a pas bougé le petit doigt. Un processus tout simple permettrait de créer un parc national, mais surtout de protéger plus de 100 espèces en péril des Grands Lacs. Les libéraux ont refusé de le faire. Il s'agit d'un simple transfert de titre, d'un ministère à l'autre, mais le gouvernement refuse d'agir. C'est inacceptable.

J'aimerais aussi parler brièvement de l'incitatif qui a été mis en place pour les véhicules électriques, quelque chose que le secrétaire parlementaire vient de mentionner. Avant toute chose, je tiens à souligner que ma circonscription, Windsor-Ouest, a été oubliée dans la liste initiale alors qu'on y fabrique des minifourgonnettes depuis des générations. Le seul véhicule électrique fabriqué au Canada ne figurait pas dans la liste établie par les libéraux, ce qui encourageait

tout le monde à choisir un véhicule fabriqué à l'étranger, alors que l'entreprise et, plus important encore, ses travailleurs contribuent chaque jour aux recettes fiscales du pays et voient à produire des produits primés de calibre mondial. La liste établie par le gouvernement n'en a pas tenu compte.

Deuxièmement, les libéraux refusent de parler du fait que le programme d'incitatifs ne comble même pas le vide laissé par celui que l'Ontario vient d'abandonner. Le ministre de l'Innovation est venu à Windsor pour dire, essentiellement, que le véhicule serait ajouté à la liste et qu'on n'avait pas à s'inquiéter. Il a ensuite reproché à Doug Ford, comme l'a fait le secrétaire parlementaire, d'avoir mis fin au programme de l'Ontario. Le programme de Doug Ford prévoyait de 10 000 \$ à 14 000 \$ pour ces véhicules. Le secrétaire parlementaire devrait savoir que le gouvernement libéral dont il fait partie n'offre pas de sommes comparables.

Le ministre est venu à Windsor. C'est là qu'on trouve le seul véhicule électrique fabriqué au Canada. En plus, ce véhicule peut transporter un grand nombre de passagers. Il permettrait donc de réduire la circulation automobile davantage que des petits véhicules. Cependant, ce n'est pas la raison pour laquelle il bénéficiera d'un incitatif. Nous avons essentiellement dû tordre le bras des libéraux pour qu'il soit admissible à cet incitatif de 5 000 \$. Curieusement, le premier ministre avait visité l'usine où ce véhicule est fabriqué moins d'un an plus tôt.

Je conseillerai donc à tous les propriétaires d'usines automobiles de ne pas laisser le premier ministre les visiter parce que, de toute évidence, cela ne servira à rien. Il se fera photographier sur la chaîne de montage. Plus tard, il dira aux travailleurs qu'il existe un programme d'incitatifs d'une valeur de 300 millions de dollars pour les véhicules à faible émission et les véhicules électriques mais, soit dit en passant, il ne s'applique pas aux véhicules fabriqués au Canada. Il s'applique uniquement aux véhicules fabriqués à l'étranger, par exemple au Mexique, en Chine et aux États-Unis.

Ce que les libéraux font actuellement est inacceptable. Il y a des mesures concrètes qui pourraient être utiles. Un enjeu important dont nous pourrions discuter aujourd'hui est la façon dont nous comptons réduire notre dépendance à l'égard du secteur pétrolier et gazier. Ce programme d'incitatifs mis en place par le gouvernement n'est pas suffisant. Il est paradoxal que les libéraux critiquent les autres, mais qu'ils refusent de négocier avec les fabricants et de prêcher par l'exemple. C'est inacceptable.

• (1700)

Il y a une ou deux choses intéressantes à souligner au sujet de la motion. Si je ne peux pas l'appuyer, c'est notamment parce qu'elle ne fait rien sur le plan de la reddition de compte à l'endroit du consommateur. La motion dit simplement « Que la Chambre demande au gouvernement de cesser de hausser le prix de l'essence en ouvrant la voie aux pipelines et en éliminant la taxe sur le carbone sur les carburants. » Elle ne fait rien pour annuler certaines des tentatives des dernières décennies de la Chambre, ni pour améliorer la reddition de comptes à l'endroit du consommateur concernant le prix à la pompe, ni pour améliorer les connaissances du consommateur à l'égard du produit qu'il achète à la pompe, ni, surtout, pour lutter contre l'exploitation à la pompe. Il y a eu de plusieurs tentatives à la Chambre.

*Travaux des subsides*

À mon arrivée ici, en 2002, j'ai découvert une partie du bon travail effectué par le député libéral Dan McTeague, qui a beaucoup travaillé au comité de l'industrie. Nous avons tenu des séances et étudié plusieurs propositions de modifications, notamment de la part du gouvernement de Paul Martin, pour favoriser la reddition de compte à l'endroit du consommateur et la surveillance. Le gouvernement avait promis d'agir, mais il n'a jamais livré la marchandise. C'était une autre promesse rompue.

J'aimerais souligner quelques-unes de ces propositions qui sont importantes parce que le problème est toujours présent aujourd'hui; il n'a jamais été réglé. Nous pouvons améliorer la situation aujourd'hui en améliorant la reddition de comptes à la pompe.

La première consistait en un projet de loi des conservateurs, le projet de loi C-14, Loi modifiant la Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz et la Loi sur les poids et mesures. Le regretté Jack Layton a examiné la question. J'attribuerais le mérite de cette mesure au regretté ancien ministre Jim Prentice. Il est triste que je parle de deux personnes qui ont déjà servi notre pays à la Chambre et qui nous ont quittés. Ils ont mis en lumière le fait que les Canadiens paient des dizaines de millions de dollars de trop à la pompe. À un moment donné, de 1999, lorsqu'on a commencé à se pencher sur ce genre de chose, jusqu'à 10 ans plus tard, on a compté pour environ 240 millions de dollars d'essence fantôme, comme on l'appelle. C'est de l'essence qui n'est pas mesurée correctement par l'indicateur de débit à la pompe et que la personne doit payer. À tout moment, 4 % des pompes, en moyenne, ne fonctionnent pas correctement. Si l'écart est de 0,5 % à 1,5 %, elles doivent être réparées dans un délai de 14 jours. Pendant ce temps, l'argent s'accumule. Ce qui est triste, c'est que les conservateurs ont privatisé l'inspection des pompes et qu'il y en a moins. Elles sont habituellement faites aux deux ans. Je dirais que si nous voulons donner plus rapidement des remises aux consommateurs et accroître la reddition de comptes et la confiance en ce qui a trait au prix payé, nous devrions porter le nombre d'inspections à une par année.

Une autre solution serait de créer un bureau de l'ombudsman du pétrole et du gaz, une recommandation faite par le comité et par le Parlement dès 2002. Comme je l'ai mentionné, c'était une des solutions que le gouvernement de Paul Martin devait mettre en oeuvre. Il en avait fait la promesse, mais il n'a pas respecté cette promesse. Un tel bureau pourrait mener des enquêtes indépendantes sur les plaintes reçues. Il aurait aussi la capacité de recueillir des renseignements. Le Canada a une grande lacune par rapport aux États-Unis en matière de reddition de comptes: le rapport de situation sur le pétrole, publié par le département de l'Énergie américain, fait une mise à jour hebdomadaire sur le raffinage et la production de pétrole. À elle seule, la production d'un tel rapport amènerait plus de transparence et de responsabilisation en nous permettant de suivre l'essence jusqu'à la pompe, de façon à savoir si, à tel moment précis, il y a gonflement des prix. Le bureau de l'ombudsman aurait certains pouvoirs et il serait en mesure de mener adéquatement des enquêtes. Il produirait et conserverait des données. Nous aurions l'assurance que le bureau de l'ombudsman n'est asservi ni aux grandes sociétés ni à l'industrie et qu'il donne des réponses objectives, ce qui améliorerait la confiance des consommateurs.

• (1705)

La troisième chose que nous pourrions faire serait de créer un office de surveillance du secteur pétrolier. Nous avons connu des pics du prix du pétrole en raison de Katrina et d'autres catastrophes naturelles, d'accidents, de conflits commerciaux et de différents problèmes de production. Nous aurions de meilleurs leviers.

En conclusion, il n'est pas seulement question de ce qui pourrait être fait dans le futur au sujet de ces enjeux. Il est question des mesures que nous pourrions déjà mettre en place pour assurer une meilleure reddition de comptes à l'endroit des consommateurs et faire en sorte qu'ils aient plus d'argent en poche, dès maintenant.

**L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.):** Monsieur le Président, Paul Martin a bel et bien créé un bureau du pétrole et du gaz. Je ne suis pas sûr qu'il correspondait exactement à la description que le député a faite. Il a été créé justement pour les raisons que le député a citées, notamment dans le but de faire enquête pour confirmer que tout se faisait selon les règles. Cependant, les conservateurs ont fermé ce bureau.

Le député pourrait-il nous dire ce qu'il pense de la fermeture de ce bureau? Je suis d'accord avec lui: c'était une bonne idée, et on avait commencé à la concrétiser.

**M. Brian Masse:** Monsieur le Président, ce bureau était en voie d'être créé, mais cela n'a jamais été fait.

Ensuite, l'entente que nous avons conclue avec Paul Martin avait été conçue par Jack Layton et elle portait sur une somme de 4,6 milliards de dollars. Paul Martin n'a jamais versé l'argent destiné aux étudiants et à leurs dettes qui était prévu dans l'entente. Hélas, ce qui s'est passé, c'est que certaines des mesures qui avaient fait l'objet de discussions n'ont jamais été mises totalement en application, comme dans bien d'autres dossiers. À l'époque où il était premier ministre, Paul Martin avait été surnommé M. Indécis justement parce que les dossiers n'aboutissaient jamais ou parce qu'il fallait beaucoup trop de temps pour les régler.

[Français]

**M. François Choquette (Drummond, NPD):** Monsieur le Président, je voudrais remercier mon honorable collègue de Windsor-Ouest de son excellent discours.

Je voudrais revenir sur les propos qui ont été tenus plus tôt au sujet des conservateurs et des libéraux. On a beaucoup parlé de la lutte contre les changements climatiques pendant ce discours. Je rappelle que les scientifiques ont mentionné qu'il ne fallait pas dépasser 1,5 ou 2 degrés Celsius d'augmentation, et préférablement 1,5 degré Celsius, afin de limiter les changements climatiques dangereux.

Pour ce faire, les scientifiques on dit qu'il faudrait avoir comme objectif de diminuer les émissions de 45 % d'ici 2030, et non pas d'atteindre la faible cible de 30 % amenée par Stephen Harper et reprise par les libéraux. Si les libéraux sont sérieux, pourquoi continuent-ils à prendre la faible cible de Stephen Harper, qui est de 30 % et qui ne permettra pas du tout de limiter les changements climatiques?

Pourquoi continuent-ils de subventionner les combustibles fossiles et gaziers, à hauteur de quelque 1,5 ou 1,7 milliard de dollars par année? Pourquoi ont-ils acheté un pipeline au coût de 4,3 milliards de dollars par année? En quoi cela aide-t-il la lutte contre les changements climatiques ou le prix du pétrole à la pompe? Je pense que cela n'aide en rien. Au contraire, cela nuit à la lutte contre les changements climatiques et cela n'aide en rien en ce qui a trait au prix du pétrole à la pompe.

*Travaux des subsides*

[Traduction]

**M. Brian Masse:** Monsieur le Président, pourquoi les libéraux n'ont-ils rien fait? Franchement, je trouve que le gouvernement a fait preuve de paresse au cours des dernières années. Les libéraux jouissent d'une importante majorité à la Chambre depuis quatre ans et voilà qu'ils se précipitent pour faire adopter des mesures législatives courantes par le truchement de projets de loi omnibus et d'autres gros projets de loi. Il n'était même pas nécessaire de procéder ainsi puisqu'ils avaient un appui et des groupes de travail multipartites sur diverses questions. C'est regrettable, car ils ont raté de belles occasions à bien des égards.

En ce qui concerne les subventions, voilà un bon exemple où on n'a pas eu la volonté politique nécessaire pour rediriger les fonds vers des possibilités meilleures et plus écologiques. Il y a pire que l'achat du pipeline et les subventions qui se poursuivent. Je parle de l'énorme déficit, qui est l'oeuvre des libéraux. Nous empruntons de l'argent et payons l'intérêt de la dette.

Il s'agit d'une des craintes et des critiques que j'ai formulées à l'endroit de l'ancien gouvernement conservateur lorsqu'il a instauré la TVH. Il ne faut pas oublier que cela avait créé un problème par rapport aux prix de l'essence. Toujours est-il que tant que nous n'aurons pas remboursé la dette, il faudra payer des intérêts.

J'ai demandé à la Bibliothèque du Parlement, qui est indépendante de la Chambre, de faire une analyse économique de la situation. Ce sont des milliards et des milliards de dollars de plus qui sont empruntés. Ainsi, le coût réel du pipeline est supérieur à son prix d'achat. C'est comme si nous avions emprunté l'argent avec une carte de crédit à taux d'intérêt élevé.

● (1710)

[Français]

**Le vice-président:** Avant de reprendre le débat et de donner la parole à l'honorable député de Drummond, je dois l'informer qu'il ne lui reste que quatre minutes pour son discours.

L'honorable député de Drummond a la parole.

**M. François Choquette (Drummond, NPD):** Monsieur le Président, je suis honoré de me lever à la Chambre pour parler de la motion à l'étude. Cet après-midi, on a beaucoup entendu parler de la lutte contre les changements climatiques, alors que la motion porte principalement sur les pipelines et le pétrole. C'était quand même intéressant de voir comment les conservateurs ont voulu nous présenter cette motion. Ils veulent plus de pipelines. Ils veulent notamment ramener le pipeline Énergie Est au Québec. Celui-ci a été dénoncé parce qu'il n'était pas viable, ni sur le plan financier ni sur le plan de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques. Il n'avait pas non plus l'approbation de la population. Pourtant, les conservateurs veulent le ramener.

Les conservateurs sont un peu drôles. Ce sont des pompiers pyromanes, comme on le dit. Ils disent qu'ils vont nous présenter un plan de lutte contre les changements climatiques, alors qu'aujourd'hui, ils ont principalement parlé de pipelines. C'est étrange. Je ne comprends pas comment le fait d'avoir plus de pipelines va nous aider à lutter contre les changements climatiques. C'est plutôt le contraire.

Comme on le sait, la plupart des députés ne sont pas des scientifiques. Il y en a parmi nous qui le sont, bien sûr, mais nous ne faisons pas des études sur les changements climatiques tous les jours. Toutefois, de telles études ont été menées cette année et l'année dernière par des centaines de scientifiques dans le monde. Ceux-ci

disent qu'il faut absolument lutter contre les changements climatiques pour ne pas se retrouver dans une situation désastreuse.

Juste cette année, les inondations qui ont eu lieu au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick nous ont rappelé l'importance de la lutte contre les changements climatiques, ainsi que les effets très concrets de ceux-ci. À Drummondville, dans Drummond, il y a eu plusieurs périodes de gel et de dégel, ce qui a lourdement perturbé l'état des routes. Il y a des nids-de-poule comme on n'en a jamais vu auparavant. C'est la démonstration des conséquences graves des changements climatiques.

Les scientifiques nous disent le contraire de ce que nous disent les conservateurs. La première chose à faire est de mettre un prix sur le carbone, mais pas comme l'ont fait les libéraux. Ceux-ci ont décidé de ne pas solliciter les grands émetteurs de gaz à effet de serre parce cela aurait une incidence sur l'économie. Voyons donc! Cela prend justement une influence sur l'économie pour qu'elle se transforme en une économie verte et à faible émission de carbone. Il faut que tout le monde, y compris les grands émetteurs, paie un prix sur le carbone. C'est l'une des erreurs des libéraux.

Toujours au sujet du prix sur le carbone, les scientifiques disent également qu'il faut intégrer le secteur de la production pétrolière et gazière dans les politiques climatiques. Or les libéraux ont fait exactement le contraire en achetant un pipeline au prix de 4,3 milliards de dollars, ce qui va complètement à l'encontre de la lutte contre les changements climatiques. De plus, ils continuent de subventionner les pipelines à hauteur de plus de 1 milliard de dollars. En effet, les subventions aux énergies fossiles se situeraient entre 1,5 milliard et 1,7 milliard de dollars par année. Cela va complètement à l'encontre de la lutte contre les changements climatiques.

Par ailleurs, les scientifiques disent qu'il nous faut une cible ambitieuse. Malheureusement, nous avons une faible cible, qui est de réduire nos émissions de 30 % d'ici 2030, et nous ne réussirons pas à l'atteindre. D'après la commissaire à l'environnement, si nous atteignons cette cible, ce ne sera que dans des centaines d'années. Cela n'a pas de sens. Les libéraux sont allés à Paris pour signer l'Accord de Paris au nom des Canadiens et des Canadiennes, mais la faible cible de 30 % qu'ils ont empruntée à Stephen Harper ne leur permettra pas de respecter leur engagement dans le cadre de cet accord. Pour ce faire, cela prendrait une diminution d'au moins 45 % des émissions de gaz à effet de serre du Canada d'ici 2030.

Ce n'est donc pas en ayant plus de pipelines qu'on va lutter contre les changements climatiques. Il faut un plan ambitieux, et le NPD va en proposer un très bientôt.

● (1715)

**Le vice-président:** Comme il est 17 h 15, conformément à l'ordre adopté plus tôt aujourd'hui, toute question nécessaire pour disposer de la motion de l'opposition est réputée mise aux voix et un vote par appel nominal est réputé demandé et différé jusqu'au mercredi 8 mai 2019, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

[Traduction]

Je vois se lever le secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre, peut-être pour soulever un point qui intéressera la Chambre.

**M. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je pense que, si vous demandez l'opinion de la Chambre, vous constaterez probablement qu'il y a consentement unanime pour dire qu'il est 17 h 30 et passer aux affaires émanant des députés.

**Le vice-président:** D'accord?

*Affaires émanant des députés*

**Des voix:** D'accord.

## AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

[Traduction]

### L'ASSURANCE-EMPLOI

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 7 février, de la motion.

**Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC):** Monsieur le Président, c'est toujours bon de vous voir au fauteuil, surtout lorsqu'il s'agit de questions vraiment importantes aux yeux des habitants de nos circonscriptions, car je sais à quel point vous vous souciez de ces questions.

Aujourd'hui, je vais parler de la motion M-201, qui porte sur la possibilité de prolonger la durée des prestations de maladie de l'assurance-emploi. Il est important de se pencher sur la question et je suis très heureuse que cette motion ait été présentée.

J'ai été conseillère de circonscription pendant 11 ans. Au cours de cette période, j'ai eu l'occasion à de nombreuses reprises de travailler avec des gens qui, malheureusement, avaient épuisé leurs prestations de maladie de l'assurance-emploi. Bien souvent, il y avait un écart considérable entre le moment où la personne présentait une demande d'assurance-emploi et de prestation d'invalidité du Régime de pensions du Canada. Dans bien des cas, la prestation du Régime de pensions du Canada commençait après quatre mois. Or, bien des gens ne se rendaient pas compte qu'ils ne travailleraient pas pendant cette période.

Ce serait extraordinaire de pouvoir mener cette étude, car les députés pourraient ainsi se pencher sur certaines questions importantes. Je vais aborder certains des éléments importants aujourd'hui, dont les raisons pour lesquelles il importe de faire cette étude ainsi que certains des coûts. Il y a deux aspects à prendre en compte.

Je remercie le député de Sydney—Victoria d'avoir présenté cette motion. Je sais que la Chambre a déjà eu des débats à ce sujet en 2011 et en 2012, mais le nombre de personnes qui ont recours aux prestations de maladie de l'assurance-emploi a beaucoup augmenté depuis. Soulignons que 38,9 % des prestataires épuisent le nombre maximal de semaines prévu.

Au fil des ans, j'ai aussi été ministre du cabinet fantôme conservateur pour la famille, les enfants et le développement social. J'ai rencontré des représentants d'un grand nombre d'organisations, d'organismes à but non lucratif et d'organismes du domaine de la santé, qui viennent nous voir pour parler des besoins des patients et des clients qu'ils représentent.

Je pense par exemple à la Société canadienne de la sclérose en plaques. Nous parlons depuis plusieurs années de certains défis auxquels ces patients sont confrontés. Dans bien des cas, leurs symptômes ne sont qu'épisodiques. Bien que l'étude sur l'assurance-emploi qui est proposée se concentre sur la possibilité de prolonger la durée des prestations, nous aurions aussi l'occasion de discuter d'autres enjeux. La motion à l'étude porte sur la possibilité de porter la durée des prestations de maladie à 50 semaines. Les discussions à ce sujet nous donneraient aussi l'occasion de parler des besoins des personnes qui sont atteintes de sclérose en plaques ou de cancer, ou qui se font remplacer une hanche ou un genou.

Voilà pourquoi, hier soir, j'ai jeté un coup d'oeil sur certaines des périodes de réadaptation pour savoir ce qui se passe si une personne

doit se faire remplacer une hanche ou un genou. Peut-elle retourner au travail? Le délai moyen pour retourner à un travail de bureau est de quatre à six semaines, mais c'est parfois beaucoup plus long. Il faut aussi comprendre que certaines personnes ne sont pas en mesure de revenir pour occuper un travail de bureau. Par exemple, pour les camionneurs qui doivent toujours monter dans leur véhicule et en descendre, les gens qui travaillent dans une ferme ou dans une usine de transformation des aliments, ou ceux qui occupent un poste qui est exigeant physiquement, une période de repos prolongé n'est pas seulement une nécessité, mais aussi une ordonnance médicale. On dit souvent aux patients qu'ils doivent prendre jusqu'à six mois de congé. Les personnes ne pourraient recevoir des prestations de maladie que durant les 15 premières semaines. Malheureusement, elles ne recevraient rien d'autre par la suite.

Bien des gens se demandent alors s'ils peuvent demander la prestation d'invalidité du Régime de pensions du Canada. Pour être admissibles, les prestataires doivent être jugés inaptes au travail pour une période d'un an ou plus. Si une personne dit à son employeur qu'elle est malade ou blessée, par exemple qu'elle s'est cassé quelque chose, et qu'elle doit s'absenter du travail durant huit mois, elle n'y aura pas droit. Bien souvent, les prestations de maladie de l'assurance-emploi sont la seule option qui s'offre aux travailleurs dans cette situation.

Il y a beaucoup d'autres choses qui mériteraient notre attention. Il n'y a pas que les prestations gouvernementales qui entrent en ligne de compte. Il y a aussi les régimes d'invalidité à court et à long terme offerts par le privé. Les employeurs sont aussi nombreux à offrir des régimes de pension et, bien souvent, il est possible de coordonner les différentes prestations.

Nous devons absolument nous demander pourquoi cette étude est nécessaire. La dernière fois que les prestations de maladie de l'assurance-emploi ont été modifiées, c'est quand elles sont passées à 15 semaines, en 1971, et encore, je crois que c'est à ce moment-là qu'elles ont été créées, point. Elles sont donc de 15 semaines depuis 1971. Je suis moi-même née en 1971, ce qui me donne 48 ans, alors je crois savoir que beaucoup de choses ont changé depuis cette époque. Il est donc plus que temps que le comité des ressources humaines et du développement des compétences se penche sur la question.

Je reconnais que beaucoup d'études ont été menées et qu'il y a eu des demandes. Récemment, le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social a donné une réponse au comité des ressources humaines et du développement des compétences. Il a indiqué que le comité doit examiner les répercussions sur les employeurs et les conséquences financières relatives à l'augmentation du nombre maximal de semaines de prestations de maladie.

• (1720)

Cette discussion a déjà commencé au comité des ressources humaines et du développement des compétences, et de nombreux témoins sont venus nous parler de la situation.

Revenons à la Société canadienne de la sclérose en plaques. Quand les gens viennent à notre bureau, ils nous disent souvent qu'ils sont en mesure de travailler une journée, mais pas la suivante. Nous devons donc également parler de leurs besoins. Ces personnes ont aussi besoin d'un plan financier. Bon nombre d'entre elles sont en mesure de travailler, mais peut-être pas de façon permanente.

*Affaires émanant des députés*

Quand nous nous penchons sur des questions de ce genre, nous devons examiner ce que seront les répercussions pour les employeurs et les employés, de même que le coût d'un tel programme. Heureusement, plus tôt ce printemps, nous avons reçu un rapport du directeur parlementaire du budget qui, sachant qu'une étude serait menée, voulait nous fournir de l'information. Le rapport montre que le coût du programme serait de 1,1 milliard de dollars en 2020, et qu'il devrait augmenter de 1,3 milliard de dollars d'ici 2025.

Je trouve ces statistiques vraiment importantes. Avant de bonifier ce programme, nous devons examiner ce qu'il en coûtera aux contribuables et aux employeurs. Nous pensons que le coût serait probablement d'environ 1,62 \$ par tranche de 100 \$ de revenu d'emploi. Il faut voir si, tout compte fait, c'est avantageux pour le Canada et, surtout, si c'est avantageux financièrement pour la personne malade.

Comparons les prestations. Le régime d'assurance-emploi offre de nombreuses prestations différentes.

La première qui me vient à l'esprit est la prestation pour proches aidants d'enfants, qui est offerte aux parents ou à toute personne ayant à charge un enfant de moins de 18 ans. Les parents peuvent ainsi prendre quelques semaines de congé pour prendre soin de leur enfant gravement malade ou blessé.

Il y a aussi la prestation pour proches aidants d'adultes, qui s'adresse aux personnes qui aident un membre de la famille âgé de 18 ans ou plus.

Une prestation que j'estime très importante est la prestation de compassion. J'étais vraiment fière lorsque le gouvernement a prolongé le nombre de semaines pendant lesquelles une personne peut toucher cette prestation, 26 semaines représentant une durée appropriée lorsqu'un être cher est en fin de vie. Grâce à cette prestation, un membre de la famille peut offrir à cet être cher un soutien psychologique et mental en cette période où il en a besoin.

Ces 26 semaines ont été fixées par l'ancien gouvernement. C'est fantastique de savoir que les membres de la famille peuvent être présents lorsqu'un être cher est en fin de vie et que des prestations leur sont offertes. La famille doit cependant coordonner les prestations. Tous les membres de la famille ne peuvent pas prendre 26 semaines chacun, mais ceux-ci peuvent coordonner les semaines de manière à ce que chaque membre de la famille puisse prendre soin d'un être cher.

J'aimerais que certains changements soient apportés, mais il faut que ce soit une approche pangouvernementale. Nous devons étudier le tout. Nous devons savoir ce que les 338 députés en pensent. Nous devons également obtenir l'avis des médecins en ce qui a trait au retour au travail des gens. Nous devons tenir compte du facteur de stress. Nous devons déterminer ce qu'il y a de mieux pour une personne qui vient de subir une grave crise cardiaque ou une chirurgie à cœur ouvert. Nous devons nous assurer qu'une personne qui cherche à retourner au travail est en bonne santé et qu'elle n'a pas besoin de prendre des congés parce qu'elle est retournée au travail trop tôt.

Quels sont les éléments que nous devrions examiner si quelqu'un s'est fait poser une prothèse du genou ou de la hanche? La personne est-elle capable de retourner au travail à temps plein? Est-elle capable de retourner au travail à temps partiel? Pourrait-elle prendre part à un programme de travail partagé? Il existe de nombreuses possibilités différentes dont il faut discuter.

Il est important que des députés se présentent devant le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des

personnes handicapées pour discuter de certaines de ces questions. Il serait aussi merveilleux que des organismes sans but lucratif et de nombreux organismes de santé viennent témoigner. Il est important d'entendre le témoignage de membres de la Société canadienne du cancer, de la Société canadienne de la sclérose en plaques, de l'Association canadienne du diabète et de multiples organismes de ce genre pour découvrir ce qui fonctionne le mieux pour les Canadiens et ce dont les familles ont besoin. Je suis tout à fait d'accord pour que nous tenions cette conversation. Tout le monde doit participer aux discussions.

Nous savons que se remettre d'une opération peut être très difficile. J'ai subi une intervention chirurgicale en janvier et je voulais revenir travailler sur-le-champ. Malheureusement, mon corps, mon esprit et ma famille ont dit qu'il n'en était pas question, mais j'ai tout de même repris le travail un peu trop tôt et, comme le dirait mon père, j'ai dû en payer la note. Je ne me sentais pas bien. Nous devons faire en sorte que tout le monde a l'occasion de prendre soin de sa santé en premier.

Je suis vraiment heureuse de pouvoir étudier cette question au comité des ressources humaines et du développement des compétences. C'est une excellente occasion pour les Canadiens de demander ce que nous avons fait au cours des 48 dernières années et ce que nous pouvons faire pour améliorer le système.

Je remercie le député de Sydney—Victoria d'avoir présenté cette motion.

● (1725)

[Français]

**M. François Choquette (Drummond, NPD):** Monsieur le Président, j'ai aussi l'honneur de me lever pour parler de cette motion.

Je suis un peu ambivalent. Je suis à la fois content et mécontent de parler de cette motion. Je suis content parce qu'il faut parler du fait que les 15 semaines qu'offre le programme de l'assurance-emploi pour guérir ne sont pas suffisantes. Cela n'a aucun sens. Qu'une personne qui tombe malade doive retourner travailler ou se retrouve sans le moindre sou pendant plusieurs semaines parce qu'elle est malade, cela n'a aucun sens.

Je suis aussi extrêmement déçu d'être obligé de parler de cette motion, qui demande une étude de la situation, alors que ce gouvernement est en place depuis quatre ans et qu'il n'a encore rien fait par rapport à cela. Cela me met dans tous mes états, parce que derrière cette motion, il y a des gens qui souffrent. Des gens se sont retrouvés avec un cancer, avec un problème de santé mentale ou avec la nécessité de subir une opération au genou ou dans le cou, par exemple. Ils ont dû s'absenter de leur travail pendant presque un an. L'assurance-emploi leur a donné 15 semaines de prestations de maladie, et après ces 15 semaines, ces gens se sont retrouvés devant rien.

Quand ils ont cherché à obtenir de l'aide et qu'ils ont frappé à toutes les portes, ils se sont retrouvés devant rien. Ils sont venus nous voir à nos bureaux. Plusieurs citoyens sont venus me demander comment cela se faisait et d'où venait ce projet de loi. Une citoyenne travaille à ce dossier pendant très longtemps. Elle a même travaillé avec Jack Layton, notre défunt chef du NPD. Cette citoyenne, qui s'appelle Marie-Hélène Dubé, a elle-même souffert de cette situation. Elle a mis sur pied une campagne qui s'appelle « 15 semaines pour guérir, ce n'est pas assez! » Elle a travaillé extrêmement fort. Elle a sensibilisé les gens à ce problème et elle a recueilli 600 000 signatures en 10 ans. Cela ne date pas d'hier.

*Affaires émanant des députés*

Quand je vois qu'on présente aujourd'hui une motion qui vise à étudier la situation en comité, cela me met dans tous mes états. Il ne faut pas proposer une motion pour étudier la situation, il faut proposer un projet de loi pour régler la situation. Cela date de 1971. Il y a 600 000 personnes qui ont signé cette pétition.

J'ai poursuivi ce combat avec les citoyens. Plusieurs d'entre eux m'ont parlé de ce problème. Je vais donner un exemple. Une citoyenne de Drummond et jeune mère de famille, Cynthia Lafontaine, a vu sa vie chamboulée après avoir reçu un diagnostic de cancer de la moelle épinière. Elle a dû se faire opérer à la moelle épinière et elle a dû réapprendre à peu près tout ce qu'elle savait faire. Elle a dû réapprendre à parler et à marcher. Elle a dû travailler pour retrouver sa motricité. Elle a dû faire tout cela et il lui a fallu beaucoup plus de 15 semaines. Après 15 semaines, les prestations de maladie de l'assurance-emploi se sont arrêtées. Elle ne recevait plus rien. Elle s'est retrouvée sans le sou, en plus de la maladie et de l'angoisse financière. Quand on est malade, on n'a pas besoin d'angoisse financière par-dessus le marché.

Cela date de 1971 et cela fait une dizaine d'années qu'elle se bat pour cela. On se serait attendu à ce que ce soit réglé. Ce n'est pas comme si les libéraux se réveillaient aujourd'hui après quatre ans et constataient que ce problème existe. Non, cela fait des années que mes collègues de Churchill—Keewatinook Aski et de Saint-Hyacinthe—Bagot clament haut et fort, à la Chambre et en comité, qu'il faut faire quelque chose pour que cela bouge.

• (1730)

Ce que l'on nous dit, c'est que le comité met cela en dessous du tapis en prétendant qu'il le fera plus tard. Quatre ans plus tard, alors que nous serons bientôt en campagne électorale, le gouvernement dit qu'il va faire une étude là-dessus. Cela est vraiment décevant, surtout si l'on pense à des gens comme Cynthia Lafontaine ou Marie-Hélène Dubé.

J'ai fait une conférence sur ce sujet, il y a quelques mois. Je voulais justement rappeler aux gens à quel point la situation est importante et à quel point elle est inhumaine. Comme je le disais tout à l'heure, on ne parle pas de prestations de maladie de l'assurance-emploi, on parle de situations humaines. On parle de gens qui ont vécu cela, de gens qui se retrouvent dans des situations complètement inacceptables. On doit corriger ces situations. On donne à peu près 45 semaines de prestations d'assurance-emploi, en situation normale. On devrait donner environ la même chose en cas de maladie grave.

Sur le terrain, dans Drummond, s'il y a des gens qui veulent me parler et signer des pétitions, je les invite à venir me voir. C'est un dossier qui me tient à cœur, parce qu'il y a des gens derrière ce problème, et il faut le régler.

Parlant des libéraux qui se réveillent, je dois dire que ce n'est pas d'hier que le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social est au courant de la situation. En 2016, il déclarait sur les ondes de Radio-Canada qu'il était à l'écoute et qu'il était sensible à cet enjeu. Il a dit: « On va continuer à faire en sorte que notre régime serve ceux qui en ont le plus besoin. [...] Nous allons revoir ce délai ».

C'était en 2016. En 2019, il n'y a rien de fait. Le mieux que les libéraux puissent faire, c'est de présenter une motion pour étudier cela en comité. Est-ce vraiment le mieux que l'on puisse faire?

Ce n'est pourtant pas comme si rien n'avait été fait par le passé. En novembre 2017, un rapport a été déposé. Ce rapport recommandait au gouvernement libéral de combler les lacunes de notre filet de sécurité sociale pour les gens aux prises avec une maladie. C'est un

constat qui a été démontré. On y dit qu'il faut rapidement trouver des solutions pour ceux dont les 15 semaines de prestations de maladie sont écoulées. Cette étude a été faite en 2017.

Une autre enquête menée par le gouvernement auprès des prestataires de l'assurance-emploi mentionne que 48 % de ceux qui ont eu recours aux prestations fédérales de maladie n'étaient pas en mesure de reprendre le travail après 15 semaines. La moitié des gens qui se retrouvent en situation de maladie et qui ont recours au système de prestations de maladie de l'assurance-emploi n'est pas en mesure de reprendre le travail.

D'ailleurs, le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie a déjà recommandé d'augmenter le nombre maximal de semaines de prestations à 50 semaines.

Le programme d'assurance-emploi de 15 semaines existe depuis 1971. Il n'y a pas eu de progrès depuis 1971. Depuis une dizaine d'années, Marie-Hélène Dubé a rencontré tous les médias, en passant par *Tout le monde en parle* et par tous les programmes matinaux de télévision. Elle a fait la tournée du Québec. Elle est allée dans plusieurs circonscriptions, et elle a rencontré plusieurs députés de la Chambre. Elle a même pris des photos avec eux. Il y a eu une étude et un rapport a été déposé en 2017. Dans ce rapport, on mentionnait que ce n'était pas assez. Puis, il y a eu encore une étude du Sénat. Or ce qu'on nous offre, après tout ce temps, après les quatre années au pouvoir du gouvernement libéral, c'est une étude en comité.

Comme je le mentionnais, 15 semaines pour guérir, ce n'est pas assez. On devrait avoir droit à environ 50 semaines de prestations. Près de la moitié des gens qui ont recours aux prestations fédérales de maladie ne sont pas en mesure de reprendre le travail après ce laps de temps. Malheureusement, comme on le sait, on a de plus en plus de cas de cancers. Au cours de sa vie, près d'un Canadien sur deux sera touché par le cancer, une maladie dont les traitements ont malheureusement une durée d'environ 52 semaines.

• (1735)

Cette motion n'est pas suffisante, et je demande au gouvernement libéral de présenter un projet de loi pour qu'on puisse régler cela avant de déclencher l'élection.

**Mme Eva Nassif (Vimy, Lib.):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends la parole aujourd'hui pour parler de la motion M-201, et de son importance fondamentale pour les Canadiens. Cette motion est parrainée par mon collègue l'honorable député de Sydney—Victoria. J'aimerais le féliciter et le remercier de son travail.

Même si le Canada s'est toujours efforcé de promouvoir les soins de la santé et leur évolution, il reste encore beaucoup de travail à faire sur le plan de l'assurance-emploi à laquelle les employés ont droit.

Selon Statistique Canada, trois Canadiens sur cinq âgés de plus de 20 ans souffrent d'une maladie chronique, et quatre Canadiens sur cinq sont à risque de développer une telle maladie. Ces maladies chroniques comprennent notamment le cancer et les maladies cardiovasculaires. Ce qui frappe le plus au sujet de ces maladies, c'est qu'à l'heure actuelle, même si nous estimons qu'elles ne sont pas guérissables, elles sont certainement traitables.

*Affaires émanant des députés*

Par conséquent, ce constat alarmant nous porte à croire que des mesures sont en place pour traiter les personnes malades et pour favoriser leur retour dans la société après la fin de leurs traitements. Toutefois, comme l'a fait remarquer le député de Sydney—Victoria, les prestations de maladie de l'assurance-emploi ne sont versées que pendant 15 semaines aux demandeurs admissibles et, en vérité, 15 semaines, ce n'est pas suffisant dans la plupart des cas.

Je pense que le député de Sydney—Victoria a une vision d'un Canada encore meilleur, et il existe des solutions. Cette motion réaffirme cette vision, en pressant le gouvernement d'agir. Depuis 2009, le prolongement des prestations de ces 15 semaines a fait l'objet de sept différents projets de loi, dont quelques-uns se sont rendus à la deuxième lecture. Cependant, ces projets de loi n'ont jamais été approuvés. Je partage sa vision et je crois qu'on pourra changer les choses en adoptant ce point de vue.

L'adoption de la motion sur l'assurance-emploi aura pour effet d'adopter des modifications importantes et nécessaires pour permettre aux Canadiens de retourner dans leur milieu de travail et de reprendre leurs activités après avoir reçu des traitements et avoir eu suffisamment de temps pour se rétablir, car la plupart des interventions pour traiter les maladies de longue durée peuvent être invasives, de sorte que la période de convalescence est plus longue.

De plus, avant d'immigrer au Canada et de terminer mes études en traduction, j'ai travaillé comme infirmière diplômée au Liban pendant la guerre civile. J'ai été témoin de scènes horribles. J'ai soigné de nombreux patients qui, en plus des maux communs qui nous affligent dans les pays occidentaux, devaient vivre dans un environnement continuellement menacé par la violence. J'ai vu de tout: des infections les plus débilitantes jusqu'aux souffrances inimaginables, des victimes de violence physique et psychologique.

Ces personnes avaient un point en commun: le temps dont elles avaient besoin pour se rétablir. Si je me fie à ce que j'ai vu et à mon expérience personnelle, la convalescence n'est pas le temps que prend une plaie à guérir, c'est plutôt le temps dont une personne a besoin pour retrouver assez de force physique et mentale pour reprendre le travail qu'elle accomplissait avant son diagnostic et ses traitements. Honnêtement, je ne crois pas qu'une période de 15 semaines soit suffisante pour qu'un patient se rétablisse après avoir reçu des traitements comme la radiothérapie et la chimiothérapie. Ces patients peuvent avoir besoin d'une convalescence de plusieurs mois, voire un an, pour retrouver suffisamment de force pour accomplir leurs activités quotidiennes. Je peux en témoigner, car j'ai déjà travaillé pendant cinq ans dans une unité d'oncologie à l'hôpital au Liban.

Bien que ces prestations de maladie de l'assurance-emploi offrent une protection adéquate à la plupart des demandeurs, environ 35 % d'entre eux épuisent leurs prestations avant de retourner au travail. C'est donc dire que ces demandeurs auraient eu besoin de plus de 15 semaines pour se rétablir, mais qu'ils ne pouvaient pas tout simplement se le permettre.

• (1740)

C'est la triste réalité du programme de prestations de maladie de l'assurance-emploi. Tout d'abord, je pense que si on ne leur accorde pas le temps dont ils ont besoin pour se rétablir, ces personnes risquent de faire une rechute. Par exemple, la dépression et le stress psychologique peuvent fortement affecter la capacité d'un patient à se rétablir à la suite d'une maladie cardiovasculaire.

Selon la Commission de la santé mentale du Canada, de 25 à 50 % des personnes atteintes d'une maladie chronique qui ne reçoivent pas un soutien particulier connaîtront aussi la dépression.

Les personnes qui souffrent de dépression à la suite d'une crise cardiaque sont plus à risque de subir une deuxième crise. En effet, les personnes atteintes d'une dépression sont plus susceptibles de développer des mauvaises habitudes de vie — telles que la surconsommation d'alcool, la mauvaise alimentation et le manque d'activité physique — qui peuvent contribuer à limiter le rétablissement relatif à la maladie initiale de la personne. Effectivement, la dépression peut fragiliser la motivation et la détermination dont les patients ont besoin pour compléter leur traitement.

Par ailleurs, il est crucial de souligner que ces gens ne sont pas sur le point de prendre leur retraite. Il s'agit la plupart du temps de jeunes adultes qui ont encore beaucoup à offrir au développement de la société canadienne.

Selon le rapport de PartenaireSanté sur les maladies chroniques et la santé mentale, on constate que 21,4 % de la population active canadienne est ciblée par des maladies chroniques, et nos jeunes sont les plus touchés.

Selon une étude, en une année, 28 % des personnes de 20 à 29 ans éprouveront un problème de santé mentale. Un travailleur sur deux est atteint de maladie mentale avant ses 40 ans. De plus, 500 000 Canadiens s'absentent du travail quotidiennement à cause de la dépression. Cet absentéisme cause un problème majeur, car cela coûte à notre économie nationale plus de 51 milliards de dollars annuellement. Notre gouvernement doit donc investir dans les jeunes Canadiens. Ils le rendront au Canada en étant actifs sur le marché du travail et, par conséquent, en contribuant à l'économie du pays.

On sait que la plupart des personnes atteintes de maladies chroniques reçoivent des traitements à l'extérieur des hôpitaux et qu'elles comptent sur leur famille et leur communauté pour répondre à leurs besoins médicaux. En outre, un sondage de Statistique Canada révèle que 20 % des aidants naturels qui s'occupent d'une personne atteinte de maladie chronique ont déclaré faire une dépression à cause de leurs responsabilités.

Tous les demandeurs de l'assurance-emploi ne bénéficieront pas nécessairement de la période prolongée de prestations pour leur rétablissement et leurs traitements. Puisque les décisions seront prises au cas par cas, ce sera une procédure subjective et, par conséquent, les demandeurs ne toucheront des prestations que pendant le nombre de semaines nécessaires à leur convalescence. Le devoir du gouvernement sera de fournir l'aide nécessaire aux patients et à leurs proches en prolongeant la durée des prestations afin de permettre aux patients un rétablissement complet de leur maladie sans en développer d'autres.

En conclusion, je suis fortement en faveur de cette motion, car je reconnais et je comprends les effets qu'elle peut avoir pour aider les Canadiens qui ont besoin d'une période de convalescence plus longue que les 15 semaines prescrites. Ces personnes ressentiront un stress lorsqu'elles n'auront plus droit aux prestations de maladie de l'assurance-emploi, si elles prennent congé pendant une période plus longue.

La motion M-201 réclame que le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées examine la possibilité et les avantages pratiques d'accroître le nombre maximal de semaines de prestations de maladie de l'assurance-emploi pour les personnes atteintes d'une maladie à long terme. Il semble donc évident que la motion M-201 doive poursuivre son cheminement.

*Affaires émanant des députés*

● (1745)

Imaginons le soulagement de toutes ces familles qui ne peuvent que regarder, impuissantes, leurs proches s'éteindre à petit feu. Il ne s'agit pas d'un objectif inatteignable, et celui-ci peut être réalisé plus rapidement qu'on le pense. Après tout, nous avons le devoir d'aider les Canadiens pour qu'ils puissent à leur tour contribuer à la croissance de la productivité du Canada.

[Traduction]

**M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP):** Monsieur le Président, c'est pour moi un réel plaisir d'intervenir encore une fois au nom de mes concitoyens.

J'aimerais remercier le député de Sydney—Victoria d'avoir présenté cette motion à la Chambre. Quand je lis la motion, je sais qu'elle a été présentée de bonne foi, mais je ne peux m'empêcher d'exprimer ma frustration et celle du Nouveau Parti démocratique face à cette demi-mesure du gouvernement libéral. La question des prestations de maladie de l'assurance-emploi n'est pas nouvelle. Cela fait plusieurs années qu'on en débat au fil des législatures et nous savons que la consécration d'une telle mesure dans la loi aurait un avantage très concret pour certains des Canadiens les plus vulnérables. C'est un fait incontestable.

Pour la gouverne des citoyens de ma circonscription, je vais prendre quelques instants pour lire la motion M-201, qui se lit comme suit:

Que, de l'avis de la Chambre, le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées devrait examiner la possibilité et les avantages pratiques d'accroître le nombre maximal de semaines de prestations de maladie de l'assurance-emploi pour les personnes atteintes d'une maladie à long terme; et que le Comité fasse rapport de ses conclusions et recommandations à la Chambre dans les six mois suivant l'adoption de la présente motion.

Comme je l'ai dit, le député de Sydney—Victoria avait de bonnes intentions lorsqu'il a présenté sa motion. Cependant, au lieu d'obtenir une mesure concrète de la part du gouvernement libéral, nous nous retrouvons encore une fois qu'avec une motion qui sera étudiée, ce qui pose problème à deux égards. Les libéraux forment un gouvernement majoritaire et trois ans et demi se sont écoulés depuis le début de la 42<sup>e</sup> législature. Ils ont eu le temps d'adopter cette mesure. Ils ont le nombre de voix nécessaires pour adopter une telle mesure législative.

Cependant, le fait est que nous en sommes à la dernière heure du débat sur la motion M-201 au cours de la 42<sup>e</sup> législature et notre marge de manoeuvre se réduit rapidement. Le comité permanent n'a donc aucune chance raisonnable de mener une étude appropriée et de disposer de suffisamment de temps pour faire rapport de ses conclusions à la Chambre.

Je tiens à souligner les raisons pour lesquelles c'est si important. À l'heure actuelle, une personne a droit à un maximum de 15 semaines de prestations de maladie de l'assurance-emploi. De plus, environ 4 demandeurs sur 10 reçoivent le maximum. C'est problématique, car les prochaines prestations fédérales qu'une personne pourrait vraisemblablement recevoir si sa maladie est de longue durée sont les prestations d'invalidité du RPC. Toutefois, pour y être admissible, une personne doit remplir deux critères: sa maladie ou son invalidité physique ou mentale doit être grave et prolongée. Elle doit satisfaire à ces deux exigences.

Lorsque j'étais une gestionnaire de cas et que j'intervenais au nom de mes concitoyens, j'ai découvert que le terme « prolongé » signifiait habituellement un an ou plus. Ce que j'ai vu lorsque je travaillais comme adjoint de circonscription et que mon bureau continue de voir, c'est que certains de nos concitoyens sont atteints

d'une maladie qui peut durer environ une trentaine de semaines. Ils ne peuvent pas toucher plus de 15 semaines de prestations de maladie, mais la durée de leur maladie n'est pas suffisamment longue pour qu'ils puissent passer à l'étape suivante.

Cela provoque énormément de stress et de frustration chez les gens ayant des problèmes de santé et, comme nous le savons, ce n'est pas bon pour leur rétablissement. C'est très problématique.

Je me suis lancé en politique parce que, lorsque je gérais des dossiers, j'en avais assez de voir des gens désespérés parce qu'ils ne touchaient plus de prestations ou qu'ils étaient incapables de trouver assez d'argent pour payer le loyer ou pour se nourrir convenablement. Dans bien des cas, je pourrais associer cela aux politiques et aux mesures législatives que la Chambre des communes a adoptées ou qu'elle n'a pas su mettre en oeuvre. Si seulement la motion M-201 était un projet de loi d'initiative parlementaire, elle pourrait vraiment servir à quelque chose.

● (1750)

Nous sommes très certainement favorables à la prolongation de la période de prestations d'assurance-emploi. Si le député de Sydney—Victoria a besoin d'un modèle, il n'a qu'à consulter mon collègue le député de Port Moody—Coquitlam, qui, en cette 42<sup>e</sup> législature, a présenté le projet de loi C-288, qui en est à l'étape de la première lecture. Ce projet de loi vise à modifier la Loi sur l'assurance-emploi afin de faire passer à 50 le nombre maximal de semaines pendant lesquelles des prestations peuvent être versées à une personne souffrant de problèmes de santé.

Il est vrai que cela entraînerait probablement des coûts, mais le fait est qu'on ne peut jamais savoir quand on va tomber malade. Les gens ne peuvent pas prévoir quand ils seront touchés par un problème de santé, mais chose certaine, ils sont heureux de savoir qu'ils peuvent compter sur un filet de sécurité lorsqu'ils en ont besoin.

Ce n'est pas tout le monde qui aurait besoin des 50 semaines, mais les gens seraient rassurés à l'idée de pouvoir bénéficier, au besoin, d'une période de prestations maximale de 50 semaines. Évidemment, au cours de cette période, les gens devraient fournir les documents médicaux appropriés pour démontrer qu'ils sont encore admissibles.

Les propositions ne datent pas seulement de la législature actuelle. Il y a eu le projet de loi C-288 pendant la 42<sup>e</sup> législature, mais mon collègue le député de Port Moody—Coquitlam a présenté un projet de loi semblable lors de la législature précédente, soit la 41<sup>e</sup> législature.

L'ancienne députée néo-démocrate Dawn Black a soulevé la question lors des 39<sup>e</sup> et 40<sup>e</sup> législatures. Il y a aussi de nombreux autres exemples, et ils ne viennent pas tous de néo-démocrates. Je crois qu'il y a eu un certain nombre de députés libéraux et bloquistes qui se sont penchés sur cette question. Récemment, une pétition de Marie-Hélène Dubé a été signée par 600 000 Canadiens, alors la volonté y est. La logique manifeste y est, et nous avons de nombreux exemples dans les législatures précédentes.

Encore une fois, tout ce que nous avons sous les yeux est une motion tendant à renvoyer la question à un comité aux fins d'une étude plus approfondie. Cependant, le gouvernement possède tous les outils dont il a besoin et détient la majorité des sièges à la Chambre. Je dirais donc qu'il devrait être très facile pour lui de modifier cette partie de la Loi sur l'assurance-emploi.

Comme je l'ai dit au début, il faut songer au nombre de prestations que nous pourrions offrir aux Canadiens avec cette seule mesure législative. Quatre Canadiens sur 10 utilisent déjà la totalité de leurs prestations de maladie.



Je vais voter en faveur de la motion M-201, mais je tiens à préciser qu'on a encore une fois laissé passer une occasion en or. C'est d'autant plus vrai dans le cas d'un gouvernement majoritaire. J'exprime ma frustration et celle de mon parti aux gens à la maison.

Ils savent que je soulève des problèmes touchant l'assurance-emploi depuis un bon moment. Comme tous les députés, j'ai un dossier des cas en cours. Des gens de ma circonscription ne reçoivent plus de prestations de maladie de l'assurance-emploi après 15 semaines. Certains d'entre eux ont tenté de retourner au travail, ce qui les a rendus encore plus malades. Lorsque je constate tout le stress associé à ces tentatives, je ne comprends pas pourquoi nous n'avons toujours pas pris le temps de régler cette question.

Je tiens à souligner clairement cette frustration. J'ose espérer que le député de Sydney—Victoria et ses collègues sont à l'écoute. Nous aurions pu nous attaquer à cette question. Chose certaine, il ne nous reste plus beaucoup de temps avant la fin de la 42<sup>e</sup> législature.

Encore une fois, je suis reconnaissant d'avoir eu l'occasion de présenter mes réflexions sur le sujet.

C'est ce qui conclut mes observations.

• (1755)

**Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota):** Le député de Sydney—Victoria a maintenant la parole pour son droit de réplique.

**L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie tous les députés qui ont pris la parole pour soutenir cette très importante motion à la Chambre, pas seulement ce soir, mais aussi les autres jours où nous en avons débattu. Comme c'est peut-être la dernière occasion que j'aurai de parler de la motion, je veux en profiter pour remercier tous les organismes qui nous ont aidés à arriver où nous en sommes aujourd'hui. Il s'agit de la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC, de la Société canadienne du cancer, de la Société canadienne de la sclérose en plaques et de nombreux autres organismes qui ont contribué à la production de cette motion et qui nous ont toujours soutenus. Ils nous ont donné de nombreux exemples de ce à quoi sont confrontées les personnes qu'ils représentent.

De plus, je dois remercier mon personnel. Je suis député depuis 19 ans. Je me souviens d'une discussion que j'avais eue avec l'une de mes premières employées, Darlene Morrison. Je lui avais demandé quelle était la chose la plus choquante qu'elle avait vue au bureau. Elle m'a répondu que c'était les gens qui tombaient malades et qui ne recevaient pas assez de prestations d'assurance-emploi pour joindre les deux bouts. Ce fut l'élément déclencheur. Depuis 19 ans, mon personnel et moi travaillons à ce dossier. Nous avons présenté à la Chambre un projet de loi d'initiative parlementaire dans le passé et nous n'abandonnons pas. Je suis heureux que mes collègues m'emboîtent le pas.

Depuis 2015, le gouvernement a apporté de nombreux changements à l'assurance-emploi, et les résultats se font ressentir dans les collectivités. Nous avons mis à jour les prestations régulières d'assurance-emploi, auxquelles s'ajoutent les prestations parentales et les prestations de compassion, qui aident les Canadiens ordinaires à traverser les périodes difficiles. Le problème est qu'à ce jour, les prestations de maladie de l'assurance-emploi n'ont fait l'objet d'aucun changement majeur. Elles sont donc les seules à ne pas avoir subi de refonte. Les gens sont toujours uniquement admissibles à un maximum de 15 semaines de prestations de maladie de l'assurance-emploi. C'est tout. Comme l'a indiqué la députée, cela n'a pas changé depuis que le régime d'assurance-emploi a vu le jour en 1971.

### *Motion d'ajournement*

Dans ma région, la région de l'Atlantique, les gens doivent avoir travaillé pendant au moins 600 heures assurables pour être admissibles aux prestations de maladie. Toutefois, ils peuvent travailler pendant 420 heures et être admissibles à 26 semaines de prestations d'assurance-emploi. Nous pouvons donc constater qu'il y a un déséquilibre.

J'aimerais revenir sur un autre point important qui a été soulevé par d'autres députés. Lorsqu'une personne apprend qu'elle a une maladie, comme le cancer du sein ou de la prostate, le médecin l'oriente vers un traitement. Cependant, elle peut attendre 10 ou 15 semaines avant même de commencer le traitement. Dix ou quinze semaines peuvent s'écouler entre le diagnostic et le début du traitement, alors que la personne malade ne reçoit plus de salaire. De nombreuses personnes sont à un paiement près de perdre leur voiture ou leur maison, et leurs actifs sont en péril. En plus de tout cela, comme l'ont fait valoir certains de mes collègues et comme nous l'avons entendu de la part de médecins, le stress subi par ces personnes lorsqu'elles ne sont pas en mesure de payer leurs factures nuit grandement à leur rétablissement. Cela s'ajoute aux effets néfastes des traitements qu'elles reçoivent.

Il semble que toute personne admissible aux prestations de maladie de l'assurance-emploi a droit au plein congé de 15 semaines. Il faut se pencher là-dessus, car le même congé de 15 semaines est accordé, que l'on souffre d'une fracture, de stress ou d'un cancer. Ainsi, une véritable réforme s'impose et il faut déterminer combien de semaines devraient être accordées pour différentes affections. La durée du congé approuvé pourrait être fondée sur l'avis d'un médecin concernant la gravité de la maladie ou de la blessure. Par exemple, une personne avec une jambe cassée pourrait n'avoir besoin que de huit semaines, alors que 30 semaines pourraient s'avérer nécessaires pour une personne atteinte du cancer. C'est logique. Toutefois, beaucoup de personnes sont obligées de retourner au travail alors qu'elles ne sont pas bien, ce qui aggrave leur stress et leur état.

Il s'agit d'une situation sérieuse, dont ont parlé beaucoup d'habitants de ma circonscription et des circonscriptions de mes collègues. Il faut donc apporter des changements. Nous devons nous pencher sur la question et l'étudier. Le régime a été instauré dans les années 1970, à une époque où la plupart des personnes atteintes d'un cancer ou ayant subi un accident vasculaire cérébral mourraient. Il n'en est plus ainsi maintenant, parce que les médicaments et les soins médicaux ont été améliorés. Nous devons aider les patients à traverser leur épreuve et à redevenir des citoyens productifs. D'autres pays offrent ce genre d'aide. Réintégrer ces personnes au marché du travail est favorable pour l'économie.

Une nation en santé est une nation qui travaille. J'espère que les députés voteront pour ma motion ce soir.

• (1800)

**Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota):** Le vote porte sur la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota):** Je déclare la motion adoptée.

(La motion est adoptée.)

---

## MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

*Motion d'ajournement*

[Traduction]

## LE COMMERCE INTERNATIONAL

**Mme Tracey Ramsey (Essex, NPD):** Monsieur le Président, il y a quelques mois, j'ai pris la parole pour poser une question au sujet de la décision des libéraux, lorsqu'ils ont signé le nouvel ALENA, de renoncer à un pourcentage de notre gestion de l'offre, en particulier pour ce qui est des produits laitiers.

Nous savons que nous avons donné un accès aux États-Unis, ce qui compromet notre gestion de l'offre et, très franchement, nuit aux agriculteurs. Nous ne cessons de l'entendre. J'ai des producteurs laitiers dans ma circonscription, Essex. En tant que néo-démocrates, nous nous y sommes opposés. Nous croyons fermement que nous ne devrions pas abandonner la gestion de l'offre, et certainement pas en ce qui concerne les produits laitiers, dans une entente après l'autre. La véritable question est de savoir pourquoi les libéraux ont trahi les familles agricoles et notre sécurité alimentaire au Canada. Ce jour-là, j'ai posé la question au premier ministre.

Le NPD croit fermement que nous devrions défendre nos secteurs soumis à la gestion de l'offre et non pas les sacrifier un peu plus dans chaque accord commercial que nous signons.

Je ne sais pas quel coup les familles de producteurs laitiers de notre pays pourront encore encaisser. Ils sont sacrifiés dans chaque accord de libre-échange. Assez, c'est assez. Dans l'AECEG, le PTPGP et, maintenant, le nouvel ALENA, nous avons concédé 8,4 % de la production laitière du Canada. Pour mettre cela en perspective pour les Canadiens qui nous regardent à la maison, c'est 800 millions de litres de lait qui ne seront plus jamais produits par nos fermes. Cela aura de graves répercussions sur les familles agricoles de tout le pays.

Nous savons que cela porte atteinte au moyen de subsistance des familles de producteurs laitiers assujettis à la gestion de l'offre ainsi qu'à leurs collectivités. Les libéraux ont le culot de prendre la parole à la Chambre, tout comme le premier ministre ce jour-là, pour répéter la ritournelle maintes fois entendue, qui n'est qu'une fausseté, à savoir qu'ils vont protéger la gestion de l'offre et la défendre d'une certaine façon. Il n'y a rien de plus faux.

Les libéraux ne comprennent-ils pas que les producteurs laitiers ne croient pas leurs allégations selon lesquelles ils sont protégés dans chacun de ces accords? Lorsque les accords sont rendus publics, les producteurs laitiers peuvent voir noir sur blanc qu'ils ont été sacrifiés, même que le précédent ministre de l'Agriculture l'a lui-même admis, disant que nous devions y renoncer. Nous devons faire quelque chose.

Je ne suis pas certaine de savoir comment cela s'inscrit dans le discours selon lequel les libéraux vont protéger la gestion de l'offre et qu'ils l'ont fait dans l'AEUMC, car rien n'est plus faux. C'est très irrespectueux, je dois dire, envers les familles agricoles. Les familles agricoles de ma région sont fatiguées d'entendre cela. C'est le boniment des libéraux. Il ne tient pas debout. Ce n'est pas la vérité. Je pense que les libéraux doivent commencer à être francs à ce sujet.

J'aimerais parler de la gestion de l'offre et de ce qui doit être fait pour la protéger. La gestion de l'offre comporte trois piliers: le contrôle des importations, le contrôle des prix et le contrôle de la production. En ce qui a trait à la production, le Canada a un système de quotas. Nous nous assurons de produire seulement la quantité de produits qu'exige le marché. Ce qui est sacrifié chaque fois qu'un accord commercial est signé, c'est le pilier du contrôle des importations. Quand on commence à importer du lait des États-Unis, comme dans ce cas-ci, sans que ce lait soit soumis aux mêmes

exigences que le lait canadien, les normes sanitaires ne sont pas respectées, notamment en ce qui a trait aux hormones de croissance bovines et aux antibiotiques. De plus, les Canadiens ne peuvent pas savoir si leur lait est entièrement produit au Canada comme l'indique la petite vache bleue. Nous savons que le système ne fonctionne pas aux États-Unis, où les agriculteurs cherchent un endroit où se débarrasser de leur lait. Bien franchement, le Canada ne devrait pas être cet endroit.

J'habite une ville frontalière. J'habite une région frontalière, dans le comté d'Essex. Les Canadiens ne traversent pas la frontière pour acheter du lait, car ils savent que les normes diffèrent dans les deux pays et connaissent les répercussions sur la santé du lait étatsunien comparativement au lait canadien.

Pourquoi les libéraux ont-ils trahi les familles du monde agricole et mis en péril la sécurité alimentaire au Canada?

● (1805)

[Français]

**M. Jean-Claude Poissant (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie la députée d'Essex de soulever cette importante question.

Le gouvernement du Canada soutient pleinement les producteurs de lait, d'œufs et de volaille canadiens, ainsi que notre système de gestion de l'offre. Les producteurs et les transformateurs de lait, d'œufs et de volaille du Canada contribuent à de nombreuses autres industries, aident à soutenir les économies locales et créent des collectivités rurales prospères et dynamiques. La promotion du commerce et le maintien de notre système de gestion de l'offre ne sont pas incompatibles. Nous venons de conclure deux des plus importantes ententes de l'histoire canadienne, l'Accord Canada—États-Unis—Mexique et l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste, et nous avons vu l'entrée en vigueur de notre accord avec l'Union européenne. Tout cela bénéficie à l'économie canadienne, au secteur agroalimentaire et aux fermiers.

Nous avons fait cela tout en protégeant le système de gestion de l'offre. Les États-Unis ont tenté de démanteler ce système, mais nous avons réussi à le préserver, à le protéger et à le défendre. L'ACEUM maintient les trois piliers de la gestion de l'offre, soit le contrôle de la production, le contrôle des prix et le contrôle des importations. Les dispositions sur la transparence sont un élément commun dans les accords de libre-échange. Elles ne compromettent aucunement la souveraineté canadienne et n'interfèrent pas avec la capacité du Canada d'amener nos classes de lait comme bon nous semble. Ces dispositions ne sont pas unilatérales au Canada. L'ACEUM obligera le Canada et les États-Unis à publier, notifier ou consulter sur divers aspects de la tarification des classes de lait.

Le gouvernement appuie sans réserve les industries laitières, avicoles et ovicoles, et nous travaillons ensemble pour évaluer les répercussions de l'ACEUM sur ces secteurs. Afin d'atténuer les répercussions d'un accès plus libre aux marchés laitiers, d'œuf et de volaille, nous avons déclaré à maintes reprises que nous compenserons pleinement et équitablement ceux qui sont touchés par l'ACEUM.

À cet effet, le gouvernement a récemment formé des groupes de travail avec les producteurs laitiers, de volaille et d'œufs, qui discuteront des nouveaux accords commerciaux et collaboreront pour développer des stratégies les aidant à s'adapter, à innover et à rester compétitifs.

[Traduction]

**Mme Tracey Ramsey:** Monsieur le Président, le député libéral régurgite les mêmes vieux discours préfabriqués sur le fait que le gouvernement appuie sans réserve la gestion de l'offre. Rien ne pourrait être aussi loin de la vérité. C'est insultant pour les familles d'agriculteurs, qui communiquent avec moi toutes les semaines parce que le gouvernement ne dit pas la vérité. Peu importe le nombre de fois qu'on la répète, une fausseté ne devient pas une vérité, et les familles d'agriculteurs en subissent les conséquences.

Je souhaite parler du droit de regard qui a été accordé aux États-Unis dans le nouvel ALENA. Les Producteurs laitiers du Canada ont demandé au premier ministre de ne pas signer l'AEUMC tant que la disposition sur le droit de regard américain n'aura pas été retirée de cet accord. Dans leur communiqué de presse, ils disent que la souveraineté du Canada est en jeu.

Dans cette entente, les libéraux accordent essentiellement un pouvoir aux États-Unis. Ce pays pourra dicter au Canada la façon dont il doit gérer son secteur laitier. Comment diable le gouvernement libéral peut-il prétendre protéger la gestion de l'offre? Comment diable peut-il prétendre maintenir la souveraineté canadienne? Les producteurs laitiers eux-mêmes disent que ce n'est pas le cas et que le gouvernement ne devrait pas signer l'AEUMC tant que cette disposition y figurera.

Le gouvernement a cédé sur la question des droits de douane. C'est bien déplorable, mais cette disposition...

• (1810)

[Français]

**M. Jean-Claude Poissant:** Monsieur le Président, je le répète, l'Accord Canada—États-Unis—Mexique maintient les trois piliers de la gestion de l'offre. Le gouvernement comprend l'importance du commerce agricole et agroalimentaire canadien pour notre économie et nos emplois.

Nos négociateurs ont travaillé fort pour faire valoir les intérêts de l'agriculture canadienne à la table. Défendre la gestion de l'offre n'a pas empêché le Canada de conclure des accords de libre-échange ou de poursuivre des ententes avec de nouveaux partenaires importants. La gestion de l'offre est le système que nos producteurs ont choisi pour eux-mêmes et qui fonctionne bien depuis de nombreuses années. Elle profite à l'économie canadienne, et je peux assurer que nous l'avons protégée et défendue et que nous continuons de la protéger et de la défendre.

Le gouvernement s'est engagé à travailler avec le secteur laitier, d'œufs et de volaille pour déterminer la meilleure voie à suivre afin de s'assurer que ces secteurs demeurent forts, qu'ils sont justement compensés et qu'ils demeurent dynamiques et innovateurs d'un bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement.

[Traduction]

#### LA DÉFENSE NATIONALE

**M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC):** Monsieur le Président, c'est avec fierté que je prends la parole à propos d'une question que j'ai posée initialement en décembre au sujet de l'investissement des libéraux dans le programme des F-35.

Lors de la dernière campagne électorale, le premier ministre avait promis qu'il n'achèterait pas le F-35. J'ai donc trouvé plutôt étrange que les libéraux investissent dans un programme dans lequel ils ne croyaient pas.

Nous arrivons enfin à la vérité. Hier, l'Institut Macdonald-Laurier, un laboratoire d'idées indépendant très respecté d'Ottawa, a publié un

#### Motion d'ajournement

nouveau rapport sur les dommages causés par le fiasco du remplacement des chasseurs canadiens. On y condamne vivement la façon dont le gouvernement a géré le dossier.

Comme les Canadiens le savent sûrement, le gouvernement veut remplacer les CF-18 du Canada par des F-18 encore plus vieux et plus usés provenant des forces aériennes australiennes. Les libéraux prennent maintenant position sur ces F-18 d'occasion.

Soyons clairs: ce fiasco est survenu parce que, en 2015, le premier ministre avait fait la promesse électorale malavisée de ne pas acheter de F-35. Depuis lors, toutes les mesures que les libéraux ont prises en vue de remplacer la flotte vieillissante de chasseurs CF-18 visent à faire oublier cette promesse, qu'ils auront beaucoup de mal à tenir, surtout s'ils entendaient vraiment procéder à un appel d'offres ouvert, équitable et transparent.

Nous savons que cet appel d'offres n'est pas transparent parce que tout le monde a reçu une ordonnance imposant le secret à vie. Nous savons aussi qu'il n'est pas équitable parce que, selon le rapport, les règles de l'appel d'offres désavantagent certaines des entreprises qui pourraient y participer.

Il est donc évident que le gouvernement libéral et le premier ministre lui-même, avec l'aide du ministre de la Défense nationale, ont fait passer les intérêts partisans du Parti libéral du Canada avant la protection de la souveraineté du pays, qui est dans l'intérêt national. Ce fiasco a porté atteinte au respect dont nous jouissons sur la scène internationale et il a particulièrement miné notre partenariat de défense avec notre allié et voisin le plus puissant, les États-Unis.

Pendant que nous étions au pouvoir, nous avons toujours défendu les intérêts des Forces armées canadiennes, mais le moral y est actuellement au niveau le plus bas jamais vu. Les membres des forces armées votent avec leurs pieds. Les pilotes, le personnel navigant et les techniciens d'aéronefs partent en masse, tout cela parce qu'ils ont perdu confiance dans le gouvernement libéral.

Au Parti conservateur, nous savons que, lorsque nous formerons le gouvernement, cet automne, nous choisirons le bon avion dans les plus brefs délais. Nous savons que nous allons rétablir nos relations avec nos partenaires de défense, en particulier les États-Unis, par l'entremise du NORAD. Nous ne gaspillerons pas des milliards de dollars de fonds publics sur de vieux avions de chasse. Nous ne perpétuerons pas la tradition des libéraux qui consiste à acheter de l'équipement usagé et usé, comme ils l'ont fait dans le passé et comme ils le font actuellement. Nous ferons en sorte que le Canada demeure fort et libre.

• (1815)

[Français]

**M. Serge Cormier (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours. Je sais qu'il aime bien blâmer notre gouvernement pour tous les déboires possibles du monde, alors je vais faire un petit retour dans le passé afin de lui rappeler de mauvais souvenirs concernant le programme des F-35 du gouvernement Harper.

*Motion d'ajournement*

Notre gouvernement a toujours été très clair: une flotte moderne d'avions de chasse est essentielle à la défense du Canada et à sa souveraineté. C'est pourquoi nous avons lancé un processus ouvert et transparent visant le remplacement de la flotte canadienne de chasseurs par 88 chasseurs avancés. Il s'agit d'une chose que les conservateurs n'ont pas pu accomplir en 10 ans au pouvoir. Grâce à cet appel d'offres, nous aurons de bons avions au bon prix, tout en créant des perspectives d'emploi pour les Canadiens et nos entreprises.

Faisons un petit retour dans le passé. Les conservateurs de Harper ont fait appel à un fournisseur unique pour presque tous les principaux achats de matériel militaire, sans appel d'offres, et ils n'ont jamais su répondre aux attentes de nos militaires.

Voici le bilan des conservateurs en matière d'avions de chasse. Tout d'abord, un rapport du directeur parlementaire du budget avait presque doublé l'estimation du gouvernement concernant l'achat d'avions modernes. Ce qui est encore plus accablant, c'est un ancien rapport du vérificateur général selon lequel les conservateurs conservaient deux séries de chiffres, une pour le public canadien et une autre pour eux-mêmes. Une décennie plus tard, il n'y a pas de nouveaux avions de chasse pour notre aviation.

Alors, au lieu de nous faire la morale, mon collègue devrait regarder ce que nous faisons en ce qui a trait au processus d'appel d'offres. Il dit que les membres des Forces armées canadiennes sont déçus, mais partout où je vais, sur le terrain, les militaires que je rencontre me disent qu'ils ont enfin un gouvernement qui pense à eux et qui s'occupe d'eux.

Notre gouvernement va fournir à l'Aviation royale canadienne l'équipement essentiel dont elle a besoin pour être pleinement opérationnelle maintenant et à l'avenir. C'est la raison pour laquelle nous lançons un concours ouvert et transparent pour l'achat de 88 nouveaux avions de combat. Quant à eux, les conservateurs n'avaient pour objectif que d'en acheter 66, et ils n'ont pas été capables d'en obtenir un seul en 10 ans.

Entre-temps, le Canada continue de participer au programme d'avions de combat interarmées, ce qui va permettre aux entreprises canadiennes d'obtenir des contrats d'une valeur de plus de 1,5 milliard de dollars américains. Cela nous donne aussi la possibilité d'acheter des avions dans le cadre de ce programme si le F-35 se qualifie dans le cadre de l'appel d'offres de la future flotte.

Cet automne, un autre rapport du vérificateur général a confirmé ce que nous avons toujours su: les conservateurs de Harper ont mal géré le dossier des avions de chasse et ont induit les Canadiens en erreur pendant plus de 10 ans. Le rapport confirmait aussi l'existence d'un écart de capacité ayant commencé sous les conservateurs de Harper.

Contrairement à eux, nous ne compromettons pas notre capacité à respecter nos engagements envers l'OTAN et le NORAD. C'est exactement pourquoi nous avons réussi à travailler avec l'Australie sur l'achat d'avions de combat pour renforcer notre flotte jusqu'à ce que le remplacement permanent de nos CF-18 soit opérationnel. Certains avions sont arrivés et d'autres arriveront prochainement.

Nous sommes obligés de prendre ces mesures à cause de l'inaction et du fiasco des conservateurs. Nous allons faire en sorte que les Forces armées canadiennes et l'Aviation royale canadienne aient l'équipement et les avions nécessaires pour continuer à remplir pleinement leur mission.

[Traduction]

**M. James Bezan:** Monsieur le Président, je n'ai aucune leçon à recevoir des libéraux.

Selon le rapport du directeur parlementaire du budget publié au printemps dernier, le programme des avions de chasse australiens coûtera 22 % de plus que ce qui était prévu. Pourquoi? Parce que les libéraux tiennent une double comptabilité.

Le rapport qui vient d'être publié par l'Institut Macdonald-Laurier inclut une copie censurée du rapport original du vérificateur général de l'automne dernier. On peut y lire la recommandation selon laquelle « la Défense nationale ne devrait pas acheter d'aéronefs pour un usage provisoire ». C'était écrit en toutes lettres, mais les libéraux l'ont supprimé.

Les libéraux ont aussi affirmé qu'ils font partie du programme d'avions de combat interarmées. Or, deux lettres du Pentagone et du département américain de la Défense indiquent que des emplois sont en péril ici parce que le Canada n'a pas suivi les règles du protocole d'entente entre les neuf pays partenaires.

Dans le cadre du programme d'avions de combat interarmées, on a créé 900 emplois directs et 9 000 emplois indirects, en plus de générer des retombées de 1,35 milliard de dollars. Les libéraux vont tout gâcher à des fins partisans. Ce n'est pas dans l'intérêt national du Canada.

• (1820)

[Français]

**M. Serge Cormier:** Monsieur le Président, je sais que la vérité est difficile à entendre pour mon collègue, mais c'est exactement ce que nous avons fait. Nous avons lancé un processus ouvert et transparent visant le remplacement de la flotte canadienne de chasseurs par 88 chasseurs avancés, et non pas 66. C'est une chose que les conservateurs n'ont pas réussi à faire en 10 ans. Les deux rapports du vérificateur général démontrent qu'ils ont très mal géré le dossier et qu'ils n'ont pas obtenu de nouveaux avions de chasse. Voilà leur bilan.

Mon collègue parle de transparence, mais je rappelle que les conservateurs avaient deux séries de chiffres: une pour le public et une autre pour eux-mêmes. On ne peut pas parler de transparence quand on a un bilan comme celui des conservateurs.

Grâce à l'appel d'offres que nous avons mis en place, nous aurons de bons avions de chasse au bon prix, tout en créant des possibilités d'emploi pour les Canadiens et les Canadiennes. Je pense que les membres des Forces armées canadiennes sont très heureux de notre bilan concernant ce programme.

[Traduction]

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

**M. Erin Weir (Regina—Lewvan, FCC):** Monsieur le Président, en décembre dernier, j'ai posé une question sur le rétablissement du service ferroviaire voyageurs de VIA Rail entre Winnipeg, Regina et Calgary. En guise de réponse, le ministre des Transports a tenté de me rassurer en me disant que VIA Rail offre des services en Saskatchewan. Il devait faire allusion au service très limité à Saskatoon, mais j'aimerais que la secrétaire parlementaire comprenne bien la différence entre Regina et Saskatoon, puisque le ministre semble avoir de la difficulté à saisir cette nuance. Ma question portait sur le rétablissement du service ferroviaire voyageurs dans le Sud des Prairies, soit entre Winnipeg, Regina et Calgary.

L'un des principaux objectifs de la Confédération canadienne était de construire un chemin de fer des Prairies jusqu'à la côte du Pacifique. Il est donc quelque peu paradoxal qu'il n'y ait maintenant plus de service ferroviaire voyageurs dans le Sud des Prairies. Évidemment, ma question ne visait pas simplement à atteindre un tel objectif historique. De nos jours, je crois que nous devons reconnaître l'importance de fournir à la population des options de transport non seulement accessibles, mais aussi écologiques.

Pratiquement toute la journée à la Chambre, nous avons débattu d'une motion de l'opposition sur le prix de l'essence, et on a beaucoup parlé de la question de savoir si un prix plus élevé inciterait les consommateurs à moins se servir de leur voiture. Un des facteurs clés dont il a été question est de savoir si les gens disposent de solutions de rechange concrètes. Dans les Prairies, il n'en existe pas.

La Saskatchewan Transportation Company et Greyhound ont toutes les deux cessé leur service de transport interurbain par autocars et, comme je l'ai souligné, VIA Rail est absente du Sud des Prairies. Les gens n'ont donc d'autre choix que de se servir de leur voiture ou de prendre l'avion. Certaines personnes n'ont pas les moyens de se déplacer lorsqu'elles en ont vraiment besoin et ceux qui ont les moyens de se déplacer doivent s'en remettre à ces solutions de transport plus polluantes. C'est l'une des raisons qui justifient le rétablissement du service de VIA Rail dans le Sud des Prairies.

Je suis certain que l'une des questions concerne les coûts. Est-ce possible? Est-ce une proposition réaliste? J'ai consulté le rapport annuel de 2017 de VIA Rail, le plus récent rapport disponible. On constate que la subvention d'exploitation par passager au mille dans l'Ouest canadien, autrement dit, pour le transport longue distance entre Toronto et Vancouver, est d'environ 32 ¢, ce qui est comparable à la subvention moyenne de 28 ¢ par passager sur l'ensemble du réseau de VIA Rail. De plus, c'est beaucoup moins que la subvention de 3 ou 4 \$ par passager au mille qui existe pour certaines régions plus éloignées desservies par VIA Rail. Ma proposition cadre parfaitement avec les activités actuelles de VIA Rail.

Pour parler en dollars totaux, la subvention pour les déplacements longue distance à l'ouest de Toronto atteint 41 millions de dollars. Étendre cette subvention à la partie sud des Prairies représenterait probablement un coût similaire, ce qui serait minime comparative-ment aux 350 millions de dollars que reçoit déjà VIA Rail.

• (1825)

**Mme Jennifer O'Connell (secrétaire parlementaire du ministre des Finances (Possibilités économiques pour la jeunesse), Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement comprend que VIA Rail a un rôle important à jouer pour fournir aux Canadiens un moyen de transport sûr d'une ville à l'autre. La société le fait sur un vaste réseau qui s'étend d'Halifax à Vancouver. La liaison transcontinentale de l'Ouest de VIA Rail, le Canadien, traverse les provinces des Prairies le long de son itinéraire de Toronto à Vancouver, desservant en cours de route de nombreuses municipalités. Le gouvernement reconnaît l'importance de ce service pour les personnes qui l'utilisent et le rôle qu'il joue pour unir notre pays.

Nous reconnaissons également que, pour certaines municipalités, — par exemple, Churchill, au Manitoba — le service ferroviaire voyageurs est la seule option viable de liaison avec d'autres collectivités. Voilà pourquoi, lorsque le service a été éliminé à Churchill, nous savions que nous devions intervenir pour le rétablir. Maintenant, le service ferroviaire voyageurs a été rétabli dans cette ville.

### *Motion d'ajournement*

Bien qu'il joue un rôle important, le service ferroviaire voyageurs n'est qu'un des nombreux moyens pour les Canadiens de se déplacer d'une ville à une autre. Dans un pays aussi vaste que le Canada où la population est très éparpillée, il est inévitable que le réseau du service ferroviaire voyageurs ne rejoigne pas toutes les collectivités.

Depuis des décennies, de nombreux Canadiens comptent sur les services d'autobus interurbains pour leurs déplacements. Quand Greyhound s'est retiré de la presque totalité de l'Ouest canadien et du Nord de l'Ontario, en octobre 2018, la disparition de ce service a été une grande perte pour les voyageurs. C'est toujours une grande perte, particulièrement pour les Canadiens des régions rurales et éloignées. Le gouvernement libéral est conscient de l'importance de cet enjeu. Il est encourageant de voir que plusieurs exploitants ont repris d'anciens trajets de Greyhound, mais il reste des lacunes dans les services. C'est pourquoi nous avons annoncé, le 31 octobre, que nous étions prêts à travailler en partenariat avec les provinces touchées dans le but de combler les lacunes du service de façon temporaire et en partageant les frais. Le gouvernement fédéral a mis de l'argent sur la table, mais le gouvernement provincial conservateur du député d'en face refuse d'utiliser ces fonds pour aider les gens de la Saskatchewan.

Nous nous sommes aussi engagés à répondre aux besoins des Autochtones en fournissant des services de transport essentiels à leurs communautés.

Pendant la prochaine année, nous poursuivrons notre collaboration avec les provinces et territoires en vue d'élaborer des solutions novatrices à long terme qui répondront aux besoins des Canadiens en matière de transport de surface interurbain. Nous avons à cœur de travailler ensemble afin que les passagers puissent compter sur un système de transport sûr et efficace, qui offre un excellent service.

**M. Erin Weir:** Monsieur le Président, d'entrée de jeu, je me joins à la secrétaire parlementaire pour dire qu'il est très décevant que le gouvernement de la Saskatchewan n'ait pas utilisé les fonds que le gouvernement du Canada a offerts pour tenter de rétablir certains services interurbains d'autocars. Toutefois, le gouvernement fédéral ne doit pas simplement attendre que la province accepte de partager les coûts des services d'autocars; le gouvernement fédéral pourrait, à lui seul, rétablir le service ferroviaire voyageurs dans le Sud des Prairies.

J'ai trouvé intéressant que la secrétaire parlementaire ait commencé par mentionner que VIA Rail est nécessaire pour offrir une option de transport aux Canadiens. Je tiens à répéter qu'il ne s'agit pas d'une option dans le Sud des Prairies. En train, il est impossible de se rendre de Winnipeg à Regina, puis à Calgary.

La secrétaire parlementaire a fait mention de tout l'argent que le gouvernement a dépensé pour rétablir le service ferroviaire voyageurs à Churchill, au Manitoba. C'est une bonne chose, mais il serait beaucoup plus économique de rétablir ce même service dans le Sud des Prairies.

*Motion d'ajournement*

**Mme Jennifer O'Connell:** Monsieur le Président, le gouvernement reconnaît à quel point les options de transport de surface sont essentielles pour répondre aux besoins de mobilité des Canadiens partout au pays, et nous prenons cette question très au sérieux. Nous sommes déterminés à collaborer avec les provinces et les territoires pour trouver des solutions qui répondent aux besoins des Canadiens en matière de transport interurbain. C'est pourquoi, dans le cadre de l'annonce faite le 31 octobre par le gouvernement fédéral, nous nous sommes engagés à collaborer avec les provinces et les territoires de l'ensemble du pays pour élaborer des solutions novatrices et à long terme visant à répondre aux besoins de mobilité interurbaine de surface des Canadiens.

Entretemps, nous continuerons de travailler avec les provinces et les collectivités autochtones intéressées par le partage des coûts afin de combler les lacunes liées au service abandonné par Greyhound le 31 octobre.

● (1830)

**Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota):** La motion d'ajournement étant adoptée d'office, la Chambre s'ajourne à demain, à 14 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 30.)

---







## TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 7 mai 2019

<b>AFFAIRES COURANTES</b>			
<b>Le vérificateur général du Canada</b>			
Le Président .....	27435	M. Schmale .....	27439
<b>Réponse du gouvernement à des pétitions</b>		M. Lamoureux .....	27440
M. Lamoureux .....	27435	M. Stetski .....	27441
<b>La Loi sur la Gendarmerie royale du Canada</b>		M. Lightbound .....	27441
M. Goodale .....	27435	Mme Wagantall .....	27444
Projet de loi C-98. Présentation et première lecture .....	27435	M. Cannings .....	27444
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	27435	M. Ste-Marie .....	27445
<b>Les délégations interparlementaires</b>		M. Sorenson .....	27445
Mme Ratansi .....	27435	M. Boulerice .....	27445
<b>Les comités de la Chambre</b>		M. Deltell .....	27446
<b>Pêches et océans</b>		M. Lamoureux .....	27447
M. Hardie .....	27435	Mme Duncan (Edmonton Strathcona) .....	27447
<b>Loi sur le programme d'alimentation scolaire pour les enfants</b>		M. Cullen .....	27448
M. Davies .....	27435	M. Lamoureux .....	27449
Projet de loi C-446. Présentation et première lecture .....	27435	M. Ste-Marie .....	27450
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	27436	M. Deltell .....	27450
<b>Travaux des subsides</b>		M. Lamoureux .....	27452
M. Strahl .....	27436	Mme Duncan (Edmonton Strathcona) .....	27452
Motion .....	27436	Mme Stubbs .....	27452
Adoption de la motion .....	27436	M. Lamoureux .....	27454
<b>Pétitions</b>		M. Davies .....	27455
<b>Le Falun Gong</b>		M. Fraser (Nova-Centre) .....	27455
M. Bezan .....	27436	M. Aboultaif .....	27458
<b>Les pensions</b>		M. Boulerice .....	27459
M. Cannings .....	27436	M. Ste-Marie .....	27459
<b>Le trafic d'organes humains</b>		M. Barrett .....	27459
Mme Wagantall .....	27436	Mme Harder .....	27460
<b>L'initiative Emplois d'été Canada</b>		M. Lamoureux .....	27461
Mme Wagantall .....	27436	M. Angus .....	27462
<b>L'assurance-emploi</b>		Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo) .....	27462
M. Caron .....	27436	M. Lamoureux .....	27463
<b>Le trafic d'organes humains</b>		M. Stetski .....	27463
M. Schmale .....	27436	M. Boissonnault .....	27464
M. Lukiwski .....	27436	M. Eglinski .....	27465
M. Dreeshen .....	27437	M. McGuinty .....	27466
M. Hoback .....	27437	Mme Stubbs .....	27466
M. Lamoureux .....	27437	M. Ouellette .....	27466
<b>Questions au Feuilleton</b>		M. Brassard .....	27468
M. Lamoureux .....	27437	M. Hehr .....	27468
<b>ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT</b>		M. Strahl .....	27469
<b>Travaux des subsides</b>		M. Simms .....	27470
<b>Motion de l'opposition Motion — Les ressources naturelles</b>		M. Lamoureux .....	27470
M. Poilievre .....	27437	<b>DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS</b>	
Motion .....	27437	<b>Le prix de l'essence</b>	
M. Lamoureux .....	27438	M. Barsalou-Duval .....	
M. Boulerice .....	27438	27471	
<b>Joanna Wardley</b>		<b>L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté</b>	
M. Peschisolido .....		M. Fast .....	
27471		27471	
<b>Le ramadan</b>		<b>La santé mentale</b>	
M. Holland .....		Mme Jolibois .....	
27471		27472	

<b>La communauté LGBTQ2</b>	
M. Boissonnault .....	27472
<b>L'économie régionale</b>	
M. Martel .....	27472
<b>Le port de Matane</b>	
M. Massé (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia) ..	27472
<b>La pauvreté</b>	
Mme Bendayan .....	27472
<b>Les politiques gouvernementales</b>	
M. Jeneroux .....	27473
<b>La Réserve de parc national Thaidene Néné</b>	
M. McLeod (Territoires du Nord-Ouest) .....	27473
<b>La Semaine de la santé mentale</b>	
M. Jowhari .....	27473
<b>Les politiques gouvernementales</b>	
M. Gourde .....	27473
<b>La défense nationale</b>	
M. Virani .....	27474
<b>Les changements climatiques</b>	
M. Aubin .....	27474
<b>Le chef du Parti libéral du Canada</b>	
M. Brassard .....	27474
<b>La pêche au homard et au crabe des neiges</b>	
M. Cormier .....	27474

## QUESTIONS ORALES

<b>Les personnes handicapées</b>	
Mme Raitt .....	27475
M. Trudeau .....	27475
<b>L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté</b>	
Mme Raitt .....	27475
M. Trudeau .....	27475
Mme Raitt .....	27475
M. Trudeau .....	27475
M. Paul-Hus .....	27475
M. Trudeau .....	27475
M. Paul-Hus .....	27475
M. Trudeau .....	27476
<b>L'environnement</b>	
M. Singh .....	27476
M. Trudeau .....	27476
M. Singh .....	27476
M. Trudeau .....	27476
<b>L'assurance-médicaments</b>	
M. Singh .....	27476
M. Trudeau .....	27476
M. Singh .....	27476
M. Trudeau .....	27476
<b>Les affaires étrangères</b>	
M. O'Toole .....	27477
M. Oliphant .....	27477
M. O'Toole .....	27477
M. Oliphant .....	27477
M. Martel .....	27477
M. Oliphant .....	27477

<b>Les services publics et l'approvisionnement</b>	
M. Martel .....	27477
Mme Qualtrough .....	27477
M. Bezan .....	27477
Mme Qualtrough .....	27478
M. Bezan .....	27478
M. Sajjan .....	27478
<b>L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté</b>	
Mme Kwan .....	27478
M. Hussien .....	27478
<b>Les services publics et l'approvisionnement</b>	
M. Dusseault .....	27478
Mme Lebouthillier .....	27478
<b>Les ressources naturelles</b>	
Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo) .....	27478
M. Fraser (Nova-Centre) .....	27479
M. Albas .....	27479
M. Sohi .....	27479
<b>La tarification du carbone</b>	
M. Poilievre .....	27479
M. Fraser (Nova-Centre) .....	27479
M. Poilievre .....	27479
M. Fraser (Nova-Centre) .....	27479
<b>Le commerce international</b>	
Mme Trudel .....	27479
M. Oliphant .....	27480
Mme Ramsey .....	27480
M. Bains .....	27480
<b>Le logement</b>	
M. McDonald .....	27480
M. Duclos .....	27480
<b>La tarification du carbone</b>	
M. Deltell .....	27480
M. Fraser (Nova-Centre) .....	27480
M. Deltell .....	27480
M. Fraser (Nova-Centre) .....	27481
M. Strahl .....	27481
M. Fraser (Nova-Centre) .....	27481
M. Strahl .....	27481
M. Fraser (Nova-Centre) .....	27481
<b>L'environnement</b>	
M. Masse (Windsor-Ouest) .....	27481
M. Gameau .....	27482
M. Boulerice .....	27482
M. Fraser (Nova-Centre) .....	27482
<b>La justice</b>	
Mme Alleslev .....	27482
M. Lametti .....	27482
M. Gourde .....	27482
M. Lametti .....	27482
M. Kent .....	27482
M. Lametti .....	27482
<b>La condition féminine</b>	
Mme Lambropoulos .....	27483
Mme Monsef .....	27483
<b>L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté</b>	
Mme Rempel .....	27483

M. Hussien .....	27483
<b>La santé</b>	
Mme Mathysen .....	27483
Mme Hajdu .....	27483
<b>L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté</b>	
Mme Dzerowicz .....	27483
M. Hussien .....	27483
<b>Les affaires étrangères</b>	
M. Sweet .....	27484
M. Goodale .....	27484
<b>L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté</b>	
M. Beaulieu .....	27484
M. Blair .....	27484
M. Beaulieu .....	27484
M. Duclos .....	27484
<b>Les questions orales</b>	
M. Weir .....	27484
Mme Chagger .....	27484
<b>Présence à la tribune</b>	
Le Président .....	27484

#### ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

##### Travaux des subsides

###### Motion de l'opposition — Les ressources naturelles

Motion .....	27485
M. Warawa .....	27485
Le Président .....	27487
M. Fast .....	27487
M. McKay .....	27488
M. Cullen .....	27488
M. Brassard .....	27489
M. Bossio .....	27490
M. Arnold .....	27490

##### Recours au Règlement

###### Les questions orales

M. Genuis .....	27491
-----------------	-------

##### Travaux des subsides

###### Motion de l'opposition — Les ressources naturelles

Motion .....	27491
M. Clarke .....	27491
Mme Shanahan .....	27492
M. Choquette .....	27493
M. Lamoureux .....	27493
M. Genuis .....	27495
M. Masse (Windsor-Ouest) .....	27496
M. Arnold .....	27496
Mme Shanahan .....	27496
M. Masse (Windsor-Ouest) .....	27497
M. Bagnell .....	27498
M. Choquette .....	27498
M. Choquette .....	27499
Demande et report d'office du vote par appel nominal ..	27499

#### AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

##### L'assurance-emploi

Motion .....	27500
Mme Vecchio .....	27500
M. Choquette .....	27501
Mme Nassif .....	27502
M. MacGregor .....	27504
M. Eyking .....	27505
Adoption de la motion .....	27505

#### MOTION D'AJOURNEMENT

##### Le commerce international

Mme Ramsey .....	27506
M. Poissant .....	27506

##### La défense nationale

M. Bezan .....	27507
M. Cormier .....	27507

##### Le transport ferroviaire

M. Weir .....	27508
Mme O'Connell .....	27509

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>